

Rapport National de
Développement
Humain

SÃO TOMÉ et PRÍNCIPE

2002

**Changements de
1990 à 2002 et
Développement
Humain**



RAPPORT NATIONAL DE DEVELOPPEMENT
HUMAIN SÃO TOMÉ ET PRÍNCIPE - 2002

Changements de 1990 à 2002 et Développement Humain



Equipe de préparation du Rapport National sur le Développement Humains à Sao Tomé e Príncipe

Sous la supervision du Représentant Résident du PNUD à S.T.P.

Marta Ruedas (jusqu'à septembre de 2001)

Christian Lehembre (à partir de juillet 2002)

et sur direction technique de l'Assistant du Représentant Résident pour le Programme

António Viegas

Consultants Internationaux

José Maria Caller Celestino - Coordonnateur de la recherche, élaboration de l'étude de cas sur "Migrants Santoméens au Portugal" et Rédaction du Rapport

Collaboration du PNUD Bolivie

Juan Fernando Calderon Calderon - Supervision générale du Rapport

Armando Ortuño - Elaboration du Profil du Développement Humain et Pauvreté à S.Tomé e Príncipe

Consultants Nationaux

Norberto Costa Alegre - Elaboration des Changements Politiques et Economiques et Coordination de la Publication du Rapport;

Paulo Fernando C. Silva Ramalho - Elaboration du chapitre "Identité Culturelle et Développement Humain" et de l'étude de cas "Stratégies sous-urbaines de lutte contre la pauvreté";

Albertino H. Dos S. S. Bragança - Participation à l'élaboration du chapitre "Identité Culturelle et Développement Humain";

Frederico Gustavo Dos Anjos

Assistants travail de terrain

Ana Sofia de Melo Alvim Coelho

Adilson Bil A. Dias da Trindade

Nelma Celina Lopes da Silva

Caustrino Leal de Jusus Alcântara

Cecilia Castelo David Viegas

Traduction

Margaita Etxegarai

Maquette e Edition

DoriaDesign - São Tomé

Préface

Le premier rapport national de Développement Humain (DH) de São Tomé e Príncipe (STP) mettait déjà en évidence la dimension culturelle du développement en évoquant son "parcours dans le temps, curieusement marqué d'interruptions constantes et par une façon d'être en permanence en transition". Bien que ne s'aventurant pas encore sur le terrain de l'anthropologie, il incitait le lecteur à chercher des liens entre la "fragilité des institutions et des centres de décision politique" et un joyeux laissez-aller, qualifié pour les besoins de la cause d' "indiscipline, anarchie, carence d'autorité et d'orientation", tandis que la société y était perçue comme une "mosaïque, polychrome et polyphonique à la fois".

Un autre travail, NLTPS, mené l'année suivante sous la houlette de "Futurs Africains", se basait sur la formulation des désirs et des projections de membres représentatifs de la population, et proposait un facteur de redressement dans la cohésion nationale et dans le ressaisissement des individus devenus maîtres de leurs destinées.

C'était l'époque où, après avoir attribué au contexte international la responsabilité de l'échec des programmes de développement mis en oeuvre avec l'appui de la coopération internationale, l'on commençait à en chercher les raisons chez soi. L'on doutait alors de tout et même de l'existence de la solidarité nationale. Ne serait-on pas une société formée de pièces rapportées, dépourvue d'éthique et exposée sans aucune protection aux ruses des plus malins? Comment affronter puis renverser cette fatalité?

C'est à ce moment-là que le bureau du PNUD à STP a choisi de contribuer à stimuler la réflexion et le débat en s'inscrivant dans la perspective de la culture et du changement pour mieux cerner toutes les questions qui surgissent autour du paradigme de développement humain à S. Tomé e Príncipe.

Il a été nécessaire pour cela de faire appel à des professionnels de l'anthropologie qui savent poser un regard sur la société à la fois distant et pénétrant. Un de ces professionnels a séjourné dans le pays et a formé une équipe aux techniques de l'enquête sur le terrain. Les données ainsi recueillies ont servi à élaborer puis à prouver et enfin à valider la théorie du modèle culturel dominant dans le monde des roças dont l'histoire se confond avec celle du pays (chapitre 2). Modèle tellement dominant qu'il imprègne les moeurs, même après le déclin de la ruralité (chapitre 3). Une autre méthode d'enquête a permis de restituer les comportements du monde péri-urbain (chapitre 5) et d'inviter le lecteur à mieux comprendre l'enchaînement sans fin de la pauvreté où l'assujettissement à la fatalité est à la fois cause et effet.

Cependant l'espoir de voir les choses changer existe. Une partie du travail est consacrée aux changements politiques et économiques qui ont déjà eu lieu depuis l'indépendance et surtout depuis la mutation au régime de multipartisme (chapitre 4) et, une autre a trait à la communauté des Santoméens émigrés à Lisboa où un échantillon représentatif d'étudiants et cadres a été consulté sur ses dispositions à contribuer à l'introduction de changements dans la société santoméenne (chapitre 6).

L'étude détaillée du développement humain est au centre de l'ouvrage (chapitre 4). Elle a aussi été confiée à des spécialistes qui ont tout d'abord calculé l'indice, puis l'ont comparé à celui des pays d'Afrique subsaharienne ainsi qu'à celui d'autres petits pays insulaires, avant de l'analyser selon des critères de genre et de régions.

Il est enfin revenu à un consultant national de revoir l'ensemble et d'en souligner la

cohésion en formulant des recommandations (chapitre 7) qui se profilaient déjà tout au long de l'ouvrage et qui se concentrent maintenant sur l'amélioration des performances de développement humain.

Le plus gros de ce travail était réalisé en 2001. Il a ensuite été consolidé, puis certains chiffres ont été mis à jour. Au cours de cet intervalle, les hypothèses sur le potentiel pétrolier du pays sont devenues des assurances et le processus qui va faire de STP un pays producteur de pétrole s'est bel et bien engagé.

Mais pour qui et pour quoi ? Les éléments de réponse à cette question cruciale se trouvent dans ce rapport. On y trouve cette déclaration "Le pays doit décider entre deux options" (cf chap 2, § quelles options ?):

"Reproduire encore une fois le modèle d'organisation sociale, politique et économique basé sur la construction du sens conforme à celui élaboré à partir des roças".

"Générer les conditions qui permettront une culture ouverte sur la base du développement humain".

Traduit en termes de gestion de revenus du pétrole, cela signifie soit

que le gros de ces revenus serait monopolisé par quelques privilégiés, avec une croissante marginalisation du commun des citoyens; soit

que ces revenus seraient considérés comme une occasion de faire participer toute la population au développement équitable du pays, en termes de genres, de régions et de couches sociales, avec la disparition de la pauvreté comme conséquence logique.

Le PNUD, comme beaucoup d'autres, plaide pour la transparence dans la gestion des ressources et il s'emploie à orienter la réflexion des autorités et de la société civile vers la philosophie du développement humain.

Mais ce qui fera la différence c'est la faculté du pays à changer. Il lui faut en effet poursuivre le chemin engagé depuis l'instauration du multipartisme avec la réforme des institutions et intérioriser l'esprit qui anime toute démocratie. Il semble que cet esprit prévale dans certaines couches de la population locale, mais aussi parmi les Santoméens installés au Portugal, interviewés pour les besoins de cette étude.

Notre souhait est que ce travail puisse contribuer à une réflexion sur les changements.



Christian Lehembre



Marta Ruedas

Liste des Abréviations

ADI - Action Démocratique Indépendante
AFD - Agence Française de Développement
APD - Aide Publique au Développement
BAD - Banque Africaine de Développement
BCE - "Banco Comercial do Equador"
BCSTP - "Banco Central de S. Tomé e Príncipe"
BM - Banque Mondiale
CEAC - Communauté des Etats d'Afrique Centrale
CFA - Communauté Financière Africaine
CST - "Companhia Sãotomense de Telecomunicações"
DH - Développement Humain
PRES - Programme de Réhabilitation Economique et Sociale
RDSTP - République démocratique de S. Tomé e Príncipe
RGDH - Rapport Global de Développement Humain
RNDH - Rapport National de Développement Humain
SAF- Facilité d'Ajustement Structurel (Structural Adjustment Facility)
SNE - Système National d'Education
SNS - Système National de Santé
STP - São Tomé e Príncipe
SWAP - Approche sectorielle Intégrée
TBM - Taux Brut de Mortalité
TBN - Taux Brut de Natalité
TC - Taux de Croissance
TGF - Taux Général de Fécondité
TMA5 - Taux de Mortalité des Enfants de moins de 5 ans
UNESCO - Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF - Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
EB - Enseignement de Base
EP - Enseignement Primaire
ES - Enseignement Secondaire
FENU - Fonds d'Equipement des Nations Unies
FENUAP - Fonds des Nations unies pour la Population
FIDA - Fonds International de Développement Agricole

■ Liste des Abréviations

FMI - Fonds Monétaire International
HIPC - Initiative pour les Pays Pauvres hautement Endettés
IDH - Indice de Développement Humain
IDS - Indice de Développement Ajusté aux Sexes
INE - Institut National de Statistiques
IPC - Indice de prix au Consommateur
IPH - Indice de pauvreté Humaine
ISP - Institut Supérieur Polytechnique
MEC - Ministère d'Education et Culture
MLSTP - Mouvement de Libération de S. Tomé e Príncipe
MOPIRNA - Ministère des Travaux Publics, Infrastructures, Ressources Naturelles et Environnement
MPF - Ministère de la Planification et des Finances
PRES - Programme de Réhabilitation Economique et Sociale
MST- Maladies Sexuellement Transmissibles
MS - Ministère de la Santé
NLTPS - Etudes de Perspective à Long Terme
BGE - Budget Général de l'Etat
OIT - Organisation Internationale du Travail
OMS - Organisation Mondiale de la Santé
ONUDI - Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PAE - Programme d'Ajustement Structurel
PAM - Programme Alimentaire Mondial
PCD-GR - Parti de Convergence Démocratique - Groupe de Réflexion
PIB - Produit Interne Brut
PNAPAF - Programme National d'Appui à la promotion de l'Agriculture Familiale
PNB - Produit National Brut
PNUD - Programme des Nations Unies pour le Développement
PPADPP - Projet de Privatisation Agricole et Développement des Petites Propriétés
PPC - Parité des Pouvoirs d'Achat

CHAPITRE I

Introduction

Le Changement, considéré dans ses aspects politiques, économiques, et surtout socio-culturels, ainsi que dans ses multiples relations et effets sur le Développement Humain (DH), constitue le principal objet de réflexion de ce Rapport 2001 de São Tomé e Príncipe (STP).

Un regard sur l'histoire de STP nous permet de relever que, depuis sa découverte par les Portugais au XV siècle jusqu'à sa récente indépendance en 1975, ce pays s'est caractérisé par une étonnante continuité dans ses formes de vie et dans sa culture.

Puis, dans un laps de temps réduit, à peine 25 ans, la société santoméenne a été confrontée à l'émergence d'un pays soumis à des modèles économiques, sociaux, politiques et culturels jusque là inconnus pour le commun de ses habitants et mis en pratique à un rythme vertigineux. La grande majorité de la population a alors été mise devant le fait accompli de cette conjoncture sans être en mesure de l'assimiler pleinement.

Nous allons exposer sommairement les principaux changements survenus pendant cette période, en accordant une attention particulière aux changements socio-culturels, pour mieux comprendre les défis qui s'imposent.

Sur le plan politique, les Santoméens se sont emparés du pouvoir en instaurant, pour commencer, un régime à parti unique conforme à l'alignement du pays au dénommé bloc socialiste. Sur ce modèle, la première Constitution Politique de l'Etat est approuvée avec, comme organes

de souveraineté, la Présidence de la République, l'Assemblée Nationale Populaire, le Gouvernement et les Tribunaux, institués cependant sans séparation de pouvoir. Le Gouvernement est nommé par le Président de la République et celui-ci par une Assemblée, sur proposition du Mouvement de Libération de São Tomé e Príncipe (MLSTP). En 1987, est créée la charge de Premier Ministre comme chef du Gouvernement.

Ce premier effort d'organisation politique du nouvel Etat indépendant donne des signes d'épuisement vers la moitié des années 80 et ce régime va définitivement tomber lors de l'effondrement des régimes socialistes de l'Union Soviétique et de l'Europe de l'Est. STP opte alors pour l'alternative d'une démocratie avec multipartisme, ce qui entraîne des changements institutionnels notables dans toute la sphère publique.

En 1990 la II République voit le jour et elle est fondée sur une nouvelle Constitution Politique. Les organes de souveraineté s'ajustent à un Etat de Droit, en partant du principe selon lequel la souveraineté de l'Etat appartient au peuple santoméen qui l'exerce par le biais du suffrage universel.

Des lois qui s'ajustent à la nouvelle Constitution Politique sont publiées, parmi lesquelles se distinguent: *Leis de Direito do Sufragio e do Recensamento Eleitoral; dos partidos Políticos; da Nacionalidade, do Estatuto dos Titulares de Cargos Políticos; das Comissoes Eleitorales e Lei Eleitoral*¹.

On légifère aussi pour réformer le système judiciaire et l'ajuster à l'Etat de Droit: *Lei de Base do Sistema Judiciário; Lei Orgânica do Ministério Público e Estatuto dos Magistrados*² .

Et pour garantir l'exercice des droits civiques et du travail dans une société démocratique sont approuvées: *Lei de Imprensa; do Direito de Reuniao e de Manifestação et les Leis Sindical, de greve e do Régime Jurídico das Condições Individuais de Trabalho*³ .

La nouvelle Constitution permet l'autonomie du pouvoir local et la décentralisation, ce qui se traduit, en législation, par: *Leis Electoral dos Orgaos das Autarquias Locais; das Finanças Locais; Quadro das Autarquias Locais e da Autarquia Especial designada Regiao do Príncipe*⁴ .

Ces réformes semblent avoir consolidé les droits civiques et politiques au long des années 90. Le principal incident, en ce qui a trait à la démocratie, est le coup d'Etat militaire manqué de 1995, qui n'a d'ailleurs pas empêché que le transfert de pouvoir s'exerce au grès des successives élections législatives et présidentielles.

Toutefois, des progrès restent à accomplir en matière de bonne gouvernance. L'administration décentralisée ne se développe pas à cause du fait que les pouvoirs locaux manquent à la fois de ressources économiques et du personnel nécessaire ; quant à l'administration centrale, elle est encore loin du point où on pourrait la considérer efficiente. L'indépendance réelle du pouvoir judiciaire est en voie de consolidation et les institutions de la société civile ont besoin de se renforcer pour jouer leur rôle social et politique.

L'économie aussi subit des changements notables en cette période d'indépendance. Une fois passé le chaos initial qui accompagna le départ massif de la main d'œuvre qualifiée portugaise, STP adapte son économie au modèle politique en vigueur. La politique de nationalisations qui en découle affecte les terres, les activités bancaires, le commerce extérieur, les transports collectifs, l'énergie, le courrier et les télécommunications. La gestion se centralise et s'ajus-

te aux exigences de l'Etat, désormais chargé de dynamiser l'économie nationale.

La stratégie de développement s'oriente vers la diversification de l'économie pour outrepasser la dépendance à la quasi monoculture de cacao. Mais cette ambition n'est pas couronnée de réussite et, au contraire, la brusque chute des prix de ce produit affecte le pays de plein fouet. Les crédits et aides au développement ne réussissent pas à améliorer substantiellement la situation et la dette externe va en augmentant considérablement. A partir de 1987, le pays se voit obligé d'appliquer un Programme d'Ajustement Structurel avec l'appui de la coopération internationale, et un cycle de négociations pour sortir de la crise est engagé. Après les deux premiers crédits d'ajustement - Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) - le programme échoue pour incapacité de paiement d'une dette déjà exorbitante.

Les changements de modèle politique commencent à se refléter sur le modèle économique. Il n'incombe plus à l'Etat de dynamiser l'économie nationale et on procède à la re-privatisation de la terre. Le modèle des grandes plantations laisse le pas à celui des petites parcelles, dans une tentative de créer un nouveau paysannat, d'augmenter la productivité et de diversifier l'économie agricole. Le pays est ouvert aux investissements étrangers et les systèmes financier et fiscal sont réformés.

Cependant, les réformes entreprises n'atteignent pas les objectifs escomptés. La dépendance au cacao continue. Il constitue 96% des exportations et l'activité économique non liée au secteur primaire dépend surtout de projets à financement extérieur. La base industrielle est très faible et se limite à quelques entreprises d'énergie et manufactures qui génèrent 5,5% du PIB tandis que la construction entre pour 13,8% du PIB. Le commerce, le transport, la banque et le tourisme contribuent avec 39,3% au PIB et l'administration publique avec 22%.

Le pays supporte une des plus grandes dettes per capita du monde, évaluée à plus de 700% du PIB. Ce à quoi vient s'ajouter une progressive dépréciation de la

monnaie et un taux de chômage croissant, de l'ordre de 35%.

Les changements sociaux et culturels de ces 25 dernières années ne sont pas moins importants.

Les politiques éducatives et sanitaires déployées améliorent notablement les indicateurs sociaux associés, malgré l'existence de périodes ponctuelles de stagnation ou régression.

L'analphabétisme passe de plus de 40% à 17%. L'extension de l'éducation scolaire est appréciable, le nombre d'années moyennes de scolarité double dans le groupe d'âge de plus de 25 ans.

Mais pourtant tous les changements ne sont pas positifs. Le budget scolaire est réduit de 40% pendant ces 10 dernières années, conséquence de la dévaluation de la dobra, de la réduction des revenus provoquée par la chute du volume de production et du prix du cacao, ainsi que des effets d'un ajustement structurel qui ne prévoit pas de programme social parallèle qui maintienne les résultats positifs en éducation.

La continuelle détérioration de la qualité de l'enseignement est encore plus inquiétante car il semble qu'on soit entré dans un cercle vicieux. Les dures conditions du métier d'enseignant (insuffisance de salles et de matériels, bas salaires, etc.) et les restrictions budgétaires rebutent les enseignants les plus qualifiés qui sont alors remplacés par d'autres plus ou moins qualifiés, tandis que les élèves en formation sont de moins en moins bien préparés et qu'ils deviennent à leur tour des enseignants encore moins qualifiés qui forment des élèves de plus en plus mal éduqués. A tout ceci s'ajoute l'insuffisance du niveau supérieur de l'enseignement.

L'espérance de vie continue à être très élevée comparée au gros des pays subsahariens, mais il reste des problèmes très importants à résoudre, en particulier celui du paludisme. 72% des patients des centres sanitaires sont atteints de cette maladie qui reste la première cause de mortalité. La tendance à la réduction de la mortalité infantile est en train de s'inverser

depuis 1996 puisqu'elle est passée en quelques années de 50 à 65 pour mille. La couverture en diphtérie et polio est aussi en train de rétrograder ces dernières années et 17% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition, cause sous-jacente du chiffre de 13 pour mille de mortalité infantile. L'acquisition et la distribution de médicaments vont aussi en empirant.

Un changement social très notable remodèle le vécu des nombreux résidents des plantations qui sont en phase de se convertir en petits propriétaires agricoles ou en population urbaine, en laissant encore planer le doute sur leur localisation définitive. De toute évidence, une quantité très considérable de cette population, autrefois enfermée dans ces micro-mondes, grossit aujourd'hui le principal collectif qui a provoqué une croissance rapide de la capitale. La tentative de contrôler l'émigration de la campagne à la ville bute contre la situation économique du monde rural évoquée ci-dessus. Ceux qui demeurent dans les anciennes plantations sont en train de s'organiser en associations, fréquemment induites par la coopération internationale et les projets appuyés pour viabiliser le développement rural.

La famille subit un processus de recomposition symbolique pour s'adapter aux nouvelles réalités sociales et économiques. S'il est vrai que se maintient le système de parenté traditionnelle santoméenne -caractérisé par la polygamie masculine, une incidence élevée des unions de fait et des relations de visite, une grande mobilité dans les unions domestiques et dans la composition des agrégats familiaux-- il n'en reste pas moins vrai que les relations de solidarité et d'entraide qui en découlent se fragilisent, conséquence de la pression provoquée par la crise économique et par la pauvreté en expansion. Les devoirs et obligations masculins deviennent plus ténus et simultanément l'importance économique et sociale des femmes à l'intérieur des réseaux extensifs de parenté se renforce.

Constituées en leur essence par simple cohabitation (en 1991, à peine 6% de la population de plus de 15 ans était marié légalement) et sujettes aux effets d'une

polygamie masculine, elle-même sans doute à la source de l'augmentation du nombre de foyers dont le chef est une femme, les familles santoméennes sont de moins en moins fréquemment des familles élargies (les traditionnels *quintés glangjis*⁵ sont en train de disparaître) et de plus en plus souvent des familles monoparentales, où l'importance des rôles masculins s'efface peu à peu. Il en résulte que ce sont les femmes qui, aujourd'hui, assurent une partie significative des responsabilités liées à l'éducation et à la subsistance des enfants. Si nous rapprochons cela du nombre élevé d'enfants par femmes (5,4 en 1991), nous comprenons pourquoi ces foyers monoparentaux sont un des secteurs les plus vulnérables à la pauvreté.

Le mirage de la ville comme centre favorisant l'emploi et autres plus-values absentes du monde rural contribue aussi à faire perdre de l'importance à la famille traditionnelle, fortement hiérarchisée et insérée dans un système de valeurs liées à la consanguinité, à la terre et à la tradition. Des individus délocalisés, déracinés affluent en grand nombre à la capitale et à ses alentours (la population urbanisée est passée de 6% en 1960 à 42% en 1992 et 45% en 1998). Le sentiment d'individualisme engendré par une conjoncture de crise économique finit par contribuer à l'usure du rôle de socialisation et de contrôle qui revenait jusque là à la famille. Les gens se voient obligés de multiplier leurs efforts pour pouvoir assurer leur subsistance. Soucieux de trouver de quoi vivre, les parents sont réduits à quitter le foyer toute la journée. En conséquence, ils n'ont plus de temps à consacrer à leur famille, ce qui provoque l'irruption de phénomènes nouveaux comme les *"meninos da rua"*⁶ et l'aggravation d'autres phénomènes, comme le travail des enfants ou l'exclusion sociale des gens âgés (en 1991, ils étaient plus de 2000 à vivre seuls et la situation s'aggrave singulièrement, avec une augmentation découlant des cas d'intolérance et d'accusation de *"feitiçaria"*⁷).

Le rôle des jeunes à l'intérieur de ces structures de parenté est également affecté par les changements globaux qui se produisent dans la société santoméenne. Le "sens de la famille", exprimé par un

ensemble de manières d'agir, de penser et de sentir, transmis de génération en génération comme héritage culturel collectif, est, en quelque sorte, ébranlé et les jeunes le ressentent parfaitement. L'altération du système de valeurs et des normes de conduite donne ainsi lieu à l'apparition parmi les adolescents de comportements nouveaux -individualisme croissant, avec rupture de certains modèles de solidarité et entraide à l'intérieur des structures de parenté, valorisation de la réussite personnelle au détriment de la réussite familiale, détachement vis à vis des traditions.

L'indépendance du pays a donc amené avec elle un changement, lent mais significatif, dans le statut des divers groupes sociaux à STP, en raison surtout de la massification de l'enseignement et de la reconnaissance de l'égalité des citoyens devant la loi. Au cours de la dernière décennie, la privatisation et distribution des terres aux travailleurs des anciennes plantations, indépendamment de leur origine, contribuent puissamment à minimiser le sentiment de mépris pour le travail agricole de la part des *forros* et à stimuler le contact entre les différents noyaux de population. L'exode rural, les migrations internes et l'urbanisation croissante de la population accentuent encore plus cette tendance en provoquant une interpénétration croissante des diverses communautés qui composent la mosaïque culturelle santoméenne. Actuellement, si parler d'une communauté *"tonga"*⁸ n'a déjà plus de sens, parler d'une "communauté capverdienne" de 2ème ou 3ème génération commence également à en avoir de moins en moins.

Si, en fait, il y a, dans cette dernière décennie, un changement culturel qui ait un impact véritable et manifeste dans le tissu ethno-culturel santoméen, on ne peut pas douter que ce soit l'amortissement presque complet du phénomène "gabon", cette barrière qui sépare les Santoméens et renvoie les anciens ouvriers embauchés à l'extérieur et leurs descendants à un statut inférieur.

La grande mobilité sociale engendrée par les facteurs signalés ci-dessus se traduit par une approche progressive de la communauté *forra* vers les autres communau-

tés, fait qui peut, d'ailleurs, être prouvé par le travail commun réalisé au niveau agricole et par l'incidence de plus en plus importante des mariages mixtes.

Accomplissant ainsi son destin de "nation créole", où se mêlent les sangs de provenances diverses, STP se prépare à intégrer complètement dans sa culture la dernière grande vague venue d'outre-mer, celle des ouvriers des grandes plantations de cacao et de café jadis embauchés à partir d'autres pays africains.

Un autre aspect du contexte socio-culturel de S. Tomé e Príncipe, en quelque sorte lié au précédent, et qui mérite d'être considéré avec attention au cours de cette décennie est l'écoulement migratoire en provenance de la côte africaine.

Comme dans une réédition d'un passé de grands contacts avec le continent, des petits commerçants accourent à S. Tomé, attirés par le relatif succès du commerce informel centré sur le marché "Feira dos Pontos" et ses alentours. Ils sont nigériens, gabonais, camerounais, ivoiriens, sénégalais et d'autres nationalités. Leur présence, malgré son expression réduite numériquement, est à la base de changements culturels déterminés dans l'échiquier sociologique santoméen -dans le vestiaire (les pagnes et costumes africains), dans la musique (les rythmes du continent), dans l'artisanat (les sculptures, jeux traditionnels), etc. C'est un phénomène d'acculturation et "ré-interprétation culturelle" absolument inévitable lorsqu'un peuple démarre un processus d'ouverture vers l'extérieur.

La même chose se passe avec l'émigration santoméenne au Portugal. Sur le plan culturel, STP s'est toujours trouvé à mi chemin entre l'Europe et le continent africain; conséquence de la tradition historique, le continent européen a toujours servi de pont privilégié pour le transfert de valeurs culturelles et de modèles de comportement. Or, cette "approche psychologique" de l'Europe est toujours aussi intense aujourd'hui le jour -non seulement pour le fait que de nombreux membres de l'actuelle élite politico administrative ont fait leurs études au Portugal, mais aussi à

cause du retour saisonnier croissant des émigrants santoméens fixés à Lisbonne et autres villes portugaises. De nouvelles technologies, des façons de construire, des modes, des musiques, des danses et habitudes de consommation arrivent dans les bagages de ces gens qui reviennent de temps en temps pour tuer le mal du pays et revoir leurs familles.

Un autre changement bien visible apparaît au cours de ces dernières années. La liberté et la tolérance découlant du processus démocratique démarré en 1990 ont eu une répercussion remarquable dans la pratique religieuse à STP, ce qui se traduit par l'irruption de nouvelles confessions religieuses, presque toutes d'inspiration chrétienne. En fait, outre les confessions catholique, adventiste et évangéliste, de longue tradition dans la société santoméenne -ces deux dernières introduites initialement dans les plantations par des travailleurs de Sierra Leone, recrutés après l'émancipation des esclaves affranchis (1875/76) et poursuivies pendant les premières décennies de ce siècle par des ouvriers venus d'Angola- on assiste à une augmentation de la pratique religieuse par l'arrivée de nouvelles églises (Maná, Nouvelle Apostolique, Règne de Dieu, Ba'ha, Approfondissement Chrétien, Témoins de Jéhovah, Assemblée de Dieu, Dieu est Amour, etc.) qui, profitant de la liberté de culte, viennent s'implanter dans le pays pour offrir une réponse au découragement et aux perplexités provoquées par la crise économique et sociale.

Le caractère récent du phénomène et la rareté des données disponibles ne permettent pas encore de discerner -dans la perspective des changements de comportement et de leurs implications dans le développement humain-- quelles seront les conséquences pour le tissu socio-culturel santoméen de cette prolifération de cultes et messages religieux.

Dans cette société à racine anthropologique européenne et africaine, la pratique du catholicisme amenée jadis par les missionnaires européens se confronte, et ce depuis les premiers temps, à la vigueur des pratiques animistes véhiculées par les esclaves africains. C'est ainsi que, dès les

premiers temps, la religion catholique est "forcée" de s'adapter à cette réalité, ce qui aboutit à un syncrétisme enrichissant avec d'autres pratiques et cultes de racine typiquement africaine. Mais, certains aspects importants de ce syncrétisme magico-religieux tendent à disparaître, surtout dans cette dernière décennie, tels que le *pagá-devê*¹¹ et *e flecê*¹², rituels fortement socialisateurs et jouissant d'une grande popularité dans un passé récent.

On se réfère enfin aux pratiques fétichistes et chamanistes de plus en plus populaires dans le pays et dont la diffusion est allée en augmentant proportionnellement à la progression de la crise économique et sociale. En fait, si ces rituels ont toujours constitué une pièce importante de l'univers cosmogonique santoméen, il est vrai que leur actuelle montée en puissance est typique d'un contexte socioculturel secoué par la crise économique et la rapide érosion des valeurs traditionnelles. Et si jadis le recours aux pratiques occultes ou la participation au *djambi* (rituel de chamanisme originaire d'Angola) étaient exclusifs des couches sociales de moindre visibilité, il est incontestable qu'aujourd'hui le nombre d'individus appartenant aux échelons supérieurs de la société demandeurs de *stijons*¹³ ou de *fiticêlos*¹⁴ ou de places de *djambi* est en train d'augmenter.

La communication sociale a un rôle déterminant dans les changements survenus depuis 1990 à STP. On peut même dire que la radio et la télévision - si nous considérons le noviciat de la presse écrite santoméenne comme facteur modelant de la société - sont à la base de l'ouverture sur le monde extérieur, en faisant sentir leur influence dans tous les aspects de la vie sociale.

Même s'ils subissent les effets de limitations humaines et matérielles très prononcées qui se reflètent en particulier sur la qualité des programmes, les organes de communication sociale cités ci-dessus contribuent puissamment à l'intégration de STP dans la scène mondiale. En outre, ils s'assument comme véhicules de changement par excellence, en concédant un espace aux idées nouvelles et en motivant la participation des citoyens dans le pro-

cessus de changements politiques et économiques.

La multiplicité et la diversité des organes de communication surgis dans la phase de démocratisation encouragent la pluralité d'opinions dans la société santoméenne. Ils ont aussi favorisé une autre approche au monde, plus large, ainsi qu'une meilleure compréhension de la croissante interdépendance des peuples et cultures, résultat de l'expansion des technologies d'information et des réseaux mondiaux de communication -la mondialisation.

Cette succession de changements provoque, outre les réactions concrètes issues du fait que les situations dans les divers domaines s'améliorent ou s'empirent, un degré appréciable de mal-être collectif, issu de la difficulté à assimiler, contrôler et diriger le Changement que tout ceci représente dans son ensemble. .

Très proche de cet inconfort partagé se trouve l'incertitude sur les attentes pour l'avenir et l'accélération progressive des changements en cours, puisque STP se voit plongé, de façon apparemment inévitable, dans le processus de mondialisation mentionné.

La découverte récente du pétrole et sa prochaine exploitation vont encore plus accentuer les connections avec l'extérieur. L'arrivée des compagnies étrangères, du personnel qui fait partie du processus, les mouvements de capitaux nécessaires et l'ouverture de nouveaux services associés paraissent opérer dans ce sens.

Par ailleurs, la coopération internationale semble, de son côté, disposée à continuer à ouvrir le pays sur de nouveaux défis, tandis qu'elle va, selon toute prévision, garder une capacité notable et une influence proportionnelle à sa participation-clé dans le développement économique du pays.

Les nouvelles technologies, de plus en plus visibles et en expansion à STP, vont porter à la connaissance de leurs utilisateurs un monde plus vaste et avec des possibilités et options méconnues. Leur avancée relative par rapport à l'Afrique subsa-

harienne marque une différence en faveur des Santoméens, mais elle va simultanément rendre plus conscientes les limitations économiques et les difficultés à participer, dans de bonnes conditions, dans ce monde aux nouvelles opportunités, ce qui peut engendrer des frustrations.

L'intégration régionale prévisible, si on suit la ligne tracée dans les autres aires économiques et si on prétend augmenter les chances de STP, va aussi exiger de nouvelles et de meilleures compétences, des capacités personnelles, économiques et institutionnelles pour répondre convenablement à la concurrence, faute de quoi l'intégration sera plus profitable aux autres membres du bloc qu'aux Santoméens intéressés.

La constitution d'une zone franche et le développement à fond du tourisme vont aussi accentuer la vitesse du changement et l'exigence d'en affronter les effets prévisibles, si tôt que possible.

Tous ces faits se présentent en ordre dispersé et de façon moins contrôlée que voulu. La grande question qui se pose alors est si STP, sa société, ses institutions, ses agents, vont pouvoir affronter les défis issus de tous ces changements ou si ce sera la dynamique propre au changement qui transformera la société, l'économie, la politique et la culture de STP sans aucune intervention endogène.

Le présent Rapport de Développement Humain prétend contribuer à la réflexion sur le grande question du Changement dans un pays comme STP, en partant non seulement de sa conjoncture politique, économique et sociale mais aussi de son identité culturelle et des options ouvertes de reconfiguration pour s'ajuster à un monde globalisé et pour mieux faciliter le développement humain.

Etant donné que le Programme des Nations Unies pour le Développement est le principal promoteur de cette réflexion, les groupes les plus pauvres et plus vulnérables constituent la priorité maximum, raison pour laquelle l'analyse des "opportunités" qui se présentent et des scénarios où elles pourront se développer prend en

considération la vision de ces collectifs et les effets sur eux-mêmes de ces processus.

Le Rapport est divisé en 7 chapitres qui suivent un ordre logique, mais qui peuvent aussi être lus indépendamment.

Le chapitre 1 est la présente introduction qui prétend poser le problème central du rapport.

Il part de la position de STP comme pays émergeant, affronté à un processus de changement général, manifesté en plusieurs changements ponctuels, qui contraste de façon très visible avec une étonnante continuité du commun de son histoire antérieure à l'Indépendance. Dans cette première présentation des changements, les changements socioculturels sont mis en relief en raison du regard privilégié qui leur est accordé dans ce rapport et qui est associé, à notre avis, au poids de la culture dans le problème du changement de STP. Cette introduction socio-culturelle fournit également une information de base qui permet d'aborder le chapitre 2 centré sur l'identité culturelle.

Après avoir présenté les changements les plus notables, se profilent ceux qui vont arriver à très court terme, à cause des processus externes et internes en cours. Se pose ensuite la question de fonds relative à qui ou quoi va les affronter et essayer de leur donner l'orientation désirée, en supposant que cela se passera ainsi, étant donné qu'existe la possibilité réelle de leurs déclenchements selon des dynamiques hors du contrôle des Santoméens.

Le **chapitre 2** aborde 2 questions essentielles:

1) La complexité de la tension existant entre une identité culturelle forgée pendant des siècles de domination coloniale et dans des circonstances très contraignantes pour le commun des santoméens plongés dans le monde des roças et une nouvelle identité possible à partir des demandes qui surgissent dans la nouvelle conjoncture;

2) le pays possible qui peut surgir du Changement et le profil identitaire associé, en partant de l'hypothèse selon laquelle

le existe encore la possibilité réelle de construire une nouvelle identité comme société et comme pays, où le développement humain joue un rôle fondamental; mais on peut aussi penser à un scénario qui façonne une nouvelle identité fondée sur la profonde inégalité des chances et des capacités qui a toujours marqué l'histoire de STP.

Le chapitre 3 se penche sur les changements politiques et économiques plus récents et les approfondit pour pouvoir disposer d'un cadre objectif à partir d'une approche diachronique.

Après une brève référence à la période de transition et à l'évolution de la Première République, il analyse en profondeur les principales réformes institutionnelles de la Seconde République, la transformation de STP en un Etat de Droit et le processus d'ajustement à une économie de marché. Il effectue une revue des principaux problèmes économiques de ces dix dernières années et des indicateurs de base et consacre une attention spéciale à la réforme agraire et à ses premiers effets sociaux et économiques sur la population rurale.

Le chapitre 4 présente un profil du développement humain de STP le plus complet possible si on considère que les données disponibles sont limitées.

En premier lieu, il expose les caractéristiques les plus saillantes de ce développement, en comparaison avec d'autres pays, en le situant, avec les nouvelles mesures de calcul, à un niveau moyen de DH. Les composantes de l'Indice de Développement Humain (IDH) sont ensuite désagrégées pour mettre en relief les particularités de STP. On constatera alors que le pays se trouve dans une situation privilégiée au point de vue de l'espérance de vie, et de l'éducation, mais qu'il est marginal sur son niveau de vie. En second lieu, les changements en DH produits durant les vingt dernières années sont étudiés avec une approche diachronique pour faire ressortir les tendances les plus nettes. Une troisième partie est consacrée à l'analyse des disparités et des niveaux de pauvreté existants dans le pays, en partant de l'importance des groupes les plus défavorisés

pour une étude de ces caractéristiques. Le point de vue adopté est celui de la pauvreté en capacités. Enfin, sont tracées quelques lignes qui devraient être respectées pour améliorer le DH et réduire les disparités détectées.

Les deux chapitres suivants sont chacun une étude de cas tournée vers la réflexion sur la réalité du changement à partir de diverses positions et perspectives. Son poids spécifique vient de la subjectivité du changement à partir de la vision des acteurs sociaux concernés.

Le chapitre 5 est une étude réalisée à S. Tomé capitale comme modèle du changement dans le monde urbain.

On part ici des stratégies populaires de lutte contre la pauvreté, sans presque aucune intervention des pouvoirs publics et en l'absence de coopération internationale, principal investisseur et agent du développement de STP. L'analyse permet d'approfondir la perception des acteurs sociaux sur les changements qui sont en train de se produire, sur l'avenir qui se profile et la façon dont on subit une situation d'incertitude aussi marquée; tout ceci à partir des positions marginales de ces personnes.

Dans cette étude, la valeur de la culture est reflétée en situations réelles. Les problèmes de la bataille au jour le jour associés au processus de changement sont illustrés par des interviews (par exemple la rapide et désordonnée émigration de la campagne vers la ville), permettent de pénétrer dans les façons de s'y affronter. C'est un bon exemple de l'importance de la culture dans le changement, observée à partir des personnes affectées.

Le chapitre 6 incorpore dans le rapport ceux qui ont émigré de STP aux terres portugaises.

Situer les migrants au centre du DH représente un effort supplémentaire, étant donné que, si on accepte de transcender ponctuellement le cas santoméen, le développement humain appartient aux personnes et est façonné pour elles, indépendamment de leur lieu de résidence. Dans un

monde où les mouvements de population sont de plus en plus fréquents, on ne peut pas continuer à présenter le degré de développement de chacun des pays comme si leurs émigrants ne leur appartenaient plus.

La distance relative de STP nous permet d'aborder le changement sans la pression immédiate et visible de ceux qui vivent au pays. D'autre part le poids de l'étude retombe sur des professionnels qualifiés qui sont plongés dans un monde européen, qui pourraient ouvrir de nouvelles voies de réflexion en profitant de leur actuelle interaction.

Ce travail poursuit trois propos de fond: premièrement, connaître la vision sur l'avenir de STP, en essayant d'apprécier les acteurs et les facteurs les plus saillants pour le changement et le DH, deuxièmement, essayer de comprendre leur relation avec d'autres Santoméens et avec STP et leur possible participation à l'avenir, troisièmement, mieux comprendre STP et les

Santoméens, surtout leur culture et leur rapport au changement.

Le chapitre 7 réunit une série de propositions à partir des résultats découlant tant des études générales que des études particulières.

On ne prétend pas tirer des conclusions définitives, vu la complexité des problèmes que pose le changement, mais plutôt ouvrir des espaces et des lignes de réflexion qui permettront de s'affronter à une conjoncture réelle inéluctable qui, selon toute prévision, affectera profondément l'avenir des Santoméens.

Pour clore ce rapport, on trouvera la bibliographie et les annexes qui réunissent les détails méthodologiques de chacune des recherches réalisées ainsi que les tableaux sur les divers indicateurs liés au développement humain (actualisés dans la mesure du possible, quoique soumis aux nombreuses limitations en cours à STP).

¹ Lois du Droit du Suffrage et du Recensement Electoral ; des Partis Politiques ; de la Nationalité ; du Statut des Titulaires de Charges Politiques, des Commissions Electorales et Loi Electorale.

²Loi de Base du Système Judiciaire ; Loi Organique du Ministère Public ; Statut des Magistrats.

³Lois de la Presse, du Droit de Réunion et Manifestation, Lois syndicales de Grève et du Régime Juridique des Conditions Individuelles de Travail.

⁴Lois Electorales des Organes des " Autarchies " Locales (NDT : proche de municipalité), des Finances Locales ; Cadre des Autarchies Locales et de l'Autarchie Spéciale de la Région de Príncipe.

⁵Littéralement :le grand pas de porte. Lieu où se font les réunions de famille.

⁶Gamins de la rue

⁷ sorcellerie

⁸La communauté des Forros est formée par les descendants des premiers Africains amenés par les Portugais, puis affranchis et ayant bénéficié d'un statut particulier (" for "). Voir chapitre suivant.

⁹S'applique aux travailleurs sous contrat originaires d'Angola ou Mozambique.

¹⁰S'applique aux étrangers originaires d'Afrique venus pour travailler dans les plantations.

¹¹Rituel individuel conduit par un " curandeiro " (guérisseur) consistant à payer la dette laissée durant une vie antérieure.

¹²Rituel de femmes pour remercier la Mère de Dieu de son assistance pendant l'accouchement et lui faire une offrande.

¹³" Facilitateurs " utilisant les connaissances de médecine traditionnelle pour accompagner les grandes étapes de la vie

¹⁴Sorcier oeuvrant sous l'emprise du diable

CHAPITRE II

Identité Culturelle et Développement Humain

Introduction

La conjoncture des successifs et rapides changements décrits succinctement ci-dessus ne peut être envisagée autrement qu'à partir de la décision des Santoméens eux-mêmes et de la considération de leur identité culturelle.

Il faut préciser que l'identité culturelle n'est pas perçue comme une exacerbation de traits culturels particuliers attribués à un collectif qui en aurait besoin pour exister (selon la coutume romantique, datant du 19^{ème} siècle, si solidement accrochée aux nationalismes européens). On part au contraire d'une conception beaucoup plus ouverte selon laquelle les peuples construisent et négocient en permanence leur identité culturelle, tant et si bien qu'elle peut varier en fonction de facteurs complexes. On note alors que les images mutuelles (des groupes-peuples impliqués) jouent un rôle prépondérant en fonction des attentes d'interaction et, surtout, des aspirations pour l'avenir. Et ainsi, le fait de vouloir arriver à être un collectif d'une certaine façon, ou de s'adapter à des modèles donnés, induit à réduire la visibilité de certains traits -ceux qui sont un obstacle majeur pour atteindre l'objectif-- tandis que certains autres acquièrent une présence considérable -pour leur concordance avec ce qui est désiré--.

Cette manière de concevoir l'identité fonctionne correctement sur les cas appliqués (comme celui qui concerne cette étude). Elle permet en effet une approche partant d'une vision dynamique et s'adaptant avec souplesse aux modifications qui, en fait, peuvent survenir chez n'importe quelle

identité, sans que cela n'implique forcément une perte. Pour ce Rapport de Développement Humain à STP, nous maintenons que le fait d'affirmer l'intérêt de prendre l'identité culturelle comme point de départ pour améliorer le DH ne signifie pas pour autant s'ancrer sur des caractéristiques traditionnelles particulières, mais se raccrocher plutôt à celles que les Santoméens choisissent comme diacritiques pour l'identité qu'ils désirent assumer. Cette identité là pourra ou non coïncider avec telles ou telles des caractéristiques du passé sélectionné comme le plus représentatif de "l'authentiquement sien".

Ce qui, en revanche, est important à prendre en compte est que l'identité collective liée à la culture peut constituer soit un appui-clef, soit un profond problème pour aborder le changement, selon la concordance plus ou moins significative entre les deux. Si l'identité culturelle, perçue de façon dynamique, se rapproche du profil requis par le changement, l'ajustement identitaire à ce changement ainsi que les processus qui l'accompagnent seront beaucoup plus plausibles. Si l'identité culturelle s'éloigne du sens du changement, il est prévisible que surviennent des difficultés majeures et des conflits de nature diverse qui peuvent réorienter le changement ainsi que l'identité.

Et quelle est la situation à STP?

Concordance, rapprochement, distanciation, débat?

Sans pouvoir encore rien affirmer définitivement, étant donné la complexité des phé-

nomènes et des processus en cours, on peut cependant affirmer que STP subit une forte tension entre l'identité modelée sur un patron historique de longue durée et une autre identité, nouvelle celle-ci, induite à partir de patrons qui remettent en question la version traditionnelle. Mais il serait précipité de situer ces deux postures en situation de force semblable ou proche l'une de l'autre, et donc un conflit ouvert immédiat n'est pas prévisible dans l'immédiat ni la réorientation qui en découlerait, évidemment. Vu sous cet angle, le fait de pouvoir poser le problème avec une certaine avance est un privilège dont on doit profiter, surtout si dans quelques années le conflit risque de devenir virulent et ne laissera alors que peu d'options pour les réflexions.

Nous allons commencer par exposer les deux modèles pour aider à la compréhension des identités en jeu.

Le modèle historique traditionnel est profondément lié au système de "roças" qu'il faut rendre plus explicite.

La roça¹⁵ est, à l'origine, une unité de production, mais, en même temps, elle se présente et se développe comme l'espace où se construit le système social des nouveaux arrivants dans un environnement étranger au départ.

Le processus de décadence du système de monoculture du sucre tout au long du XVIII^e¹⁶ siècle et sa substitution par un système basé sur diverses cultures de subsistance font que la roça ne soit plus alors l'antique unité de production, mais qu'elle est toujours le modèle de référence social, même après le processus d'urbanisation du XVIII^e siècle. La culture du cacao à partir du XIX^e siècle lui fait récupérer une fois encore toutes ses valeurs de départ.

La survie de la roça en tant qu'entité de référence sociale, politique et économique se manifeste en ultime instance en une culture forgée à l'épreuve de cette très longue tradition. C'est une culture qui n'est pas limitée au milieu rural où elle s'est développée car elle imprègne l'ensemble des Santoméens, y compris les citadins. En toute logique, cela n'implique pas forcément que les attitudes et visions sur cette

culture et le système d'origine y-associé soient similaires parmi les divers secteurs sociaux et groupes ethniques. Comme n'importe où, des façons différentes de se penser et de réfléchir sur soi-même coexistent, bien que soit partagé le même système symbolique qui donne du sens et rend la communication possible.

Les caractéristiques saillantes de ce modèle historique qui sert de référence commune sont:

1. La création et reproduction de relations de solidarité constituées par le biais d'un échange inégal de faveurs entre les patrons et les travailleurs, anciens esclaves tout d'abord, et plus tard salariés. Cette logique de solidarité se trouve, à STP, étroitement liée à l'établissement d'un système basé sur une main d'œuvre complètement déracinée. Lorsque les esclaves sont amenés de force sur le nouveau territoire, ils subissent une perte de leurs référents physiques, sociaux et symboliques, qui se traduit par une désintégration de leur antérieure identité personnelle et collective. Comme l'explique Caldeira¹⁷, les gens qui arrivent à STP perdent même leur nom et leur langue et on essaie de les acculturer selon des modèles européens, en provoquant une brutale reconstruction de leur identité. Les essais de réconciliation sont à l'origine de fuites constantes et de révoltes qui dureront des siècles. Malgré tout, ceux qui demeurent dans les roças n'ont pas d'autre solution que de se reconverter, en cherchant appui auprès de celui qui a le pouvoir de le concéder. Ceux qui, de leur côté, occupent la position privilégiée dans ce système de roças, qu'ils soient portugais ou métis, peuvent aussi tirer un bénéfice du fait de compter avec une main d'œuvre stable et contrôlable, voire augmenter leur productivité et leur pouvoir. Ce patron exerce ainsi la fonction de bâtisseur et garant de l'ordre social, ce qui s'est conservé tout au long du temps et s'est transmis aux secteurs affranchis locaux lorsqu'ils se sont mis à occuper les postes de pouvoir.
2. L'exercice de la médiation de la part de ceux qui occupent le pouvoir symbolique entre la richesse générée et le commun des gens plongés dans l'échange de faveurs.

Intimement liée à l'établissement de ce système d'appui mutuel mais inégal, apparaît la logique d'admettre l'accumulation de la part de celui qui se trouve en situation de pouvoir. Et on n'évoque pas ici les moyens conventionnels d'accumuler la richesse dans une économie libre de marché, mais on se réfère plutôt au fait de profiter de cette situation privilégiée pour utiliser des ressources collectives et publiques à des fins d'enrichissement personnel, sans prendre en compte les critères de propriété publique ou privée, ni de productivité, compétitivité, marché, etc. Le pouvoir d'accumuler est inclus dans la position privilégiée que l'on occupe et qui est légitimée socialement par la reproduction de ce rôle et par la fonction re-distributive de ceux qui l'exercent. C'est à dire qu'on accumule mais on distribue aussi, de sorte que le statut augmente au fur et à mesure que se reproduit le modèle social, doté de cohésion croissante par l'acceptation de cette logique. Cette façon de concevoir le rapport à la chose publique et sa manipulation se heurte de plein fouet au concept d'Etat et de service public en vigueur dans les Etats modernes. Ce n'est cependant pas une particularité de STP, car elle s'enracine dans d'autres endroits d'Afrique et son développement local n'a pas dû forcément apparaître étrange à ceux qui arrivaient dans ces îles. D'autre part, le concept d'Etat moderne ne colle pas avec les formes politiques existantes en Afrique d'avant l'époque coloniale et il se peut qu'on y comprenne très différemment des Européens la dénommée fonction publique.

3. Le stratagème de constituer des alliances entre les investisseurs étrangers et le patronat local avec l'objectif de canaliser les bénéfices propres vers l'extérieur du pays et en générer de nouveaux à partir de l'extérieur. Une grande partie des ressources que les patrons locaux des pays d'Afrique subsaharienne peuvent obtenir est très conditionnée par l'intervention étrangère, c'est un fait certain. Si cela est confirmé pour la majorité du continent, ça l'est encore plus pour STP. A dire vrai, aucun secteur ne pourrait fonctionner actuellement sans cette intervention extérieure, mais il ne l'aurait pas pu non plus dans le passé, puis-

que la formation même du pays s'est réalisée pour et par des gens de l'extérieur qui n'ont, en outre, trouvé aucun intérêt à doter l'actuel pays d'une structure économique solide et d'une administration efficiente. Il est évident que ni les esclaves ni les ouvriers ne peuvent accumuler quoi que ce soit, mais les couches privilégiées n'ont pas non plus utilisé leur capital pour diversifier l'économie, développer un système bancaire local ou créer une main d'œuvre locale qualifiée. Le départ de la main d'œuvre qualifiée portugaise et de son capital montre à l'évidence les possibilités presque nulles qui s'offrent aux Santoméens pour viabiliser leur pays sans appui extérieur. Cette évidence favorise les nouvelles relations et confirme sans ambages le poids de l'intervention étrangère dans le développement économique du pays, en même temps qu'elle consolide le pouvoir de ceux qui prennent part aux nouvelles alliances. Un des résultats est un pays très dépendant de l'extérieur, avec la seconde dette externe per capita du monde, un PIB généré pour plus de 90% par l'investissement étranger et des patrons qui sortent très fortifiés de tout ce processus.

4. Faire du forro le représentant de STP, en s'appropriant de la jouissance de ses droits historiques, et en le séparant du reste des groupes ethniques qui ont une association univoque avec le travail agri. STP est un pays résultant d'un amalgame de gens venus, surtout, de diverses parties d'Afrique, depuis sa découverte jusqu'à nos jours. Les territoires correspondant aux pays entourant le Golfe de Bénin, ainsi que l'Angola, le Mozambique, le Cap-Vert et le Gabon - pour se référer aux plus connus mais sans aucune prétention exhaustive - ont apporté un nombre considérable de personnes qui sont devenues partie du tissu ethnoculturel santoméen. Mais la logique de négociation des identités est différente de la froide exposition des faits et l'appartenance ou non d'un groupe à une catégorie ne se définit pas en soi, mais plutôt par les rapports entre toutes les parties impliquées, ainsi que par les attentes et les images mutuelles et surtout par la position par rapport au pouvoir symbolique. Dans le cas santoméen, les

Forros s'érigent comme peuple autochtone, représentant de STP, en fonction d'une origine plus ancienne, que certains arrivent même à situer avant l'arrivée des Portugais, bien que rien jusqu'à présent ne démontre, preuve à l'appui, que ce peuplement antérieur ait existé. La démonstration a peu d'intérêt pour les effets identitaires; mais, en revanche, le fait d'exclure d'autres groupes de la condition de représentants de STP est à retenir. Ce déplacement vers les marges des dénommés "tongas" en particulier - descendants des travailleurs recrutés en Angola et Mozambique-- semble être issu du désir des Forros de se démarquer de toute association d'idées possible avec l'esclavage. Le travail agricole des roças est, dans l'imaginaire forro, lié à l'esclavage et, fort de cette considération, le changement juridique d'esclave à ouvrier embauché sous contrat n'annule pas l'association symbolique d'origine. Cette digression et réflexion peut permettre de comprendre un peu mieux la signification de cette façon de se poser en représentant de STP, ainsi que la raison historique de cette séparation d'avec tous les autres groupes.

5. Représenter la virilité par le biais de la polygynie et du plus grand nombre possible d'enfants. Une des caractéristiques les plus emblématiques du modèle traditionnel à STP est celui relatif au système de parenté. Pour avoir, tout d'abord, été capable de se maintenir tel quel, indemne de tout changement appréciable, jusqu'à il y a très peu, ce qui a permis son utilisation comme signe distinctif. Et ensuite pour l'étroite connexion établie entre le modèle patron-client et le système de parenté. Vu dans une perspective descriptive et expliqué de façon sommaire, ce système est fondé sur un réseau étendu d'appuis mutuels, construit sur la polygynie et une famille étendue qui absorbe une grande quantité de membres qui s'y incorporent par des vecteurs symboliques. Ces vecteurs découlent des relations de solidarité construites autour du clientélisme qui, transcendant les échanges simplement matériels, s'étend à la représentation symbolique de ce qui est à soi et à autrui. C'est à dire que ceux qui participent de cette logique deviennent des membres, symbolique-

ment, d'une famille à laquelle ils doivent loyauté et coopération, et dont ils reçoivent sécurité et prestations spécifiques. La virilité s'insère dans cette logique, en fournissant de nombreux membres à ces familles et en reproduisant un modèle déterminé d'organisation sociale, où les hommes s'installent dans les positions de pouvoir symbolique et les femmes se situent en fonction de la relation établie avec les hommes, soit épouse, soit partenaire d'union de fait ou de relation de visite. Il faut souligner que cette position symbolique ne correspond pas forcément à la position économique puisqu'il arrive que les femmes conservent leur poste économique alors que les hommes le perdent dans des conjonctures comme celle qui sévit actuellement. Les foyers entretenus par des femmes sont nombreux et ils ne reçoivent plus aucun apport des géniteurs des enfants. Ces caractéristiques construites au long des siècles et restées relativement en vigueur jusqu'à l'heure actuelle semblent reproduire une culture reposant sur des logiques très rigides de relations de pouvoir. Chacune de ces caractéristiques peut être lue comme l'expression de relations sociales, politiques, économiques, interethniques et sexuelles de pouvoir. Toutes, considérées dans leur ensemble, forment le système symbolique référentiel basé sur la tradition.

Quel avenir ?

Face au poids de l'histoire et à la construction traditionnelle du sens, se présentent d'autres traits qui le remettent en question et qui peuvent avoir une incidence sur les changements en cours, et, surtout, sur ceux à venir:

1. Même les Santoméens qui occupent une position privilégiée, selon la perspective symbolique, sont en train de prendre conscience des problèmes posés par le fait de s'affronter aux changements à partir d'une culture qu'on pourrait appeler d'échange inégal du " Monsieur " ou de clientélisme. Ce système clientéliste leur paraît peu apte à offrir une solution raisonnable à moyen terme, au moins dans les termes actuels. Le système des roças, utilisé pendant tant de temps comme un référent symbolique de base et comme un espace privilégié d'organisation socia-

le et économique, subit maintenant de profonds changements dans ses dimensions sociale, économique et politique.

S'il est vrai que STP est encore un pays de monoculture, il n'en est pas moins vrai que sa viabilité économique est impossible à moyen terme. Ni la structure économique internationale, ni les prix du cacao n'offrent d'options réalistes de continuité. Le processus de privatisation de terres et les rendements en baisse des anciennes entreprises rurales le corroborent. Mais, en outre, une très forte émigration vers la ville s'est déjà produite et il ne semble pas qu'elle doive s'arrêter et, par conséquent, l'ancien modèle d'une grande majorité vivant dans ses micro-D'autre part, les communications offrent des possibilités de rupture des espaces les plus clos et la tendance est à leur expansion, soit pour les infrastructures routières, soit pour les réseaux de télécommunications. Déjà, la répercussion des moyens audiovisuels représente, en soi, un changement qualitatif fondamental. Il ne semble pas non plus qu'il soit toujours aussi facile de marquer les barrières symboliques entre les anciens Forros et les travailleurs des roças arrivés au XIX^{ème} siècle. Le processus d'urbanisation et le démembrement du système des roças effacent les vieux contours, tandis que les catégories et activités socio-économiques n'induisent pas, aujourd'hui le jour, à l'association avec des groupes ethniques précis. Tous ces faits unis à la crise économique que traverse le pays et aux exigences des bailleurs de fonds ont des retombées qui limitent les marges de contrôle social de jadis, en même temps qu'elles rendent difficile la médiation dans la logique accumulation-distribution. Cependant, même si la prise de conscience des Santoméens les plus privilégiés va en croissant, il est encore trop tôt pour en conclure qu'ils agiront selon les nouveaux critères.

2. Il existe un capital social croissant qui joue un rôle de plus en plus notable dans la vie publique. Dans la mesure où les politiques ne répondent pas aux défis du changement, le relais est repris par une société civile désireuse de participer dans les processus où STP se trouve impliqué. Ces dernières années sont une période

d'essais de participation sociale, dictés par la conscience des options d'intervention réelle dans les destins individuels et collectifs. Des Organisations Non gouvernementales (ONGs) locales surgissent et s'ajoutent à celles venues de l'extérieur. L'esprit d'associationnisme prolifère et trouve sa traduction sous forme de nouveaux acteurs sociaux dans les domaines les plus divers. Des femmes, des commerçants, des pêcheurs ou des intellectuels s'organisent pour conjuguer leurs efforts et défendre leurs intérêts. Les entrepreneurs et la classe ouvrière sont aussi en train de devenir, en tant que collectifs, de véritables protagonistes, bien que les limitations du développement de l'entreprise privée et l'abondance de main d'œuvre informelle et instable ne favorisent pas leur consolidation institutionnelle. La coopération internationale les encourage et les appuie, avec l'espoir de les voir arriver là où les acteurs politiques conventionnels ont échoué et elle promeut la valeur que la nouvelle société civile va acquérir. Simultanément, de nouvelles idées et croyances s'introduisent au travers de ces organisations. Ce ne sont pas seulement les formes sociales liées à des priorités matérielles et sectorielles qui sont épaulées. Même l'offre religieuse se multiplie, elle rompt les limites et les privilèges antérieurs et elle s'y risque en partant d'une diversité de nuances propre aux sociétés ouvertes. Les conséquences en sont encore difficiles à appréhender, mais la seule existence de tous ces acteurs indique une nouveauté de tendances qui peuvent jouer un rôle notable dans le changement.

3. La femme santoméenne est en train de prendre conscience de ses possibilités, de sa situation et de son rôle croissant dans la vie politique et économique. Simultanément, une proportion considérable de nouveaux cadres professionnels est constituée de femmes et elles semblent décidées à participer activement et à décrocher des quotas majeurs de pouvoir dans des milieux encore très fermés. En outre, la coopération internationale se montre très sensible à la situation de la femme et aux avantages comparatifs d'investir en elles comme agents du changement. Le modèle de parenté basé sur la polygénie, les unions de fait, un nombre très élevé

d'enfants éparpillés dans différents foyers et le rôle-clé de la femme comme chef de famille (un tiers des foyers actuellement) commencent à faire l'objet de questionnements essentiels. Si la situation économique générale, de plus en plus critique, met le système patron-client en difficulté, le système de parenté en résulte affecté dans le même sens. Il est très compliqué pour l'homme santoméen d'aujourd'hui de garder un certain niveau économique et la stabilité de revenus, suite à quoi sa capacité de contribution à divers foyers est menacée. Par conséquent, la femme santoméenne supporte des charges croissantes, ce qui se répercute sur la façon de percevoir le vieux modèle de masculinité et sur sa propre volonté d'avoir une quantité d'enfants quasi illimitée, comme autrefois. L'urbanisation opère aussi dans cette direction, car la valeur de la main d'œuvre du système des roças est bien différente de la ville où il est beaucoup plus difficile d'incorporer les enfants dans le marché du travail. L'instruction reçue par un pourcentage considérable de femmes depuis l'Indépendance et leur proportion croissante par rapport aux hommes dans les universités étrangères, peut jouer un rôle crucial comme facteur de changement. De façon générale en effet, l'expérience internationale démontre qu'un niveau plus élevé d'instruction chez les femmes se traduit en une réduction du nombre d'enfants, un retard à leur donner le jour et une amélioration économique considérable. Certes, la participation dans les centres de pouvoir joue un rôle clé, mais, en dépit de leur formation académique, les femmes sont souvent reléguées au second plan. Toutefois, les chances de changer sont plus grandes si les femmes constituent un creuset de main d'œuvre qualifiée comme ça commence à être le cas à STP. Le facteur coopération internationale peut revêtir une grande importance en la matière, vu la très forte dépendance du pays. Dans la mesure où les suggestions de la coopération incluent la perspective de genre, les options de changement se multiplieront.

4. En dépit de la crise économique et de la grande mobilité des charges publiques, gouvernementales surtout, la démocratie santoméenne est forte et soutenue par

l'ensemble de la population. Les risques d'instabilité graves, si propres à certains autres pays subsahariens, ont été surpassés. Les gens apprécient la paix dont ils jouissent et cela permet d'affronter des changements profonds sans craindre de fortes réactions, telles que des manifestations violentes ou des coups d'Etat. Dans les publications sur la vie politique de STP, on cite souvent les changements ministériels et ce qu'on nomme "crise de Gouvernement" en Europe. Une revue des dix dernières années -correspondant au régime démocratique, mais qui pourrait aussi bien s'étendre jusqu'à l'Indépendance- permet d'observer qu'ils ont lieu tous les ans. Une fréquence aussi élevée serait, dans une démocratie confirmée, considérée comme gravement préoccupante, et ferait cataloguer le Gouvernement correspondant comme très fragile et instable, presque incapable d'exercer ses fonctions. Mais cette lecture doit être plus attentive dans le cas de STP. Un système social tel que décrit ci-dessus imprègne pratiquement la totalité du monde institutionnel. Les obligations que ce système social contient ne s'annulent pas avec l'apparition d'un nouveau modèle politique. Ce qui semble se produire donc est une adaptation de cet Etat, qu'il soit d'ailleurs appuyé par le parti unique ou par un régime de pluripartisme. Dans la mesure où les relations sociales, selon le système patron-client, sont dynamiques, les gens sont habitués à des changements ponctuels de référence, mais toujours à l'intérieur des limites imposées par ces familles étendues. C'est à dire que les personnes peuvent changer, mais pas les unités sociales auxquelles elles appartiennent. Cette stabilité de fond contribue à éviter des affrontements radicaux et le climat de paix en sort renforcé. Une approche positive permet d'apprécier que, en comparaison avec beaucoup d'autres espaces africains, STP jouit d'une tranquillité enviable. Et ce privilège ouvre des possibilités claires de réaliser des réformes profondes, y compris des réformes démocratiques.

5. On peut apprécier une forte exigence d'éthique dans l'exercice des charges publiques, bien au delà de la vieille logique qui utilisait cet argument seulement pour disqualifier les adversaires politiques.

La société en a assez de la corruption et elle le manifeste de plus en plus ouvertement. En reliant cela au point antérieur, on comprend que les demandes ne se limitent pas à la réforme légale des institutions, mais à tout leur fonctionnement, conformément à un code éthique. Ces critiques sont lourdes de signification dans un pays où le modèle traditionnel peut être considéré comme un système corrompu en partant de la perspective de l'Etat de Droit puisque, partant de deux exemples clairs, on considère un délit le fait de s'enrichir avec des ressources publiques destinées à d'autres fins ou bien le fait de profiter de relations personnelles ou familiales pour gagner un concours public. L'importance de la coopération internationale, si souvent mentionnée, a servi à ce que les Santoméens utilisent les arguments de l'Etat de Droit contre certains gouvernements ou personnes sans toutefois partager eux-mêmes la conception de fond. Elle a tout juste servi d'instrument répondant à des critères d'opportunité et a pu être utilisée selon les intérêts en jeu. Mais maintenant les critiques se sont généralisées, et pas seulement dans les secteurs de l'opposition politique ou de positions sociales marginales. L'exigence d'éthique est reprise même par des membres de la parenté de ceux qui occupent le pouvoir, sans pour autant y prétendre, et cela indique bien une nouveauté significative. La crise économique aussi exerce, en un certain sens, une pression en faveur de l'exigence d'éthique puisque, dans la mesure où la pauvreté s'étend et où les groupes de pouvoir perçoivent une insatisfaction sociale croissante, il leur sera plus compliqué de continuer à ignorer certains principes de l'exercice de la fonction publique.

Quelles options ?

On ne peut encore rien augurer des résultats des tensions exposées, mais tout semble indiquer qu'on ne dispose pas de trop de temps pour contrôler les changements. Le pays doit en fait décider entre deux options: est-ce qu'il est prêt à participer de façon active, et non pas comme un agent passif, à:

1. Reproduire encore une fois le modèle d'organisation sociale, politique et éco-

nomique basé sur la construction du sens conforme à celui élaboré à partir des roças, ou à

2. Générer les conditions qui permettront une culture ouverte sur la base du développement humain. Ainsi, et en prenant compte des aspirations des Santoméens, développer les communications et les infrastructures, les accompagner de l'amélioration de la santé et de l'éducation et stimuler un tourisme soutenable. Tout cela renforcé institutionnellement et avec une nouvelle éthique de la fonction publique.

Le premier modèle semble mener à une nouvelle roça, plutôt orientée sur le tourisme, et avec les revenus du pétrole en plus. L'avenir prévisible est ici la consolidation de quelques rares privilégiés et la croissante marginalisation du commun des citoyens.

Le second peut être le commencement de la pleine participation santoméenne à son développement et l'occasion de décider du profil du futur STP, sans que les changements s'imposent par leur propre dynamique.

Chacune des deux options est en même temps un choix sur l'identité collective qu'on désire construire: doit-elle partir de certaines valeurs du passé et, dans ce cas, de quelles valeurs, ou bien, doit-elle incorporer de nouveaux principes et comment alors les articuler ; est-ce qu'elle doit rendre possible l'unité dans la diversité ou bien laisser chaque groupe exercer l'interaction sans se soucier de rien de plus ; enfin, l'identité culturelle doit-elle appuyer et s'appuyer sur le développement humain ou doit-elle laisser encore une fois les critères politiques ou économiques comme seuls facteurs de pression dans un sens ou l'autre.

Le défi apparaît clairement et la coopération internationale doit contribuer à stimuler la réflexion, le débat, la responsabilité historique.

La culture est, on pourra l'apprécier avec plus de loisir tout au long de ce rapport, un élément crucial pour le développement humain et, cependant, elle a été la grande ignorée des programmes de développement

et changement. Peut-être est-ce dû au fait qu'on l'associe aux manifestations littéraires, artistiques ou au folklore plutôt que de la considérer comme le système qui construit et ordonne la réalité et sans lequel il n'est pas possible de comprendre la singularité santoméenne ni, d'ailleurs, aucune autre.

STP a l'occasion d'ouvrir une voie en parlant de cette considération, servant ainsi peut-être de modèle à d'autres pays africains et même d'autres continents.

2ème partie

La culture et le système productif

En nous penchant sur la problématique de l'identité culturelle, l'une des questions que nous nous posons est de savoir si les valeurs culturelles facilitent ou, au contraire, freinent l'innovation scientifique et technologique et la modernisation de la société santoméenne. L'identité culturelle, telle que nous l'entendons, recouvre un ensemble de valeurs culturelles de référence sur lesquelles reposent, d'une part, la logique de cohésion sociale de plus en plus étendue et, d'autre part, la construction d'espaces identitaires résultant de la dynamique des différents groupes sociaux.

Eclaircissons la façon dont chaque groupe spécifique s'est positionné par rapport au travail agricole, la plus importante source de production de richesses tout au long des siècles. Réalité objective qu'on n'a absolument pas réussi à altérer jusqu'au moment présent, malgré les vœux réitérés du pouvoir post-indépendance.

A la production de cacao, a toujours été associée la présence de travailleurs recrutés à l'extérieur. Cette présence a atteint son apogée en 1921 avec 38 696 travailleurs sous contrat et elle représentait alors environ 65% de la population. Au cours des années 20, démarre la chute de production du cacao qui s'est beaucoup aggravée au cours des années 50 et 60, avec une production moyenne annuelle entre 10 000 et 11 000 tonnes.

La conséquence de cette situation est l'abandon progressif des "roças" par les propriétaires de l'époque qui réduisent les surfaces d'exploitation aux aires les plus productives. S'ensuit un exode rural qui va continuer jusqu'à nos jours. Selon les recensements de 1981 et 1991, 37 et 38% des habitants d'Agua Grande¹⁸ proviennent d'autres districts, tandis que 36% de la population totale vit dans ce district de la capitale. Une étude plus récente sur le profil de la pauvreté à STP, de mai 2001, indique que 64% de la population habite dans les deux districts centraux de Agua Grande et Mé Zochi, ce qui montre à quel point persiste l'abandon de la campagne pour la ville.

Face à la progressive dégradation du système productif du cacao et du café considérés comme sources principales de recettes, et eu égard aux potentialités du pays, en termes soit de beauté naturelle, soit de localisation géostratégique ou d'innovation technologique, on peut se demander quelles alternatives de gestion et quels changements sociaux seraient nécessaires pour voir surgir de nouvelles activités génératrices de revenus, notamment dans les secteurs des services et du tourisme. Ces activités, complémentaires au cacao, répondraient à un besoin pressant..

Les groupes sociaux les plus importants.

Nous pouvons considérer qu'actuellement la population est divisée en quatre groupes distincts: les travailleurs ruraux, les pêcheurs, les Forros et l'élite ; la nouvelle population urbaine et les marginalisés.

Les Travailleurs Ruraux

Le système de plantation requiert une main d'œuvre importante dont le recrutement se fait à l'extérieur du pays. Au début cette main d'œuvre provenait essentiellement de l'Angola et du Mozambique. Puis, à partir des années 50, Cap vert devient la source principale de fourniture de cette main d'œuvre, forcée à abandonner son pays suite à la sécheresse. Recrutés comme travailleurs sous contrat, on les appelait " gens de service " et plus tard " contratés ".

Dans les roças, l'organisation du travail

était basée sur les relations socioprofessionnelles fortement hiérarchisées et spécialisées, en complément des distinctions raciales. Chaque groupe social, même au sein de la population née dans le pays (Forros, Longuias (de l'île de Principe) et Angolars) se caractérise par des trajectoires professionnelles différentes à l'intérieur des plantations. Les Forros et les Longuias occupaient des fonctions inférieures dans l'administration coloniale et ils réalisaient des tâches dans les bureaux, les ateliers, les écoles et les hôpitaux. Les Angolars réalisaient des travaux occasionnels, comme couper des arbres, transporter du cacao par voie maritime jusqu'aux quais et assurer l'approvisionnement de la roça en poisson frais. Les descendants des travailleurs sous contrat nés à STP sont appelés tongas et ils constituent aujourd'hui la grande majorité de la population des roças, dans la mesure où, même avant l'indépendance, l'arrivée de nouveaux travailleurs venant de l'extérieur avait cessé. La distribution de terres a introduit une profonde altération du système de production du cacao et du café dans la mesure où ceux qui sont devenus détenteurs de titres de possession des terres étaient d'anciens salariés qui n'avaient pas été entraînés à la prise d'initiatives ni à faire œuvre de paysans, tout ceci devant forcément faire l'objet d'un vaste processus d'apprentissage.

Les travailleurs ruraux constituent des communautés assez fermées, dans lesquelles, malgré tout, il n'y a pas beaucoup d'esprit de communauté. Comme ces personnes sont issues de lieux et de cultures différentes et qu'elles sont obligées de partager un espace physique plein à craquer, elles s'efforcent de préserver leur vie privée et elles évitent ainsi d'avoir des relations trop étroites avec les voisins. Ce sont des personnes qui, dans leur majorité, viennent de l'extérieur et ne peuvent pas compter sur un appui familial. Elles n'ont pas non plus de grandes relations avec d'autres gens en dehors de leur communauté.

Les pêcheurs

Les Angolars se sont toujours distingués par leur grande vocation pour la mer. Il n'est donc pas étonnant qu'ils aient développé la capacité d'explorer les ressources marines comme moyen de subsistance.

Les hameaux de pêcheurs ont toujours apparu le long des côtes et petit à petit des populations d'origine différente s'y sont intégrées. Outre la pêche, ces populations fabriquent des canots et d'autres ustensiles liés aux arts de la pêche ou de la navigation. Ils utilisent des bateaux à moteur et ils s'intègrent comme professionnels dans des embarcations modernes. Dans ces communautés, les femmes se consacrent surtout à la vente et à la salaison du poisson, mais il arrive aussi qu'elles s'adonnent à d'autres petits commerces.

Les Angolars représentent dans l'ensemble environ 9% de la population totale. Ils forment un groupe qui a toujours vécu isolé et, lors de la période post-indépendance, ils se sont refusés à grossir les files de fonctionnaires publics, préférant ainsi être reconnus comme des travailleurs indépendants. Raison pour laquelle ils étaient mieux préparés à s'adapter aux réformes structurelles introduites depuis 1987 en vue de permettre une économie de marché. Suite à la peste porcine africaine et d'autres maladies qui ont relativement décimé le bétail national, ainsi qu'aux limitations financières pour en importer, l'importance économique de ce groupe est devenue de plus en plus notable. En effet, la pêche contribue à la consommation de protéine animale, avec 40kg/habitant/an, alors que la viande ne représente que 4kg/habitant/an. Par ailleurs, les revenus issus de la pêche n'ont pas baissé autant que dans les autres activités économiques, au cours de ces dernières années.

Les Forros et l'élite

A partir du XV siècle, STP fut un entrepôt pour le commerce maritime destiné au trafic d'esclaves et les Portugais y établirent une économie de plantation en vue de la production de canne à sucre. Vu la rareté de colons blancs et la menace de maladies tropicales, les unions inter-raciales entre Européens et Africains furent encouragées et progressivement les mêmes droits furent concédés aux noirs libres et aux métis (Forros), ce qui leur permettait de participer activement à l'économie et aux affaires politiques locales. Mais cette élite née sur place n'était pas unie, elle était profondément divisée en factions rivales. Ces prééminentes familles créoles domi-

nèrent la municipalité et le clergé catholique local et elles étaient en concurrence, d'une part entre elles, et d'autre part, avec les colons et les fonctionnaires coloniaux blancs, pour le pouvoir politique et économique. Le système d'autorité tripartite entre l'église, le gouverneur et la municipalité engendrait de continuelles luttes politiques, dont les effets polarisateurs dans une société petite et insulaire contribuèrent à une constante instabilité dégageant en incertitude de l'administration locale. Suite à quoi un important réseau de parenté et de fraternités religieuses se développa et se structura et devint matière à solidarité et action collective entre Forros. Et ce ne fut qu'après la re-colonisation des îles, à la moitié du XIX siècle que l'élite née au pays perdit son pouvoir politique et économique effectif en faveur des Portugais qui avaient établi de vastes plantations de cacao et café sur des terres acquises ou extorquées aux Forros et en important des milliers de travailleurs sous contrat d'Angola, du Mozambique et plus tard de Cap Vert.

Le groupe social le plus nombreux et important est celui des Forros. La descendance familiale, l'appartenance d'une petite parcelle de terre ("gleba"), le refus de travailler dans les plantations font partie intrinsèque de son identité et de sa culture, l'affiliation à des institutions catholiques et à des associations culturelles sont devenus des attributs exclusifs de la catégorie forro. Concentrés en agglomérations dispersées, connues comme "luchans", en quartiers et associations culturelles et religieuses, leur vie sociale est restée structurée autour de réseaux personnels basés sur la parenté et les liens entre patrons et clients.

Les relations patron-client et les liens familiaux sont profondément ancrés dans la société santoméenne. Le rôle joué par les fraternités et les familles est à la base des racines historiques de la logique culturelle spécifique qui régit de vastes réseaux de solidarité, et qui contribuent aux pressions sociales actuelles.

Géographiquement les Forros se distribuent sur tout le pays, avec une incidence particulière sur le centre et les alentours de la capitale où sont concentrées les régions

des "gleba" (petites propriétés agricoles familiales qui dépassent rarement 1 ou 2 ha et qui se transmettent normalement par héritage) et "quintal" (cour autour de la résidence familiale). Un des indices d'assimilation dans ce groupe dominant est la possession d'un type quelconque de propriété rurale : glèbe ou quintal. On admet que le groupe forro représente environ 45% de la population.

C'est aussi un groupe stratifié: il comprend une couche instruite et ayant des relations internationales, composée par quelques centaines de familles qui constituent l'élite. Ces personnes ont des parents qui vivent à l'étranger, elles y ont également vécu ou y ont fait des études et il est possible qu'elles aient des moyens investis à l'étranger. Dans cette optique, on ne doit pas ignorer ce qu'a signifié, en termes d'amélioration du revenu global d'un certain nombre de retraités, les pensions payées au Portugal aux anciens fonctionnaires qui avaient servi pendant l'époque coloniale.

Les autres membres de ce groupe sont artisans, fonctionnaires, employés d'entreprises publiques et privées et petits propriétaires.

Les membres de ce groupe partagent en général le même système de valeurs et ils peuvent étendre leurs relations sociales par les liens familiaux, des amitiés fidèles (faites sur les bancs de l'école), le clientélisme politique, etc.

La nouvelle population urbaine et les marginalisés

On a déjà vu que les centres urbains, et surtout les zones périphériques de la capitale, sont en train d'être envahis par d'anciens travailleurs agricoles fuyant les conditions de vie pénibles du milieu rural, des jeunes à la recherche d'emploi et des femmes de basse condition sociale désirent rompre leurs liens domestiques. Ce segment de population, qui a un niveau de vie précaire, n'a pas accès aux ressources naturelles, n'a pas non plus la possibilité de recourir au soutien d'une structure familiale qui, éventuellement, n'a jamais existé ou qui se défait lorsque ses coûts financiers d'entretien deviennent trop élevés. Ces groupes sont les plus vulnérables

et ils constituent une bonne partie des 54% de la population qui vit au-dessous du seuil de la pauvreté ou des 15% qui vivent dans la pauvreté extrême. Il faut souligner que ces personnes ne partagent pas les mêmes valeurs et qu'elles ne peuvent, en général, compter sur aucun type de soutien.

La Dynamique des groupes Sociaux

Certains événements ont été déterminants pour entraîner une profonde mutation dans la logique de la relation sociale. En effet, après l'indépendance, s'est déclenché un processus qui remettait en cause les valeurs du système colonial et qui s'est traduit par la généralisation de l'enseignement primaire, la gratuité des services médicaux et pharmaceutiques et l'égalité effective des citoyens devant la loi, offrant ainsi à chacun la possibilité de participation politique et d'affirmation sociale, indépendamment de son origine. Le service militaire obligatoire étendu à tous les citoyens de sexe masculin, de plus de 18 ans et aptes, fut un facteur d'intégration supplémentaire important.

Ces faits ont permis que les différences sociales s'atténuent, surtout entre les masses de Forros et les travailleurs ruraux. Plus récemment, grâce au processus de distribution des terres, les travailleurs ruraux se sont transformés en petits propriétaires agricoles. Ils sont ainsi devenus aptes à assurer une importante source de revenus pour eux-mêmes et leurs familles, ce qui les met sur une voie d'autosuffisance et d'indépendance auquel ils n'étaient pas habitués, et ils deviennent en outre prêts à une intégration facile à l'économie de marché en devenant.

Bien que nous nous trouvions dans un pays profondément religieux, où plus de 90% de la population accepte ou pratique la religion chrétienne, la culture religieuse ne semble pas avoir contribué à des changements sociaux dans le sens de plus de justice sociale. On ne peut cependant pas nier

pour autant l'importance et la contribution de la religion chrétienne et des diverses religions et sectes qui, dernièrement, sont en train de proliférer dans le pays, comme façon d'assurer une relative paix sociale, laquelle est en passe de faire partie des valeurs culturelles santoméennes.

Demeurent, entre temps, quelques questions à discuter et débattre, de façon à pouvoir définir plus précisément quelle contribution chaque groupe social pourra apporter au processus de changement en vue d'un meilleur développement humain :

- I) *Qu'est-ce qui unit les Santoméens?*
- II) *Quel peut être le rôle de la religion en tant que facteur d'unité entre les Santoméens?*
- III) *A propos de la grave crise d'autorité que traverse le pays actuellement, est-ce qu'elle a à voir avec une orientation et une culture politique inadéquates pour assurer le dialogue entre l'Etat et la société ou est-ce qu'elle découle essentiellement de l'incapacité de l'Etat à garantir aux citoyens les moyens de leur survie, malgré un important soutien de la coopération internationale.*
- IV) *Face à l'immobilisme séculaire qui caractérise la société et l'économie santoméennes, sera-t-il possible de concevoir et dessiner un cadre social qui intègre dans un même projet de société des segments de population que les circuits économiques maintiennent encore séparés les uns des autres ?*
- V) *Face aux immenses carences dans lesquelles se débat la société santoméenne, pourquoi ne pas nous appuyer sur les méthodes participatives de solution de problèmes (logement, assainissement du milieu, mobilisation de l'épargne, etc) en sorte que, sur la base d'une division du travail moins spécialisée et surtout en faisant appel à des actions de solidarité/réciprocité (Quitumbu, Xiquila) enracinées dans les traditions culturelles, nous puissions apporter une solution à quelques uns des problèmes sociaux graves qui nous affectent.*

¹⁵ NDT : Traduit par plantation dans le chapitre précédent

¹⁶ Voir Caldeira, 1999:72

¹⁷ Voir Caldeira, 1999: 75-76

¹⁸ District où se trouve la capitale, São Tomé, et qui se confond avec elle

CHAPTRE III

Changements politiques et économiques

Introduction

Les changements survenus pendant les années 90 correspondaient à deux revendications du peuple, à savoir la Démocratie Politique et la Libéralisation Economique. Comme l'une et l'autre sont des processus relativement lents, nous irons essentiellement nous appuyer sur la législation de l'époque qui a donné forme aux nouvelles options, tout en utilisant aussi les indicateurs spécifiques susceptibles de traduire l'évolution observée de façon objective. Nous ne pouvons toutefois pas oublier que la plus ou moins grande capacité de riposte de l'économie et de la société santoméenne est intimement associée à la façon dont s'est déroulée l'histoire économique du pays au cours des derniers siècles.

La capacité de riposte de la société aux changements est largement liée à la rigidité sociale héritée de l'histoire. Celle-ci a abouti à la juxtaposition de groupes sociaux dont le fonctionnement se caractérisait par une économie de rente (orientée sur la monoculture de cacao et café), une forte dépendance par rapport à l'extérieur, une faiblesse de l'initiative individuelle et l'absence d'un véritable projet social qui soit agglutinant.

En effet, pendant plus de cent ans, le système de production et d'exportation du cacao est resté le même pour l'essentiel. Pendant longtemps il a eu recours à la main d'œuvre venue de l'extérieur, tout d'abord esclave et ensuite recrutée de force dans d'autres pays d'expression portugaise. Les grandes compagnies propriétaires des terres qui occupaient près de 93% de tout le territoire du pays, outre leur manque d'intérêt pour d'au-

tres produits non destinés à l'exportation, firent le nécessaire pour dissuader de leur production et développement et concentrèrent sur leurs territoires non seulement les sièges sociaux des compagnies, mais aussi les demeures des travailleurs et les équipements sociaux, ce qui a mené les experts qui ont étudié le cas santoméen de production de cacao à parler d'îles transformées en "usines rurales".

Par ailleurs, les graves faiblesses institutionnelles du pays découlent en grande partie de l'infime capacité structurelle de l'Etat à gérer les changements sociaux nécessaires à la diversification des sources de richesse et de créations d'emploi.

Quoi qu'il en soit, le renforcement des capacités de gestion et d'initiative constitue un élément-clef des changements, qu'il s'agisse du secteur privé, dont la dynamisation conditionne le développement des opportunités de revenu directs et indirects, ou qu'il s'agisse du secteur public pour lequel doivent être créées les capacités nécessaires à l'exercice par l'Etat de sa fonction régulatrice et de sa mission d'orientation et suivi stratégique.

Il faut aussi clarifier ici que l'on est passé d'une fonction totalitaire de départ, où l'Etat se chargeait de tout -produire, contrôler et réguler-, à la phase où nous nous trouvons en ce moment, de construction d'une autre réalité où sont encouragées l'initiative individuelle et la participation. Ceci se vérifie non seulement du point de vue politique, pour s'efforcer de consolider le processus démocratique, mais aussi sous l'angle d'une économie de marché ouverte à l'initiative et

à la participation du citoyen. Il s'ensuit forcément la redéfinition du rôle de l'Etat.

Dans cette optique, le travail ici présenté trace dans ses deux premiers chapitres l'évolution de la situation politique, économique et sociale de la I et II République et dans les deux chapitres suivants, l'articulation entre cette évolution et le développement humain.

Evolution de la Première République

Evolution politique

Les idéaux qui conduisirent à l'indépendance nationale en 1975 ont animé et donné corps à une politique sociale extrêmement volontariste qui a produit des fruits jusqu'au début des années 80. Ils étaient soutenus, pour l'essentiel, par les prix du cacao relativement élevés sur le marché international, ainsi que par une production interne satisfaisante. Le pays avait atteint alors une espérance de vie de 67 ans et une mortalité infantile de 84 pour mille nés-vivants. Dans le domaine de l'éducation, les indicateurs s'amélioraient sensiblement, tandis qu'on atteignait un niveau d'alphabétisation de 94% pour les jeunes de 10 à 24 ans, ce qui plaçait STP bien au-dessus des autres pays africains du sud du Sahara.

La première Constitution Politique de la République établissait les organes de souveraineté -le Président de la République, l'Assemblée Nationale Populaire, le Gouvernement et les Tribunaux-- mais en fait il n'y avait pas de séparation de pouvoirs. En effet les membres du Bureau Politique du MLSTP (Mouvement de Libération de São Tomé e Príncipe) faisaient partie de l'Assemblée Nationale et du Gouvernement, ainsi que les dirigeants des organisations de masses, notamment ceux de la Jeunesse et des Femmes.

Il était dans la logique du pouvoir de l'époque qu'une même personne occupe simultanément des fonctions dans différents organes de souveraineté. Le Gouvernement n'était pas issu de la victoire au terme d'un processus électoral et ses membres étaient nommés et démis selon le libre arbitre du Président de la République, même s'il y

avait un Premier Ministre. Le Président de la République était élu par l'Assemblée Nationale Populaire, sur proposition du MLSTP et il était en même temps président du parti au pouvoir et chef du Gouvernement. Le Premier Ministre était un simple coordinateur de l'action gouvernementale, sous les ordres du Président de la République. C'est seulement en 1987, dans le cadre de la libéralisation politique et économique en cours, que fut procédé à un amendement de la Constitution politique créant la charge de Premier Ministre qui devenait Chef de Gouvernement.

En Décembre 1989, lors de la phase finale de la "guerre froide", le régime de parti unique organisa une conférence nationale à laquelle furent invités des Santoméens de tendances politiques diverses. Les principaux problèmes politiques furent identifiés, et on arriva à la conclusion que le régime devait se démocratiser. Une nouvelle révision de la Constitution fut annoncée et elle finit par être approuvée par l'Assemblée Nationale Populaire en mars 1990 et ratifiée par Référendum Populaire en août de la même année.

Politique d'Implication du Citoyen

La crise économique qui débuta en 1981 alla en s'accroissant peu à peu et elle s'aggrava singulièrement avec la sécheresse de 1982 et 83. La baisse prononcée des recettes empêchait le Gouvernement de réunir les moyens pour importer, régulièrement et dans les délais, les denrées de première nécessité, alors que, au plan interne, on assistait à une très forte baisse de la production alimentaire d'origine locale suite à la sécheresse. La profonde crise économique et sociale s'accompagna alors d'une crise politique, due au réveil des consciences des citoyens, surtout au sein de la société civile et du secteur privé national.

Les mauvais résultats de la politique économique adoptée jusque là contraignirent alors le Gouvernement à doter les institutions publiques d'une plus forte capacité d'organisation et de gestion et cela aboutit à un Programme d'Ajustement Structurel (PAS) adopté en 1987.

Après une longue période de gestion quasi

exclusive par l'Etat de l'économie nationale, le Décret-loi N° 32/87 du 31 décembre, sort dans un contexte marqué par le démarrage du PAS et par les premières tentatives de libéralisation économique et, un peu plus tard, d'ouverture politique. Le décret en question "préconise la prise de distance de la part de l'Etat par rapport à la sphère économique, de façon à assurer la réhabilitation des structures de production et de services et l'établissement de mécanismes d'encadrement susceptibles d'impliquer et responsabiliser le plus grand nombre possible de citoyens dans l'exploitation des ressources et des résultats de leur travail".

Il définit également les modalités de désengagement de l'Etat de la gestion des unités productives, en soulignant qu'elles devaient prendre effet après cession des entreprises, ou d'une entreprise, aux citoyens pour exploitation et usufruit collectif ou individuel. Cette exploitation devait être régie par contrat entre le(s) citoyen(s) et l'Etat, à travers un organisme de tutelle, avec le consentement du Ministère des Finances.

Evolution économique

La période post-indépendance a été marquée par un grand défi. Il consistait à accorder une grande attention aux profonds problèmes structurels qui rendaient l'effort de développement très difficile, notamment l'extrême faiblesse des institutions et les grands déséquilibres économiques. Comme cela ne s'est pas réalisé, le secteur productif a stagné. Au moment de l'indépendance, le corps technique et les cadres de l'administration portugaise avaient abandonné le pays en laissant une capacité administrative fragile, un secteur privé structuré inexistant, au niveau national ou étranger, et un ensemble d'unités agricoles en déclin depuis plusieurs décennies.

On peut dire que la stratégie de développement adoptée en cette circonstance comprenait deux phases bien distinctes. Une première phase qui démarra juste après l'Indépendance et pendant laquelle l'ambition de diversification de l'économie et l'inexistence de dette externe ont conduit à contracter de gros crédits commerciaux de la part de l'Etat, à un rythme insoutenable pour l'économie.

Les investissements furent réalisés dans des secteurs où le pays n'avait aucun avantage comparatif et ils ne produisirent pas les résultats espérés, tandis que les arriérés de la dette contractée allaient en s'accumulant. La situation s'aggrava sensiblement par la chute brusque des prix du cacao sur le marché international au début des années 80, à laquelle vint s'associer une baisse généralisée de la production et de la productivité. La production de cacao qui constituait le pilier principal de l'économie tomba de 10 000 tonnes en 1975, à 3.900 tonnes à la moitié des années 80. Face à la pénurie de recettes, le Gouvernement adopta une politique expansionniste de crédit visant à couvrir les déficits des entreprises publiques d'Etat.

L'inflation partit en flèche, avec un taux de change nominal fixe, un taux de change réel apprécié par rapport au dollar, des prix réels au producteur aussi, et la compétitivité diminua, aggravant du même coup la situation de la balance des paiements. Le cadre pour la grave crise économique qui allait marquer toute cette décennie était dressé.

La seconde phase de l'effort de développement compte avec l'appui financier de la communauté internationale, sous forme de crédits concessionnels et de donations qui se matérialisèrent, essentiellement, à partir de 1985. Cette année là, une ligne de crédit multisectoriel de la Banque Mondiale fut approuvée, elle couvrait les secteurs comme l'agriculture, l'énergie et les infrastructures, et prétendait apporter une solution aux problèmes auxquels le pays était confronté.

En 1987, il devint clair pour le Gouvernement que les politiques économiques suivies depuis l'Indépendance ne donnaient pas satisfaction. Le PIB per capita chuta sensiblement des niveaux de la décennie antérieure, il y avait une énorme dette externe et de graves déséquilibres des comptes externes. Le ratio de la dette externe passa de moins de 1% en 1975 à près de 100% en 1987. Les recettes d'exportation n'avaient augmenté que de 43% durant ce même laps de temps et, en 1987, elles couvraient à peine 35% des coûts de l'importation. La différence était financée

par l'aide externe et l'accumulation d'arriérés. C'est dans ce contexte que le Gouvernement décida d'appliquer un Programme d'Ajustement Structurel (PAS), alors que le premier Crédit d'Ajustement Structurel de l'IDA avait été approuvé en Mai 1987 et qu'il était également soutenu par les appuis à la balance des paiements concédés par la Banque Africaine de Développement (BAD) et par la Suède, outre l'assistance technique du Fonds Monétaire International (FMI).

Pendant la période qui va de mi-1987 à mi-1990, le Gouvernement fait de gros efforts pour stabiliser l'économie. Il y eut alors une meilleure discipline fiscale complétée par une politique monétaire prudente qui conduisit à la réduction de l'inflation. Une politique de change plus réaliste fut également menée et la dépréciation de la dobra en termes réels approcha les 75%.

Parallèlement, le Gouvernement se mit à libéraliser le commerce et les prix, en cassant le monopole des entreprises d'Etat de commerce et en démantelant le système de contrôle des prix. Les subventions aux biens alimentaires importés furent éliminées. Toutefois, les tarifs de l'eau, de l'électricité et du transport ne furent pas ajustés avec la fréquence nécessaire pour garantir la couverture des coûts opérationnels des entreprises respectives. La réforme des entreprises publiques démarra également, elle se traduisit par la liquidation, restructuration et privatisation de plusieurs entreprises d'Etat commerciales et industrielles, ainsi que la réforme de l'administration publique qui prit le départ en 1988, avec l'appui du PNUD. La médiocrité des résultats atteints est en partie due à la mauvaise conception du projet et à la faiblesse de son assistance technique.

La conséquence des résultats positifs obtenus fut que le FMI accorda le premier crédit d'ajustement, Facilité d'Ajustement Structurel (SAF), approuvé en mai 1989 et couvrant la période 1989-91. La chute des prix du cacao sur le marché international rendit impossible d'atteindre les objectifs prévus en 1989. Se basant sur cela, le FMI remit à plus tard les négociations pour obtenir un second SAF pour 1990 et il opta pour l'exécution d'un programme-ombrelle avec le pays.

Selon les critères d'éligibilité de l'époque, deux conditions devaient absolument être remplies pour que le FMI reprenne le programme avec STP: assurer la viabilité externe de l'économie à moyen terme -i.e. pour 3 ans-- et donner des preuves d'une bonne et continue exécution des objectifs prévus.

Deux facteurs survinrent alors qui annulaient complètement la possibilité de reprendre le programme avec le FMI en 1991: le premier fut l'emprunt contracté en termes commerciaux, en 1988, pour l'acquisition de maisons pré-fabriquées italiennes, d'une valeur de 13,8 millions de USD à rembourser à court terme, ce qui aggrava singulièrement la situation de la dette externe du pays; et le second fut les dépenses incontrôlées et hors budget réalisées lors des élections législatives et pluripartites de janvier 1991.

Evolution de la Seconde République

Avec l'approbation par référendum de la nouvelle Constitution Politique en 1990, une rupture est établie avec le système de gouvernance en vigueur de 1975 à 1990, résultat de la révision constitutionnelle réalisée. C'est ainsi qu'il fut convenu d'appeler II République le nouveau cadre politico-institutionnel créé conformément à l'application de la nouvelle Constitution.

Aux termes de cette nouvelle Constitution, la souveraineté de l'Etat santoméen appartient au peuple qui l'exerce à travers le suffrage universel, égal, direct et secret. Le MLSTP, parti unique au pouvoir de 1975 à 1990, ne l'est désormais plus et c'est le multipartisme qui prend le pas.

Quant aux citoyens, la liberté de conscience, de religion, de culte, de création intellectuelle, artistique et scientifique, la liberté d'expression, d'information, de réunion, de manifestation et d'association leur est reconnue, ainsi que le droit à la vie, à l'intégrité personnelle, à l'identité et à l'intimité. A tous, l'égalité devant la loi en droits et devoirs est reconnue, sans distinction d'origine sociale, race, sexe, tendance politique, croyance religieuse ou conviction philosophique. De même il est établi que la femme est l'égale de l'homme en droits et

devoirs et la pleine participation dans la vie politique, économique, sociale et culturelle lui est garantie.

Quatre organes de souveraineté sont entérinés par la nouvelle Constitution, à savoir le Président de la République, l'Assemblée Nationale, le Gouvernement et les Tribunaux.

Le Président de la République est élu, au suffrage universel, direct et secret pour un mandat de cinq ans. Il est le Chef de l'Etat et le commandant suprême des Forces Armées, représentant l'Etat, garantissant l'indépendance nationale et assurant le fonctionnement régulier des institutions.

L'Assemblée Nationale composée de 55 députés est élue au suffrage universel, direct et secret, pour un mandat de quatre ans et c'est le plus haut organe représentatif et législatif de l'Etat.

Le Gouvernement est politiquement responsable devant le Président de la République et l'Assemblée Nationale et c'est l'organe exécutif et administratif de l'Etat auquel il incombe de conduire la politique générale du pays.

Les Tribunaux sont des organes de souveraineté avec compétence pour administrer la justice au nom du peuple, ils sont indépendants et ne doivent sujétion qu'aux lois. Les décisions des tribunaux sont obligatoires pour toutes les entités publiques et privées et elles prévalent sur celles qui émanent de quelque autre autorité que ce soit.

La nouvelle Constitution ratifie le système semi-présidentiel, défini par la coexistence d'un Gouvernement parlementaire et d'un Chef d'Etat de type présidentiel.

Changements Politiques dans la Décennie de 90.

Caractérisation de la situation en 1990/91

Le Référendum populaire qui approuva la nouvelle Constitution en août 1990 fut suivi d'une effervescence politique et du réveil de la société civile qui s'organisa pour intervenir de façon plus active et participative dans les actions tendant à définir l'avenir de la nation.

En 1990 encore, fut approuvé et publié un ensemble de législation électorale et de base pour la garantie des droits et libertés fondamentales, ainsi que pour la mise en oeuvre de la démocratie représentative. Dans ce cadre, on trouve les Lois de Droit du Suffrage et du Recensement Electoral, de la Nationalité, des Partis Politiques, du Statut des Titulaires de Charges Politiques, des Commissions Electorales et la Loi Electorale.

La loi du Suffrage et du Recensement Electoral fixe le caractère obligatoire du recensement pour tous les citoyens nationaux majeurs de 18 ans qui ne sont pas frappés d'incapacité électorale. Elle dit aussi que les entités du recensement doivent, indépendamment de la promotion des intéressés, inscrire dans les cahiers électoraux tous les titulaires du droit de vote pas encore inscrits et dont elles ont connaissance.

La Loi de la Nationalité définit les conditions d'attribution, acquisition, perte et ré-acquisition de la nationalité santoméenne.

La Loi des Partis Politiques définit comme partis politiques les associations qui concourent, en liberté et égalité, à la formation et expression de la volonté politique du peuple, dans les termes de la Constitution et des lois de la République. Elle établit aussi la complète liberté de création de partis politiques en indiquant que la formation d'un quelconque parti politique ne dépend pas d'une autorisation. Elle impose que tous les partis aient un caractère et une dimension nationale et elle interdit les partis à caractère ou dimension régionale ou locale. Elle établit par ailleurs que seuls peuvent être sociétaires ou militants de partis politiques les citoyens santoméens de plus de 18 ans en pleine possession de leurs droits politiques.

Le Statut des Titulaires de Charges Politiques fixe le début, la prise de possession, le terme du mandat et les pouvoirs, en plus des droits, devoirs, régales et immunités des titulaires des charges politiques. Elle précise en outre que les titulaires de charges politiques sont le Président de la République, les Députés et les Membres du Gouvernement, et, dans des cas dûment

précisés, les titulaires de hautes charges publiques, étant considérés comme tels ceux dont la nomination résulte de l'application du principe de la libre désignation, basée sur des raisons de confiance spéciale ou responsabilité et, à ce titre, considérés par la loi.

La Loi Electorale et des Commissions Electorales établit que le Président de la République et les Députés de l'Assemblée Nationale sont désignés au terme de l'élection basée sur le suffrage universel, égal, direct, secret et périodique des citoyens, dans les termes de la loi. Elle indique aussi que le suffrage est un droit personnel inaliénable et que son exercice constitue un devoir civique. Elle détermine aussi que le processus électoral implique la liberté de propagande, l'égalité des candidatures et l'impartialité des entités publiques et privées. Pour assurer que liberté, égalité et impartialité soient respectées, sont créées les Commissions Electorales, nationale et districtales chargées d'organiser le processus électoral. La Commission Electorale Nationale exerce sa compétence par rapport à tous les actes de recensement et d'élections pour les organes de souveraineté et de pouvoir local. Par ailleurs, elle indique que les Commissions Electorales de district, chacune dans l'aire de sa juridiction, fonctionneront sur les orientations de la Commission Electorale nationale et accompliront les fonctions déterminées par la loi.

C'est dans ce cadre complètement nouveau et contenant de profonds changements politiques que surgirent divers partis politiques, parmi lesquels, le Parti de la Convergence Démocratique, Groupe de Réflexion (PCD/GR) qui gagna les élections législatives de janvier 1991, alors que la légalisation du MLSTP prenait une dimension constitutionnelle.

C'est ainsi qu'en 1991 apparaît une véritable alternance politique avec la victoire d'une nouvelle force politique aux élections législatives et un nouveau Président de la République aux élections présidentielles de mars de la même année.

Changements Politiques pendant la Décennie

Très rapidement, les effets sociaux décou-

lant des premières mesures macro-économiques adoptées par le nouveau Gouvernement réveillèrent le mécontentement de la population qui, habituée à l'ambiance de l'Etat Providence vécue lors de la première République, voyait s'effondrer les espoirs créés par l'arrivée de l'ouverture politique.

On assista ainsi, tout au long de la décennie à la chute successive de Gouvernements, dont l'un après une motion de censure posée par sa propre base d'appui parlementaire (le MLSTP/PSD en Septembre 1996).

Cette instabilité se refléta dans le fait que le pays vit défiler sept Premiers Ministres tout au long de cette décennie, à une moyenne d'un peu plus que un par an. Ce qui est naturellement à l'origine des médiocres résultats atteints tout au long de cette décennie, tant au point de vue économique que par rapport aux indicateurs sociaux.

Le bilan de l'évolution de la situation politique dans la décennie de 90 est cependant positif, en comparaison avec les événements survenus un peu partout dans le continent où des conflits armés marquent de façon tragique la situation de dégradation économique et sociale.

Malgré l'instabilité en question, la situation n'est jamais arrivée au point de manque de contrôle total, même si nous nous référons à la tentative de coup militaire survenue le 15 août 1995. D'ailleurs certains experts ont préféré le qualifier, au regard de son allure, de "pronunciamento militaire du 15 août".

Les élections législatives (Janvier 1991 et 1994 et Novembre 1998) et les présidentielles (mars 1991, juin 1996 et juillet 2001) se sont toujours déroulées dans un climat de paix, où chaque citoyen a la possibilité de s'exprimer librement et sans grande agitation. Des alternances significatives ont eu lieu, tant au niveau de Gouvernement qu'à celui de la Présidence de la République où les élections ont mis récemment un nouveau titulaire à ce poste.

Pourtant, le cadre des changements politiques n'est encore que balbutiant, à cause de la fragilité des institutions autant que de la

non réalisation totale du processus régulier d'installation et fonctionnement des pouvoirs locaux: municipal et régional.

Système judiciaire

Le premier Gouvernement de la II République fit publier un décret qui transférait les compétences de la Police d'Investigation Criminelle du Ministère de la Défense et de l'Ordre Interne au Ministère de la Justice; tandis que la loi organique de la police allait être publiée plus tard. Il s'agissait d'une démarche importante pour garantir le fait que les Tribunaux soient aptes à accomplir pleinement leurs compétences et pouvoirs constitutionnels, notamment administrer la justice et assurer la défense des droits et intérêts des citoyens.

Dans le même cadre, la Loi de Base du Système Judiciaire fut approuvée. Le nouveau pouvoir législatif, en application de la norme constitutionnelle, établit la séparation de pouvoirs entre les organes de souveraineté ainsi que l'indépendance du pouvoir judiciaire. L'indépendance des tribunaux et leur autonomie financière fut ainsi entérinée. Par ailleurs, les catégories des tribunaux seront définies, et ils seront hiérarchisés aux fins de recours; le Conseil Supérieur Judiciaire qui est un organe d'auto-gouvernement de la magistrature est le super-intendant de sa gestion et discipline.

Furent également approuvés la Loi Organique du Ministère Public et les Statuts des Magistrats, en sorte que le Ministère Public soit le titulaire de l'action pénale et l'organe de l'Etat chargé, devant les tribunaux, de représenter l'Etat, défendre la légalité démocratique et promouvoir les intérêts placés par la loi sous sa charge. Est aussi entérinée, par la loi, l'autonomie du Ministère Public par rapport aux autres organes de pouvoir central et locaux, caractérisée par son lien à des critères de légalité et objectivité et par l'exclusive soumission des magistrats et agents du Ministère Public aux directives, ordres et instructions prévus par la loi.

Par le biais de cette législation qui modernise le système judiciaire, il est établi que les Magistrats Judiciaires ne peuvent pas être responsabilisés pour leurs décisions,

sauf dans les cas spécialement prévus par la loi, et que les effectifs ne peuvent pas être transférés, suspendus ou démis, sauf dans les cas prévus par la loi. Les magistratures Judiciaire et du Ministère Public sont indépendantes l'une de l'autre et les Magistrats du Ministère Public sont responsables et hiérarchiquement subordonnés.

Libertés et Droits fondamentaux

La Constitution santoméenne considère que la liberté d'expression et d'information constitue un des principes essentiels d'une société démocratique et une des conditions de base pour son développement, ainsi que pour celui de tout être humain. De même, dans le cadre du droit de réunion et de manifestation il est dit que les citoyens ont le droit de se réunir, pacifiquement et sans arme, même dans des lieux ouverts au public. Le droit de manifestation est reconnu à tous les citoyens, aux termes de la loi.

Les lois de la Presse et du Droit de Réunion et de Manifestation, approuvées et publiées en 1993 viennent régler ces droits. La loi de la Presse réaffirme l'attachement aux principes de la libre circulation de l'information et des idées et de l'indépendance de la communication sociale, au regard de son importance pour le développement de la culture et pour la libre formation d'opinions, dans des conditions qui permettent de sauvegarder le pluralisme et l'égalité de chances entre tous les groupes et partis politiques démocratiques. En ce qui concerne le droit de réunion et manifestation, la loi fixe les limites immanentes à l'exercice de ces droits fondamentaux, tout en garantissant leur exercice dans la vie réelle, en disciplinant la manière et l'usage et en prévenant les conflits.

La ratification constitutionnelle de mécanismes d'économie de marché, ainsi que la diversité de secteurs de propriété de moyens de production exige que se régulent les droits, libertés et devoirs des travailleurs au compte d'autrui. C'est ainsi que furent approuvées et publiées en 1992 les Lois Syndicale, de la Grève et du Régime Juridique, des Conditions Individuelles de Travail.

Il y est établi que tous les travailleurs ont

droit de grève. Le droit de grève est exercé aux termes de la loi, qui vise à sauvegarder les intérêts sociaux et professionnels des travailleurs ainsi que de l'économie nationale. La grève y est définie comme le refus collectif et concerté de la prestation de travail de la part des travailleurs au compte d'autrui, en vue de la défense et promotion d'intérêts professionnels communs. Il est dit qu'aucun travailleur ne peut subir de préjudice pour motif d'adhésion ou non adhésion à une grève. Il est également fixé que les travailleurs sont obligés de fournir, pendant la grève, les services nécessaires à la sécurité et à l'entretien des équipements et installations, de sorte que, à la fin de la grève, l'activité puisse reprendre dans des conditions normales.

Quant aux syndicats, il est établi que les travailleurs ont le droit de constituer des associations syndicales pour la défense de leurs droits et la protection de leurs intérêts socioprofessionnels. La loi entérine aussi l'indépendance des syndicats. Les associations syndicales sont indépendantes de l'Etat, des partis politiques et des institutions religieuses, et toute ingérence de ces derniers dans l'organisation et la direction des syndicats est interdite, ainsi que leur financement réciproque.

Il est consacré par la Constitution que tous les travailleurs ont droit à la rétribution du travail, en fonction de sa quantité, nature et qualité et en respectant le principe qui veut que à travail égal salaire égal, de sorte qu'une existence digne leur soit assurée. Par rapport au travail des femmes, la loi garantit aux femmes l'égalité avec les hommes, en opportunités et traitement, dans l'accès à l'emploi et dans le travail lui-même.

Pouvoir Local et Régional

La consécration institutionnelle du principe d'autonomie du pouvoir local et de la décentralisation de l'Administration publique, dans le cadre global de l'organisation démocratique de l'Etat, impose que soit donnée l'importance méritée aux aspects inhérents à la définition des attributions des municipalités, à la compétence de leurs organes, au statut des élus locaux et au système de tutelle administrative.

C'est dans ce cadre que furent approuvées

et publiées les Lois Electorales des Organes des Autarquias Locales, des Finances Locales, du Cadre des Municipalités Locales, de l'Autarquia Spéciale désignée Région de Principe et les Statuts Rémunératoires des Charges Politiques Spéciales et Régionales. Par leur biais, il est défini que les municipalités sont élues au suffrage des populations locales et qu'elles ont l'autonomie administrative, financière et patrimoniale, qu'elles disposent régulièrement de leur propre pouvoir, dans les limites de la Constitution, des lois et des règlements émanant des autorités avec pouvoir tutélaire. La tutelle sur la gestion patrimoniale et financière des municipalités est uniquement inspective et elle ne peut être exercée que selon les formes et les cas prévus dans la loi, tandis que doivent toujours être sauvegardées la démocratie et l'autonomie des organes de pouvoir local. Le mandat des organes des municipalités et de la Région de Principe est de trois ans.

L'organisation des municipalités obéit au principe de la division de pouvoirs entre un organe délibératif, l'Assemblée de District, responsable pour l'approbation des lignes essentielles de la politique municipale et un organe exécutif qui conçoit et exécute les politiques, la Chambre de district. Dans le cas spécifique de la Région de Principe, les organes de pouvoir sont l'Assemblée Régionale et le Gouvernement Régional.

Les premières et uniques élections locales du pays, districtales aussi bien que régionales, eurent lieu en décembre 1992 et juillet 1995 respectivement. En ce moment-ci, les mandats des organes des districts et de la région sont largement dépassés.

Evolution de la Situation Economique tout au long de la Décennie 90

Caractérisation de la Situation pendant l'Année 1991

Le nouveau Gouvernement installé en février 1991, dans la foulée de la victoire électorale du mois précédent, avait devant lui une tâche extrêmement difficile. D'une part, réaliser des actions visant à changer la situation d'extrême misère et les difficultés auxquelles la population était confrontée, et, en même temps, entretenir et

fournir un appui à l'adhésion populaire pour s'assurer la victoire aux élections présidentielles deux mois plus tard, et, d'autre part, donner une réponse aussi urgente que possible au profond mécontentement de la communauté des bailleurs de fonds qui s'exprimait essentiellement à travers les représentants des institutions de Bretton Woods suite au non-accomplissement survenu, particulièrement, pendant la deuxième moitié de l'année 1990.

Face à ce constat de non-accomplissement de l'année 1991, la riposte consistait à donner des signes non équivoques et urgents indiquant la volonté politique de remettre le PAS sur les rails. Le dilemme était alors de concilier des mesures dures et même draconiennes pour une population qui était en train d'en subir justement les effets, sans que les résultats en soient palpables et même sans y croire et, d'autre part, solliciter à cette même population qu'elle vote pour le Changement aux élections présidentielles deux mois plus tard. L'issue consista à prolonger les négociations et à n'assumer les engagements que pour la fin du premier trimestre, c'est à dire, aussitôt après les élections présidentielles.

En effet, l'inflation s'accéléra et le taux de change qui s'était apprécié de 22% pendant l'année 1990 s'apprécia à nouveau de 15% pendant les 6 premiers mois de 1991. En mai 1991, la Dobra fut dévalorisée de 21% et les prix du combustible furent ajustés de façon telle que l'effet de la dévalorisation se transmette aux consommateurs. Mais malheureusement, ces mesures furent considérées comme faibles et de peu d'effet ; des mesures plus dures et plus convaincantes étaient nécessaires.

En août 91, le nouveau Gouvernement prit des mesures plus fortes en vue de la stabilisation de l'économie et de la relance des réformes structurelles les plus importantes. La dobra fut dévaluée encore une fois, de 38%, pour retomber au niveau du change de fin 1989. En outre, le gouvernement adopta le "crawling peg", la dévaluation flottante pour la gestion du change et la mise au point d'une réponse mieux rythmée sur la montée de l'inflation. Parallèlement, des mesures restrictives en politique fiscale et monétaire furent adoptées. Les tarifs d'é-

lectricité furent augmentés de près de 50%, tandis que les taux d'intérêt furent aussi sérieusement relevés pour devenir réels et positifs en fonction de l'inflation.

Quant aux réformes structurelles, la législation sur la distribution des terres fut publiée et le départ fut donné pour une profonde réforme fiscale qui transformait toutes les taxes spécifiques en taxes "ad valorem", les bases furent aussi posées pour mener une profonde réforme du système financier dont la législation fut publiée l'année suivante. Dans le domaine commercial, les mesures sur les marges de bénéfice qui limitaient encore la commercialisation de trois produits -haricots, riz et huile alimentaire- furent abolies. Comme on pouvait s'y attendre, l'ensemble de ces mesures et leur dureté eurent un effet politique dévastateur sur le Gouvernement récemment installé et cette situation s'aggrava sérieusement suite aux divergences de vue entre le Gouvernement et le Président de la République sur l'urgence des mesures adoptées par le Gouvernement.

Et était ainsi créée l'ambiance de relations difficiles qui allait marquer la cohabitation entre le Président de la République et le premier Gouvernement de la II République.

Ces différences de vues notoires entre le Gouvernement et le Président de la République sur l'urgence, la profondeur et l'extension des réformes et des mesures d'ajustement provoquèrent la démission des Gouvernements du PCD-GR.

Evolution de la Situation pendant la Décennie

Evolution du PIB

Si nous évaluons la performance de l'économie santoméenne, nous sommes forcés de conclure que les résultats sont très médiocres. En effet, au cours des dix premières années qui suivirent l'indépendance, le PIB réel par habitant diminua de près de 30%. Entre 1986 et 1997, il augmenta en termes réels de 1,2% à peine, annuellement, mais c'était encore une valeur très inférieure au taux de croissance annuelle de la population (+2,6%). Il convient de signaler que c'est seulement au cours de ces cinq dernières années

qu'on a noté une relative amélioration, chiffrée à: 2% en 1995, 1,5% en 1996, 1,0% en 1997, 2,5% en 1998 et 2,5% en 1999. Malgré tout, face au contrôle de l'inflation qui est restée à un chiffre, le rythme de croissance du PIBB réel, à partir de cette année là, a dépassé le rythme de croissance de la population et il s'est situé entre 3,5% et 4% en 2001. Cette augmentation n'est pas due à l'agriculture. A cause de sa faible productivité, sa participation au PIB, n'a pas cessé de diminuer au cours de ces dernières années, bien qu'étant la principale source d'emplois du pays. En 1994, sa participation dans le PIB, dominée par le cacao, représentait 25,5% et elle était tombée à 20,7% cinq ans après. Cette tendance s'est maintenue, surtout avec la chute de la production de cacao qui est descendue aux environs de 2900 tonnes en 2000. C'est la preuve que le rythme de croissance de la richesse peut ne pas être proportionnel au processus de réduction de la pauvreté qui, elle, se concentre surtout dans les zones rurales.

Quant au secteur secondaire où la construction a une participation prépondérante (68%), son comportement a aussi été à la baisse. Il avait en 1994 une participation de 20,1% et il descendait à 17% en 1999. Devant cette situation, le secteur tertiaire est venu jouer un rôle marquant dans la formation du PIB du pays. En 1994 déjà, sa participation représentait 55,4% et elle arrivait à 58% en 2000. Dans ce secteur, l'Administration Publique est en tête et, de 1996 à 2000, elle a eu une participation moyenne annuelle de l'ordre de 38%.

Encore que marginaux, les autres secteurs de service, où se détache le tourisme, ont eu un rythme de croissance qu'il importe de souligner. En 1994, ils représentaient 5,9% du PIB et ils ont repris leur croissance jusqu'à 7% en 2000.

En conclusion, l'agriculture, en qualité de principale source de revenus du pays et malgré les gros investissements faits dans le cacao (US\$ 50 millions) comme signalé plus haut, l'agriculture donc a diminué progressivement sa participation au PIB. Cela signifie que le pays doit trouver avec urgence des alternatives au cacao. Tout semble indiquer qu'en plus du pétrole qui

changera certainement la physionomie du pays, les alternatives fondamentales sont dans la production de biens alimentaires - pour modifier le cadre des importations du pays--, et le tourisme dont le potentiel n'est pas encore exploité.

Investissements Publics

Les investissements publics constituent, depuis l'Indépendance, un des principaux moteurs de la croissance. De 1990 à 2001, les dépenses d'investissement public effectivement réalisées ont oscillé entre 17 et 24 millions de US\$, avec une moyenne de 20,5 millions de US\$ par an. En 2001, pour une prévision de dépenses de 40,70 millions de USD, seulement 20,22 millions de USD ont été effectués. Il faut relever l'extrême dépendance du PIB par rapport à l'extérieur. Tout au long de cette décennie, la situation s'est aggravée notablement à cet égard, puisque cette dépendance se montait à 84% en 1990 et qu'elle passait à 95% en 1999. En 2000, le pourcentage de financement externe exécuté a été de 93,5%. Malgré tout, en 2001 et grâce à la contribution des Fonds HHIPC, la participation interne dans le financement du PIP a été de 2,4 millions de USD, ce qui correspond à 11,9% de l'investissement réalisé. Cela met, en outre, clairement en évidence l'importance des Fonds de l'initiative HIPC.

Finances Publiques

Par rapport aux finances publiques, le bilan de la décennie n'est guère meilleur. Après une petite embellie entre 1991 et 1993, avec l'entretien d'un solde courant positif du Budget Général de l'Etat, on observe une nouvelle détérioration des finances publiques en 1994, avec un solde déficitaire de près de 29% du PIB. Après un notable effort de stabilisation, avec des résultats positifs en 1995, on observe une autre dégradation en 1996 et 1997, avec des soldes primaires négatifs, de -4,7% et -0,7% respectivement. La situation a changé depuis 1998, et on doit signaler des soldes primaires excédentaires de +0,7% du PIB pour cette année là et de +1,3% pour 1999 et de 2,1% du PIB en 2001. Mais, à partir du second trimestre 2001, à cause surtout de l'instabilité institutionnelle surgie du lancement du processus électoral, d'importants dérapages ont

eu lieu et ils furent à l'origine du non-accomplissement des objectifs budgétaires. Ainsi, d'un solde primaire de 2,7% du PIB prévu, on est passé à un déficit de -9,9% du PIB. Voilà pourquoi on peut conclure en affirmant que STP a un comportement oscillant en matière de rigueur dans l'exécution des dépenses publiques.

Balance des paiements

Pour ce qui a trait à la balance des paiements, son extrême et chronique dépendance par rapport aux aides externes est bien connue. La balance commerciale, qui est structurellement déficitaire et dépendante de pratiquement un seul et unique produit d'exportation, a vu sa situation s'aggraver avec la chute des prix sur le marché international. La relative embellie des prix à partir de 1993 n'a pas eu une incidence notable sur l'augmentation de la valeur des exportations qui ont tourné entre 4 et 5 millions de USD. Les exportations ont atteint 6,4 millions de US\$ en 1998 et elles ont augmenté de 10% (d'US\$) en 1999. A partir de 2000, on a assisté à une certaine amélioration pour atteindre 17,7 millions de UUSD en 2001, avec le secteur des services qui se détache avec une participation de 77%. Quant aux importations, elles ont évolué de 28 à 32 millions de US\$ entre 1991 et 1995.

Il faut signaler une réduction au cours des dernières années, bien que les statistiques disponibles ne soient pas toujours très fiables. En 1998, les importations se montaient à 18 millions de US\$ et elles ont augmenté de 32% en 1999 et elles atteignaient la valeur de 43,4 millions de USD en 2001, dont 46% pour les services non factoriels.. De 1991 à 1996, les produits alimentaires représentaient 20 à 25% du total des importations, alors que les produits pétroliers se situaient dans une fourchette de 7 à 15%. La faible couverture de la balance commerciale, le peu de poids des recettes provenant du tourisme et des virements des émigrants santoméens de l'extérieur, ainsi que les coûts élevés des transports des produits destinés à STP constituent des facteurs de pression sur la balance des transactions courantes.

Cette dernière s'est ainsi détériorés (sauf les virements sans contrepartie) tout au long

des ans, passant de -23 millions de US\$, soit 37,3% du PIB en 1986, à -37,3 millions de US\$, soit -53,8% du PIB en 2001, pour 64,1% du PIB. On constate que ces ratios dépassent de beaucoup les valeurs normalement admises.

Problème de la Dette

Comme indiqué antérieurement et suite aux emprunts contractés pour financer les investissements publics -lourds et de rentabilité douteuse- la dette externe du pays a fortement augmenté au long des années 80. Elle a même doublé entre 1984 et 1989 pour atteindre à ce moment-là les 136 millions de US\$.

Pendant la décennie des 90, la dette continua à augmenter, particulièrement à cause de l'accumulation des arriérés et des emprunts concessionnels atteignant, en fin 1999, la valeur totale de 289,3 millions de US\$. La valeur actuelle de la dette est égale à quatre fois le PIB et plus de quarante fois le montant des exportations annuelles du pays. Le service de la dette externe quant à lui correspond à plus de 60% des recettes annuelles d'exportation et il pèse lourd dans le Budget Général de l'Etat; pour l'exercice 2001 il était égal à près de 31% des recettes courantes.

La structure de la dette externe santoméenne est dominée par la part multilatérale (57%) dont les principaux créditeurs sont: la BAD (30%) et la Banque Mondiale (23%), alors que la dette bilatérale atteint les 47%.

En mai 2000, le pays réussit à obtenir des créditeurs bilatéraux réunis dans le Club de Paris un important allègement du service de la dette échue entre mai 2000 et avril 2003, pour 67% précisément. L'allègement obtenu se montait à 26 millions de US\$, dont 20 correspondant à des arriérés. Dans

Source:
Evaluation
del'Impact des
Projets de
Privatisation
(AGRO.GES/INF
ORMA)

Entreprise	Montant (US\$)
Entreprise d'Etat Bela Vista	10.000.000,00
Entreprise d'Etat Uba Budo	8.000.000,00
Entreprise Santa Margarida	18.000.000,00
Entreprise Monte Café	14.000.000,00
Total	50.000.000,00

le cadre multilatéral, le Gouvernement conclut des négociations avec le FMI, fort de la stabilité macroéconomique et de l'accomplissement du plan macro-économique, qui conduisit à la signature d'un Programme de Réduction de la Pauvreté et Croissance Economique au premier semestre 2000. Ce programme, prévu pour trois ans, devra permettre à STP de remplir les conditions pour la renégociation de sa dette multilatérale dans le cadre de l'initiative HIPC. Mais, comme signalé antérieurement, face aux dérapages dans la gestion des finances publiques, le programme en question a été suspendu en 2001 et un programme de référence a été adopté, qui vise à remettre de la rigueur dans le contrôle des dépenses publiques.

Réforme foncière

A la fin des années 80, tandis que les prix du cacao atteignaient les prix les plus bas depuis 1975, la situation économique des entreprises devint assez difficile. L'Etat se vit dans l'obligation de reconsidérer le modèle issu des nationalisations et de prendre progressivement ses distances avec la gestion des 15 grandes propriétés de l'époque

De cette façon, l'Etat n'aurait plus à supporter la lourde charge de paiement des salaires et bénéficierait encore, au moins indirectement, des recettes issues des nouvelles entreprises qui, en devenant privées, allaient certainement appliquer des systèmes plus efficaces de gestion. Quelques unes de ces 15 entreprises (les meilleures) bénéficieraient alors d'importants financements destinés à leur récupération. Quatre d'entre elles par le biais de contrats de gestion et deux avec des contrats de location. Ces contrats furent établis en prenant comme base les plans de rénovation des

plantations qui étaient couverts par d'importants volumes de crédit externe.

Une fois de plus la solution mise en oeuvre n'a pas permis de recueillir les fruits désirés. La très lourde structure des entreprises et la continuité de la baisse du prix du cacao provoqua le désintérêt de la part des entreprises gestionnaires qui, dans leur quasi totalité, désistèrent des contrats de gestion. Une fois encore, l'Etat " hérita " d'une partie de ses propriétés pour le moins et, naturellement, de leur gestion.

C'est ainsi que le 6 mai 1992, la République Démocratique de S. Tomé e Príncipe et l'Association internationale de Développement établirent un accord de crédit de développement pour financer le Programme de Privatisation Agricole et Développement des Petites Propriétés (PPADPP). La finalité de ce programme était premièrement d'augmenter et diversifier la production agricole par le biais de la privatisation des plantations d'Etat et de la promotion du développement de la petite propriété.

Avec la privatisation, l'efficacité de la production était censée augmenter, et les pertes financières des plantations devaient s'annuler; on trouverait des stimulations à la diversification des produits alimentaires et autres productions du secteur privé et des petits propriétaires.

Les objectifs centraux du projet étaient:

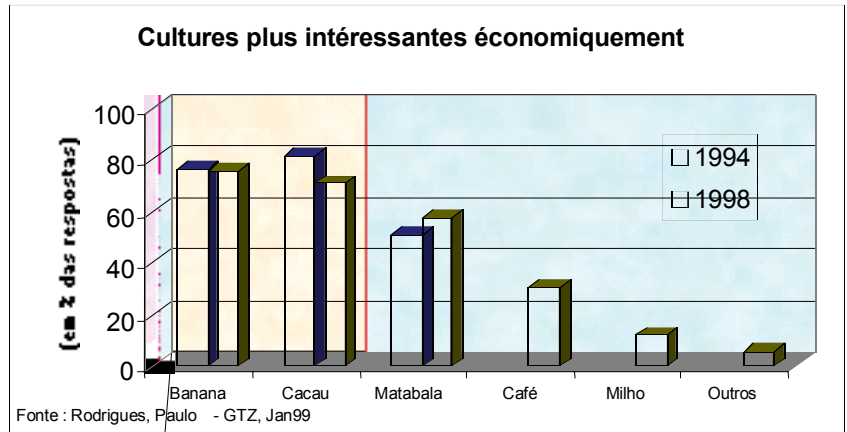
- Augmenter et diversifier la production agricole dans le territoire
- Alléger la pauvreté rurale
- Améliorer la gestion des ressources naturelles

Les bénéfices prévus dans la formulation des projets étaient:

Source: Cabinet de la Réforme Foncière, Juillet 2000

	Surfaces distribuées (au 30/6/2000)		Distribution prévue (à la fin du PPADPP)		Total du PPADPP	
	<i>contenance(ha)</i>	(%)	<i>contenance(ha)</i>	(%)	<i>contenance(ha)</i>	(%)
Petits Agriculteurs	14.616	77%	1.206	23%	15.822	65%
Moyens Agriculteurs	4.369	23%	3.972	77%	8.342	35%
Total	18.985	100%	5.179	100%	24.163	100%

- réduction du déficit du secteur étatique au moyen de la réduction de l'excès de fonctionnaire;
- augmentation de la production alimentaire nationale et réduction des importations; (augmentation de 65% dans la production annuelle d'aliments)
- renversement du déclin continu des exportations (on attendait une augmentation de 60% des exportations à la fin du projet)
- protection des ressources forestières et environnementales.



Les bénéficiaires se verraient accéder à la terre, ne plus être soumis à des salaires insoutenables et monter dans l'échelon du statut social.

Jusqu'à Juin 2000, le Cabinet de la Réforme Foncière (Gabinete de Reforma Fundiária - GRF) a pris action sur une superficie brute de 41 682 hectares (41.681,87 exactement), dont 14.617,57 attribuées à des petites entreprises familiales et 4.369,2 ha à des moyennes entreprises. Etaient inclus dans ces superficies la reconfirmation des surfaces attribuées dans le cadre du processus d'implication du citoyen.

Globalement, le PPADPP a distribué à cette date 18.984,77 ha, chiffre très proche des 20.000 ha prévues dans l'Accord de Crédit.

Selon les informations de l'Unité de Gestion du Projet (UGP), en juin 2000, des terres avaient été distribuées à 6448 petits agriculteurs, dont près d'un tiers ne résidaient pas dans les communautés. En contenance, ce sont 14 616 ha qui ont été distribuées aux petits agriculteurs. Jusqu'à la fin du programme, près de 1200 ha seront encore distribuées, correspondant à un peu plus de 400 foyers.

Le PPADPP couvrira ainsi une population de plus de 7000 familles (près de 35000 personnes), soit près du quart de la population de S. Tomé e Príncipe et la moitié de la population rurale. En termes de superficie, ces petites parcelles attribuées représenteront plus de 40% de la surface agricole du pays.

L'évolution de la condition sociale

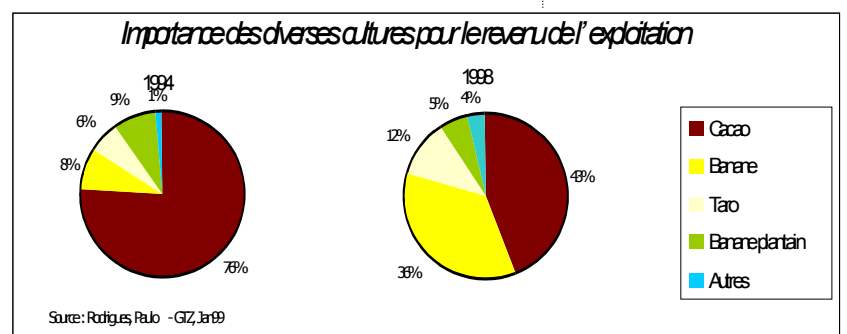
Le passage de salarié (travailleur agricole

ou pas) à agriculteur a introduit des modifications importantes dans le statut des personnes concernées. Pour ceux qui étaient déjà travailleurs agricoles, et qui étaient donc déjà au courant des tâches à effectuer et des savoirs-faire par rapport aux besoins des cultures, les nouvelles exigences étaient significatives:

- Responsabilité pour la conduite de l'exploitation et la prise de décisions;
- Nécessité d'améliorer les connaissances sur le cycle des cultures;
- Domaine des technologies de production;
- Notions de planification des activités (travail, terres, cultures..)
- Fin de recettes monétaires régulières et "garanties";
- Capacité financière pour investissements;
- Changement des habitudes de travail.

Même au niveau de la société, c'est tout un système d'occupation et organisation du territoire qui a été remis en cause et qui, encore aujourd'hui, 8 ans après le début du processus, n'a pas été normalisé.

En fait toute la structure de la société repo-



■ Changements politiques et économiques

sait sur les "roças" (d'abord coloniales, puis ensuite étatiques après l'Indépendance, et, après 1985, sous gestion privée pour certaines). Avec leur démembrement, un vide de pouvoir local apparaît et il n'a été que partiellement comblé par les associations de petits agriculteurs.

Conditions de vie

La détérioration des infra-structures et des services d'aide sociale est allée en s'accroissant au cours des ans. Cette situation s'est en outre aggravée avec le processus de privatisation. La cause en est dans l'abandon de la part de l'Etat, qui laissa tomber ces infra-structures dans la mesure où les moyennes et grandes entreprises constituées ne s'intéressaient que rarement à leur entretien qui coûtait, il est vrai, très cher. Le fait que les petits agriculteurs étaient complètement démunis de la capacité financière permettant d'assumer ce genre de dépense est une autre cause de cet état de choses.

Bien qu'avec une certaine lenteur, quelques réparations ou remises en état furent effectuées, toujours sous la charge de ONGs ou bailleurs de fonds internationaux externes au PPADPP. Il faut mentionner ici le PNA-PAF et le programme de Lutte Contre la Pauvreté.

Les comparaisons des enquêtes faites en

1997 et 2000 permettent de mettre en évidence quelques améliorations des conditions de vie des populations rurales consultées, quoiqu'une partie de ces indicateurs doit être sans doute attribuée à l'évolution des revenus des agriculteurs.

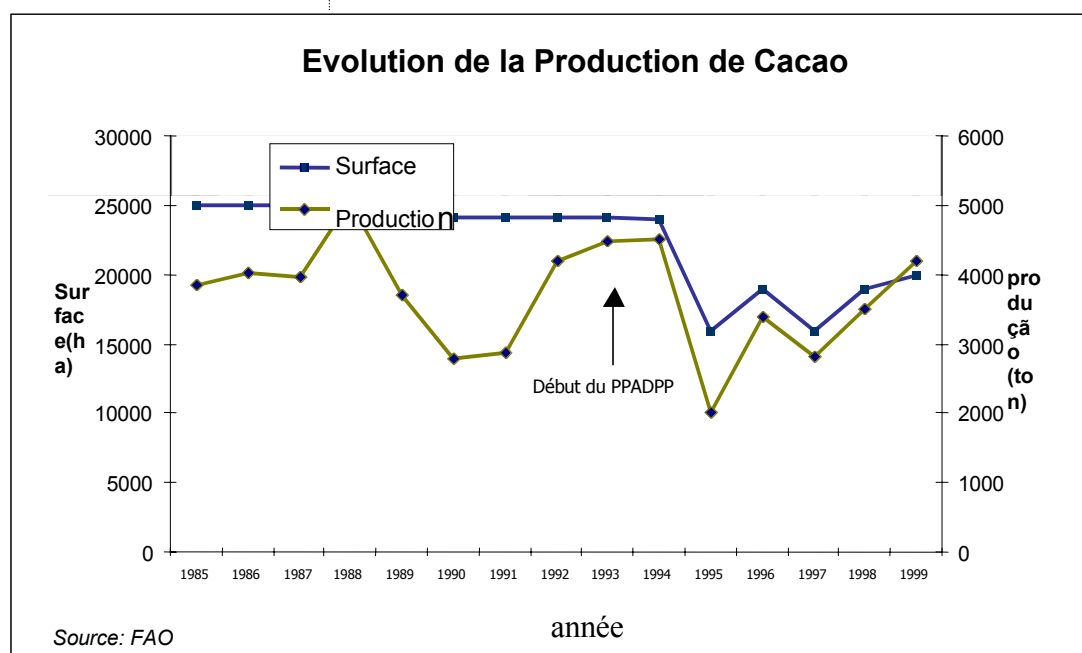
Il faut aussi retenir que, dans le cadre du PPADP et de sa composante relogement, 304 maisons furent construites pour juillet 2000 (à l'origine il y en avait 400 de prévues) destinées aux familles habitant hors des plantations.

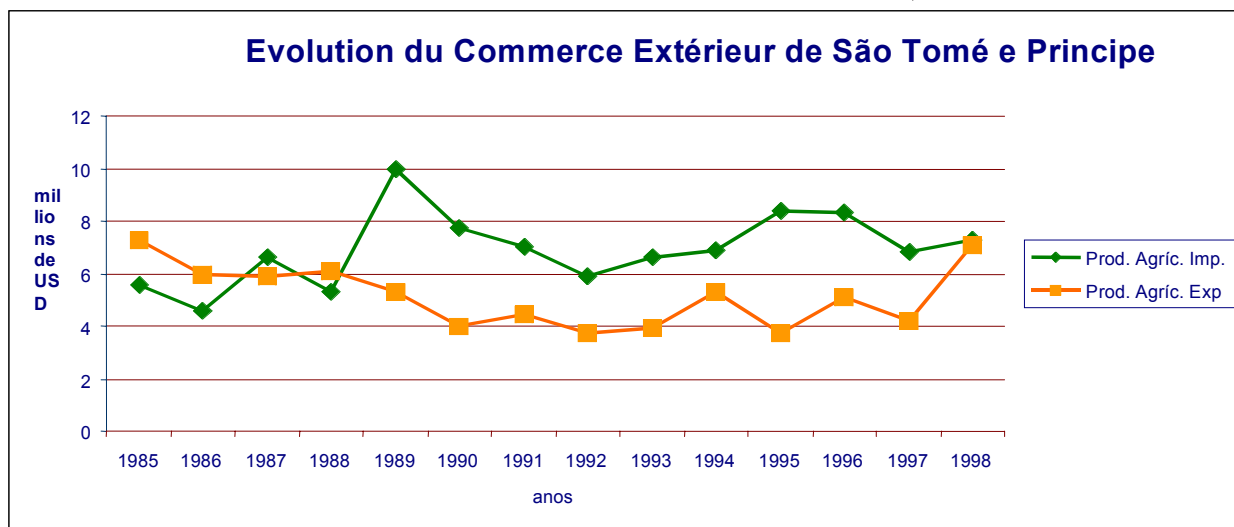
Activités pratiquées

Une partie considérable des agriculteurs ont reçu des terres qui n'étaient plus cultivées depuis longtemps et qui étaient retournées au stade de taillis. Cette situation relève au départ de la pression sur la terre et a mené à la distribution de surfaces abandonnées par les roças nationalisées qui n'avaient pas les moyens économiques d'entretenir des terres non rentables.

Le programme d'appui au défrichement prévoyait l'"ouverture" de 200 ha, dont 140 ont été réalisées à fin juin 2000.

Dans leur majorité, ces parcelles étaient plantées de cacaoyers, mais l'activité initiale des agriculteurs se centrait sur l'introduction de cultures alimentaires. Cette tendance s'intensifia au cours du processus de pri-





vatisation et elle devint plus prononcée avec la baisse du prix du cacao et les attaques du Rubrocintus.

L'importance du cacao dans le revenu des familles est ainsi allé en décroissant.

L'intérêt pour les nouvelles cultures est manifeste dans le graphique suivant: Le café est même devenu la culture industrielle qui recueille le plus d'intérêt des petits agriculteurs ; la culture des arbres fruitiers et du piment est en train de le rejoindre depuis peu.

Accès aux marchés et commercialisation

L'augmentation de la production des cultures alimentaires a provoqué des symptômes de saturation des marchés, tant avec le taro (matabala) qu'avec les produits horticoles et fruitiers (dont l'aspect saisonnier peut être considéré comme un handicap). Les productions sont directement apportées et vendues sur le marché ou par l'intermédiaire d'"opérateurs informels", les "palaies"²⁰ qui les revendent sur les marchés locaux.

La transformation des excédents et la recherche de nouveaux marchés (exportation) apparaissent comme les seules possibilités de renverser cette tendance, dans la mesure où la croissance du marché interne ne pourra pas accompagner la croissance de capacité de production.

Même la production de cacao, destinée aux

grandes et moyennes entreprises de transformation a des problèmes, liés à la grande baisse des prix sur le marché international et au peu d'intérêt des opérateurs privés pour aller acheter le cacao dans des endroits très reculés et d'accès difficile.

Montée de productivité

Dans la formulation initiale, des augmentations significatives de la production agricole à STP étaient prévues. Nous allons distinguer deux types de situation :

- La production de cacao qui est restée pratiquement au même niveau qu'avant
- La production de cultures alimentaires qui a eu une croissance notable.

La production de cacao a eu quelques augmentations initiales, au fur et à mesure que les parcelles étaient distribuées et grâce à un surplus d'efficacité dans la cueillette. Mais les années suivantes, de fortes chutes se produisirent, à cause de plusieurs facteurs : application déficiente ou même parfois absente de produits phytosanitaires pour combattre le mildiou et le Rubro-cintus, diminution de l'ombrage (par abattage des arbres d'ombrage), prolifération d'autres cultures sur la même parcelle de terrain, et enfin niveau bas de replantation.

C'est ainsi que l'augmentation de production de 1993/1994 est à imputer à une meilleure attention dans la cueillette (main d'œuvre familiale disponible) plutôt qu'à des investissements fonciers ou des progrès dans l'application de produits phytosanitaires.

En effet, durant la période suivante (1995 et suivantes), les productions se mirent à baisser à cause du manque d'investissements et de soins aux cultures (par manque aussi d'appuis des projets d'accompagnement - PNAPAF et LCP/DR (années 95/96) en phase de démarrage) associé à l'inexpérience en gestion et organisation de l'activité agricole des nouveaux détenteurs de terres agricoles.

En 1997/98, le taux de couverture en assistance et les appuis techniques étant en hausse, on a pu enregistrer une légère augmentation de la production, quoique encore en deçà des volumes prévus.

Dans les cultures alimentaires, il n'y a que le maïs qui n'accuse pas de montée de production, alors que pour la banane et le taro, les hausses de production sont énormes comme illustré par le graphique ci-contre.

En fait, un des problèmes les plus fréquemment évoqués actuellement est celui de la commercialisation des productions de cultures alimentaires des petites et moyennes entreprises. Ainsi, suite à l'augmentation généralisée de la production, son caractère saisonnier (pour les produits horticoles surtout), les problèmes posés par leur conservation, et surtout la capacité d'achat et de consommation très limitée au niveau interne, apparaissent des excédents de production qui ne sont pas commercialisés et des chutes de prix notoires.

Impact sur le commerce externe

Un des effets les plus attendus du PPADP était la croissance des exportations, tant des cultures traditionnelles que des nouvelles cultures alimentaires, et une réduction conséquente des importations de biens alimentaires.

Nous avons déjà vu que ni la production de cacao n'a monté ni les quantités exportées.

Par ailleurs, dans les exportations de cultures oléagineuses et huiles, on n'a pas observé de variations notoires tant que fonctionnait le PPADP. En termes d'importations de cultures alimentaires, la grande dépendance vis à vis des céréales importées, riz et blé, continue à sévir, mais elles sont très

liées à la fourniture d'aide alimentaire par l'intermédiaire du PAM. Depuis 1990 l'importation des huiles alimentaires végétales s'est maintenue à des niveaux relativement plus bas que ceux observés dans les années 80, mais on ne voit pas poindre de signe de baisse. Pour les produits animaux, on relève l'énorme hausse des importations de porc après les épidémies de peste et la baisse de viande bovine à partir de 1995.

Globalement, le PPADP n'a pas apporté pour le moment de changements remarquables au commerce extérieur de produits agricoles de STP. Ce n'est que la dernière année de l'analyse, 1998, qui donne à voir une hausse claire des exportations qui, pour la première fois au cours de cette décennie, s'approchent de la valeur des importations.

Il est sûr et certain que les productions alimentaires sont en hausse, mais il a manqué de dynamique et de conditions pour permettre l'exportation de ces produits. En fait, l'exportation de produits horticoles et de matabala pour le Gabon a été signalée comme très prometteuse. Mais les difficultés de transport et de logistique ainsi que les barrières douanières très élevées ont empêché que les volumes d'exportation soient conséquents. Les quantités exportées l'ont été surtout de façon informelle et avec des opérateurs non patentés.

Si on savait profiter de ces potentialités (grandes différences de prix entre le Gabon et STP et manque de produits au Gabon), il est probable qu'on pourrait ouvrir une voie qui permette la croissance substantielle des exportations de cultures alimentaires qui dépasseraient ainsi les importations alimentaires à STP.

Bilan final

Malgré les aspects négatifs qui ont été signalés, entre 1994 et 1998 ressort un bilan clairement positif, imputable aux petits agriculteurs, tant sous l'aspect de la hausse des revenus que sous celui de l'amélioration de l'alimentation.

S. Tomé a maintenant près de 6500 familles bénéficiaires de la distribution de terres. Leur situation économique actuelle, quoique difficile, est bien meilleure que celle qu'ils avaient antérieurement comme

employés d'entreprises non-viables et avec un salaire très bas. Bien qu'il ne soit pas possible de généraliser ni même de quantifier, les contacts pris montrent clairement des différences dans le degré de satisfaction des petits agriculteurs. Ces différences ont exactement à voir avec le succès de certaines mesures complémentaires appliquées, comme l'assistance technique, l'entretien de certaines mesures de caractère social, leur insertion dans des associations de producteurs, le crédit, etc.

La composante d'échec a, à notre avis, certaines causes qu'il importe d'identifier:

- Beaucoup de parcelles furent distribuées en très mauvais état et la situation de totale décapitalisation des agriculteurs a empêché leur mise en culture;
- Les terres sont parfois très éloignées et avec un accès difficile;
- Le titre d'usufruit ne donne pas assez confiance à l'agriculteur et il ne constitue pas un instrument juridique suffisant pour effets de garantie bancaire ou autres; l'objectif de nombreux travailleurs bénéficiaires était seulement de se constituer une réserve de survie à terme.
- Dans certains cas, les bénéficiaires font preuve d'un manque de vocation ou même d'intérêt pour travailler les terres distribuées;
- Certains bénéfices sociaux ont complètement disparu;
- La non-existence d'emplois complémentaires oblige dans de nombreux cas à une option non agricole et est à l'origine de l'abandon des terres distribuées.

Ces circonstances sont à l'origine d'au moins une partie de l'abandon des nombreuses parcelles de terre distribuées. Cela constitue, sans aucun doute, un des aspects négatifs du projet et il n'est pas possible de quantifier la surface abandonnée ni le nombre de bénéficiaires qui n'exploitent pas les terres qui leur furent distribuées. On estime cependant que ce nombre peut s'élever à 15% du total des bénéficiaires et cela constitue une préoccupation pour l'avenir de l'agriculture santoméenne.

Un second impact négatif découlant de la façon dont les petits agriculteurs ont reçu les terres est l'abattage d'arbres qui a immédiatement suivi la distribution de parcelles.

Cet impact va bien plus loin que les conséquences pour la production de cacao des parcelles affectées.

Changements Politiques et Développement Humain

L'ensemble des changements politiques réalisés au cours de la décennie 90 a mis en évidence la maturité du peuple santoméen. Les chutes successives des Gouvernements, la régularité de l'exercice parlementaire malgré l'instabilité politique sous-jacente à la succession des Gouvernements et au mécontentement de la population manifestée avec vivacité, n'ont perturbé en rien la réalisation des élections qui se sont toujours tenues dans un climat de paix. L'alternance politique a eu lieu sans aucun soubresaut.

Participation Politique des Citoyens

En participant politiquement, en faisant usage des libertés et droits que la constitution lui confère, le citoyen fait, d'un côté, valoir ses droits individuels et de groupe et, de l'autre, il légitime le pouvoir démocratiquement constitué. La loi dit que voter est un devoir civique du citoyen et il revient essentiellement aux partis politiques, en toute liberté et égalité, de concourir pour la formation et l'expression de la volonté politique des populations.

Implication des Electeurs dans les Processus Electoraux

Il convient de noter que l'abstention qui traduit la volonté ou non de l'électeur de par-

Source: Calculs du Consultant, sur la base des résultats électoraux

Niveau des Abstentions aux Elections (%)			
Année	Législatives	Année	Présidentielles
1991	23,2	1991	40,0
1994	47,9	-	-
-	-	1996	1er Tour- 25,2 2ème Tour- 21,3
1998	35,3	-	-
-	-	2001	29,3

ticiper aux élections est allée en augmentant, bien qu'avec de faibles oscillations.

Quant aux élections districtales et régionale, elles se sont tenues respectivement en 1992 et 1995, et les abstentions ont été de 40,6% pour les districtales et de 41,1% pour la régionale. On peut conclure de l'appréciation globale de ces résultats que l'abstention va en augmentant, reflétant ainsi le peu d'enthousiasme des électeurs pour la façon dont se déroule l'activité politique dans le pays. On peut aussi dire que les élections anticipées réalisées en 1994 ne recueillirent pas de grande adhésion. Quant aux présidentielles, elles ont connu également une diminution de la participation populaire si l'on veut bien exclure les 40% d'abstention des élections présidentielles de 1991, liée au fait qu'il y avait un seul candidat.

Participation Civique des Citoyens

Activité Civique et Professionnelle

La publication des législations relatives aux lois de la grève, de l'activité syndicale et du régime juridique des travailleurs au compte d'autrui a créé l'ambiance et l'environnement requis pour que les citoyens en général et les travailleurs en particulier s'organisent afin de mieux défendre leurs intérêts économiques et professionnels. On a vu ainsi, tout au long de la décennie, se multiplier les discussions et les revendications pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, dans presque tous les secteurs d'activité. Cela a marqué le réveil de la société pour l'exercice de l'activité professionnelle et syndicale, complètement différemment de ce qui existait antérieurement. Peu à peu, d'abord les autorités, puis ensuite les organisations patronales se mirent à reconnaître dans les syndicats, regroupés en 2 grandes centrales syndicales, l'Organisation Nationale des Travailleurs de STP (ONTSTP) et l'Union Générale des Travailleurs de STP (UGT), des partenaires avec lesquels il est nécessaire de discuter et d'établir les bases pour les actions futures et la réalisation des questions pressantes et ponctuelles. De toute l'activité syndicale déployée, il faut détacher celle de deux professions, celle des infirmier(e)s et des enseignant(e)s, largement sinon majoritairement

formées, l'une et l'autre, par la population féminine.

Organisation Professionnelle et Communautaire

Dans le domaine agricole et dans le cadre de la distribution des terres, aussi, la création d'organisations professionnelles s'est multipliée, revêtant plutôt un aspect de nature communautaire puisque associant des petits agriculteurs et des éleveurs habitant dans le même espace physique. Ces associations se sont regroupées et ont ensuite pris une dimension régionale pour assumer la forme d'une fédération nationale, la Fédération Nationale des Petits Agriculteurs de STP (FENAPA). Cette association représentative des petits agriculteurs de toutes les régions du pays a fini par être une structure issue des bases et avec une direction démocratiquement élue et mandatée pour parler et discuter au nom de ses associés. Son programme d'action est extrêmement ambitieux et elle compte, dans son travail de développement communautaire, avec la contribution de Zazona Adil, une ONG nationale spécialisée dans le développement communautaire et l'appui technique et financier du Projet National d'Appui aux Petits Agriculteurs (PNAPAF).

Développement Institutionnel

Si on veut apprécier l'effet des changements introduits pour le développement humain pendant la décennie, il faut analyser, au moins sommairement, l'administration publique du pays. Dans le cadre des actions destinées à "Evaluer l'Environnement Institutionnel" menées à terme en 1995 et poursuivies en 1998, on a pu relever l'existence de quatre causes principales au faible développement institutionnel à STP. Les voici énumérées ci-dessous avec leur poids relatif :

1. Manque de décision politique, avec 32,8%
2. Carences en organisation et gestion, évaluées à 26,2%
3. Insuffisance de ressources humaines qualifiées, avec environ un sixième du poids total, soit 16,2%
4. Manque de ressources matérielles et financières avec seulement 10,8%

Ceci est d'autant plus important que l'on

sait que, chargés d'un héritage aussi complexe et pesant, les efforts pour le changement sont déviés et amoindris par des for-

ces inhérentes au système lui-même et de surcroît pas toujours faciles à identifier et dépasser.

²⁰ NDT : A l'origine, marchandes de poisson qui s'approvisionnent directement chez le pêcheur et vendent au marché. Par extension, s'applique à toutes les femmes revendeuses installées au marché.

CHAPITRE IV

Profil du développement humain et de la pauvreté à Sao Tome e Príncipe

L'IDH est une valeur variant de 0 à 1; au fur et à mesure qu'il se rapproche de 1, le niveau de développement humain se rapproche de l'optimum.

Le concept de développement humain est mis en avant par le PNUD depuis la fin des années 80. Ce concept définit le développement comme la genèse de capacités propices à l'éclosion du genre de vie que les gens valorisent le plus pour eux-mêmes. Il trouve son origine dans le désir de dépasser et discuter les visions de bien-être exclusivement associées à des dimensions matérielles et économiques²¹. Cette nouvelle façon de voir propose une optique intégrale et multidimensionnelle pour comprendre les problèmes de développement tout en suggérant que le bien-être des personnes dépend de la création d'options et d'opportunités dans divers aspects de l'environnement humain. En outre, de tels facteurs de développement humain se renforceraient et complèteraient mutuellement.

Un des premiers soucis méthodologiques des chercheurs en ce domaine fut de créer une série d'outils qui permettent de suivre et d'évaluer les avancées des pays en termes de développement humain. Cela a été et continue à être l'un des principaux sujets de discussion lorsqu'il s'agit de rendre le concept opérationnel.

Traditionnellement, la mesure et l'évaluation du développement étaient réalisées à partir d'indicateurs en rapport avec la croissance économique et la hausse des revenus des personnes. Bien que le concept de développement humain considère

la dimension économique comme très importante pour évaluer le niveau de bien-être, il pose l'existence d'autres dimensions à considérer attentivement et qui en outre reflètent plus directement le bien-être des personnes. On peut ainsi mentionner des aspects tels que la longévité, l'accès aux connaissances ou les libertés politiques.

Donc, un indicateur de niveau de bien-être, considéré dans l'optique du développement humain, devrait chercher à refléter le caractère multiple des facteurs qui l'expliquent. En même temps, cet ou ces indicateurs devraient être assez simples pour pouvoir être appliqué dans divers contextes et pays. A cet effet, le PNUD a créé en 1990 un indicateur formé d'agrégats,

Encadré 1- Indice de Développement Humain

L'IDH cherche à évaluer certaines des dimensions les plus essentielles et mesurables du développement humain. Cet indicateur ne prétend pas épuiser toutes les dimensions qui font le développement. Il est bien connu que les nécessités des personnes sont multiples et changent dans le temps. Il existe cependant certaines conditions de base communes à toutes les sociétés et toutes les époques: (1) avoir une vie longue et en bonne santé, (2) posséder les connaissances nécessaires pour comprendre et être en relation avec le milieu social et (3) posséder les revenus suffisants pour atteindre un niveau de vie décent. Ce sont ces dimensions-ci qui se trouvent à la base des indicateurs spécifiques qui composent le IDH.

Les indicateurs servant à mesurer les trois dimensions que l'IDH reflète sont les suivants:

- 1. Longévité (Avoir une vie longue et saine): espérance de vie à la naissance*
- 2. Niveau d'éducation (Avoir les connaissances nécessaires): Combinaison du taux d'alphabétisation des adultes (pondération de deux tiers) et du taux brut d'inscription combinée en enseignement primaire, secondaire et tertiaire (pondération d'un tiers).*
- 3. Niveau de vie (Avoir des revenus suffisants): PIB réel per capita (PPA en dollars)*

appelé Indice de Développement Humain, qui a été utilisé dans de multiples études au cours de la décennie passée et dont la logique est décrite ci-dessous²² :

- Il prétend être un regard synthétique sur le développement humain. C'est la raison pour laquelle il résume des dimensions vitales en une seule valeur.
- C'est un regard par rapport aux résultats atteints par un pays, relatifs à l'accumulation de capacités et opportunités dont disposent les personnes. L'IDH évalue des capacités qui sont essentielles et qui en se complétant et se renforçant peuvent engendrer du développement humain.
- Par construction, l'indice s'oriente sur des buts définis par rapport à une échelle idéale de développement humain. L'IDH montre combien on a avancé et combien il reste à parcourir pour arriver à une situation optimale de bien-être.
- L'indice cherche à refléter les caractéristiques structurelles et de long terme du développement, et il n'est pas aussi sensible à des situations ou des changements conjoncturels. L'indice capte les changements structurels dans la création d'opportunités et capacités pour les personnes.

Un profil de développement humain d'un pays tient alors l'indice de développement humain (IDH) pour un de ses principaux outils. Toutefois, comme signalé ci-dessus, l'IDH n'approfondit pas la perspective de développement humain et, donc, la compréhension des conditions de développement d'un pays requiert l'analyse combinée de différents indicateurs dont beaucoup ne sont pas quantitatifs. C'est cette option qui est retenue pour ce travail-ci.

Les questions auxquelles ce chapitre-ci tente de répondre à propos des niveaux de bien-être à S. Tomé e Príncipe sont les suivantes:

- Quels sont les niveaux de développement humain du pays? Comment pourrait-on caractériser le développement humain?
- Comment ont évolué certaines variables-clé de développement humain durant ces dernières années?
- Du point de vue spécifique de la pauvreté, quel est le profil de la situation de

São Tomé e Príncipe? ¿Comment la pauvreté a-t-elle évolué durant ces 20 dernières années?

" ¿Y-a-t-il des différences entre les diverses régions du pays? Yen-a-t-il dans le niveau de développement entre les hommes et les femmes? Quelle est la dimension de ces différences?

Ces points seront développés dans les sections suivantes: la partie 1 qui analyse les caractéristiques du développement humain de S. Tomé et sa comparaison avec divers groupes de pays; la partie 2 qui analyse l'évolution du développement humain de S. Tomé dans certains éléments-clés; la partie 3 qui approfondit le thème de développement humain et pauvreté dans les différentes régions du pays et entre hommes et femmes. Enfin quelques conclusions seront tirées.

Caractéristiques du développement Humain

D'une manière générale, São Tomé e Príncipe se trouve parmi les pays de niveau de Développement Humain moyen. En tenant compte des nouvelles estimations des variables qui forment l'IDH, calculées pour ce rapport²³ (Tableau 1), le pays occuperait la position 109 dans le ranking élaboré par le PNUD²⁴ en 2001, améliorant ainsi de façon significative sa position traditionnelle. Il se situerait parmi des pays comme le Guatemala, Honduras, le Gabon et la Guinée Equatoriale. Il faut tout de même souligner qu'il continuerait à faire partie des pays à la traîne du groupe de DH moyen.

Le Tableau 1 montre comment les principales composantes de l'IDH sont sensiblement supérieures à celles qui prévalent en moyenne dans les pays de l'Afrique Subsaharienne; en particulier en ce qui concerne l'espérance de vie et le taux d'alphabétisme. La différence en termes d'inscription combinée est moins marquée; en ce qui concerne le PIB, STP a un retard évident. L'IDH est cependant supérieur à la moyenne régionale.

On peut aussi noter que l'IDH est très au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne, il dépasse la moyenne de l'Asie Méridionale (Inde, Sri Lanka, etc.) et il

se rapproche de la moyenne de régions comme les pays arabes et même l'Amérique latine (Tableau 2)

Aux fins d'analyse, trois groupes de pays ont été choisis pour les comparer avec São Tomé: i) certains pays voisins (Cameroun, Guinée Equatoriale, Gabon et République du Congo), ii) un groupe de pays insulaires africains (Cap-Vert, Comores, Maurice, Seychelles) et iii) un groupe de pays insulaires avec une population similaire en Europe, Asie et surtout aux Caraïbes.

La conclusion qu'on peut tirer de cette comparaison est que STP présente des niveaux de développement humain meilleurs que les pays africains voisins et que la moyenne de la région subsaharienne d'Afrique, mais que, par rapport aux moyennes des autres pays insulaires de la région et du reste du monde, son IDH est sensiblement inférieur, et son retard par rapport aux pays insulaires des Caraïbes est notoire, alors que beaucoup de ces pays ont des populations similaires ou plus petites. (Tableau 3).

En considérant les composantes de l'IDH (Tableaux 4, 5 et 6) nous constatons que:

- Par rapport au groupe de pays de développement humain moyen, le plus grand retard du pays est en termes de PIB per capita. Ses niveaux de résultat éducatif sont similaires à cette moyenne et les avancées en espérance de vie sont légèrement inférieures à la moyenne. Cette tendance se précise dans la comparaison avec l'Afrique subsaharienne, comme signalé plus haut: en tous les cas et avec la notable exception de la dimension économique, STP a de meilleurs indicateurs de développement humain que le continent.
- Si nous comparons l'indice d'espérance de vie avec l'indice du PIB per capita du groupe de pays analysés, nous voyons qu'il existe un rapport entre une meilleure espérance de vie et de meilleurs niveaux de revenus per capita (Tableau 5). Cependant, il est manifeste que São Tomé e Príncipe a de meilleurs résultats, au niveau de l'espérance de vie, que des pays comme le Gabon, le Cameroun, la Guinée Equatoriale, la

République du Congo ou les Comores, bien que ses niveaux de revenus per capita soient similaires ou même inférieurs.

- Dans la comparaison entre l'indice de résultats en éducation et le niveau de PIB per capita, il est également aisé

Indice de Développement Humain 98-2000		
	São Tomé	África Subs.
Espérance de vie	64,7	48,9
Alphabétisme (%)	83,1	58,5
Taux d'Inscription Combinée (%)	57,7	42,0
PIB per capita (\$PPA)	1469	1607

Tableau 1. Indice de Développement Humain 98-2000

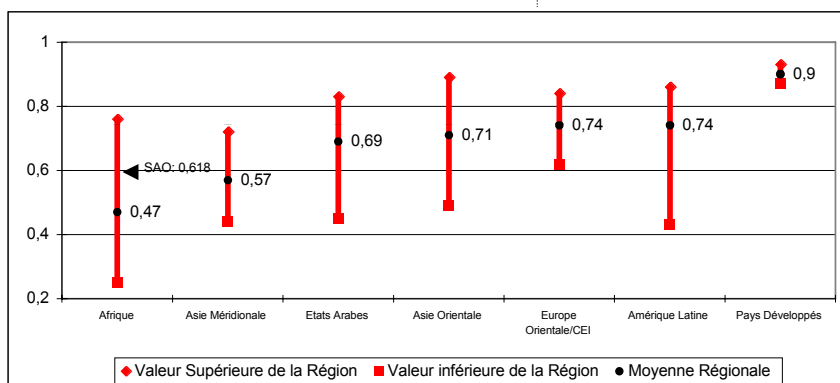
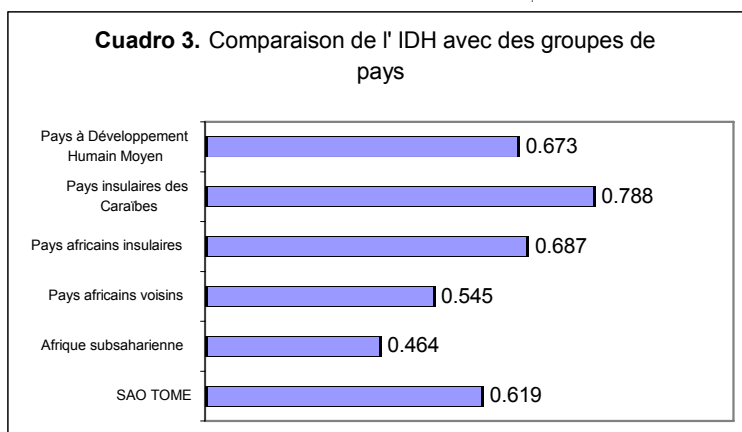
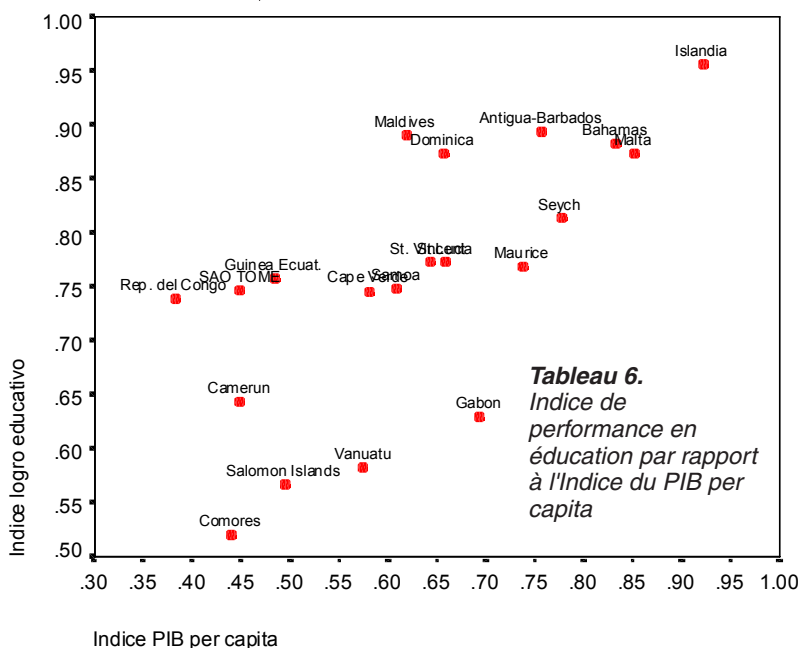
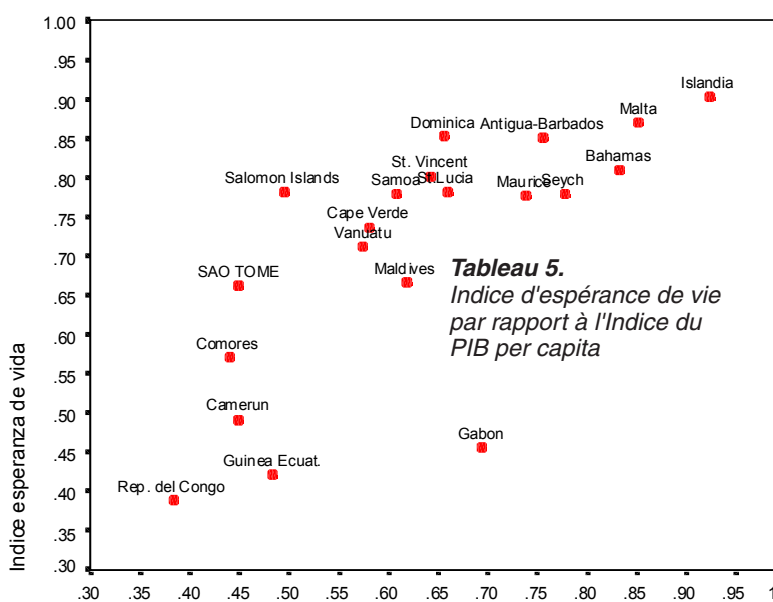
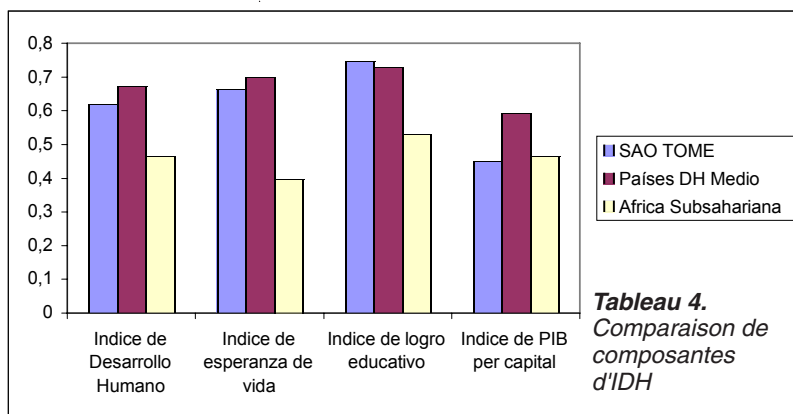


Tableau 2. Position de Sao Tomé en termes d'Indice de Développement Humain





d'observer clairement un rapport positif entre ces deux variables (Tableau 6). A nouveau, bien qu'à un degré moindre, S. Tomé manifeste de plus fortes avancées dans cette dimension par rapport à d'autres pays disposant de PIBs per capita similaires ou supérieurs.

A noter à ce sujet que le Gabon est un cas emblématique de cette tendance puisqu'on note que le niveau élevé de son PIB découle dans une grande mesure de sa richesse en pétrole, mais que cela ne lui permettrait pas d'améliorer son niveau global de développement humain. Ce comportement peut servir de référence à prendre à compte dans l'avenir de S. Tomé.

Evolution du Développement Humain a Sao Tome(1981-2000)

São Tomé et Príncipe a remarquablement augmenté les valeurs de certains indicateurs sociaux qui composent l'IDH pendant ces 20 dernières années (1981-2000). En particulier, d'importantes diminutions d'analphabétisme ont été obtenues, puisqu'il est descendu de 43% en 1981 à moins de 17% en 2000 (Tableau 8). Ces avancées dans la dimension éducative du développement humain sont confirmées par la hausse des niveaux de scolarité moyenne de la population: en 1980, la population âgée de plus de 25 ans avait une scolarité moyenne de 2,3 ans et en 2000, cette valeur est de 5,4, c'est à dire presque le double qu'au début des années 80. De même, la couverture de services d'éducation primaire s'est sensiblement améliorée (Tableau 7).

Bien qu'il y ait de bons résultats dans le domaine de l'éducation, il faut relever que des problèmes de qualité persistent en ce qui concerne l'enseignement imparti. Au niveau de l'instruction secondaire, la faiblesse est notoire et les options de formation tertiaire et professionnelles sont quasiment inexistantes. Ces déficiences sont reflétées par un niveau de taux de couverture combinée (primaire, secondaire et tertiaire) très en dessous des niveaux que devrait avoir un pays avec des taux d'analphabétisme et de scolarité moyenne comme STP. Cela constitue une grande barrière pour les chances de développe-

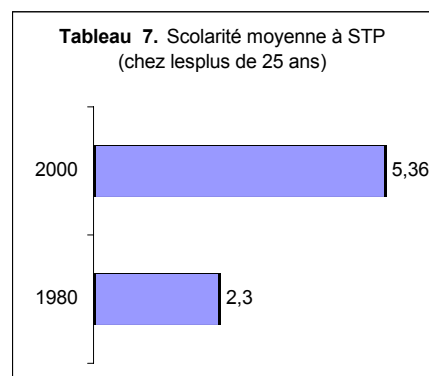
ment dans le pays et de ses habitants.

Dans le domaine de la santé, dans le long terme, on peut percevoir une légère amélioration: l'espérance de vie a un peu augmenté, ou tout au moins on ne note pas de détérioration. Cependant, on est interpellé par le recul subi par cette variable dans les années 80 suivi d'une très lente remontée dans les années 90. Ceci doit sans doute être attribué à une certaine stagnation dans l'éradication de maladies comme la malaria. Malgré tout, l'espérance de vie de STP est supérieure à celle qui a cours dans d'autres pays d'Afrique, mais tout de même il est évident qu'on pourrait atteindre, dans ce domaine, des avancées importantes dans l'avenir.

A propos de la dimension économique du développement humain, on a déjà pu voir dans le chapitre 1 que l'économie de STP a subi plusieurs changements structuraux depuis les années 80. Cela n'a pas permis d'accélérer la croissance de l'économie du pays; en outre, elle a continué à endurer des conditions défavorables à son exercice (par exemple, la baisse des prix du cacao) et enfin de hauts niveaux de coopération externe se sont maintenus comme composants importants de l'investissement public. En bref, l'économie de S. Tomé est encore hautement vulnérable et par conséquent ses niveaux de croissance sont peu satisfaisants par rapport aux demandes sociales de sa population.

Dans le Tableau 9, on peut apprécier les niveaux modestes de croissance économique du pays pendant la période 86-98: il n'y a que peu d'années où le taux de croissance a dépassé 2% et cette valeur est encore insuffisante si on considère que le taux de croissance de la population se situe aux alentours de 1,9%.

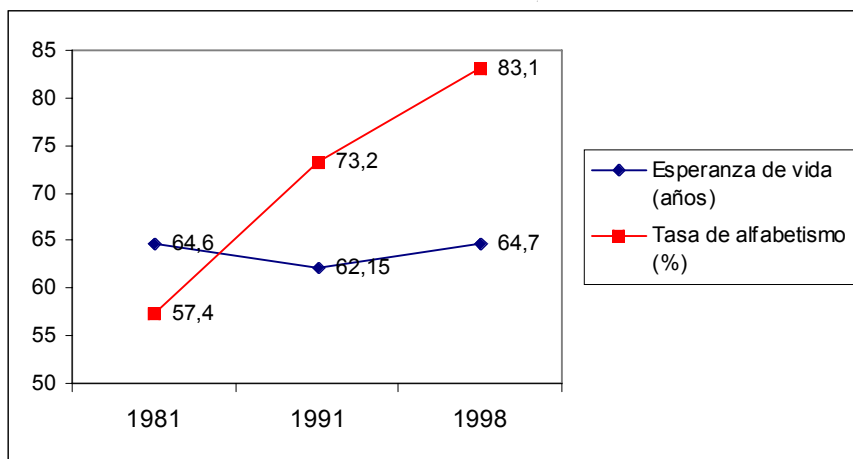
Il faut faire noter que le déphasage entre certaines améliorations en éducation de la population et l'absence de meilleures opportunités économiques peut éventuellement engendrer des niveaux de frustration et de mécontentement susceptibles de limiter les chances de développement et de consolidation de la démocratie dans le pays. Le défi consiste alors à promouvoir une plus forte croissance économique



mettant à profit les meilleurs niveaux d'instruction en place et d'assurer une corrélation plus étroite des efforts dans le domaine social avec les progrès en économie.

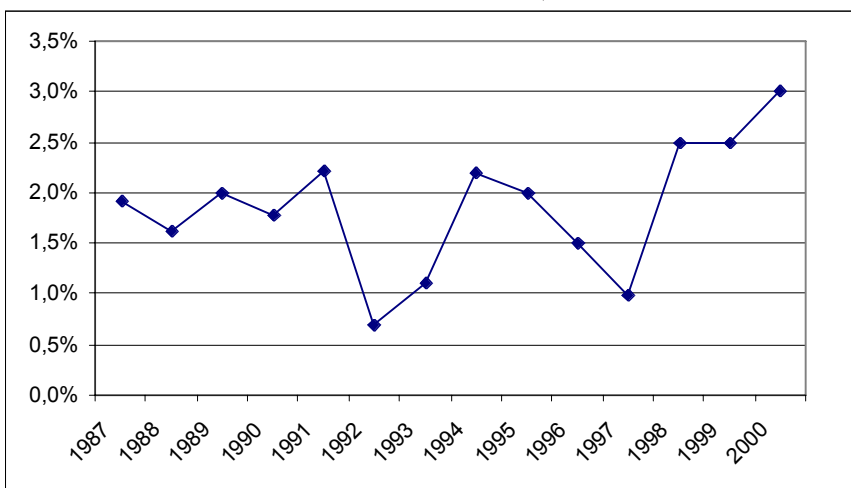
Disparite Et Pauvrete

Tableau 8. Evolution des indicateurs de développement humain de 81-98



Le panorama de développement humain de S. Tomé e Príncipe sera complété par une analyse des disparités et des niveaux de pauvreté existants dans le pays. Trois raisons président à ce choix. Une première-

Tableau 9. Croissance du PIB 1986-1998



re justification est d'ordre conceptuel si tant est que la préoccupation à propos des citoyens les plus défavorisés devraient toujours être au centre du développement humain. Par ailleurs, il est évident qu'il existe d'importantes différences de niveaux de développement entre les différentes régions et les groupes sociaux du pays. En fait, les inégalités sociales expliquent en grande partie les conditions de pauvreté et d'exclusion sociale de groupes impor-

tricts qui le composent (Lemba, Lobata, Agua Grande, Mé Zochi, Cantagalo, Cauê et Príncipe), et par genre. Nous décrirons ci-dessous les caractéristiques et tendances les plus importantes de la pauvreté et de l'inégalité à STP dans leurs différentes dimensions:

Carences et disparités non monétaires

Nous explorerons ici les inégalités existant dans les dimensions de l'éducation, de la santé et de l'accès aux services de base.

Notre point de vue pour évaluer la pauvreté est celui défini par Amartya Sen sous le nom de pauvreté en capacités. Elle se définit par la carence ou la privation de capacités et libertés qui permettent aux personnes de se développer selon leurs valeurs. En ce sens, la pauvreté en capacités se réfère essentiellement à l'absence ou à la difficulté d'accès des personnes à un ensemble de capacités (actifs, dotations ou talents particuliers), qui, en outre, sont souvent associées à certains droits des personnes ("entitlements") (par exemple, la capacité des personnes à accéder à la connaissance est généralement associée au droit à l'instruction gratuite pour tous les citoyens, établi sur certaines normes légales). Ces capacités leur permettent en outre de mobiliser des ressources et des talents pour faire face à des situations de vulnérabilité et de privation dans le présent et dans l'avenir.

Encadré 2 *Pauvreté selon la perspective du développement humain*

tants de population. Enfin, dans le cas spécifique de São Tomé e Príncipe, il est très difficile de faire abstraction des problèmes d'exclusion et de pauvreté dans une société où plus de 50% des citoyens n'ont pas les revenus minimums pour satisfaire leurs nécessités de base, en ne prenant qu'un seul indicateur de carence. Situation qui nous suggère que quelque stratégie de victoire sur la pauvreté que ce soit devrait forcément s'inscrire dans un plan plus intégral de développement humain et vice-versa²⁵.

Dans cette étude-ci, nous adopterons essentiellement la philosophie de focalisation sur la pauvreté en capacités (voir encadré2), et partirons de la nécessité d'une analyse intégrée de la pauvreté et d'un effort pour explorer les interactions entre différents types de carences. Pour réaliser cette analyse, nous allons recourir à plusieurs indicateurs de privation, à caractère tant monétaire que non monétaire.

En fonction de la disponibilité d'information, l'analyse des indicateurs sera réalisée pour les quatre régions du pays (Nord, Centre, Sud et Príncipe), pour les 7 dis-

On peut observer dans le tableau 10 que la Région Centre a les meilleurs indicateurs de performance dans l'éducation. En particulier, le district d'Agua Grande, le plus urbanisé et peuplé du pays, a relativement les meilleurs indicateurs d'éducation du pays. A l'autre extrême se trouvent les régions Nord et Sud qui affichent des indicateurs systématiquement inférieurs à la moyenne nationale, surtout les districts de Lemba, Cauê et Cantagalo. Ces districts là ont un caractère fortement rural, avec une grande partie de leur population occupée à des activités agricoles, jadis spécialisés en culture de cacao, et avec des difficultés notoires d'accès par route à leur territoire. L'île de Príncipe prend une place intermédiaire.

En termes d'inégalité, la différence entre le district le plus avancé et le plus reculé est importante: 88% d'alphabétisme contre 69% (19% de différence) ou 5,9 années de scolarité contre 4,3 à l'autre extrême (presque 2 ans de différence).

Du point de vue des différences de genre, un handicap systématique affecte défavorablement les femmes dans les trois indicateurs d'éducation analysés. La brèche dans l'alphabétisme est très profonde (91% contre 75%), et un peu moins dans la scolarité (5,7 années contre 4,9 de moyenne). Ces différences sont très semblables à celles existant entre la région la plus défavorisée avec la plus avancée (Tableau 10).

En termes régionaux, la brèche entre genres s'élargit dans les zones qui ont un moindre développement relatif de l'éducation, c'est à dire que c'est au Nord et au Sud que les différences entre hommes et

femmes sont les plus élevées. Et, pour une grande partie, le retard d'éducation de ces régions peut être attribué aux niveaux d'analphabétisme féminin très élevés, ainsi que de retard d'éducation des femmes de la zone (Tableau 11). Par conséquent, chercher un développement éducatif plus homogène entre les régions implique d'agir avec plus d'emphase et de concentration pour augmenter l'éducation des femmes et des fillettes.

En termes d'accès aux services de santé, d'assainissement et d'énergie, les tendances identifiées en éducation sont ratifiées, avec cependant quelques petites variations: le Centre apparaît comme jouissant globalement de meilleures couvertures, avec la seule exception relative à l'approvisionnement d'eau potable, tandis que les régions Nord et Sud ont des taux de couverture plus bas. Toutefois, pour certaines dimensions; ces régions présentent les couvertures d'accès au service les plus élevées du pays (en ce qui concerne l'eau potable en particulier). Enfin, Príncipe tend à avoir sous cet aspect une position pire et à se rapprocher du groupe de régions dont les performances sociales sont les moins bonnes (Tableau 12). Par districts, ce sont à nouveau Lemba, Lobata et Cauê qui ont les indicateurs les plus bas de couverture de services de base dans le pays, et Agua Grande celui qui présente les indicateurs les plus élevés par rapport à la moyenne nationale.

Dans la variable qu'on peut évaluer par différences de genre²⁶ (accès aux services de santé), la brèche existant entre les hommes et les femmes est à nouveau manifeste. Pour les autres variables, il n'est pas possible de différencier les disparités propres à ces domaines puisque les indicateurs se basent sur les caractéristiques des foyers.

Carences et disparités monétaires

L'Enquête de Conditions de Vie 2000 (ECV-2000) montre que 54% de la population du pays a des revenus au-dessous de la ligne de la pauvreté, c'est à dire qu'ils n'ont pas des revenus suffisants pour se procurer un panier minimum de biens de base (aliments, vêtements, combustible pour la cuisine, etc.) (pauvreté de reve-

nus). 15% se trouve dans une situation encore plus précaire puisqu'ils n'auraient pas de revenus suffisants pour satisfaire même leurs nécessités alimentaires de base (extrême pauvreté). Ce sont des niveaux élevés de pauvreté si nous les comparons avec ceux d'autres pays africains (Tableau 13), et encore plus, comparés avec le niveau de certains pays de développement humain moyen comme le

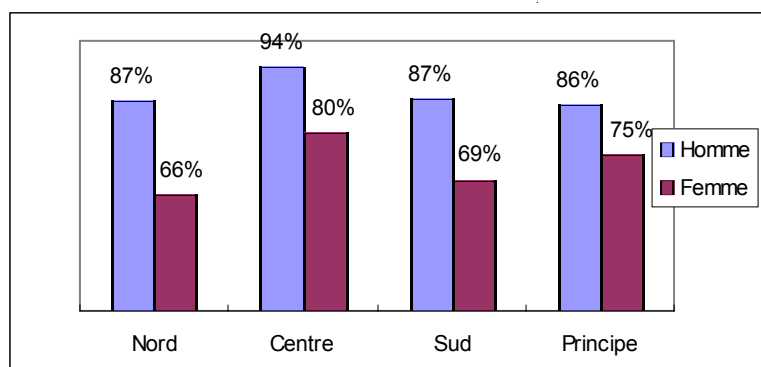
	Alphabétisme (> 15ans) (%)	Moyenne scolarité (>25 ans)
TOTAL NATIONAL	83,1	5,36
District/Région		
Région Nord	76,5	4,88
Lemba	69,9	4,93
Lobata	81,5	4,85
Région Centre	86,4	5,72
Agua Grande	88,2	5,96
Mé-Zochi	83,7	5,36
Région Sud	78,2	4,53
Cantagalo	79,3	4,63
Cauê	76,0	4,30
Rég° de Príncipe	80,7	5,02
Genre		
Homme	91,1	5,71
Femme	75,6	4,97

Tableau 10.
Disparités dans l'éducation à STP (2000)

Chili (20% de pauvres).

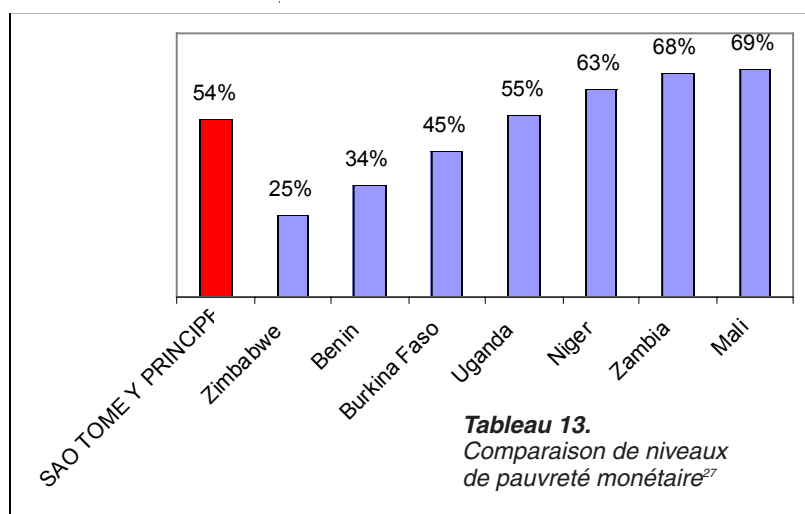
Selon les études réalisées à partir de la fin des années 80 et selon les résultats de la ECV 2000, la pauvreté de revenus aurait augmenté pendant la décennie 90, toutefois l' " extrême pauvreté " aurait diminué significativement (Tableau 14). Cette tendance peut s'expliquer par la sensibilité élevée de l' " extrême pauvreté " à des actions et politiques focalisées de lutte contre la pauvreté, par exemple la distri-

Tableau 11.
Alphabétisme (%) par région et par genre



■ Profil du développement humain et de la pauvreté à São Tome et Príncipe

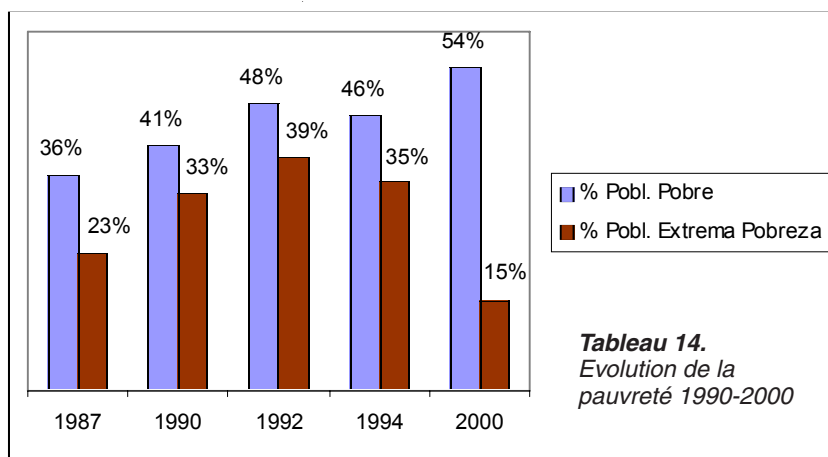
	Couverture de services de santé (Taux en %)	Couverture de services d'eau (eau potable) (%)	Couverture de services d'assainissement (%)	Couverture de services électriques (%)
TOTAL NATIONAL	79,6	73,8	30,3	52,4
<i>District/Région</i>				
Région Nord	70,3	83,1	23,3	41,8
Lemba	68,5	97,1	28,3	49,4
Lobata	72,1	72,2	19,6	36,1
Région Centre	79,8	73,3	35,6	62,0
Agua Grande	74,7	90,2	44,9	68,6
Mé-Zochi	89,3	50,1	22,8	52,9
Région Sud	76,1	77,3	21,1	34,0
Cantagalo	74,8	83,0	18,7	39,1
Caué	78,3	66,9	25,3	
Région de Príncipe	94,8	44,4	23,0	
Genre		Tableau 12. Disparités dans l'accès aux services de santé, assainissement et énergie (2000)		
Homme	81,8			
Femme	77,8			



bution d'aliments, les programmes d'assistance à des groupes vulnérables lancés par la coopération internationale. Par conséquent, cette diminution peut coïncider avec la montée d'appui externe à des programmes d'assistance aux groupes les plus pauvres du pays. En revanche, pour réduire le niveau de pauvreté, ce ne sont pas seulement les actions de l'aide internationale focalisées sur les groupes les plus nécessaires qui sont nécessaires, il faut cette fois une croissance économique soutenue et élevée et une distribution adéquate de ses bénéfices dans la population, aspects qui, on l'a vu dans la première partie, n'ont pas été résolus dans la décennie des années 90²⁸.

En termes de disparité de revenus, l'ECV 2000 a estimé l'indice de Gini²⁹ à 49% . Ce niveau est élevé par rapport à d'autres pays africains (Tableau 15) , cependant STP est encore loin des degrés d'inégalité économique existants dans des pays comme le Kenya, le Zimbabwe, l'Afrique du Sud ou le Brésil³⁰ (pays qui a la plus grande inégalité de revenus du monde, avec un indice de Gini de 60% pour 1995).

Du point de vue géographique, les plus forts pourcentages de population en situation de pauvreté se trouvent dans les régions Nord et Sud. La situation difficile des foyers dans les districts de Caué



(82,2% de pauvres dont 44% de pauvres extrême) et de Lobato (77% de pauvres dont 30% de pauvres extrêmes) est manifeste. La région de Príncipe se place en situation intermédiaire, et la région Centre présente les meilleurs indicateurs de pauvreté du pays, bien qu'il faille relever les différences sensibles entre le district d'Agua Grande et celui de Mé-Zochi (Tableau 16).

Ce paysage de la pauvreté à STP a beaucoup de similitudes avec le profil des carences non monétaires (en éducation, santé et services de base) exposé antérieurement. De façon générale, on peut affirmer que ce sont les mêmes régions et districts qui subissent le plus de carences en santé et éducation qui sont aussi celles qui ont les plus hauts niveaux de pauvreté de revenus. Par conséquent, on peut, surtout dans les régions Nord et Sud, parler de conditions de pauvreté structurale (combinaison de pauvreté monétaire et non monétaire) très marquée. C'est dans ces zones qu'on doit sans doute déployer les plus grands efforts pour assurer la fourniture de services publics. Dans le reste du pays (Centre et Príncipe), les indicateurs d'éducation et de santé sont meilleurs mais des pourcentages élevés de pauvreté de revenus (entre 40 et 50%) persistent et, donc, on y a sans doute besoin d'actions qui mettent l'accent sur l'amélioration des opportunités économiques.

Pourtant, et bien que les pourcentages relatifs de pauvreté nous indiquent que ce sont les régions Nord et Sud les plus défavorisées, nous trouvons, en raison du poids démographique de chaque région, que 56% des pauvres du pays vivent dans la région Centre (tableau 17). Par conséquent, les situations de pauvreté dans ces zones doivent être envisagées par le gouvernement en tenant cas de leurs propres caractéristique (meilleurs indicateurs d'éducation et de couvertures de services).

Bref, la stratégie de réduction de la pauvreté à STP doit prendre en compte ces profils de pauvreté différenciés pour préciser les programmes et inversions à réaliser. Ce n'est pas pareil de lutter contre la pauvreté à Lobato ou Cauê qu'à Agua

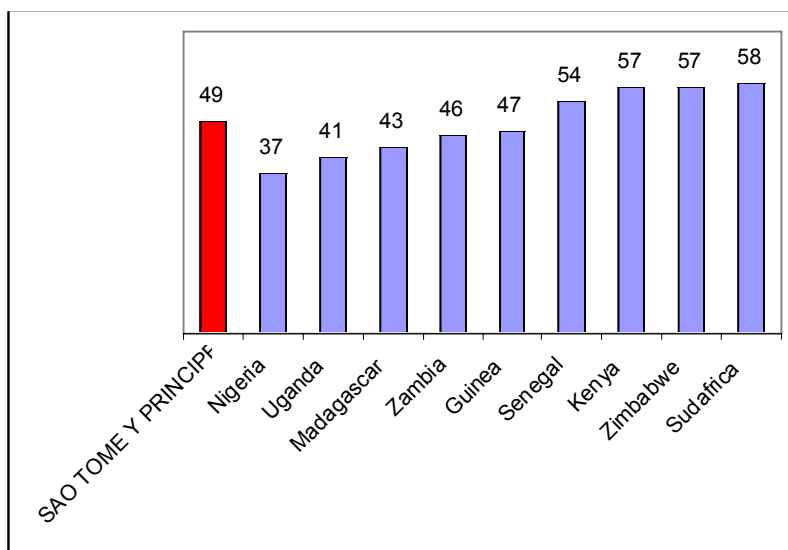


Tableau 15. Disparité de revenus

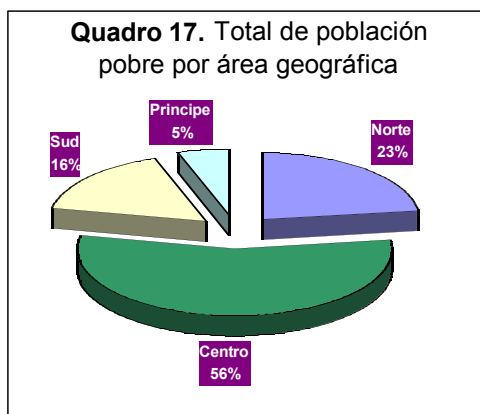
Grande.

Si nous analysons maintenant la pauvreté du point de vue du genre et du groupe socio-économique (Tableau 16 et 18), nous voyons que les femmes ont relativement un plus haut niveau de pauvreté que les hommes, 56% contre 53%. Cela concorde avec les tendances identifiées dans d'autres variables sociales.

Enfin, le Tableau 18 illustre l'importance des problèmes de développement rural et agricole pour réduire la pauvreté (68% des agriculteurs-pêcheurs est pauvre et 29% est en extrême pauvreté). De même, les niveaux élevés de pauvreté dans le groupe

Tableau 16. Niveaux de pauvreté par région géographique

	Population en situation de pauvreté (%)	Population en situation d'extrême pauvreté (%)
TOTAL NATIONAL	53,8	15,1
<i>District/Région</i>		
Région Nord	70,6	26,7
Lemba	76,6	29,6
Lobato	66,4	24,7
Région Centre	46,4	10,8
Agua Grande	39,4	7,4
Mé-Zochi	59,8	16,7
Région Sud	65,1	19,3
Cantagalo	58,6	9,9
Cauê	82,2	43,9
Région de Príncipe	60,1	18,8
<i>Genre</i>		
Homme	52,9	14,9
Femme	55,7	15,6



de salariés doivent retenir l'attention.

Analyse de quelques conditions déterminantes de la pauvreté: salaire et secteur informel

La difficulté à diminuer la pauvreté à S. Tomé relève de l'évolution des salaires et de la croissance du secteur informel dans le pays.

Une analyse de l'évolution des salaires nous permet de vérifier qu'il y a une baisse de la valeur des salaires, avec une légère remontée de 1998 à 2000. En 1997, on a assisté à une grande remontée de la valeur des salaires qui a cependant été annulée par la valeur du taux d'inflation très élevée. Quant à la fonction publique, nous voyons que c'est seulement de 1995 à 1996 que ses salaires minimums ont été supérieurs aux salaires moyens enregistrés à la même date.

Par ailleurs, courant 1991, des enquêtes furent menées sur l'activité informelle. Elles ont montré qu'une partie importante de la population qui travaille dans le secteur formel de l'économie cherche dans l'informel une activité ajoutée (52,7%), comme on peut voir dans le tableau suivant (Tableau 20).6.

Actuellement, le secteur informel est pratiquement le seul qui offre emploi et revenus dans les centres urbains, et il représente près de 60% du PIB. Il se compose essentiellement de micro et petites entreprises qui jouent un rôle important dans la création d'emplois et de revenus.

Selon une étude du CIDR³¹, réalisée en janvier 1997, les micro et petites entrepri-

ses occupaient 15% de la population active de la capitale (1725 Chefs d'entreprises et 1425 employés). Elles font vivre un peu plus de 1400 personnes. Les micro et petites entreprises se répartissent essentiellement dans le petit commerce, les activités productives et les services. Le ratio Nombre d'Habitants/MPE est de 169 à l'échelle du pays et de 78 au niveau de S. Tomé capitale.

Conclusions

Les conclusions suivantes peuvent être tirées du profil de développement humain et pauvreté:

- STP a des niveaux de développement humain supérieurs à ceux des pays d'Afrique sélectionnés pour la comparaison, mais par rapport à un groupe de pays insulaires à population semblable, son niveau de développement humain est sensiblement inférieur.
- Bien que STP ait des indicateurs d'alphabétisme et d'espérance de vie similaires à ceux existant dans les pays de développement humain moyen, ses variables couverture scolaire combinée et surtout PIB per capita sont significativement plus basses que celles prévalant dans le groupe en référence. Si STP arrivait à améliorer ces deux dimensions, son IDH le situerait à une place très supérieure à l'actuelle, et très loin de la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne. Cela s'explique par le faible dynamisme et la haute volatilité subie par l'économie santoméenne dans les années 80 et 90 (aspect qui a été approfondi dans la première partie), ainsi que par le grand déficit des services éducatifs existant au niveau secondaire et tertiaire.
- L'évolution des indicateurs de développement humain de STP dans les années 80 et 90 est hétérogène: les avancées dans l'élimination de l'analphabétisme et l'augmentation de la scolarité sont évidentes, tandis que celles relatives à l'espérance de vie sont très modestes et que la dimension économique stagne. Mais, en dépit des performances de ces décennies, il y a des déficits très importants dans le domaine de l'éducation (qualité de l'enseignement et enseignement secondaire et tertiaire) et de la

santé (persistance de certaines maladies comme la malaria).

- En termes de développement humain régional, on a mis en évidence la présence d'importants retards et de faibles couvertures de services dans les régions du Nord et du Sud. Ce sont des zones qui ont des indicateurs sociaux relativement plus bas que la moyenne nationale. Cela semble relever des difficiles conditions d'accès à ces zones et de la présence de populations rurales et de travailleurs agricoles pauvres.
- Les brèches de développement humain dues à la condition de genre sont très importantes, surtout en ce qui a trait à l'éducation. Ces disparités posent un grand défi pour les politiques publiques de développement humain dans le pays, étant donné que les différences régionales peuvent être attribuées, en grande mesure, aux brèches sociales entre hommes et femmes. Autrement dit: pour résoudre les inégalités régionales, on doit agir en priorité sur les conditions de vie des femmes, vu que plus une région est pauvre, plus larges sont les brèches

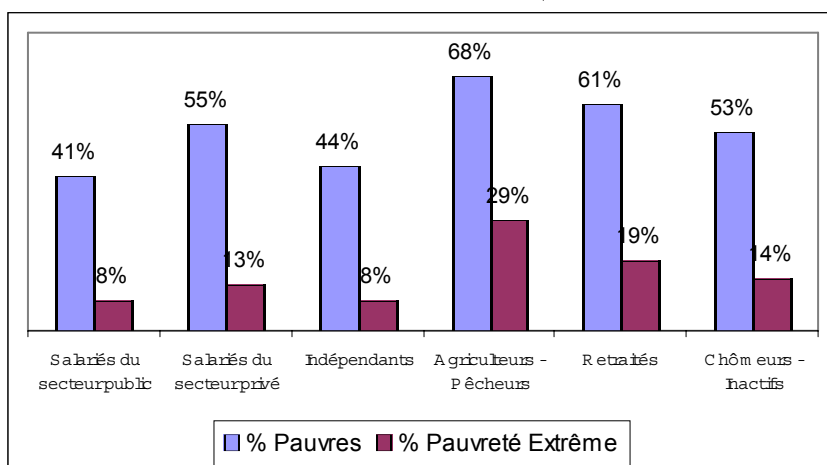


Tableau 18.
Pauvreté par groupe socio-économique

en mobilisant de plus grandes ressources de coopération et avec des programmes focalisés sur les groupes vulnérables, comme suggéré par les données pour la période 80-90. Il faut une plus forte croissance économique et une meilleure distribution au cours des prochaines années.

- Du point de vue géographique, les régions Nord et Sud ont les plus hauts niveaux relatifs de pauvreté, mais en pourcentage de la population totale, le

Tableau 19.
Indicateurs de salaires

Désignation 1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	
Salaire moyen (USD)	62,6	44,5	28,0	21,4	12,4	8,3	5,4	33,3	22,0	21,3	25,9
Salaire moyen Fct° Publique (USD)	36,3	30,8	19,4	14,7	8,5	8,9	5,8	8,8	5,8	5,6	28,0
Salaire moyen réel (USD) 154,5	123,3	102,2	98,2	32,9	28,2	10,4	41,3	105,2	130,4	242,4	
Salaire minim. réel Fct°											
Publique (USD)	89,6	85,2	70,6	67,2	22,4	30,3	11,1	10,9	27,8	34,5	261,3
Taux de change	143,3	201,6	320,4	429,9	732,6	1420,34	2203,16	4552,51	6884,02	7122,03	7978,2
Taux d'inflation	40,5	36,1	27,4	21,8	37,7	29,5	51,7	80,5	20,9	16,3	10,7

entre les hommes et les femmes.

- Du point de vue de la pauvreté de ressources, le chapitre a montré que les niveaux de pauvreté et d'inégalité de revenus sont élevés, même au regard des moyennes africaines. Cela ratifie la faiblesse de la dimension économique dans le développement humain de STP. De même, on a pu mettre en évidence une tendance des années 90 d'aggravation de la pauvreté attribuée à la faiblesse de l'économie et à une réduction de l'extrême pauvreté, à imputer sans doute à un plus grand effort de la coopération internationale en programmes d'assistance. En bref, il ne semble pas possible que la pauvreté diminue uniquement

Tableau 20. Secteur Informel de l'Economie
Source: Calculé sur la base du recensement de 1991

Description	Nombre de personnes	(Participation en pourcentage)
Production de biens non agricoles et réparations	1.070	(86% masculin)
Services personnels (domestiques)	930	(90% féminin)
Commerce	2.500	(75% féminin)
TOTAL	4.500	(64% féminin)
Personnes avec activités informelles temporelles pour revenu additionnel	23.500	(52,7%)
Total - non secteur informel	28.000	(62,8%)
Autres actifs seulement dans le secteur formel	6.068	(13,7%)
TOTAL GÉNÉRAL	34.068	(76,5%)
Chômeurs	10.500	(23,5%)
POPULATION ACTIVE (POTENTIEL)	44.568	(100%)

■ Profil du développement humain et de la pauvreté à São Tomé et Príncipe

	<i>Non pauvres</i>	<i>Pauvre</i>	<i>Très pauvres</i>
% assistance scolaire des enfants (6-14)	93,9	87,9	86,3
% Alphabétisés	83,4	77,4	71,1
% qui ne consultent pas pour motifs économiques ou de difficulté d'accès aux services	18,4	24,8	34,8
% avec accès précaire à l'eau potable	22,5	27,9	27,6
% sans services sanitaires adéquats	65,3	78,4	84,1

Tableau 21.
Carences sociales et
pauvreté de revenus

plus grand nombre de pauvres se trouve dans la région Centre.

- Partant d'une analyse combinée des déficits sociaux et des niveaux de pauvreté en revenus dans les régions, on peut conclure sur la nécessité de définir des stratégies différenciées de lutte contre la pauvreté, étant donné que chaque région a un profil de développement humain et pauvreté bien particulier. Les politiques publiques doivent s'ajuster sur de telles particularités si elles veulent être efficaces.

²¹Pour une révision des origines du concept de développement humain et de son rapport avec d'importants débats sur l'économie du développement, voir Streeten (2000). Pour une discussion sur le bien être en partant de la perspective de l'élargissement des libertés: Sen (1999)

²² S. Tomé e Príncipe été en partie présentés au PNUD- Chili (1998)

²³En se basant sur les données de l'Enquête de Conditions de Vie 2000 (ECV2000) et d'autres sources (Banque Mondiale, PNUD). L'espérance de vie et le PIB per capita (\$PPA) ont été obtenus de la Banque Mondiale, l'alphabetisme et le taux d'inscription combinée de l'ECV 2000. Le taux d'inscription combinée est une estimation. La variable "assistance scolaire des personnes entre 6 et 24 ans" a été utilisée comme un proxy de cette variable.

²⁴On doit relever que l'IDH calculé pour ce rapport a utilisé des estimations récentes qui n'ont pas été prises en considération dans le Rapport de DH mondial de 2001, où l'IDH de STP n'a pas été enregistré.

²⁵Selon Lok-Desallien (2000), la corrélation entre la stratégie de réduction de la pauvreté et un plan de développement, et donc entre pauvreté et sous-développement, dépend de l'incidence de la pauvreté et du degré d'inégalité dans un pays donné.

²⁶Une comparaison urbain-rural n'a pas été réalisée, faute de différenciation précise de cette condition dans l'enquête qui a servi de documentation de base pour ce chapitre.

²⁷ Les données pour cette comparaison ont été obtenues de l'UNDP (1998) Progress against poverty in Africa, elles correspondent à la période 1991-96.

²⁸Données obtenues de "Le seuil de la Pauvreté à S.Tomé e Príncipe (période 1991-94), PNUD, Mars 1995. Ces données ont des problèmes de comparabilité (différentes lignes de pauvreté et méthodologies) avec ceux obtenus dans l'ECV 2000; on doit alors analyser les comparaisons réalisées comme une référence importante de tendances.

²⁹L'indice de Gini est un indicateur qui mesure l'inégalité des revenus (ou de dépenses de consommation) chez les individus ou foyers face à une distribution parfaitement égalitaire. La valeur 0 dans l'indice représente une situation de parfaite égalité et 100% représente une situation de parfaite inégalité. Au fur et à mesure que l'indice se rapproche de 100%, l'inégalité des ressources dans le pays est de plus en plus élevée.

...

³⁰ Les données pour cette comparaison ont été obtenus de UNDP (1998) Progress against poverty in Africa, UNDP Afrique. Ces données correspondent à la période 1990-95

³¹ CIDR : Crédit International pour le Développement Rural

CHAPITRE V

Stratégies urbaines de lutte contre la pauvreté - Etude de cas dans le quartier de Riboque

Méthodologie

Pour réaliser ce travail, on a opté pour une méthodologie qualitative, basée sur 45 interviews en profondeur, semi-structurées, construites autour de certains points fixés d'avance mais qui essayaient de mener les personnes consultées à relater leurs expériences de vie, leurs difficultés quotidiennes et leurs espoirs d'avenir. On a également essayé de former un échantillon représentatif de la vie sociale et économique de Riboque en respectant les critères de base: sexe, âge, profession et zone de résidence.

Le traitement et la divulgation des données personnelles obtenues au long de ces interviews enregistrées a obéi à des critères de confidentialité, ce qui a entraîné l'attribution de noms fictifs à chacune des personnes consultées.

Les réponses des personnes interviewées ne sont pas retranscrites intégralement et de façon linéaire. Un travail de synthèse a permis de réordonner les témoignages recueillis en fonction de l'économie interne du texte, mais tout en veillant à en respecter l'essentiel. Les caractéristiques du travail et la spécificité du portugais local ont également rendu nécessaire quelques corrections grammaticales et lexicales.

Les résultats de la recherche ont permis d'identifier certains modes de vie, patrons de comportement et stratégies adaptatives communes à une partie significative de la population de Riboque, fournissant ainsi des indicateurs fiables sur les divers points

abordés, néanmoins, le traitement, l'analyse et la présentation des données se base exclusivement sur des méthodes d'analyse qualitative. Certains aspects pourraient être aisément quantifiés en partant des données recueillies par les interviews, mais comme toutes les dimensions du problème ne sont pas mesurables quantitativement une partie non négligeable de la réalité continuerait à être réfractaire à ce type d'analyse. La pauvreté est multidimensionnelle et, comme telle, elle présente un versant psychosociologique important, difficile à aborder par l'analyse statistique; de même les valeurs culturelles sont difficiles à mesurer quantitativement et les efforts déployés dans ce sens risqueraient de diluer la portée du concept lui-même.

Le caractère qualitatif de cette recherche est intrinsèquement lié à l'exigence de compréhension -au sens littéral- des signifiés: partant de la constatation d'une relative fréquence d'un comportement donné, on essaie -en se basant sur l'intentionnalité des acteurs sociaux et des influences auxquels ils sont soumis, en individualisant les valeurs culturelles- d'évaluer et d'interpréter les modèles symboliques et les règles sociales qui contribuent, dans cette situation spécifique, à la construction de la réalité de Riboque.

Objectifs

Ce travail a été lancé à partir d'une constatation de départ, à savoir l'existence dans les zones périphériques de la ville de S. Tomé d'une situation presque généralisée de pauvreté, caractérisée par des conditions de vie précaires, de graves insuffi-

sances de ressources économiques et un chômage élevé. Bien qu'il ait été décidé, pour une question de fiabilité et rigueur méthodologiques, de délimiter une aire d'enquête concrète - le quartier de Riboque- l'étude aborde une réalité suburbaine typique. Elle se concentre sur des problèmes qui, en dépit de quelques singularités non négligeables, sont en grande partie communs à tous les quartiers périphériques de la capitale santoméenne.

La pauvreté est un phénomène complexe, à caractère multidimensionnel, résultant de l'interaction entre des facteurs économiques, sociaux, environnementaux et culturels. Ses causes principales, le manque de ressources et l'absence de capacités individuelles et collectives pour le changement, ont une interaction avec de nombreuses autres variables, lesquelles contribuent à leur tour à l'exacerber.

On a ainsi considéré qu'une approche multidimensionnelle, susceptible d'aborder les divers aspects de la question, serait la meilleure façon de réfléchir sur cette réalité.

Mais la notion de pauvreté n'est pas consensuelle. Sa définition dépend du contexte de la recherche et varie en fonction des conditions sociales et économiques des communautés et des individus. Il importe donc de circonscrire l'environnement du concept.

La pauvreté sera perçue, dans cette étude, comme la négation des conditions nécessaires au développement humain. Les trois conditions essentielles à ce développement sont : avoir une vie longue et en bonne santé, acquérir des connaissances et des savoirs-faire, avoir accès aux ressources nécessaires pour un standard de vie décent, digne et participatif. Si le développement humain consiste à étendre ces options, la pauvreté consiste à en être privé; elle se manifeste dans la négation de la vie que les personnes pourraient ou aimeraient vivre. La pauvreté implique, non seulement le manque de ce qui est nécessaire pour le bien-être matériel, mais aussi la privation d'opportunités et choix élémentaires.

Nous utiliserons ainsi, en articulation avec

le concept de développement humain le concept complémentaire de pauvreté humaine, compris comme appauvrissement multidimensionnel, et non seulement en ce qui concerne juste les revenus et les besoins élémentaires. Le manque de revenus suffisants et l'absence de moyens pour satisfaire les besoins humains (alimentation, santé, éducation) sont des facteurs importants de privation, mais l'absence d'opportunités et de savoirs ne l'est pas moins. La preuve en est que la relation entre la croissance économique et le progrès humain n'est pas automatique car des niveaux considérables de développement humain sont possibles même avec des niveaux modestes de revenus.

Les concepts de développement humain et pauvreté humaine reflètent deux façons complémentaires de penser la même question. Les deux approches s'intéressent au processus de développement, mais la perspective conglomérante se concentre sur les progrès de tous les groupes de chaque communauté, depuis les riches jusqu'aux pauvres, tandis que la perspective de privation juge le développement sur la façon dont vivent, dans chaque communauté, les pauvres et les personnes privées de ressources. La vie et les réussites individuelles doivent compter, mais une partie de l'intérêt général pour le progrès d'une communauté se concentre spécifiquement sur la situation des personnes désavantagées.

Déterminer l'importance réelle du réseau de relations sociales et de parenté dans le combat contre la pauvreté; savoir quelles sont les principales stratégies d'adaptation des gens de Riboque; connaître leurs espérances quant à l'avenir, percevoir dans quelle mesure les gens se débrouillent par eux-mêmes, avec peu ou aucune aide de l'Etat ou des ONGs, créer leurs propres chances de s'en sortir et développer les capacités nécessaires pour combler leurs aspirations; découvrir quels sont les principaux obstacles à la concrétisation de ces projets; comprendre, par le biais de certaines histoires de vie, quel genre de facteurs peuvent déterminer la réussite ou l'échec d'un petit commerce ou de n'importe quelle autre initiative individuelle; et enfin, réfléchir sur l'importance du point de vue

de Développement Humain sont les propos de ce travail.

Il ressort donc que l'objet central de la recherche ne consiste pas tellement à faire une analyse exhaustive des causes et conséquences du phénomène de la pauvreté à Riboque (ceci est juste le point de départ), mais qu'il cherche plutôt à comprendre l'importance des facteurs culturels -compris comme systèmes de symboles qui élaborent des significations- dans les stratégies populaires de combat à ce type de pauvreté.

Des continuités culturelles déterminées existent et sont fondamentales dans cette zone suburbaine de la ville de S. Tomé. Les pages suivantes tâcheront de les préciser et de déterminer dans quelle mesure elles favorisent ou empêchent le développement humain. Une attention particulière sera accordée à la relation entre les systèmes social et économique et le système culturel/symbolique.

L'hypothèse centrale qui oriente la recherche est que, à Riboque, certaines logiques symboliques rendent difficiles les changements sociaux et que d'autres, au contraire, les favorisent. Modifier ou garder des aspects culturels déterminés -comme il est d'usage dans le domaine de l'économie ou de la politique- peut rendre possible le développement humain.

Caractérisation de Riboque

Riboque est un quartier populaire des alentours de la ville de S. Tomé, habité par des gens de provenance diverse (des plantations, de l'intérieur, des localités du littoral) et de différentes origines ethniques (Forros³², Capverdiens, Tongas³³, Angolares³⁴). Une bonne partie de cette population migrante, venue de tous les coins de l'île à la recherche d'une vie meilleure, s'est établie aux portes de la capitale au cours de ces 10 ou 15 dernières années, dans le contexte du processus de profondes transformations économiques qui a accompagné la transition à la démocratie. Il s'agit donc, surtout, d'individus déracinés, sans source de revenu sûre ou de travail régulier (tout au moins dans le secteur formel de l'économie) et qui ont

échangé, en l'espace d'une génération, le mode de vie rural pour un mode de vie suburbain. Il est vrai que quelques familles de la petite bourgeoisie santoméenne y habitent aussi (il y a une demi douzaines de demeures avec des signes extérieurs de prospérité relative et même un immeuble d'appartements où résident surtout des fonctionnaires), mais les gens de Riboque sont, dans leur immense majorité, des gens pauvres ou même très pauvres.

Le quartier a une forte densité de population et une grande concentration de maisons dans un espace relativement réduit, organisé autour de la rue principale; c'est, en outre, comme toutes les autres zones pauvres des faubourgs, une zone avec des carences énormes d'ordres divers : habitation et infra-structures de base, emploi, santé et éducation, assistance sociale, etc. Ces problèmes, quoique communs à toutes les localités périphériques, sont, dans ce cas, aggravés par le fait que le quartier est l'agglomération suburbaine la plus ancienne de la ville de S. Tomé. En effet, si jadis les relations familiales et les relations d'entraide entre voisins constituaient le réseau fondamental de support à toute la vie sociale, culturelle économique et même politique (à Riboque est associée toute une histoire de lutte et résistance durant l'époque coloniale), la pression démographique des dernières décennies a introduit un facteur de conflictualité majeure dans les relations interpersonnelles et a fait disparaître les derniers signes de ruralité (les petites cours devant la maison, l'élevage d'animaux domestiques). Elle a aussi rendu plus complexe la gestion des formes traditionnelles de sociabilité.

Malgré cela, Riboque est encore quelque chose de plus qu'un simple dortoir aux portes de la cité: sa rue principale, agitée et tumultueuse, est traditionnellement un centre actif de petits commerces où prolifèrent les postes de vente improvisés, les quitandas³⁵, les petits bistrotts, les pistes de danse sur terre battue. Tout ceci confère à ce quartier une vie très sui generis, une certaine "ambiance" qui le différencie des autres zones suburbaines de la capitale. C'est surtout à la tombée de la nuit,

Vivre sans lumière

Velcy, 41 ans, est séparée de son compagnon et vit avec sa sœur par alliance ("son père nous a abandonnées"). Il leur arrive parfois de n'avoir plus d'argent même pas pour acheter du pétrole. "Quand c'est comme ça, nous dormons dans l'obscurité, nous dinons tôt et on va aussitôt au lit".

Vicência, 36 ans, est tombée veuve il y a 8 mois. Avec 6 enfants à élever, sans travail assuré ni source de revenus régulière, sa situation économique est depuis lors très difficile. Les signes de dégradation de son niveau de vie sont évidents. "L'énergie a été coupée la semaine dernière parce que je n'avais plus de conditions pour payer", dit-elle en se lamentant.

lorsque les gens reviennent de leurs travaux (ou de leurs déambulations pour chercher du travail) que cette atmosphère particulière devient plus évidente. Le mouvement de la rue augmente, ça devient fébrile, les boutiques et bars se remplissent de gens, la multitude s'agglomère devant les bougies des vendeuses qui exposent leurs produits sur de petits tabourets ou à même le sol -aliments cuisinés, vin de palme, cacharamba³⁶, banane, matabala³⁷, bois de chauffage, charbon, huile de palme-. Pendant deux ou trois heures (un peu plus le samedi) ce va et vient frénétique ne cesse pas, bruyante marée humaine qui monte et descend la rue, gens qui entrent et sortent des maisons, qui se rejoignent dans les coins pour bavarder, jouer aux cartes, voitures qui se fraient difficilement un chemin entre les gens qui ont trop bu, les couples d'amoureux et les groupes d'amis. Puis, tout d'un coup, tout se calme et la nuit tombe sur Riboque endormi.

Les gens de Riboque partagent cette vie sociale intense (et très souvent conflictuelle) sur un espace réduit, avec une population dense, des maisons dégradées, sur des terrains lotis à l'extrême, de part et d'autre de murs mitoyens, et presque toujours tournées sur cette grande estrade qu'est la rue principale. Dans ces circonstances, ce

Partager des espaces réduits

Jerónimo vit chez une dame âgée, "qui est toujours malade". Il ne paie pas de loyer avec régularité, mais quand il a de l'argent, "il donne quelque chose à la petite vieille". Ils sont treize en tout à partager un espace exigu et assez dégradé: Jerónimo, six frères et sœurs, sa mère, sa femme, la femme d'un frère, deux enfants de la sœur plus âgée et bien entendu la patronne des lieux.

n'est pas seulement l'équilibre entre le domaine public et le domaine privé qui est difficile à gérer, mais encore les relations entre les habitants de la même maison, de la même rue, du même quartier qui deviennent très souvent précaires, fragiles et volatiles: les vies se croisent et se décroisent, on se fait et on perd des amis et des voisins, des relations passionnelles se tissent et se déchirent, on vit au sein de familles en constante recomposition.

Conditions de vie

Habitation et infrastructures de base

L'habitation a, à Riboque, un caractère extrêmement précaire: la construction en ciment est rare et les maisons -presque toutes en bois et toit de zinc, montées sur pilotis- sont pratiquement toujours trop petites pour le nombre de personnes qui l'habitent. Elles sont, en outre, très souvent, dans un état avancé de détérioration et elles nécessitent de travaux urgents d'entretien.

Les anciennes cours qui entouraient chaque maison et délimitaient l'espace privé de chaque famille cèdent du terrain aux nouveaux bâtiments, à mesure que la population du quartier augmente. La maille urbaine se resserre, la construction devient chaotique, apparemment anarchique.

Le nombre de personnes propriétaires de leur logement est, dans ces circonstances, relativement réduit. La majorité des familles vit dans des pièces louées ou alors elles construisent leurs demeures sur un terrain loué. D'autres, surtout les plus jeunes, vivent chez leurs parents ou amis. Certaines familles louent des parties de la maison. Et il y a le cas de ceux qui, en contre-partie d'une location symbolique, vivent chez une "vieille femme" et lui prêtent appui dans sa vieillesse.

Felícia, si elle le pouvait, ferait des réparations dans sa maison et l'agrandirait un peu: elle lui donnerait une couche de peinture, mettrait des latrines. Mais il n'y a pas d'argent. Raison pour laquelle elle doit encore vivre avec six enfants, quelques cousins et neveux (quinze personnes au total) dans la même vieille maison qui a quatre pièces minuscules.

La grande majorité des maisons de Riboque n'est pas reliée à l'adduction d'eau ; dans certains cas, il n'y a même pas de point d'eau public dans les parages. L'écrasante majorité n'a pas de salle de bains ni même de latrines (quand on leur pose la question, les personnes interrogées sur ce point déclarent qu'elles vont faire leurs besoins "dans la brousse" ou "à la grotte"³⁸). L'électricité est absente dans presque la moitié des foyers de Riboque. Il n'existe pas dans le quartier d'éclairage public, de réseau d'égouts, de système pour recueillir les eaux pluviales, de ramassage d'ordures.

Si un grand nombre des personnes interviewées ressentent certaines difficultés pour régler le loyer de leur logement, la situation est encore plus grave quand il s'agit d'honorer le paiement des services de base. La disparité entre les revenus des personnes et les coûts de l'eau et de l'électricité, par exemple, constitue un problème pour une bonne partie des familles qui utilisent ces services et sont très souvent une cause importante d'endettement. C'est ainsi que de nombreux foyers de Riboque optent pour se passer de ces infrastructures. Pour ceux qui n'y ont pas renoncé, les dépenses mensuelles (surtout d'électricité) consomment une tranche significative de leurs budgets familiaux. Certaines de ces personnes ont dû apprendre à n'utiliser l'électricité qu'une heure ou deux chaque nuit. D'autres ont permis qu'on leur coupe l'électricité pour ensuite se rebrancher illégalement sur le réseau.

Santé et nutrition

La majorité des enquêtés affirme que leur santé et celle de leurs s'est détériorée suite à l'aggravation des conditions de vie. L'alimentation est devenue plus déficiente et les maladies provoquées, soit par la mauvaise nutrition, soit par les mauvaises conditions d'hygiène (avec une mention spéciale pour le paludisme), sont devenues plus fréquentes. Tomber malade est également perçu comme un problème éminemment économique, et en général les gens pensent que, s'ils ne connaissent pas quelqu'un à l'hôpital ou dans une clinique, les coûts élevés des médicaments et des soins médicaux sont un facteur qui les empêche d'exercer leur droit à la santé.

Dépendre des amis pour avoir accès à la santé.

Isilda a été hospitalisée avec son fils et personne ne l'a aidée. "Moi j'étais malade et mon homme ne me donnait pas d'argent pour acheter du médicament, c'est pour ça que j'ai laissé 30 000 dobras à devoir à l'infirmier mais comme l'infirmier est ami de mon père, il m'a dit que je paierai quand j'aurai. "

Quand Firmina a quelqu'un de malade dans la famille, elle va auprès d'une sœur par alliance qui travaille à l'hôpital et réussit à dévier quelques médicaments. Mais pas toujours: "ces jours ci, elle dit que c'est difficile ".

Parfois, aller chez le médecin ne résout rien. Voyez le cas de Filó: "On va passer une consultation, le médecin fait l'ordonnance et nous, nous n'achetons pas, parce que nous n'avons pas les moyens; on reste comme ça même". La solution c'est d'avoir recours à une voisine qui est infirmière et "fait le traitement sans payer, après quand on a de l'argent, on paie".

Il est toutefois important de faire la distinction entre ce qu'affirment les acteurs sociaux et la réalité observable. En effet, les données recueillies laissent penser que les gens de Riboque sont des agents actifs dans l'accès aux soins de santé, et certainement beaucoup plus que des bénéficiaires passifs d'un processus organisé par d'autres. Les enquêtés formulent des stratégies pour contourner les difficultés et avoir accès aux soins thérapeutiques en utilisant des moyens aussi divers que:

- Le recours aux réseaux de relations sociales (il est très utile d'avoir un parent ou un ami travaillant à l'hôpital, dans une clinique ou une pharmacie) ;
- L'aide des voisins (il y a toujours dans les parages quelqu'un qui s'y connaît pour aider en cas de besoin) ;
- L'automédication, soit par la médecine traditionnelle (presque tous les gens de Riboque ont une connaissance pratique des *mindjja'n mato*, les médicaments naturels, composés pour une grande partie de feuilles, écorces et racines cueillies dans la nature), soit par la médecine conventionnelle (il est possible d'acheter dans la rue un grand nombre de médicaments qui, dans les phar-

Remèdes traditionnels

Quand il a le paludisme, Idalécio, résout le cas tout seul: "Si la maladie commence, je vais en brousse et je mange la feuille; j'amène une boîte de conserve, je fais bouillir le remède, je bois, je me baigne et je dors là même ". Mais il connaît d'autres remèdes efficaces, par exemple: "Un grand verre de cacharamba. Je mets du sel, du citron et je mélange bien, quand le sel est fondu je bois et ça y est ; ça passe après 5 à 10 minutes".

Manger de ce qu'il y a, quand il y a

"On ne réussit pas à faire un repas convenable, ni un riz de substance, il manque toujours quelque chose " (Firmina, veuve de 56 ans, quatre fils et cinq petits fils à charge).

"Il y a des jours où je sors de la maison avec juste un pain dans le ventre jusqu'à l'heure du dîner" (Velcy, 41 ans, pas d'enfant, séparée).

"Ca dépend: si je prends le petit déjeuner, je prends le dîner, si je ne prends pas de petit-déjeuner, je prends le déjeuner et le dîner. Mais aujourd'hui, les gens de la couche d'en bas, comme moi, ne font pas trois repas, ou alors c'est un repas de jaca ou safú , pour tromper le ventre jusqu'au dîner " (Alberto, retraité, 60 ans).

"Nous, on fait deux repas, le petit-déjeuner et le dîner. Au petit-déjeuner, au lieu du pain, on mange du riz ou de la banane pour tenir jusqu'à l'heure du dîner. Il y avait un temps où les gens parlaient de déjeuner et de goûter, mais maintenant il n'y a pas de quoi parler de ces choses là " (Felicía, couturière, 46 ans, six enfants mineurs).

Etudier? Pour quoi?!

Eduardo est tailleur, mais il pourrait être enseignant. S'il ne le fait pas, c'est parce que le salaire est très bas. "On use les chaussures pour rien", affirme-t-il. Il a fait des études parce qu'il se faisait des illusions, il pensait que l'école était importante pour son avenir. Aujourd'hui, il pense que c'était une erreur: "avoir un métier est au-dessus de tout".

L'école? Et qui paie?!

Anastácia a cinq enfants en âge scolaire, mais seulement trois d'entre eux font des études: "Un est au compte de la grand-mère et deux à mon compte, pour les autres, moi je n'ai pas d'argent.". Contrairement à beaucoup de parents, elle pense que l'école est toujours importante, mais elle a de sérieuses difficultés pour assurer l'éducation des enfants: "Moi je n'ai jamais été à l'école parce que mon père disait que la femme doit seulement savoir laver le linge et faire la cuisine, mais j'aimerais beaucoup avoir pu faire des études, tellement que je fais le possible pour mettre mes enfants à l'école; mais maintenant j'ai le problème de la blouse, je n'ai pas d'argent pour la faire, alors j'ai dit à mes enfants d'y aller comme ça même et s'ils se font gronder, patience".

macies, ne sont vendus que sur ordonnance médicale);

- Le recours aux guérisseurs ("aller voir brousse" signifie consulter un guérisseur; de même que dans de nombreux autres contextes ethnographiques, à S. Tomé ces guérisseurs sont convoqués pour agir sur un ensemble étendu de malheurs, sociaux ou individuels, métaphysiques ou physiques)

Le problème de l'alimentation est peut-être le problème quotidien le plus important avec lequel se démènent les gens de Riboque car, contrairement à ce qui se

passé dans d'autres quartiers périphériques de la capitale, à Riboque presque personne n'a de basse-cour et n'élève d'animaux (pour des motifs qui seront expliqués plus loin). Cela signifie que l'alimentation doit être acquise par le travail quotidien, ou, si cela n'est pas possible, au travers de n'importe quelle autre stratégie informelle (on achète "à crédit", "on prend" prêté, on demande aux parents, aux voisins, aux amis).

Pour les familles nombreuses et les personnes sans ressources, si elles vivent seules, l'aggravation de la situation socio-économique a signifié une aggravation effective de la situation nutritionnelle: on est passé des traditionnels trois repas par jour à à peine deux, ce qui fait apparaître une relative carence alimentaire. Bien que les données soient différentes de celles enregistrées dans d'autres pays africains, il est vrai que la malnutrition tend à s'aggraver, surtout chez les enfants, et on considère que c'est l'une des causes les plus importantes de la mortalité³⁹. La situation n'est pas plus grave encore du fait que le régime alimentaire santoméen - à base de banane, taro, fruit à pain, poisson sec et huile de palme- a une valeur nutritive élevée et un fort pouvoir calorique.

Education et protection de l'enfance

La majorité des familles de Riboque dépense une partie non négligeable de leurs budgets dans l'éducation des enfants, réalisant ainsi un investissement productif dans leur formation (quand on envoie les enfants à l'école, on est très souvent en train de renoncer à un revenu présent -soit à cause du coût de l'éducation, soit à cause de la perte du travail des enfants - pour financer un revenu futur).

Mais cependant, un nombre considérable d'interviewés pense que, dans les conditions actuelles, l'éducation n'est pas particulièrement importante pour leurs enfants, parce qu'elle ne les aide pas à trouver un bon emploi. Le sentiment que l'Ecole -en vertu de son articulation déficiente avec le monde du travail-- ne signifie pas, actuellement, une plus-value pour le jeune à la recherche d'un emploi est répandu. S'ajoute à cela le fait que les emplois où

les diplômes scolaires sont encore un critère prioritaire se situent presque tous dans la zone, peu alléchante -parce que très mal payée- de l'administration publique. Les parents se plaignent aussi que les coûts relatifs à l'éducation (matériel scolaire et, très particulièrement, l'uniforme) sont très élevés et insoutenables pour le budget familial.

Suite à quoi, un nombre croissant d'enfants en est venu à abandonner l'école avec la complaisance ou même l'appui explicite des parents. Ils commencent à travailler tôt, en échange de la nourriture, comme apprentis dans des ateliers automobiles, menuiseries, etc.

La majorité des enfants, même s'ils continuent à fréquenter l'école, manque beaucoup pour aider les parents et, en outre, ils doivent souvent contribuer à l'économie familiale en horaire extra scolaire (en vendant des poches plastique, des gâteaux et autres pâtisseries fabriquées à la maison, etc.)

Mais si, selon beaucoup de gens de Riboque, l'Ecole échoue, les mécanismes de transmission familiale des connaissances et valeurs sont aussi très fragilisés. Le manque de temps est la principale cause de cette vulnérabilité des liens familiaux. Les femmes en particulier, dont la contribution à la reproduction sociale est fondamentale, manquent de temps suite au fait qu'elles ont une triple charge : avoir et élever les enfants, gérer la vie domestique et se consacrer à des activités productives .

Représentation collective de la pauvreté

Quand elles sont interrogées sur le sens des changements matériels survenus dans leur vie pendant ces 10 dernières années, la grande majorité des personnes répond que la situation est actuellement bien plus difficile qu'elle ne l'était il y a dix ans. Les difficultés économiques pèsent, le chômage a augmenté, l'inflation est partie en flèche. Il devient de plus en plus problématique de survivre si on n'accumule pas divers travaux. Des professions qui auparavant assuraient un certain statut économique et social ont glissé jusqu'au palier de la pauvreté. Des groupes entiers de

personnes plus vulnérables et exposées sont restées complètement en marge du processus productif, ou de quelque type d'assistance que ce soit.

Pour la plupart des enquêtés, cette montée de la pauvreté et des difficultés de survie des familles est une conséquence directe des changements politiques et économiques enregistrés à S. Tomé e Príncipe au cours des douze dernières années. Bien que presque personne ne semble mettre en question les transformations politiques

Le fardeau de la pauvreté

Damiana a beaucoup plus de diplômes que la majorité des femmes de son âge: elle a fini la 9ème classe. "J'étais arrivée à être professeur de primaire, mais ça fait plus de 4 ans que je ne trouve plus de place et je suis à la maison ", affirme-t-elle. Comme recours, elle vend, dans la rue, de l'huile de palme, du bois de chauffage et des pâtisseries de noix de coco. Elle habite, avec ses trois enfants, sa mère, sa sœur et les deux enfants de sa sœur dans une petite maison -huit personnes pour trois pièces très dégradées, sans eau, électricité ou salle de bains-. La famille de Damiana ne se distingue en rien des autres familles pauvres de Riboque. Les temps où elle était professeur appartiennent au passé.

L'artisanat d'écaille de tortue a été un bon métier, mais maintenant il est de moins en moins rentable -ce commerce a été interdit et la demande a chuté à pic. Sandrino, qui est né dans une famille d'artisans d'écaille de tortue, traverse actuellement de grandes difficultés. Il sait que "à partir du moment où il a été interdit, le travail ne valait plus la peine ", mais il n'a pas envie d'abandonner l'artisanat et il "persiste seulement pour ne pas rester sans rien faire". C'était une activité lucrative, Sandrino avait des employés, beaucoup de clients. Maintenant "la vie est difficile".

Vicência est une veuve avec six enfants à élever. La mort de son compagnon l'a laissée dans une situation très délicate: "Il était artisan plombier. Des gens l'appelaient, il y allait, faisait son travail, touchait l'argent, faisait les courses et revenait à la maison. Si maintenant moi je ne me débrouille pas, personne ne mange ici. ". Et Vicência se débrouille en vendant au marché. "Parfois je perds courage", avoue-t-elle, "mais comme je n'ai pas d'autre moyen, je tiens le coup. Parfois, si je n'étais pas une femme concentrée, la tête éclaterait, petit déjeuner, déjeuner, dîner, maladie, école... tout retombe sur moi ". Des aides? "je ne compte sur personne, parce que personne ne me donne rien, ça doit être moi ". Des plans d'avenir? "C'est avec l'argent qu'on fait de l'argent, sans argent, je ne peux pas faire de pas en avant ". Les travaux chez elle ne sont pas terminés: "La salle de bains n'est pas finie et il manque quatre zincs pour agrandir une autre chambre ". Et encore: "On m'a coupé l'énergie la semaine dernière parce que je n'avais pas de quoi payer. "

Capiano, au chômage et malade "d'un abcès à un pied", a vendu sa vie par petites bouchées pour faire face aux difficultés : "Marmite, assiette..., quand je sens le manque d'argent, je m'en débarrasse et je l'envoie vendre. Pratiquement, ces dix ans passés, j'ai vendu tout ce qui avait de la valeur ; maintenant je suis déplumé".

Travailler pour l'Etat?! Chê!

"Travailler pour l'Etat?! Chê! Si celui qui est là depuis 30 ans revendique, si c'était moi maintenant ce serait bien pire."

"Maintenant ce n'est la peine de travailler pour l'Etat parce qu'il n'y a plus d'Etat. L'Etat c'est seulement pour que chacun traite de sa propre vie."

"Si on me disait de choisir de travailler pour l'Etat et continuer avec mes affaires, moi je choisirais les deux choses, parce que l'Etat paie mal."

"Le commerce est quelque chose de différent de travailler pour l'Etat, parce que le commerce je sais ce que je gagne jour après jour, tandis que l'Etat je sais que je dois attendre à la fin du mois et je n'ai pas toujours la capacité de supporter un mois."

"L'Etat!... Etat c'est pour user ton soulier"

survenues depuis 1989, il est vrai que pratiquement tout le monde s'interroge sur le cours pris par l'économie santoméenne depuis lors. Les gens de Riboque ressentent le processus de restructuration économique comme le principal responsable de l'aggravation des injustices sociales parce qu'il agrandit le fossé entre les plus riches et les plus pauvres. D'une façon ou d'une autre, ils essaient tous de s'adapter aux temps nouveaux, mais le manque de confiance et de courage par rapport à l'avenir sont évidents, surtout chez les personnes de plus de 30/35 ans.

On peut observer une tendance générale à attribuer la faute de cette situation à l'incompétence, l'indifférence et la corruption des Gouvernements successifs et autres entités publiques; mais il existe aussi, chez ceux qui sont passés par l'expérience traumatique du changement, la tentation de continuer à cultiver une relation de dépendance par rapport à ce même Etat, en le rendant responsable des échecs individuels et en camouflant l'absence d'initiative personnelle derrière le manque d'appui gouvernemental. Beaucoup de gens (surtout les plus âgées) continuent à se voir comme les bénéficiaires passifs d'un processus organisé par d'autres, au lieu de se considérer agents actifs de leur propre développement humain.

Dans quelle mesure les citoyens doivent-ils s'assumer comme principaux responsables de l'amélioration de leurs conditions de vie et dans quelle mesure les institutions (gouvernementales ou non) doivent-elles se constituer comme une partie

importante dans cette tâche ? Quel est le rôle de l'Etat dans la vie économique et sociale des individus ? Ce sont des questions qui, comme l'indique cette étude sur Riboque, restent à résoudre au sein de la société santoméenne et qui font en ce moment l'objet d'un conflit latent de générations.

Pendant la période antérieure, les Santoméens étaient convaincus que, d'une façon ou d'une autre, leurs emplois étaient assurés, quoique avec des salaires bas. Ces emplois étatiques donnaient malgré tout, même s'ils diminuaient la capacité d'initiative individuelle, une garantie minimum de sécurité et stabilité. Le colapsus de l'économie centralisée a conduit à une situation sociale tendue, avec une grande quantité de gens d'un certain âge, sans aucune ressource propre ou confiance en soi pour se lancer dans les affaires ou entrer en compétition pour un travail de plus en plus rare, précaire et mal payé. La vérité, pourtant, est que les emplois publics sont de moins en moins attractifs et que la nouvelle génération n'envisage pas l'hypothèse d'un retour à la situation de départ. Des institutions, elles n'attendent qu'"un appui" au bon moment.

Il y a deux sentiments que les gens de Riboque âgés de 20 à 30 ans partagent aujourd'hui comme des frères: la conscience de leurs limitations économiques et l'ambition de dépasser ces limitations. Cela représente, sans aucun doute, un clivage par rapport à la génération antérieure: beaucoup de jeunes ne se voient pas comme juste des gens pauvres en attente d'une aide mais plutôt comme des pauvres à l'affût d'une bonne occasion.

Le phénomène de la pauvreté est commun à presque toute la population de Riboque; ce qui varie est seulement la façon de l'affronter. En fait, quelque soit leur âge, la majorité des adultes de Riboque ne réussissent à survivre aujourd'hui que par le biais d'un ensemble hétérogène de double ou triple emploi, activités informelles, commerces de coin de rue, aides occasionnelles et petits boulots mal payés. La stratégie consiste à trouver autant de travaux occasionnels que possible, être "un petit malin", un "connaisseur" dans un

maximum de domaines (l'aptitude à réparer n'importe quoi ou à exécuter n'importe quelle tâche constitue aujourd'hui une plus-value considérable) .

Dans ces circonstances donc de crise économique et dégradation accentuée du niveau de vie, les personnes enquêtées mettent la pauvreté en rapport avec les facteurs suivants d'échec personnel et familial:

- insuffisance de ressources pour satisfaire les besoins de base (alimentation, santé, scolarité des enfants);
- incapacité à acquérir quoi que ce soit de plus que ce qui est strictement nécessaire à la survie quotidienne.
- incapacité économique pour constituer une famille ou pour survivre sans dépendre des autres ;
- conditions déficientes de logement (maisons dégradées, manque d'espace, inexistence d'eau et électricité).

Les principales causes de pauvreté -qui conduisent aux situations déjà décrites- sont, de l'avis des gens enquêtés, les suivantes :

- chômage ou absence de revenus sûrs ;
- bas salaires;
- coût élevé des articles de première nécessité;
- inflation;
- manque d'appui aux initiatives entrepreneuriales ;
- incompétence et corruption des gouvernements ;
- absence d'appui familial;
- comportements destructifs ou asociaux (alcoolisme, déficiences mentales).

Un nombre minoritaire, mais cependant remarquable, de femmes associe aussi au phénomène de la pauvreté, explicitement ou implicitement, le nombre excessif d'enfants.

Les groupes les plus vulnérables

Même si la grande majorité de la population de Riboque vit en situation de pauvreté, il existe certains groupes plus vulnérables à ses effets. Le genre, l'âge, le nombre d'enfants, les déficiences physiques et mentales, constituent des handicaps importants qui aggravent les conditions de

vie et rendent difficile la survie économique des individus et des familles. En fait, si on se penche sur les caractéristiques des personnes les plus affectées par la pauvreté extrême et ses conséquences, on note que, d'une façon générale, elles sont inclus dans les groupes suivants :

- Femmes chefs de foyer monoparental (la situation est d'autant plus grave que le nombre d'enfants est plus élevé);
- Femmes âgées, avec peu ou aucun appui familial;
- Hommes âgés, avec peu ou aucun appui familial;
- Individus malades, alcooliques, handicapés physiques ou mentaux

Si les handicaps physiques et mentaux, les maladies de longue durée ou l'alcoolisme sont bien des situations limites qui se traduisent en phénomènes de rupture sociale, en fait, ces cas d'exclusion authentique ne font que potentialiser, dans la plupart des fois, des fragilités qui reposent sur le genre ou l'âge. Analysons donc avec plus de détail, la vulnérabilité à la pauvreté de deux groupes-clefs: les femmes et les vieux.

Les femmes

Il y a certainement des différences importantes quant à l'impact de la pauvreté sur les deux sexes. A Riboque, les problèmes économiques et sociaux ont un effet multiplicateur quand ils retombent sur les femmes, puisque de puissants mécanismes de discrimination par rapport au genre continuent à sévir à STP:

- Au travail, les femmes affrontent des contraintes par rapport aux opportunités que les hommes n'affrontent pas: la plupart de leurs activités continuent à être non rémunérées, non reconnues et infra-valorisées; leurs opportunités d'emploi dans le secteur formel sont très réduites;
- Les familles monoparentales dirigées par des femmes font partie des plus fortement atteintes par les politiques de réajustement structurel; sous de nombreux aspects, le poids de la transition économique porté par ces femmes est plus lourd que celui des hommes: elles sont affectées en tant que mères, chefs de famille et productrices de biens et services.

Le fardeau d'être femme

Camila (39 ans) a vécu avec plusieurs hommes et a eu, fruit de ses relations, neuf enfants, dont quatre sont encore à sa charge. Il y a un mois que Camila ne travaille pas car elle a été malade, et à la maison les repas ne sont pas assurés -on mange quand apparaît quelque chose-. Ils habitent dans deux petites pièces d'une maison cédée par une amie qui vit en Angola. De temps en temps, cette amie lui envoie, " en partenariat " quelque marchandise (" des bassines en plastique, du bouillon, du sel, du chorizo... ") qu'elle vend à Feria do Ponto. " J'ai aussi vendu du poisson " dit-elle " et aussi je donnais de l'argent à une autre personne pour acheter du vin rouge et après on divisait le bénéfice mais elle a commencé à me tromper et alors j'ai laissé ce commerce ". Parfois, quand elle n'a rien à préparer pour manger, l'aide d'une sœur ou du père lui est bonne : "Quelques fois ils me donnent de quoi manger, moi je le donne aux enfants et je vais au lit avec la faim au ventre, je m'alimente avec seulement du vin de palme et je vais au lit ". Quant à son actuel compagnon et père de certains de ses enfants, " il n'aide pas du tout: si quelqu'un de ma famille meurt, il n'aide pas, s'il y a une fête dans ma famille, il n'apparaît jamais, moi j'ai été malade et il n'a pas donné d'argent pour acheter les médicaments ". Et Camila conclut: "Je vais laisser cet homme parce qu'on dirait que son autre femme est en train de faire du fétiche avec moi -chaque fois que j'ai de l'argent, je ne sais pas comment, cet argent finit sans que j'aie réussi à faire quelque chose d'important ".

De nombreuses femmes enquêtées notent avec amertume que, sitôt que les hommes peuvent s'offrir le luxe d'esquiver à leurs devoirs envers la famille, elles, elles sont toujours "obligées", à cause de leurs responsabilités vis à vis des enfants et parce qu'elles ont une plus grande capacité d'adaptation aux situations. Un grand nombre d'entre elles (celles qui vivent seules et aussi celles qui ne reçoivent aucun appui de leurs compagnons) traverse tous les jours des situations difficiles pour réussir à donner à manger à la famille. Les stratégies de recours adoptées pour atteindre cet objectif sont variées et fréquemment multiples :

- Demander de l'aide aux parents plus aisés;
- Réaliser toutes sortes de petits travaux rémunérés (nettoyer des maisons, laver du linge pour des clients, prendre soin de gens âgés, entretenir les jardins);
- Placer certains enfants chez d'autres personnes ou leur trouver de bons parrains;
- Vendre dans la rue (de la nourriture cuisinée, du bois de chauffage, du charbon, des légumes et fruits etc.) .

Quand une femme a un enfant, elle consacre d'avantage d'heures par jour aux tâches

familiales, mais le temps consacré aux activités rémunérées ou au commerce de rue ne diminue pas pour autant. Elle supporte ainsi une augmentation considérable de travail. Le temps constituant une ressource rare par rapport aux tâches qui doivent être réalisées, l'alternative des femmes de Riboque est presque toujours d'augmenter l'intensité de leur travail. En situation de crise, elles achètent moins, produisent plus de biens à la maison et concilient les activités de l'extérieur avec les devoirs familiaux. Résultat, ce sont les heures de loisir ou même le temps de sommeil qui diminuent.

Le travail féminin est aussi fortement infra-valorisé en termes économiques pour la bonne raison qu'il est en grande partie non rémunéré et non mercantile. Une partie du problème réside dans la notion de valeur : " (...) pour les objectifs d'évaluation économique, valeur est synonyme de valeur de marché. Pourtant, beaucoup de biens et services avec une valeur économique ne sont pas mis sur le marché. Une grande portion du travail familial et communautaire reste ainsi sans valeur et les contributions économiques de beaucoup de gens, en particulier les femmes, ne sont ni reconnues ni compensées ". En fait, le travail familial des femmes transcende la valeur du marché, pour assumer :

- Une valeur humaine : une heure de travail mercantile et une heure de travail non mercantile ont la même valeur s'il s'agit de mesurer le bien-être; pour le développement humain, le temps passé à élever les enfants, donner à manger et maintenir la vie humaine a autant de valeur que le temps passé à produire des biens et services pour le marché;
- Une valeur culturelle : le travail familial reproduit et interprète la société; grâce à ces activités, les relations communautaires et les traditions culturelles sont maintenues et, simultanément, continuellement reformulées à la lumière des besoins sociaux.

Il en ressort, cependant, que cette discrimination basée sur le genre finit par (paradoxalement ou peut-être pas) être le principal responsable du rôle de plus en plus actif des femmes à la recherche de solu-

tions économiques créatives. En effet, comme ce qui se passe un peu partout dans la ville de S. Tomé où le gros du commerce informel est tenu par les femmes, à Riboque aussi la contribution économique des femmes par le biais de leur participation à diverses activités informelles, surtout dans le service domestique et le petit commerce de rue, est relativement importante.

La population féminine est ainsi, simultanément, le principal moteur de l'économie domestique et un des groupes les plus vulnérables au phénomène de la pauvreté. Les progrès accomplis ces dernières années par les femmes de Riboque se résument en une expression: capacités croissantes et opportunités encore limitées.

Les personnes âgées

Si la population féminine de Riboque est très vulnérable à la crise économique, la situation prend des allures particulièrement graves dans le cas des femmes de plus de 50 ans qui vivent seules et, soit n'ont pas de famille, soit ne reçoivent aucune sorte d'aide de la famille. C'est dans ce groupe d'âge que la déprotection sociale atteint ses valeurs maximum et la privation devient inquiétante. Pour beaucoup de ces femmes âgées, la principale stratégie de survie consiste à céder une partie de sa maison à des étrangers -généralement des jeunes de la parenté, avec leurs propres difficultés économiques- en échange d'aide et sécurité (explicite ou implicite) dans la vieillesse. On se trouve ainsi devant une "cohabitation intéressée", d'autant plus que les locataires finissent souvent par hériter de la maison à la mort du propriétaire.

Les hommes aussi, même ceux qui durant leur vie active possédaient une compétence spécifique (un artisanat), traversent de grandes difficultés pendant leur vieillesse. Les retraites -quand elles existent- sont insignifiantes, ce pourquoi, pour celui qui ne peut plus travailler, il ne reste qu'un ultime recours, dépendre de la solidarité des enfants. Il est cependant vrai que, dans ces circonstances pénibles de manque de protection extrême, les liens de consanguinité fonctionnent avec plus d'efficacité par rapport aux hommes que par rapport

aux femmes, à Riboque au moins, les cas d'abandon familial et exclusion sociale sont moins nombreux dans la population masculine.

Impact de la pauvreté dans le réseau de relations sociales

La crise économique et l'exode rural ont eu un double effet -contradictoire en apparence seulement- sur le réseau enchevêtré de relations sociales existant dans le quartier: s'il est vrai qu'à eux deux ils ont confirmé la capacité des individus à rester insérés dans la trame traditionnelle des relations de parenté et d'amitié, il est également vrai qu'ils ont été à l'origine d'altérations notables dans certains aspects de la relation entre la structure sociale et l'ordre symbolique. Les relations personnelles sont sujettes à un processus de révision permanente et de changement, à la lumière des nouvelles réalités, même si elles sont relativement déterminées par la tradition.

Voyons concrètement comment se déroule ce dialogue tendu et créatif entre la tradition et le changement.

La famille et la parenté

Le système de parenté santoméen -marqué par une quasi absence de mariage monogamique, une haute incidence d'unions de fait et de relations de visite, un indice élevé de foyers monoparentaux dont le chef est une femme et une prévalence des dénommés "enfants illégitimes"-, est à la source d'une logique culturelle spécifique, forgée dans le temps et qui a déterminé, selon Seibert, un réseau extensif de solidarité familiale puis a contribué à une pression sociale, dans le sens d'entraide et de redistribution.

Pourtant, il semble qu'il y ait aujourd'hui une fracture de la continuité dans certains aspects de cet ordre symbolique, ce qui donne lieu à un processus de révision et changement culturel, une rupture des rôles sociaux autour de certaines normes et valeurs liées à la famille.

Il importe pour cela d'identifier les caractéristiques les plus marquantes du système de parenté à S. Tomé, pour pouvoir ensuite nous pencher sur le cas spécifique de

Riboque.

Les "unions de fait" en série (serial customary unions) sont très communes à STP, particulièrement dans les groupes à revenus bas. Selon la tradition, quand une fille a un premier prétendant, elle doit le présenter à ses parents. Pour formaliser une union de fait, le garçon doit faire une proposition dans ce sens aux parents de la fille. Dans le cas d'une seconde union, il n'est plus nécessaire de demander l'approbation des parents, les deux partenaires peuvent se mettre d'accord entre eux, sans plus. Une femme qui a sa première relation sexuelle doit, en principe, abandonner le foyer de ses parents. Si son compagnon est encore jeune et sans ressources, elle devra aller vivre chez ses parents à lui. Si le partenaire vit déjà en union de fait (ou union co-résidentielle) avec une autre femme, il doit installer sa nouvelle femme dans une autre maison. Une relation de visite (visiting union) s'installe alors entre les deux.

Une grande partie des femmes qui sont des chefs de foyers monoparentaux (35% en 1991, le pourcentage est de 85% si on considère les foyers sans revenus propres) ont des relations de visite avec des hommes qui entretiennent ce type de relation en plus de leur union co-résidentielle. Les relations de visite sont très communes chez les femmes à revenus bas. Une femme pauvre qui vit seule peut établir une relation de visite avec un homme et devient ainsi sa seconde ou troisième femme et elle lui concède ses faveurs sexuelles en échange d'une contribution en biens ou en argent. Normalement, l'homme n'entretient cette femme et ses enfants que quand la relation dure

Avoir des enfants est le motif majeur de fierté des femmes santoméennes. La vie est, selon cette conception nataliste, un acte de procréation continue. Fécondité égale féminité et vivre est pareil que donner la vie. Une femme qui renonce à la procréation rompt ce courant vital et devient suspecte de stérilité ; si elle prétend planifier sa fécondité, elle perd l'attribut le plus important de la féminité. Si un homme n'a pas d'enfants, il devient suspect d'impuissance, s'il a peu d'enfants,

on dit de lui qu'il manque de vigueur sexuelle .

Dans ce système de parenté, marqué par la polygynie et par le culte de la fécondité, où les unions domestiques ne sont pas statiques et la composition des familles mue avec fréquence dans le temps, les femmes ont tendance à être beaucoup plus mères qu'épouses. Ce sont elles qui, en fait, doivent assumer la principale responsabilité avec les enfants. Malgré tout, il n'est pas rare de confier cette charge à d'autres éléments féminins de la famille -les femmes jeunes, qui n'ont pas de moyens de subsistance ou qui démarrent une nouvelle relation, peuvent demander à la mère du "père de l'enfant" ou à sa propre mère de prendre compte d'un ou plusieurs enfants, mais les tout petits restent presque toujours avec leur mère. Quand l'enfant grandit, si son père est dans une autre union co-résidentielle, il peut amener l'enfant à sa nouvelle maison, mais ce n'est pas la règle. Un homme, quand il démarre une relation avec une femme qui a déjà des enfants, doit assurer la subsistance de ses " enfants par alliance ", dans la mesure où la femme ne réussit pas à les placer dans des maisons de parents.

Les principales caractéristiques du système de parenté traditionnel santoméen étant identifiées, voyons maintenant ce qui se passe à Riboque.

Les entretiens et observations menées tout au long de ce travail suggèrent que:

- Le réseau extensif de solidarité familiale basée sur les liens traditionnels de parenté (frères et sœurs et demi-frères et demi-sœurs, neveux et nièces, oncles et tantes à plusieurs degrés, parents, mères et grand-parents, frères et sœurs "par alliance") contribue de façon complexe et créative à amortir les conséquences du processus d'ajustement structurel et à faire face aux difficultés économiques ;
- Il y a, en même temps, en tant que résultat de ce même processus de changement, une rupture dans la relation rôles sociaux/consensus symboliques autour de certaines normes et valeurs liées à la famille.

De façon générale, le système de parenté

et d'alliances consanguines existant à Riboque semble, en fait, continuer à reproduire les caractéristiques les plus importantes du système de parenté traditionnel santoméen: polygynie, haute incidence des unions de fait et relations de visite, nombre considérable de foyers monoparentaux dont le chef est une femme, énorme fluidité des unions domestiques et dans la composition des ménages, taux élevé de natalité.

Pour de nombreux habitants de Riboque, l'expansion de la crise économique a contribué à renforcer, ou pour le moins à garder, la logique culturelle spécifique de ces relations de parenté -les individus savent que, par le biais de leurs relations de consanguinité et d'alliance, ils sont insérés dans un réseau extensif de solidarité familiale qui fonctionne dans le sens de l'entraide (celui qui aide sera, à son tour, aidé demain) et de redistribution (ce qu'on a doit être partagé dans le cercle élargi de la famille). Plusieurs personnes enquêtées continuent ainsi à penser qu'ils réussissent d'autant plus efficacement à faire face aux difficultés quotidiennes qu'ils sont mieux insérés dans un réseau de relations de parenté.

D'une façon générale les parents sont encore soutenus par leurs enfants lors de la vieillesse, dans d'autres cas, ce sont les enfants qui, lorsqu'ils traversent eux-mêmes des difficultés, sont appuyés par les parents. Une assistance en argent, en produits agricoles ou autre, outre l'appui en cas de maladie et l'échange de services de divers ordre (éducation des enfants, partage des informations sur les emplois et les petits boulots), sont ainsi fréquents entre les membres d'une même famille, même si elle semble très dispersée et fragmentée. Il existe en outre, presque toujours une relation privilégiée, plus rapprochée, avec au moins certains membres de la parenté -la mère, le père, un oncle, les frères (les relations de solidarité de la fratrie semblent assumer une importance particulière dans le contexte des foyers monoparentaux : en fait, au fur et à mesure que l'image du père absent se fait plus nette, l'autorité et la protection du frère le plus âgé tend à surgir comme une nouvelle référence, susceptible de contribuer à

Vies qui se croisent et se décroisent

Telmo, 27 ans, a à sa charge quatre enfants mineurs: un fils d'une femme avec laquelle il vit en ce moment et trois autres enfants, fruit d'une relation antérieure de sa compagne, " Leur père n'aide pas, mais ma femme est une femme qui se débrouille un peu ", affirme-t-il. Avant cela, Telmo avait vécu en concubinage avec une autre femme dont il a eu un autre enfant. "qui vit loin", avec la mère et son nouveau compagnon. " J'ai commencé à être père à 22 ans. Au début j'étais responsable pour cette famille, mais six mois plus tard la femme que j'avais ne m'allait plus, elle était assez têtue, alors j'ai préféré lui dire, on va arrêter l'histoire et chacun va faire sa vie de son côté. Puis je suis resté un an et quelque sans femme, et après j'ai eu cette femme que j'ai maintenant ".

Camila, 39 ans, a neuf enfants, qui sont le résultat, soit de relations de visite, soit de concubinages; quatre d'entre eux sont encore à sa charge. Son compagnon actuel entretient une relation de visite avec une autre femme, mais la relation entre les trois est très difficile: " Il n'aide pas du tout, ça fait 5 ans que nous sommes ensemble, mais il n'aide en presque rien . Je vais laisser cet homme parce qu'il semble que son autre femme m'en veut ".

Juca, 26 ans, a deux femmes (" une à la maison et l'autre en dehors") et il a un enfant de chacune d'elles. " Je vis bien avec elles, sans conflit, ce qui se met parfois en travers ce sont des problèmes financiers ".

Tomé, 43 ans, vit aussi entre deux maisons et deux femmes. De sa compagne il a six enfants et de l'autre -la plus jeune qu'il visite régulièrement- il n'a qu'un enfant, " mais elle, elle en a trois autres, pour cela avec le mien, ça fait quatre ". En outre, il faut compter " avec deux enfants de plus, d'une fille avec laquelle je ne vis plus ".

l'unité de l'agrégat familial).

Mais en dépit du fait que, à Riboque, les réseaux de parenté continuent à jouer un rôle social et économique important, les données recueillies semblent indiquer l'existence, sur le plan symbolique, d'une fracture de la continuité entre certains aspects de ce système et ses acteurs. S'il est vrai que la culture est un système de symboles qui a construit une signification -ou, dans la définition de Talcott Parsons " un système complexe et relativement cohérent de normes et valeurs qui orientent l'action sociale " - il n'en est pas moins vrai que, quand une société se trouve plongé dans un processus de changement, un continuel réajustement des formes culturelles à la nouvelle réalité économique et sociale devient nécessaire. C'est la fameuse "fonction intégratrice de la culture" . Dans une telle situation, autant l'ordre symbolique que les structures sociales se trouvent en transformation constante, et ces processus de

Avoir de la famille est un appui

Fabiano est peintre en construction, mais il a été au chômage par manque de travail. Il vit avec sa femme et trois enfants, "chez la vieille". La mère, à la retraite, n'a pas les moyens de les aider en argent, mais elle a ses moyens qui viennent de l'extérieur, et en outre elle aide en nature avec des produits alimentaires. "Quand elle a, moi je reçois, quand moi j'ai, elle reçoit", affirme-t-il. Mais quels sont ces appuis ? Fabiano a deux frères qui vivent au Portugal. En outre, une autre sœur qui est policier, "elle donne aussi un peu d'appui".

Herculano reconnaît: "Moi je m'en fichais de la famille, mais après un certain temps, j'ai commencé à grandir et à savoir que "sa lumon n'guê" (les frères sont des parents) et alors je me suis mis à avoir des relations avec la famille".

Bien qu'il n'ait pas encore constitué de famille, Xavier a une charge : élever les trois enfants d'une sœur qui est parti pour Libreville: "Ils étaient avec ma mère, mais elle est décédée et je ne peux pas les abandonner", explique-t-il. Mais la mère des enfants aide aussi: "Elle m'envoie parfois des aliments, de l'argent, des vêtements, des matériels d'école... certes elle donne un appui". En outre, il compte avec l'aide d'un frère qui est au Portugal: "Une fois ou autre, il envoie un peu d'argent. En plus, quand il revient, il y a toujours quelque chose pour nous -des vêtements, des chaussures... Il est venu par ici maintenant, moi je n'avais pas de poste de télévision et il m'en a acheté un"

Hommes qui" n'assument pas leur responsabilité"

Elle s'appelle Bettina, elle a 22 ans et est de Príncipe. Il y a deux ans qu'elle est à S. Tomé. Quand elle est arrivée à la ville, elle est allée vivre à Riboque, "chez une dame". A ce moment là, une relation avec un homme commença. Ils allèrent vivre tous les deux dans la maison où Bettina habitait, mais la relation ne dura pas longtemps: "Quand je suis tombée enceinte, il m'a laissée" explique-t-elle et "il ne donne rien pour l'enfant". Elle connut un autre homme et elle est retombée enceinte. Ils se mirent à vivre ensemble, encore chez Bettina. "Nous avons vécu ensemble après que je sois tombée enceinte mais ce second homme que je pris m'a aussi laissée et maintenant il ne donne rien pour l'enfant".

Vicência, 36 ans, veuve, préfère vivre seule, même si elle doit traverser de grandes difficultés, plutôt que d'entretenir une relation de visite avec quelqu'un. A son avis, les hommes n'assument plus leurs responsabilités: "il n'y a plus d'homme maintenant, l'homme ne vient plus que ses deux jours à lui, puis plus rien"⁴⁰

Contrôler la fécondité

Lúcia, 26 ans et cinq enfants de pères différents, se lamente: "au cours de ces dernières années, je n'ai pas fait autre chose qu'accoucher, accoucher".

Adália, 23 ans, étudiante infirmière, a une relation de visite depuis quatre ans. Son compagnon, dont elle a un enfant, vit avec une autre femme, "qui est son épouse", mais Adalia n'a pas de raison de plaindre: "il appuie pour ce qu'il faut". elle sait que pour terminer ses études, elle ne peut pas, pour le moment, avoir plus d'enfant. Elle est décidée à tenir ferme: "pour rien au monde, ni pour un homme, je n'abandonnerai ce cours".

changement sont interdépendants. "Parfois ce sont les transformations des expressions culturelles qui précèdent celles du contexte social, d'autres fois ces dernières qui provoquent une réadaptation des premières, et dans d'autres cas encore les deux niveaux traversent des phases de changements, lesquels peuvent agir selon des directions convergentes ou divergentes en donnant lieu à des dynamiques sociales très diverses".

Une culture donnée peut ainsi couvrir des éléments contradictoires ou donner lieu à des interprétations différenciées de la part des membres d'une société, et le problème du rapport entre la culture et l'intégration est alors relativement complexe. Bourdieu parle même de "relative autonomie de la logique des représentations symboliques par rapport aux déterminants matériels de la condition sociale".

Les données recueillies à Riboque indiquent que, malgré l'importance du réseau traditionnel de relations familiales comme stratégie adaptative face à la pauvreté et à la crise économique, autant l'ordre symbolique que les structures sociales liées à la parenté sont soumises à un processus dynamique, et parfois contradictoire, de changement et rénovation. Nous en voulons pour preuve :

- La plus grande complexité et fréquence des relations d'intimité sexuelle en dehors du domaine codifié par la tradition (parmi les jeunes, les relations sporadiques sont plus fréquentes, et elles ne peuvent se classer ni comme de co-habitation ni de visite, il semble qu'il y ait également plus de femmes qui rompent avec les patrons de monogamie féminine et assument des relations amoureuses extraconjugales);
- L'usure de certains codes de conduite inhérents aux unions de fait (la tradition veut que ce soit l'homme qui établisse une résidence pour le couple, mais cette règle est soumise à des empêchements dus aux difficultés économiques -dans la pratique, la co-résidence signifie très souvent que ce soit l'homme qui se déplace chez une femme déjà établie);
- L'usure de certains codes de conduite inhérents aux relations de visite (un

nombre croissant d'hommes concernés par une relation de ce type ne veulent pas ou ne peuvent pas participer aux charges de l'agrégat familial de leur compagne;

- Une plus grande autonomie personnelle et économique de certaines femmes par rapport à la domination masculine (pour une femme sans ressource, sa sexualité peut être un atout qu'elle utilise en calculant au mieux de ses intérêts; l'argent devient alors un agent pour réguler la relation sociale : si l'homme n'est pas en condition de contribuer à la subsistance de l'agrégat familial, la femme pourra chercher un meilleur partenaire);
- Une tendance à la hausse pour une meilleure maîtrise de la part des femmes de leur fécondité (ce désinvestissement symbolique dans le vecteur entre fertilité et féminité a été lent, mais même ainsi, le souci de contrôler le nombre d'enfants et l'espacement entre les naissances est notoire, surtout parmi les jeunes).

En bref, le patron des relations conjugales et familiales existant à Riboque semble reproduire, pour l'essentiel, les caractéristiques les plus marquantes du système traditionnel de parenté santoméen: polygamie masculine, monogamie féminine, relations de visite et unions co-résidentielles.

L'ensemble de ces relations d'alliance et de consanguinité se traduit en un système social avec des caractéristiques spécifiques: réseaux familiaux extensifs, grande fluidité des unions domestiques, grande mobilité de la composition des agrégats familiaux et nombre élevé de foyers mono-parentaux, avec très souvent un chef de famille qui est une femme.

A cette relation sociale, correspond, sur le plan symbolique, un système de significations reposant, entre autres, sur les concepts suivants:

- Solidarité familiale (entraide et redistribution au sein de la famille);
- Valorisation des relations de parenté extensives (oncles, cousins, demi-frères et sœurs, frères et sœurs par alliance, etc.)
- Association fertilité/féminité;
- Prédominance du rôle de la mère sur le rôle de l'épouse ;
- Association polygamie/masculinité.

La pression économique et sociale dans le sens du changement semble soumettre certaines de ces valeurs à un processus de réorganisation symbolique:

- La solidarité familiale devient plus diffuse, surtout en ce qui concerne le rôle des hommes dans les réseaux de parenté traditionnelle;
- Un nombre croissant de femmes essaie d'exercer un certain contrôle sur sa sexualité, en la séparant de la natalité, et, ce faisant, elles font la promotion d'une rupture symbolique entre la féminité et la fécondité.

Ce que je veux exactement, ce que j'aimerais avoir, ce serait d'avoir deux ou trois

Une femme indépendante

"Je m'appelle Rosario et j'ai quarante ans. J'ai fait des études comme éducatrice d'enfance. C'était en 81. Tout était alors plus facile pour moi parce que je n'avais qu'un enfant. Après que j'ai commencé à avoir plus d'enfants, je trouvais que je gagnais peu et j'ai démissionné du jardin d'enfants. J'ai été travailler au jardin d'enfants de l'école française, je gagnais un peu plus. Après je me suis mise à faire le voyage pour Luanda. J'amenais de l'huile de palme, des choses comme ça, là bas, j'achetais des paquets de vêtements que je portais ici et donnais à une collègue pour les vendre. Je gagnais ainsi l'argent pour les enfants. Au moment du jardin d'enfants, j'avais un seul enfant, mais quand je parle u moment où j'allais à Luanda, j'en avais déjà quatre. J'ai sauté directement de 1 à 4. Quand j'ai multiplié par quatre, la vie est devenue un peu plus difficile.

Je les ai eus avec des pères différents. Je les ai eus avec des pères différents parce qu'à ce moment-là, j'avais ma propre façon d'être, je n'aimais pas être prisonnière d'un homme. Si l'homme disait ou faisait quelque chose qui ne me plaisait pas, je me retirais simplement. Je ne disais rien, je ne donnais pas beaucoup d'explication, je ne suppliais pas. Les hommes ne m'ont jamais laissée. Non, mes pères d'enfants ne m'ont jamais abandonnée. Au contraire, c'est moi qui les abandonnais, moi qui avais cette manie de les laisser pour ceci ou pour cela. Maintenant, je suis toujours avec le même homme que j'ai pris en 95. J'ai trouvé cet homme, mais comme je n'aime pas demander pour donner à manger à mes enfants, je n'ai pas voulu avoir d'enfants avec lui. J'ai décidé de faire la planification pour ne pas en avoir plus, rester avec ces quatre enfants seulement. J'ai évité d'en faire cinq, répéter encore la même chose, avec cinq et avec des pères différents, avec la crainte qu'un jour la même chose arrive: avoir ainsi une grande contrariété.

Quand j'ai laissé de faire le voyage à Luanda, c'était un peu plus difficile pour moi. A ce moment-là, j'ai réussi à arranger ce mari. Ce n'est pas exactement un mari avec lequel je vis, moi je suis plutôt la seconde personne, mais il me traite bien, il traite les enfants comme si c'étaient les siens. Il me donne un peu d'argent et puis je fais des petites choses : de la glace, je vends des vêtements, des choses.

commerces à moi, pour me sentir libre, libre, tout à fait libre. Quelques fois je voudrais voyager à nouveau pour faire du commerce, c'est l'homme qui ne permet pas. Mais si je trouvais mon occasion, je m'en vais, et s'il ne me laisse pas, lui, il reste là. C'est que depuis 96, je me suis mise à dépendre un peu de lui, beaucoup non, un peu. Moi je tourne toute seule. Si je le laisse, je réussis à survivre, parce que suis une lutteuse. Mais ça devient pénible encore une fois pour moi, et moi je voulais en finir avec ça. D'une certaine manière, je suis un petit peu indépendante, mais en même temps, plus maintenant. Avec l'âge que j'ai, je me sens bien seule. J'ai eu des problèmes graves mais ce n'est pas comme maintenant, devoir supporter un homme à cause de l'argent. Si ce n'était pas pour l'argent, je prendrais mes distances. C'est le plus grand pro-

blème que j'ai.

Amis et voisins

Un des résultats les plus évidents de la crise économique est, de l'avis de la majorité des personnes enquêtées, la détérioration progressive de l'atmosphère de bon voisinage à Riboque. Les bagarres de rue se multiplient, les conflits publics, les discussions provoquées par des dettes non payées, les cas de rapine augmentent (le vol de petits animaux, par exemple, devient tellement fréquent que la majorité des habitants a renoncé à élever des petits animaux) - et un sentiment de méfiance s'est généralisé ainsi qu'une insécurité jadis inconnus dans le quartier.

Le surlotissement du quartier, aggravé par les problèmes sociaux et économiques, provoque ainsi de constants conflits dans la gestion de l'espace et dans le contrôle des ressources communes, rongant lentement les relations antérieures de voisinage -qui reposaient sur la solidarité et l'entraide- au point de les transformer fréquemment en relations de méfiance, ou tout au moins, de prise de distance. Par les temps qui courent, tout le monde se soucie de sa propre vie. Les voisins ? Evidemment qu'on peut compter sur eux en cas de maladie ou d'un petit besoin -du sel, des allumettes, des petites choses comme ça-. Mais de l'avis d'une grande partie des personnes interviewées, ce n'est qu'en gardant une certaine distance que l'on réussit à éviter les abus et les intrusions.

Les terrasses de danse, les sociétés récréatives, les groupes culturels ont aussi perdu une grande partie de leur importance en tant que locaux de convivialité, reproduction sociale et renforcement de la cohésion communautaire.

Cependant, si la pauvreté a un impact négatif évident sur les relations de voisinage, le fait est que les relations d'amitié jouent toujours un rôle très important dans le quotidien de la majorité des gens de Riboque. Les réseaux et liens de complicité entre un individu et ceux qu'il connaît continuent à être déterminants, et un nombre très significatif de personnes enquêtées reconnaissent qu'elles recourent fréquemment à des aides de ce genre dans

Vivre sur le dos d'autrui

Francisca dit qu'elle n'élève pas d'animaux "parce que des personnes volent et tuent"; Firmina a fait de l'élevage dans le temps, mais elle est arrivée à la conclusion que "ça ne vaut pas la peine, parce qu'il y a beaucoup de vol et d'embrouille à Riboque"; Bemvinda n'a pas de place pour faire de l'élevage, mais même si elle en avait, elle ne le ferait pas parce que "on le sait, les gens volent".

"Vous savez", dit Xavier, "ici à Riboque, quand on pose quelque chose par terre, il y a quelqu'un qui vient et qui l'enlève comme si c'était à lui ". Il raconte comment sa volière avec des pigeons a été prise d'assaut "Ils ont défoncé la porte, mais moi je ne sais pas qui a fait cela, si c'est quelqu'un d'ici ou quelqu'un de l'extérieur. Ça arrive n'importe où dans le quartier, mais on n'attrape jamais personne. Moi je ne sais pas comment ils peuvent savoir quand c'est le moment de faire ça. Moi je pense que ce sont des gens qui ne sont pas de loin, mais je n'ai vu personne, je ne peux pas parler".

Les voisins? Bonjour, bonsoir

"Avec le voisin, c'est chacun chez soi", affirme Vicência, "Si aujourd'hui je n'ai pas de sel, je vais en demander, demain, je ne peux plus y aller, je dois me débrouiller. Chacun se débrouille. "

"chacun chez soi, bonjour, bonsoir, sans provoquer de contradiction ", défend aussi Sandrina. Quant à recourir aux voisins pour demander quoi que ce soit, elle avoue qu'elle préfère le contraire - "que ce soient eux qui viennent me demander". Des conflits? Il y en a bien quelques uns: "il y a des gens qui jettent leurs ordures n'importe où, et puis il y a le cas de cet égout, là bas en face de ma maison -quand ils avaient fait la route, ils avaient fait cette rigole pour la pluie, mais le voisin y a fait passer un égout et maintenant il y a beaucoup de moustiques ".

"A Riboque, même si on évite les conflits, il y en a qui semblent être nés pour le conflit ", dit Adália. Raison pour laquelle elle préfère rester dans son coin.

leur vie quotidienne.

L'appui des amis ne revêt pas toujours la forme d'assistance monétaire ou de prestation de services -il peut consister, par exemple, en informations sur un emploi, un petit boulot ou un négoce quelconque-. En effet, de nombreux enquêtés sentent que leur réseau de relations et contacts personnels constitue, par les temps qui courent, la façon la plus sûre de dénicher un travail ou de réaliser une affaire profitable.

Mais, étant donné que tous les amis ne sont pas pareils, chaque amitié implique une sorte différente d'entraide. Voyons dans le cas de Xavier: "L'ami qui m'arrange des petits boulots est mon collègue de chantier, mais l'ami à qui je demande de l'argent est un autre, c'est mon "compère" (...) je compte sur l'appui de certain amis quand j'ai certains travaux à faire -mettre des plants de bananier en terre, couper l'herbe dans mon jardin ... Tous non, mais un, deux et jusqu'à trois peuvent m'aider ainsi"

Dans de nombreux cas, il devient difficile d'établir une distinction nette, dans les réseaux de solidarité, entre parenté et amitié. En effet, les caractéristiques diffuses et extensives de la parenté font que les relations d'amitié soient fréquemment un prolongement des liens de sang ou d'alliance - il est toujours possible, en faisant appel à une liaison au deuxième ou troisième degré, du côté du père ou de la mère, de trouver des racines communes qui cimentent la conjonction d'intérêts ou donnent lieu à une relation d'assistance mutuelle. " Nous sommes tous cousins ", dit-on fréquemment à S. Tomé -et le quartier de Riboque n'échappe pas à cette règle.

D'autre part, les liens entre individus de différentes familles sont très souvent à l'origine d'alliances qui, bien que pouvant être de clientélisme, reproduisent pour l'essentiel le discours de parenté et sont à l'origine d'une relation affective qui peut prendre des allures de relation familiale. C'est le cas des relations entre "compères" ou entre parrains et filleuls.

Stratégies d'adaptation et modes de vie

Les dépenses d'alimentation consomment

Les amis sont pour les occasions

Orlando a quelques amis intimes avec lesquels il peut compter en cas de besoin -ils lui trouvent un travail, ils lui prêtent de l'argent, lui payent des bières, etc. En contre-partie, il n'ignore pas qu'il a le devoir de les aider chaque fois que nécessaire. Il donne un exemple: "Si j'ai un ami qui a du travail dans le jardin, une semaine avant il m'avertit, fixe le jour et j'y vais. Nous travaillons tout en blaguant et en riant et quand on a fini, il met la table, on s'assoit, on mange, on boit. Moi je ne lui demande rien parce qu'il est ami et qu'il veille à mes besoins. Quand il me demande combien coûte tout ce travail que j'ai fait, je lui dis que ce n'est pas la peine de payer".

Mais, étant donné que tous les amis ne sont pas pareils, chaque amitié implique une sorte différente d'entraide. Voyons dans le cas de Xavier: "L'ami qui m'arrange des petits boulots est mon collègue de chantier, mais l'ami à qui je demande de l'argent est un autre, c'est mon "compère" (...) je compte sur l'appui de certain amis quand j'ai certains travaux à faire -mettre des plants de bananier en terre, couper l'herbe dans mon jardin ... Tous non, mais un, deux et jusqu'à trois peuvent m'aider ainsi"

L'importance d'avoir un bon parrain.

Vicência, traverse de graves difficultés pour élever ses six enfants, après être tombée veuve il y a 8 mois. Son mari travaillait comme plombier pour une des entreprises les plus importantes de S. Tomé. L'entrepreneur, qui est aussi parrain de l'une des filles, a depuis lors prêté une certaine aide à la famille de Vicência. " Il donne cent mille dollars, cent cinquante mille... ça dépend " Une des grandes difficultés de Vicência est de réussir à envoyer les quatre enfants à l'école: "des difficultés de blouses d'uniforme, cahiers, crayons, cartables, tout. Quelques fois je les envoie là où travaillait leur père pour demander un appui pour acheter du matériel d'école, parce que moi, je n'y arrive pas ". Le parrain remplit ses obligations et il aide.

une partie importante du budget familial de la majorité des gens de Riboque - il faut "étirer" tous les jours l'argent de façon à ce qu'il arrive au moins pour deux repas par jour-. Quand il n'y a pas d'autre solution, il faut compter avec la solidarité familiale, emprunter à quelqu'un ou alors " prendre à crédit " dans la boutique la plus proche. En pratiquant, dans les limites du possible, cette gymnastique budgétaire compliquée, on arrive encore à mettre de côté pour l'électricité, le matériel scolaire des enfants, le vestiaire. Mais c'est difficile. Arrive toujours le jour où il faut prendre la dure décision de couper les dépenses d'un côté. Normalement on commence par l'électricité.

Certaines personnes font ainsi cette difficile gestion quotidienne de leurs ressource-

Demander à qui a

Vicência n'avait pas d'argent pour faire faire au moins un uniforme pour chacun de ses quatre enfants en âge scolaire. Elle a résolu le problème par le parrain de l'une des filles : " J'ai envoyé ma fille demander de l'argent au parrain qui a des biens. Il lui a donné cent mille dobras. Avec cet argent, j'ai acheté le tissus pour les quatre blouses. Je l'ai mis chez le couturier et ils m'ont demandé quinze mille dobras pour chacun. Alors, j'ai parlé avec une autre personne qui m'a donné quarante mille. Avec ça, j'ai payé trois blouses, je me suis débrouillée à sortir ce qui manquait. Mais maintenant il manque encore l'argent d'une blouse de plus ".

ces en donnant la priorité à certains paiements et en éliminant des dépenses précises (les vêtements par exemple, et elles passent au stade d'acquisition d'occasion au "marché au barda"); d'autres optent pour faire dans le même temps des petits paiements à plusieurs dettes et "comptes à crédit"; d'autres font appel aux obligations d'assistance mutuelle découlant des liens de solidarité extensive; d'autres empruntent d'un côté pour payer de l'autre, et d'autres encore accumulent les dettes, en maintenant les crédateurs dans l'espérance d'une bonne affaire ou d'un travail bien rémunéré qui leur permettra de solder tous les comptes en retard.

L'écrasante majorité des personnes interviewées pense que, à cause du coût élevé de la vie, il faut maintenant travailler relativement plus qu'il y a dix ans pour arriver à assurer leur survie économique quotidienne.

En fait, avec la crise économique et le colapsus des entreprises agricoles étatiques, le chômage est parti en flèche et le marché du travail dans la capitale est loin de correspondre aux besoins d'une population suburbaine en croissance. Résultat : l'emploi -au moins dans le sens d'emploi stable, avec une relation formelle d'employeur/employé- est devenu rare. Un nombre toujours plus élevé de personnes a essayé de s'adapter à cette nouvelle réalité par le biais d'une grande variété de stratégies informelles, comme :

- En prêtant des services aux particuliers;
- En faisant des ménages et autres travaux pour l'extérieur
- En achetant, vendant, échangeant toutes sortes de choses
- En vendant les excédents (surtout ceux

qui ont des glèbes dans d'autres endroits, loin de Riboque);

- En rendant de petits services de réparation et autres petits boulots rémunérés;
- "en se débrouillant " dans un nouvel artisanat (ou, de préférence, plus d'un);
- en louant une partie de la maison (ou en la cédant en échange d'une aide);
- en confectionnant de la nourriture pour vendre.

La majorité des gens essaie, ainsi, de survivre par le biais d'un ensemble très hétérogène d'activités informelles, commerces occasionnels, aides variées et petits boulots. La stratégie semble être de trouver autant de travaux que possible, et suppléer ainsi à l'absence de travail sûr. Il est important d'être habile dans un nombre maximum de domaines -réparer n'importe quoi, réaliser n'importe quelle tâche- pour ne perdre aucune occasion de gagner de l'argent.

Ces boulots et petits négoce de rue, dans leur grande majorité occasionnels et irréguliers, sont presque toujours trouvés par des informations de bouche à oreille, raison pour laquelle il est fondamental que chaque individu soit intégré dans une trame serrée et efficace de relations sociales. Les réseaux extensifs de parenté, amitié et de compères sont, encore une fois, déterminantes.

Le développement de ces activités informelles à Riboque et dans les zones alentour est un bon exemple des stratégies des populations suburbaines pour atténuer les effets de la pauvreté et diversifier au maximum leurs revenus -le secteur informel est, dans ce quartier, composé par des dizaines de micro et petites "entreprises", dont la majeure partie dans le secteur de la production de biens et services, avec une incidence marquée sur la construction et le petit commerce de rue. Les professions les plus communes chez les hommes (très souvent en accumulation) sont : maçon, peintre, menuisier, charpentier, tailleur, cordonnier, "candongueiro" (vendeur ambulante), mécanicien. Les femmes sont surtout vendeuses de rue, vendeuses de marché (palaiês), laveuses, couturières, coiffeuses.

Les avantages de ce secteur informel sont

évidents: rapidité d'adaptation aux contingences imposées par le marché local, en offrant de petites opportunités d'emploi et de négoce aux secteurs les plus défavorisés de la population; grand enracinement dans l'économie locale avec utilisation de la main d'œuvre locale et production pour le marché local.

La majorité des gens de Riboque -bien que produisant un discours pessimiste par rapport à leur situation économique- se révèle ainsi capable de formuler des stratégies complexes et de recourir à un ensemble dynamique et diversifié de moyens pour faire face à la pauvreté et à l'adversité. Une famille qui perd un emploi, par exemple, peut essayer de récupérer ce revenu par une série de moyens alternatifs : louer une chambre dans leur maison, aller chercher du bois de chauffage pour le vendre, réaliser de petits travaux rémunérés, s'occuper d'une dame âgée, recourir à l'aide familiale et des amis, etc. Ces activités concernent tous les membres de l'agrégat familial, chacun cherchant, de diverses façons et en divers endroits, différentes sources d'alimentation, combustible, argent, aide.

Le concept de moyen d'existence (livelihood) , plutôt que celui d'emploi, semble être celui qui s'ajuste le mieux au caractère pluriel de cette réalité économique. En pratique, "les concepts de emploi et chômage n'appartiennent qu'aux pays industrialisés, dans lesquels un travailleur, soutenu par les bénéfices de la sécurité sociale, peut se payer le luxe de passer quelque temps au chômage. Beaucoup de travailleurs, dans les pays plus pauvres, n'ont pas ce choix. Ils doivent forcément travailler à quelque chose, pour improductif ou mal payé que soit leur travail" .

Les moyens d'existence recouvrent toutes les activités qui assurent la survie et les conditions de vie des familles. L'emploi peut, par lui même, assurer ce mode de vie, mais dans la plupart des cas, les stratégies d'adaptation des gens de Riboque concernent une grande variété d'activités des divers membres de l'agrégat familial et ils se basent sur les multiples formes d'accès à des biens, aliments, revenus et sécurité. Par exemple, donner une valeur au seul travail rémunéré n'aurait aucun

Avec un seul travail, impossible d'y arriver.

Ilione est maçon, mais il a de plus en plus de difficulté à s'assurer un travail régulier -alors qu'il y a deux ans il avait eu six ou sept chantiers, l'année passée, il n'en a trouvé que deux; pour cela, il rend aussi divers petits services comme charpentier ou peintre. En outre, il se consacre au commerce des escargots de mer, il les prépare la nuit pour que sa femme les vende le lendemain au marché -" quand je n'ai pas de travail, je me débrouille avec ce talent ", affirme-t-il.

Claustrino vend de la quincaillerie sur un marché de rue, associé avec un ami: "ces choses pour ouvrir et fermer (gonds et charnières) , fermetures, clefs et verrous... mais chacun d'entre nous a sa partie, si c'est lui qui gagne, c'est à lui, si c'est moi qui gagne, c'est mon argent. ". le jour où la quincaillerie ne donne pas de revenu, l'un d'eux doit " s'y prendre à deux mains " et sortir chercher du négoce autre part. " Vendre en marchant, chercher du produit pour l'occasion -tablettes de bouillon, spaghettis, margarine, lait en poudre, dentifrice, ou ce qui tombe " -la règle est acheter bon marché dans les magasins et revendre dans la rue avec une petite marge de bénéfice. Claustrino est insistant : "si le client traîne, je l'appelle, je m'approche de lui". Pour ça la marchandise se vend : " parce que je pousse le client, il faut vendre oui".

Il y a des personnes, comme Orlando, qui sont toujours prêtes à faire quelque chose. Il ne refuse jamais un service -il est menuisier, mais il peut exercer comme charpentier, peintre, maçon, électricien en outre, il coud les chaussures, creuse des rigoles, coupe l'herbe... Orlando sait que " le travail sûr et certain est de l'histoire passée".

Xavier est du même avis: "aujourd'hui, on ne peut pas s'arrêter à attendre un seul travail, on doit sauter d'un côté à l'autre pour chercher ce qui donne".

sens quand la contribution de la production domestique non rémunérée (surtout des femmes) est d'une extrême importance pour la consommation privée des familles de Riboque.

Le nombre de personnes qui combinent leurs divers travaux informels avec la culture de petites parcelles de terrain ou l'éle-

Les terres loin de chez soi n'alimentent personne

Ilione a quelques petites glèbes, mais elles sont trop loin pour lui être d'une quelconque utilité. "Nous pouvons y aller en voiture, partir avec la faim et arriver là, ne rien trouver, et revenir ensuite avec plus de faim encore", affirme-t-il. "Quand j'habitais Angolares, je plantais de la patate douce, du manioc, de la matabala, mais en ville je n'ai plus cet espace, c'est pour cela que je parie d'avantage sur les chantiers", conclut-il.

Velcy a un terrain à Cova Barro qui ne lui sert pas à grand chose parce que "les choses ne restent pas: fruit à pain, banane, tout est volé ". Il a aussi une parcelle à Melhorada, mais ça ne vaut pas la peine d'aller jusque là: "j'y vais parfois, et la dame qui prend compte de cela me dit qu'il n'y a rien et elle me donne alors un litre d'huile de palme; ça ne vaut pas la peine de payer la course de voiture et me déplacer.

vage de petits animaux, bien qu'appréciable, n'est pas aussi significatif que dans d'autres quartiers suburbains de la capitale santoméenne. Trois facteurs concourent à ce résultat : la densité élevée de population et d'habitations dans le quartier, ce qui laisse peu de terrain libre pour des pratiques agricoles ; l'exode rural qui a éloigné nombre des nouveaux habitants de Riboque de leurs glèbes ou fermes d'origine ; et, enfin, le vol de plus en plus fréquent et systématique des produits agricoles et d'élevage.

Les interviews ont également montré qu'un nombre de plus en plus important de familles trouve un complément pour leurs économies domestiques dans les envois

ment convenable, de la nourriture variée, accès à l'eau et à l'électricité, de meilleurs services médicaux, des écoles plus efficaces, une subsistance sûre, des emplois satisfaisants-. Le revenu semble être, pour la majorité des personnes consultées, un moyen pour atteindre leurs fins et non pas une fin en soi (la preuve en est qu'une partie substantielle des plus values réalisées est redistribuée en activités qui rendent la vie plus digne d'être vécue mais qui n'ont pas de prix -l'entretien des relations avec les amis ou la solidarité familiale, par exemples). Toutes les activités valorisées socialement et culturellement n'ont pas forcément un prix sur le marché. En outre, si le fait de produire un revenu aide à résoudre quelques nécessités de base, il ne garantit pas, à lui seul, la santé, l'éducation des enfants, la stabilité familiale ou la sécurité sociale.

De la famille à l'étranger

Le frère de Lucindo vit au Portugal. Cette année, quand il est venu en vacances, il lui a laissé de l'argent : "vaille que vaille, avec cet argent, on fait un petit quelque chose".

Zé Rocha a aussi un frère au Portugal qui l'aide: "l'appui que j'ai le plus est que lui m'envoie parfois de l'argent; si j'ai besoin de quelque chose et que je ne peux pas l'acheter, cet argent arrive et moi j'achète".

Vitória a plusieurs frères et soeurs au Portugal et qui l'aident régulièrement: "aides matérielles, quelque chose dont j'ai besoin, parfois du matériel (de coiffure) que je commande -si c'est à leur portée, ils envoient; certainement que c'est une grande aide".

Adelino a des parents à Lisboa: "vous savez, dans le cas des vêtements et des chaussures, c'est difficile d'acheter ici, parce que c'est très cher, ce sont ces appuis que nous demandons et ils envoient".

occasionnels -en argent ou en nature- d'un parent qui travaille à l'étranger. Le Gabon et l'Angola et, surtout, le Portugal sont les pays où le flux migratoire d'habitants de Riboque a été le plus intense au cours de ces dernières années.

Les aspirations des gens de Riboque

Les gens de Riboque donnent de la valeur à beaucoup d'autres choses qu'un revenu élevé -presque tous désirent avoir un loge-

Il est vrai que lorsqu'ils sont interrogés sur leurs aspirations concrètes par rapport à l'avenir, la majorité des gens de Riboque de plus de 35 ans tient un discours pessimiste. Ils pensent que le manque de revenus constitue une puissante barrière à la concrétisation de leurs rêves et, en ce sens, les limitations économiques sont aussi envisagées comme des limitations d'opportunités. Ils préfèrent donc ne pas faire beaucoup de plan à terme et ne pas gaspiller beaucoup d'énergie pour ce qui va au delà du quotidien. Les attentes sont, en général, basses. La déception, le conformisme, le scepticisme sont les sentiments communs à la grande partie des personnes qui sont passées par l'expérience de la transition à une économie de marché.

On sent cependant que, à mesure que l'on descend dans la tranche d'âge des interviewés, l'inconformisme, l'insatisfaction, et - en même temps- le désir de se fixer des buts, d'avoir des ambitions, augmentent en raison inverse de l'âge. Il y a un niveau déterminé, (que nous pouvons situer entre 20 et 30/35 ans) où tous les gens de Riboque ont des idées bien définies et prétendent à leur " place au soleil ". La majorité des jeunes essaie alors de déployer des initiatives qui leur permettent de concrétiser leurs rêves (presque toujours de nature professionnelle). Pour cela, ils ont surtout

Avoir peur de l'avenir

"Des plans pour l'avenir? Je peux avoir des plans, mais je n'ai pas d'argent, ce qui revient à rien. Moi, je n'ai aucun avenir. Quel avenir j'ai ici ? Pour moi, je pourrais même mourir, si ce n'était pour les enfants. Je ne veux pas devenir vieille, non !" (Félícia, 46 ans).

besoin d'occasions à la hauteur de leurs capacités et de capacités adaptées aux occasions existantes. Les espérances par rapport au futur se rétrécissent forcément au fur et à mesure que le temps passe sans que ces aspirations se concrétisent -par absence de capacités ou d'opportunités.

Capacités versus opportunités

L'époque actuelle est universalisante et globalisatrice. La diffusion d'une culture internationale à travers la globalisation est aussi importante que la diffusion de processus économiques ou politiques. Par de nombreux moyens -musique, télévision, mode, commerce-, les idées et valeurs exogènes s'amalgament, de toutes parts, avec les idées et valeurs locales. D'autre part, " la société d'aujourd'hui est une société de changement, risque et incertitude ". Tout ce qui, jusqu'à il y a peu, semblait immuable est maintenant motif de réflexion critique, depuis les avancées technologiques et scientifiques jusqu'aux pratiques culturelles les plus traditionnelles. Nous assistons à ce que Touraine désigne par la " rupture entre les acteurs et les systèmes établis ". Ces transformations affectent les personnes de façon intime, transformant leur subjectivité et produisant de nouvelles subjectivités. Il existe une connexion croissante entre les influences universalisantes de la société et les dispositions personnelles. Une des conséquences de cela est l'expansion des mécanismes qui extraient les relations sociales et les systèmes symboliques de leurs circonstances locales pour les réarticuler dans des contextes plus vastes (ou vice-versa).

A Riboque, les nouvelles dynamiques imposées par le réajustement structurel et par la transition à l'économie de marché fournissent quelques matières à réflexion sur ce qui vient d'être exposé. En effet, la nécessité d'adaptation des jeunes de Riboque à cette conjoncture de changement semble être le principal responsable de l'émergence de formes d'interaction sociale basées sur la valorisation de concepts excentriques à la culture traditionnelle santoméenne: les vertus de l'épargne, l'esprit de risque, l'initiative entrepreneuriale, le travail comme une fin en soi.

Des jeunes avec des rêves

Juca, 26 ans, accumule le travail dans une auto-école avec quelques autres petits boulots -réparation de bicyclettes, petits services de maçon, etc. " Je dois faire beaucoup de choses pour réussir à ramener quelque chose à la maison" affirme-t-il. Mais lui aussi a son rêve: acheter un jour un téléviseur avec son lecteur de vidéo et passer des films dans les petites places du quartier. " J'essaie de viabiliser l'idée, mais ça ne donne pas de résultat " dit-il en se lamentant. Le problème est qu'il n'y a pas d'argent. "

Adália, 23 ans, est étudiante en 2ème année d'un cours d'obstétrique. Ce n'est pas facile pour elle de concilier son rôle d'étudiante avec tous ses autres rôles -compagne d'un homme, maîtresse de maison et mère d'un bébé de 4 mois -mais elle est bien décidée à y arriver. "rien au monde, ni aucun homme", ne l'empêchera d'avoir son diplôme de sage-femme. Après, ses plans sont ambitieux : "Vu le style des choses dans le domaine de la santé, je n'ai pas l'intention de travailler toujours pour l'Etat. D'ici cinq ou six ans, j'espère avoir tout ce qu'il faut pour monter une clinique " .

Eduardo a 27 ans. Il est jardinier, mais comme le salaire n'arrive pas, il fait aussi le manœuvre de maçon occasionnel. Toutefois il sait qu'il a un atout en main : le permis de conduire. Il lui faut juste " acquérir plus de pratique en conduite avant de chercher un emploi ". Pour l'avenir, il espère trouver une place comme taxi ou bien un emploi de chauffeur. "

"L'avenir..., moi je voudrais une vie meilleure: avoir ma propre maison, mon propre salon de coiffure ...", dit Vitória, 29 ans. Mais elle ajoute: "dans ce pays, il vaut mieux ne pas trop rêver, parce que ce rêve en reste là, il ne devient jamais réalité". Elle hésite: "bon..., s'il y avait un endroit où on pouvait dire: je vais exploiter à tel endroit, pour voir si j'obtiens un financement, un appui ou quelque chose, j'irais"

Pour Juvenal (26 ans) les projets relatifs à l'avenir passent par le secteur formel: il veut ouvrir son propre atelier de cordonnier: "avec patente et tout officialisé". Pour le moment, il travaille comme jardinier et parfois il arrange des chaussures chez lui, mais tout lui manque pour "parier sur la chaussure" - matériels, outils, un petit espace de travail "Ce que je gagne est pour le quotidien, ça n'arrive pas à résoudre le problème d'avenir " affirme-t-il, " mais si j'avais un atelier, je sais que la situation se normaliserait " .

Claustrino (24 ans) était aide tailleur à l'atelier de son cousin Fernando jusqu'au jour où celui-ci décida d'aller au Portugal. A 20 ans, il a hérité d'un petit atelier, avec tous les ustensiles du métier et quelques clients sûrs. Maintenant, son ambition est de donner de l'expansion à l'affaire, de créer des postes de travail, d'agrandir l'atelier : " Sauf que pour ça, mon pouvoir économique est un peu faible " regrette-t-il "J'aimerais qu'il y ait d'avantage d'appuis, des institutions qui puissent financer des jeunes avec des initiatives sérieuses"avoue-t-il

Les interviews réalisées ont permis de dépister quelques uns de ces modèles de comportement chez un nombre significatif (bien que minoritaire) d'interviewés. Il s'agit surtout de jeunes du sexe masculin, à l'âge compris entre 20 et 35 ans, avec

Saisir les chances

CLors de notre première entrevue avec lui, Lucindo (25 ans) s'est présenté ainsi: " Je suis maçon, peintre, plombier..., je m'y entends un peu dans chaque chose. Maintenant je me bats pour l'ouverture d'un magasin, avec l'aide d'un frère qui est au Portugal ". Cinq mois plus tard, le magasin était ouvert et le commerce marchait plus ou moins.. "J'ai beaucoup souffert",dit-il en se livrant, "ma mère m'a abandonné et j'ai dû lutter énormément. Je suis entré dans un atelier de couture, je suis sorti de la couture ; ensuite carrossier, mais je n'ai rien appris ; après je suis rentré dans un chantier, je me suis consacré à maçon, j'ai appris quelque chose, mais le travail était très dur. Maintenant, ce frère m'a laissé un petit peu d'argent et avec cet appui, j'ai ouvert le magasin ". Ses plans pour l'avenir : " monter dans la vie en travaillant".

Cesário (30 ans) a une histoire de réussite à raconter: "Ma vie de commerçant est issue du fait que mon père a trouvé des femmes et il a abandonné la maison. C'était l'époque où je terminais la 11ème classe, ma mère faisait des gâteaux et elle les mettait ici devant la porte et mes sœurs les vendaient. La vie devint plus difficile et je fus moi aussi forcé à faire du négoce : aller chercher des boîtes de jus de fruits et de bières dans les bars, les laver et faire du yaourt. Alors j'ai eu l'idée de faire ce commerce-ci : j'ai commencé par acheter quelques planches et poteaux et j'ai installé ce kiosque ; j'avais un ami qui à ce moment là m'a prêté l'argent, mon oncle aussi m'a prêté de l'argent et j'ai réussi à démarrer. J'ai acheté quelques produits, je me suis débrouillé pour trouver un frigo par le même ami et le commerce est allé en évoluant. J'ai réussi à me marier, j'ai fait faire des meubles et quelques bricoles en plus. Plus tard, j'ai fait un kiosque tout près de la maison, après j'en ai pris un autre plus loin et plus tard, j'en ai installé encore un autre ."

La vie de Salvador (29 ans) a été tourmentée: "Pour mes parents, il fallait que j'ai une carrière de professionnel, vu que j'avais perdu la scolaire. Pour cela, en 85 je suis allé à une menuiserie. J'en suis sorti en 87 et je suis allé à une autre. En 87, j'étais un gamin en cours d'apprentissage. En 88, je suis allé travailler avec un autre menuisier, j'avais d'immenses difficultés mais je savais faire quelque chose pour gagner de l'argent. Jusqu'à ce que j'aie un accident et reste au chômage. Je suis alors allé travailler à la campagne, faire la pulvérisation des plantes. Un jour, je suis parti au travail sans petit déjeuner, j'ai travaillé avec un produit très toxique, je me suis évanoui et j'ai été recueilli par des gens qui me connaissaient. J'ai alors abandonné ce travail. Ensuite, je suis allé aider à faire de l'eau de vie. Fin 89, je travaillais comme menuisier. De nouveau au chômage. En 90, j'avais 19 ans, j'ai commencé à travailler tout seul. Je voulais survivre et j'avais une profession, c'est pour cela que je me suis mis à travailler pour des gens et quand j'avais des difficultés, je faisais des petits boulots. En 92 apparaît la situation militaire. Quand je suis sorti de la troupe, je suis allé travailler comme menuisier pour un monsieur, mais il est parti loin, en voyage, et j'ai eu la vie un peu difficile. J'ai travaillé comme agent de sécurité et j'ai été forcé à être aide de tronçonneur. A ce moment là, j'avais déjà femme et enfants. Je me suis alors rendu compte que ce terrain était abandonné et j'ai demandé à son propriétaire qu'il me laisse un espace pour faire un atelier (de menuiserie) et, grâce à cela, depuis lors, je vis plus ou moins équilibré".

presque toujours un parcours assez tourmenté et une personnalité moulée dans cette lutte quotidienne contre les adversités. Ayant réussi à grimper dans la vie à la force du poignet, ils ont atteint des niveaux d'aisance économique inconnus dans la majorité de la population et ils ont une histoire de succès à raconter. Ce sont, aux yeux des autres habitants de Riboque, de petits entrepreneurs qui ont réussi.

Ces personnes ont su interpréter le sens des changements sociaux et économiques des dernières années, en les traduisant en altérations effectives de comportement. En adaptant leurs habitudes et attitudes aux caractéristiques volatiles d'une société en transition, ils ont réussi à gérer les tensions, amortir les chocs culturels et psychologiques et créer leurs propres chances. Leur capacité à réaliser des aspirations et à produire des changements réels dans la qualité de vie continue, malgré cela, à être intimement liée à la capacité de convoquer des solidarités à l'intérieur des réseaux extensifs de parenté et d'amitié. Il est certain que, en parallèle à la logique familiale d'accumulation et redistribution, se dessine une logique mercantiliste d'accumulation et investissement, mais l'aide des gens de la famille et des amis est toujours le moyen le plus rapide de réunir les appuis nécessaires à la viabilisation d'une entreprise ou d'un commerce donné.

Le fait que ces jeunes établissent un lien fortuit entre les capacités et les occasions est également significatif, ils reconnaissent ainsi que la possibilité d'explorer un éventail plus varié d'options dans les divers domaines de leur vie est lié au développement de leurs aptitudes dans ces mêmes domaines.

Les entrevues réalisées montrent également que la réponse des femmes aux nouveaux dynamismes, tensions et conflits imposés par la libéralisation de l'économie continue à être conditionnée par de forts mécanismes discriminatoires -en grande partie d'origine culturelle- qui créent une inégalité de chances et de capacités par rapport aux hommes. Tandis qu'elles jouent des rôles traditionnels dans une société en changement, sujettes à diverses

sortes d'abandon, discrimination et carences matérielles, insérées aux échelons les plus bas de la stratification sociale et économique, c'est en elles que se reflètent toutes les tensions, tous les conflits entre tradition et modernité. A Riboque, ce sont elles qui contrôlent le petit commerce informel (et, en ce sens, ce sont elles qui sont aussi le principal ciment de liaison entre les dynamiques microéconomiques et macroéconomiques), mais le poids des mécanismes de reproduction sociale et culturelle liés à la famille et à la maternité leur interdisent souvent de s'assumer comme des agents plus actifs du changement. Pour la majorité de ces femmes, l'économie informelle est surtout une extension de l'économie domestique et, à la rationalité productive du marché, elles opposent un autre type de rationalité qui repose sur l'entraide familiale et la redistribution des plus-values.

L'altération des codes de conduite et des comportements associés au phénomène de la pauvreté semble être, pour les femmes de Riboque, un problème d'ordre culturel autant qu'une question sociale ou économique. La capacité de contrôle symbolique sur la sexualité et la fécondité est certainement décisive, mais il existe un autre facteur, non moins fondamental, et c'est la capacité de contrôle et gestion des revenus gérés. En effet, à mesure que la solidarité masculine à l'intérieur des réseaux de parenté devient plus diffuse, l'importance économique des réseaux d'entraide reposant sur le travail féminin augmente -l'argent gagné est obligatoirement redistribué dans le cercle élargi des relations familiales. Il est difficile, dans ces circonstances où les revenus sont presque tous canalisés vers la subsistance familiale, de gérer des épargnes qui puissent ensuite se traduire en plus de développement humain.

Pour les femmes de Riboque à revenus bas, la difficulté à faire des économies est, de cette façon, une barrière qui les empêche d'atteindre leur indépendance économique et d'augmenter leurs chances et leurs capacités. La solution passe peut-être par le crédit populaire, mais les expériences dans ce domaine n'ont pas toujours été concluantes -il existe une certaine

Développer les capacités

Avec la croissance du commerce des Kiosques, Césarío a commencé à avoir quelques problèmes de gestion: "Je n'avais aucune comptabilité organisée et, comme conséquence, des vols ont eu lieu, desquels je ne me rendais pas compte ", affirme-t-il " celui qui s'est rendu compte c'est le fournisseur; parce que je lui laissais beaucoup d'argent et ensuite les versements diminuaient. Il m'appela et me demanda ce qui se passait. J'ai alors décidé de louer deux de mes quatre magasins ; comme cela, je reçois un paiement en gros, sans problème " Cesário sent que, pour progresser dans le commerce, il a besoin d'élargir ses connaissances: "J'aimerais bien faire une formation dans le domaine que je développe, gestion hôtelière ou gestion commerciale, pour pouvoir mieux gérer et rendre mon activité plus lucrative. "

Salvador est satisfait de sa menuiserie "Depuis que j'ai l'atelier, je vis plus ou moins équilibré et je fais en sorte que les autres vivent plus ou moins équilibrés ", affirme-t-il " Parce qu'ici j'ai un individu qui travaille avec moi et qui est chef de famille, et j'en ai deux autres plus jeunes qui ne sont pas chefs de famille mais le seront sous peu, parce qu'ils ont déjà 18 ans. Ça veut dire que j'emploie 3 personnes, et qui sait, avec le financement qui doit venir pour mon projet, peut être qu'un jour j'aurai la possibilité d'en employer quatre de plus " . Le projet dont parle Salvador est issu de sa participation à un cours de gestion pour les petites et micro entreprises : "J'ai profité de tout ce qu'il y avait de bon pendant ces trois mois, mais le meilleur profit, celui dont nous avons le plus besoin -qui est le financement- n'est pas encore apparu. La formation s'est terminée avec l'élaboration de ces projets et la promesse de chercher du financement. Je ne sais pas quelle est la conclusion finale, mais on nous dit que les choses vont par le bon chemin".

méfiance vis à vis des appuis institutionnels considérés comme trop compliqués et exigeants. Malgré cela, l'expérience de nombreuses femmes en initiatives de crédit de groupe semble être en train de laisser des semences très importantes. On peut noter qu'il existe une capacité croissante d'auto-organisation et d'entraide, une plus grande facilité à créer -sans aucun appui extérieur- des schémas originaux d'auto-financement qui se basent sur des principes de cohésion corporative et de responsabilisation collective.

Conclusion

Riboque est une agglomération suburbaine aux portes de la capitale santoméenne habitée majoritairement par des gens pauvres ou très pauvres, sans source de revenus sûre ni travail régulier dans le secteur formel de l'économie. Le quartier a d'énormes carences d'ordres divers : logement, infrastructures de base, santé, assistance sociale. Sous cet angle, nous pou-

C'est difficile d'épargner

Cacilda, vendeuse de rue à Riboque, a été liée à "un projet qui prêtait de l'argent aux palaiês". Le programme avait deux composantes distinctes : une formation socio-économique et un système de micro-crédit. Avec huit autres femmes, Cacilda était intégrée dans un " groupe d'activité économique ", elles conservaient-toutes leurs petits commerces dans la rue, mais l'accès au crédit était dépendant d'un principe de responsabilisation collective.

Les choses fonctionnaient de la façon suivante: Cacilda demandait 200 000 dobras prêtés; au bout de 15 jours, elle commençait à amortir sa dette en versant 20 000 dobras par semaine. Si elle manquait un paiement, la semaine suivante, elle devait verser 40 000 dobras plus les intérêts pour le retard. La concession d'un nouveau crédit dépendait de deux facteurs : la liquidation totale du prêt antérieur et l'absence de dettes à l'intérieur du groupe -et donc, si l'une des femmes avait des dettes accumulées, cela faisait interdire la concession de crédit à toutes les autres. Outre la quantité stipulée pour l'amortissement de la dette, chacune des femmes devait aussi déposer toutes les semaines 3 000 dobras dans une " caisse d'épargne " ; et si l'intéressée n'avait pas de dettes, elle pouvait retirer son épargne quand elle le voulait.

Cacilda pense que c'était très difficile de mettre de côté l'argent nécessaire à l'amortissement de la dette: "cette quantité que nous prenions prêtée, on devait faire des sacrifices pour payer; or on vit selon le commerce -si le commerce ne donne pas, on n'a pas d'argent pour payer ". Elle avouait: "Toute la semaine j'avais la tête en ébullition à cause de l'argent. Je suis encore avec la peur de l'argent ! "

Cacilda de conclure: "je préfère ne pas prendre d'argent et vivre selon ce que je gagne -le matin j'achète de la marchandise pour 50 000, si je vends pour au moins 10 000/15 000, j'achète de la banane et du poisson pour manger; si je vends pour 2000 de plus, j'achète de l'huile, si je vends pour 3000 de plus, j'achète du pétrole. Ensuite, ce que je vends est pour acheter plus de marchandise le jour suivant ".

vons affirmer qu'il possède des caractéristiques identiques à celles des autres quartiers périphériques de la ville. Mais toutefois, le fait d'être la plus ancienne des localités péri-urbaines lui confère une certaine spécificité qui se traduit en un ensemble de traits urbains très appuyés, par opposition au caractère semi-rural des autres zones périphériques de la capitale.

Riboque a, en fait, une plus forte densité de population et une plus grande concentration de logements dans un espace relativement réduit -ce qui, en plus d'avoir provoqué la disparition de certains signes de ruralité (les courettes, l'élevage d'animaux), a rendu plus complexe la gestion des formes traditionnelles de sociabilité, ainsi que la distinction claire entre les

domaines public et privé. Il y a un relâchement des liens communautaires, visible dans les relations plus tendues et distantes entre voisins et dans la perte progressive de l'importance de certains lieux traditionnels de reproduction culturelle et de convivialité -les sociétés récréatives, les terrasses-dancings, les groupes de tragédie⁴¹ ou de socopé⁴², etc. Malgré tout cela, Riboque continue à être quelque chose de plus qu'un simple dortoir aux portes de la ville : sa rue principale mouvementée est un centre relativement actif de petits commerces informels et ses habitants mènent une vie sociale intense, reposant sur un réseau élargi de relations de parenté et d'amitié, etc.

Les gens de Riboque ont très souvent un discours pessimiste par rapport au présent. Ils attribuent fréquemment la source de leurs problèmes à des questions politiques et économiques, externes à leur cercle de décisions et responsabilités (et, pour cette raison, virtuellement incontrôlables par eux), comme l'incompétence et la corruption des gouvernements, ou le chômage ou les bas salaires. Si on les interroge sur les changements survenus au cours des dernières années, la majorité affirme que leur situation est actuellement plus difficile qu'il y a dix ou douze ans. Le sentiment que le processus de réajustement structurel a aggravé les injustices sociales et a provoqué une dégradation du niveau de vie est généralisé. L'ouverture sur l'extérieur (surtout des moyens audiovisuels) a renforcé la conscience de leur pauvreté. La confiance dans les institutions est très faible, les plaintes par rapport à l'Etat fréquentes.

Il importe, toutefois, d'établir une distinction entre le discours que les acteurs sociaux produisent sur eux-mêmes et la réalité effectivement observable. Les données recueillies indiquent que les individus formulent, dans les domaines les plus divers -santé, alimentation, éducation, emploi - des stratégies complexes et créatives pour faire face à l'adversité et contourner les difficultés. Ces stratégies reposent sur les réseaux élargis de solidarité familiale et de parenté par alliance (compadreo= " compérage "⁴³) qui agissent dans le sens de l'entraide et de la

redistribution. Les gens de Riboque savent bien qu'ils arrivent à affronter les difficultés quotidiennes avec d'autant plus d'efficacité que leur insertion dans une trame complexe d'obligations et devoirs mutuels est plus forte. Le système de parenté, caractérisé par l'aspect transitoire des unions domestiques et par la grande mobilité dans la composition des agrégats familiaux donne ainsi naissance à des comportements codifiés qui valorisent la redistribution à l'intérieur de réseaux élargis, reposant sur la consanguinité et l'alliance. Les relations d'amitié, de "compérage" et parrainage créent aussi des relations et des liens de complicité qui assument diverses formes d'entraide.

L'importance économique des solidarités convoquées à l'intérieur des réseaux de relations est particulièrement évidente dans le cas des stratégies informelles de subsistance (ou moyens d'existence) : la majorité des gens de Riboque -en l'absence de travail sûr et certain- subsiste par le biais d'un ensemble hétérogène et irrégulier d'activités informelles, commerces de rue et services variés; sachant que les informations sur ces petits boulots sont presque toujours passées de "bouche à oreille", il est vital que chaque individu soit inséré dans une maille serrée et efficiente de relations sociales. D'autre part, ces activités de subsistance concernent pratiquement tous les membres de l'agrégat familial, chacun cherchant différentes sources d'alimentation, combustible, revenus et aide. Le moyen d'existence de Riboque dépend aussi, dans une bonne mesure, puisqu'il couvre toutes les activités qui assurent la subsistance d'une unité domestique, du bon fonctionnement des réseaux extensifs d'entraide et redistribution familiale.

Mais en dépit de l'importance des codes traditionnels de comportement, le fait est que certaines sociabilités sont devenues plus lâches et ne fonctionnent plus comme filet amortisseur de la crise économique; des groupes jadis protégés par les mailles serrées des attitudes codifiées -les malades, les gens âgés, les femmes,- se retrouvent aujourd'hui parmi les plus vulnérables et les plus exposés à la pauvreté. Le cas des femmes est particulièrement

Il est possible d'épargner

Cacilda, vendeuse de rue à Riboque, a été liée à "un projet qui prêtait à Sami et Alda vendent des vêtements d'occasion au "marché du barda" situé sur l'un des accès à Riboque. Elles pensent qu'il est difficile de faire des économies, parce qu'il y a toujours des obligations morales et des devoirs de famille qui les poussent à partager les revenus. "L'argent qu'on amène à la maison ne fonctionne pas, on dépense tout", explique Sami. Elles ont été toutes les deux intégrées dans un projet de micro-crédit pour des femmes, mais elles n'ont pas aimé du tout, parce qu' " il y avait beaucoup d'embrouille, beaucoup de directeurs " Une de ces semaines, Alda propose que soit organisée une " xiquilá " parmi les vendeuses du marché. La " xiquilá " est une forme traditionnelle d'autofinancement et auto-épargne à nouveau très populaire parmi les palaiês et les vendeuses de rue. " La différence par rapport aux projets, c'est que xiquilá est notre affaire à nous", affirme Alda.

Sami, Alda, et seize autres vendeuses se sont mises d'accord sur le montant à verser chaque jour pour la xiquilá : 25 000 dobras. "On fait des billets et on tire au sort tous les jours ces 450 000 dobras ", explique Sami: "A chaque fois, l'une d'entre nous reçoit l'argent. Si quelqu'un ne réussit pas à mettre la quantité ce jour là, on arrête et on attend. On attend le temps qu'il faut jusqu'à ce qu'elle mette l'argent, c'est seulement alors que la xiquilá" avance " . Au bout de ces dix huit jours utiles, si tout se passe bien (c'est à dire si personne ne prend du retard), le schéma recommence.

Selon Sami, "l'argent est pour acheter chacun ce qu'il veut: des habits pour vendre, des marmites, matelas, radio, sac pour l'école... ; seulement pas de quoi manger ni de quoi boire ". Pour Alda, l'avantage de la xiquilá "c'est qu'on a comme cela de l'argent qu'on n'apporte pas à la maison " .

significatif : à Riboque, les problèmes sociaux et économiques ont un effet multiplicateur quand ils tombent sur elles, étant donné qu'il existe toujours de puissants mécanismes discriminatoires par rapport au genre. Le fardeau des politiques d'ajustement structurel est plus lourd pour les femmes que pour les hommes car ces politiques les affectent à la fois en tant que mères, chefs de famille (c'est elles qui sont, en majorité, les chefs des foyers monoparentaux), travailleuses domestiques (ces tâches sont infra-valorisées, étant donné leur caractère non mercantile), et productrices de biens et services (malgré l'inégalité des chances, ce sont elles qui contrôlent la majeure partie du commerce informel).

La rupture des consensus symboliques et des rôles masculins autour de certaines normes et valeurs liées à la famille est un des facteurs responsables du surplus de

vulnérabilité des femmes face à la crise économique: s'il est vrai que les réseaux extensifs de solidarité familiale jouent une fonction sociale et économique importante, il n'en reste pas moins vrai que le système de parenté traditionnelle révèle des signes de fracture par rapport à ses acteurs masculins -ce qui est particulièrement visible dans l'usure des codes de conduite inhérents aux relations co-résidentielles et aux relations de visite. Ce fait accompli représente, dans un contexte familial marqué par des taux de natalité élevés et un grand nombre de foyers monoparentaux, une charge supplémentaire de tâches pour les femmes. Elles répondent à cela en augmentant la quantité de leur travail, en diversifiant les stratégies de subsistance et en renforçant les chaînes de solidarité féminine dans les réseaux de parenté extensive. Malgré cela, leur vulnérabilité sociale et économique augmente significativement.

D'autre part, cette multiplication des responsabilités a un autre volet: elle promet une plus grande autonomie personnelle et économique des femmes par rapport à la domination masculine et elle est à l'origine d'une recomposition cognitive de certains comportements féminins. Il est par exemple notoire que la capacité croissante des jeunes femmes de Riboque de contrôler leur sexualité est en passe de provoquer un désinvestissement symbolique entre fertilité et féminité. Le fait de reconnaître qu'un nombre excessif d'enfants est un facteur aggravant sur les conditions de vie et qu'il applique un facteur exponentiel à la misère est d'actualité. Un nombre croissant de jeunes essaie ainsi de gagner le contrôle sur son corps. De ce fait, elles sont en train de promouvoir la rupture des rôles sociaux et des consensus symboliques dans le cadre du système de parenté traditionnelle.

Tous les gens de Riboque ont leurs aspirations, leurs rêves (qui passent par beaucoup d'autres choses qu'un revenu élevé - conditions de logement, santé, stabilité familiale, etc.) mais ces attentes sont plus hautes chez les jeunes. La capacité à établir des buts spécifiques et à poursuivre des objectifs définis augmente en raison inverse de l'âge. Ce sont en fait ceux qui

ont entre 20 et 35 ans et qui n'ont pas connu les impacts psychologiques des deux grands événements structurels de l'actuelle société santoméenne -l'indépendance et la transition pour la II République- qui se trouvent dans les meilleures conditions pour interpréter les signes de changement, en les codifiant en aspirations et comportements concrets. Parmi les plus âgés, le sentiment d'être orphelin par rapport à l'Etat se traduit fréquemment en attitudes de conformisme, manque d'initiative et scepticisme par rapport à l'avenir.

L'altération graduelle des habitudes et mentalités parmi les jeunes Santoméens répond aux changements politiques et économiques locaux, et représente un effort d'adaptation de leurs codes de valeurs aux caractéristiques d'une société en plein processus de transition. Mais c'est aussi une réaction aux stimuli et influences qui viennent de l'extérieur. Dans une période de plus en plus globalisante, au cours de laquelle on assiste à la diffusion d'une culture mondiale et à la relativisation des différences, des transformations se produisent, qui affectent les individus et les communautés. Une des conséquences de cela est la co-existence, dans un même système symbolique, de pratiques culturelles traditionnelles et d'influences culturelles exogènes. Il existe, en outre, une connexion croissante entre les tendances de la société allant vers la mondialisation et les dispositions personnelles : plus de liberté est donnée aux individus, mais un effort constant d'imagination et de réinterprétation symbolique de leurs rôles sociaux est aussi exigé d'eux.

A Riboque, la nécessité d'adaptation des jeunes à une conjoncture de changement et progressive ouverture à l'extérieur est en train de provoquer l'émergence de nouvelles formes d'interaction sociale basées sur la valorisation de concepts excentriques à la culture traditionnelle: capacité d'épargne, esprit de risque, ambition entrepreneuriale. L'aptitude de ces jeunes pour concrétiser leurs aspirations semble dépendre de la façon dont ils arrivent, simultanément, à gérer les solidarités redistributives dans le cadre des réseaux traditionnels d'entraide et à mettre en pra-

tique une nouvelle logique mercantiliste d'accumulation et investissement.

Chez les femmes, cette capacité de réinvestir les revenus accumulés est relativement moindre. La raison principale de cette difficulté à épargner semble être la croissante importance économique des réseaux féminins de redistribution et entraide. En effet, la contribution du travail féminin pour la subsistance des familles augmente à mesure que se fragilise la solidarité masculine dans le cadre des structures de parenté traditionnelles; il devient alors de plus en plus difficile pour les femmes de gérer des plus-values qui puissent se traduire ensuite en investissements productif ou en supplément de bien-être. Malgré tout, quelque chose est en train de changer -les jeunes femmes de Riboque qui se consacrent au commerce informel révèlent une capacité croissante d'organisation et elles tentent, par leurs propres moyens, de créer des schémas d'auto-financement qui leur permettent de gonfler leurs options de vie.

La pauvreté se manifeste au travers de la privation de vie que les personnes pourraient avoir. Elle peut impliquer non seulement le manque de biens nécessaires au bien-être matériel, mais aussi la négation des chances et des capacités pour vivre une vie tolérable. Cela étant posé, le Développement Humain -entendu comme un processus susceptible d'élargir les possibilités réelles des individus à réaliser leurs aspirations- prend une signification spéciale en s'articulant avec un autre concept -celui de mode d'existence durable.

Par mode d'existence durable (sustainable livelihood)³⁴ on désigne toutes les formes de vie qui:

- ne compromettent pas la sécurité personnelle;
- sont assez stables pendant un laps de temps significatif (sans, évidemment, aucune garantie);
- sont bénéfiques pour les individus, les communautés et les consommateurs des produits/services;
- ne sont pas incompatibles avec la conservation de l'environnement.

A Riboque, le mode d'existence de la plu-

part des familles, bien qu'adapté aux circonstances, est clairement instable -et, par conséquent, pas durable. Comme nous avons pu voir, il existe des exceptions significatives parmi les couches plus jeunes de la population, mais la majorité des personnes est toujours privée des occasions et capacités fondamentales. Quoi faire alors, dans ce quartier suburbain, pour promouvoir les conditions nécessaires au développement humain ? Si la pauvreté est pour une grande mesure une question culturelle, la réponse à cette question dépend, entre autres, de l'articulation entre la subjectivité des individus et la rationalité symbolique des systèmes sociaux et économiques. Le point de rencontre entre sujet et culture est indiqué, selon Bourdieu, par le concept de *habitus*³⁵.

La notion de *habitus* couvre toutes les dispositions persistantes qui sont intériorisées par l'individu tout au long de sa vie et qui déterminent sa façon de penser et d'agir. L'*habitus* engendre du sens individuel, parce qu'il est incorporé dans chaque personne, mais c'est en même temps un produit social et collectif, parce qu'il reproduit des pratiques partagées entre les membres d'une communauté. C'est dans une certaine mesure un mécanisme défensif, étant donné qu'il tend à éluder le changement et à rejeter la différence, mais on ne peut pas le comprendre dans un sens déterministe et immuable -"les dispositions collectives qu'il génère sont persistantes, de longue durée et lente transformation, mais elles ne sont pas immuables"³⁶.

Il est possible de modifier l'*habitus* si les perceptions structurées et les systèmes symboliques d'une communauté changent de façon réflexive, en rendant l'inconscient conscient et en altérant les représentations du monde réel. Cela revient à convertir les sujets en acteurs, en affirmant, par un effort d'imagination, chaque individu comme un artisan des transformations dans la vie de la communauté. L'*habitus* peut, dans ces conditions, constituer un mode d'affirmation de l'identité par le biais d'une action dotée d'un sens individuel et collectif ; les fractures de continuité dans les ordres symboliques

provoquent alors de véritables révolutions culturelles, qui intéressent la majorité des membres de la société.

Quand, au contraire, l'*habitus* agit en défensive, une rupture se produit entre l'instrumentalité et l'identité, une dissociation entre les conditions objectives du changement social et économique et le système d'échelle de valeur structuré historiquement et culturellement par la communauté³⁸. Deux choses peuvent alors arriver: ou la vie de la majorité des personnes devient un ensemble discontinu de réponses à des stimulus externes, ou la fracture de continuité dans l'ordre symbolique donne lieu à des comportements déviants de la part de groupes spécifiques, sans que la majorité de la population soit concernée³⁹.

Espace de tensions dynamiques et pulsions diverses, scène de conflictualités et dialogues, l'*habitus* de Riboque est un point de confluence entre la tradition et l'innovation, entre le sens individuel et le sens collectif. En lui se croisent des continuités culturelles fondamentales (les réseaux

extensifs de parenté et "compérage", la pression sociale dans le sens de l'entraide et de la redistribution) et des phénomènes complexes de changement (le relâchement des liens de convivialité et de voisinage, la rupture de certains rôles en rapport avec la parenté ou la sexualité, la valorisation symbolique de concepts et attitudes extérieures au cercle des comportements hérités). Dans ces conditions, le développement humain se joue autant dans le cadre du système économique et social que dans le cadre du système culturel et symbolique: il est possible - à partir du moment où l'*habitus* ne fonctionne pas en défensive- d'altérer des aspects culturels déterminés, de même que peuvent se modifier des variantes économiques et politiques données. Cela passe par la promotion des capacités d'auto-réflexion (individuelles et collectives) de la société de Riboque pour se pencher sur ce qui conditionne sa pratique présente et future. En canalisant la subjectivité des acteurs sociaux dans le sens de la liberté individuelle et de la responsabilité collective, des changements favorables au développement humain se produiront certainement.

³²Principal groupe ethnique santoméen

³³Anciens ouvriers des roças, originaires d'Angola et Mozambique

³⁴Groupe ethnique du Sud de l'île

³⁵cinq petits magasins construits en bois

³⁶eau de vie de canne

³⁷tubercule comestible, à la saveur et à la consistance semblables à la pomme de terre

³⁸petite vallée ou dépression de terrain

³⁹Rapport du Développement Humain STP -1998, Pg 72-74

Fruits courants à S. Tomé

⁴⁰c'est à dire qu'il divise la semaine entre plusieurs femmes.

⁴¹La Tragédie ou "Tchiloli" est une forme syncrétique de théâtre populaire dont l'origine est dans un texte médiéval européen.

⁴²Les Socopé sont des sociétés musicales organisées sur une structure hiérarchique rigoureuse. Les textes des musiques servent presque toujours à exposer les problèmes de la communauté ou bien à faire une critique sociale ou des coutumes.

⁴³Les compères sont les pères de chacun des membres d'un couple. Ce peuvent être aussi le père et le parrain d'un enfant.

CHAPITRE VI

Emigrants santoméens au Portugal: Une contribution au développement humain

Introduction

L'hypothèse centrale qui oriente la recherche est qu'il existe des logiques culturelles qui rendent terriblement difficiles non seulement les changements sociaux désirés mais encore la faisabilité, la praxis des changements politiques et économiques, en principe réalisés pour le Développement Humain.

Dans ce cadre général, l'étude de cas des Santoméens au Portugal signifie qu'on s'est efforcé de situer les émigrants au centre du DH. En effet, si on veut bien aller ponctuellement au-delà du cas santoméen, un certain nombre de raisons voudraient qu'on prenne forcément les émigrants en compte pour analyser le Développement Humain.

Tout d'abord, le fait de se trouver à l'extérieur ne les empêche pas de faire toujours partie de ce pays et ignorer les absents équivaldrait en fait à exclure une partie des populations. Le développement humain appartient aux personnes et il est fait pour elles, indépendamment de leur lieu de résidence. Dans un monde où les mouvements de population sont de plus en plus amples et fréquents, on ne peut pas présenter un degré de développement d'un quelconque pays comme si ses émigrants ne lui appartenaient pas.

Deuxièmement, parce que les émigrants présentent fréquemment des niveaux de développement humain très différents de ceux qui sont restés au pays et les ignorer peut signifier une distorsion de certaines parties de la réalité et, par conséquent, de l'ensemble. Cela est à souligner quand il s'agit de pays dont les indices d'émigration

de population, soit très marginale soit très qualifiée, sont élevés. Dans le premier cas les indices de développement humain vont apparaître plus hauts qu'ils ne le sont en réalité et dans le second, c'est le contraire qui va se passer puisque ceux dont l'indice est le plus élevé ne sont pas présents.

En troisième lieu et associé au point antérieur, parce que, si les niveaux de développement humain sont très différents entre la population du pays d'origine et les émigrants, il se peut qu'il soit vital d'intervenir en priorité sur ces derniers. Dans le cas où ces émigrants présenteraient des niveaux plus bas, cette intervention est en effet nécessaire et prioritaire parce qu'ils n'arriveront pas par eux-mêmes à gérer des capacités pour le changement, étant donné que les cas d'extrême nécessité ne le permettent pas en général. Si l'écart par rapport à la population du pays indiquait un niveau très supérieur, ils doivent alors occuper le centre de l'attention pour des raisons d'effectivité et d'efficacité. Le "transfert inverse de technologie" ne peut pas être ignoré si on se réfère à des pays dont la main d'œuvre qualifiée est très limitée et où les moyens pour en former une de rechange sont rares.

Bref, si les arguments ci-dessus peuvent permettre d'apprécier globalement la pertinence d'inclure les émigrants dans le RDH, dans le cas particulier santoméen, les migrations font partie intégrante de l'histoire du pays, lequel pays s'est constituée sur un lieu de passage, comme nous le verrons maintenant

Depuis sa découverte en 1471 jusqu'au

moment présent, S. Tomé e Príncipe a été une terre de migrants. Pendant cinq siècles elle le fut comme récepteur et lieu de transit; très récemment comme émetteur. Un résumé de son histoire peut permettre une approche des périodes les plus significatives du phénomène migratoire dans ces lieux.

Au XV siècle, les Portugais arrivent d'Europe. Ils sont alors en pleine expansion outre-mer. Ils font de ces îles un centre de concentration d'esclaves et d'une agriculture d'exportation basée sur la canne à sucre.

Bien qu'on observe, tout au long du XVI siècle, l'arrivée de commerçants européens, selon le récit du chroniqueur connu sous le nom du "pilote anonyme"², ce sont les esclaves en provenance de la côte occidentale du continent qui forment le gros de la population qui demeure sur les îles. Les immigrants européens, y compris ceux de la métropole portugaise ont toujours constitué une minorité. Au début du XVI siècle, on pense qu'ils n'arrivaient pas à un millier, et depuis lors leur nombre est en train de baisser, de façon permanente et progressive (Caldeira, 1999:45).

Une deuxième arrivée notable d'immigrants se produit lors de la culture et exploitation du café et cacao pendant les XIX et XX siècles. En plus des esclaves en provenance du golfe de Bénin du début, avec l'abolition postérieure de l'esclavage sont arrivés des travailleurs, dénommés "serviçais", en provenance de Guinée-Bissau, Angola, Mozambique et, enfin, du Cap-Vert.

Ce caractère de récepteur de migrants a été substantiellement modifié avec l'Indépendance. C'est alors le départ d'une grande partie de la colonie portugaise, à laquelle s'ajoute, de façon ininterrompue, une portion considérable de Santoméens. Le Gabon, l'Angola et le Portugal sont, à l'heure actuelle, les principales destinations³.

L'existence récente d'une appréciable population émigrante après des siècles d'immigration devrait justifier en soi son inclusion dans toute étude sur les Santoméens, puisqu'elle peut constituer un

indicateur de changement très éloquent.

Elle devrait permettre en même temps de réaliser une lecture de STP et du changement de cap, orienté vers le DH, en partant d'une situation de contrôle social supposé moins fort que celui sévissant dans les îles et d'une conjoncture économique et politique différente elle aussi. Cette distance peut aider à l'approfondissement de la logique culturelle santoméenne, car les contextes d'émigration -surtout pour la première génération- sont fréquemment privilégiés pour représenter, reproduire et réfléchir sur sa propre culture.

Elle peut également ouvrir un espace de dialogue entre résidents et émigrants santoméens et faciliter l'analyse de la participation potentielle des professionnels qualifiés, actuels et futurs, dans ce changement.

Réaliser une étude relativement approfondie avec les professionnels qualifiés santoméens au Portugal est rendu plus aisé par leur nombre réduit et leur localisation dans des zones concrètes mentionnées.

En prenant cet avantage en considération ainsi que le fait d'avoir le changement comme sujet d'étude, il a été décidé d'inclure les étudiants universitaires, pièces-clés en puissance pour l'avenir de STP et première référence de comparaison dans le temps. Contrairement aux adultes, ces étudiants ont grandi dans un pays indépendant et le régime de parti unique fonctionnait déjà quand ils n'étaient encore que des enfants. Leur formation universitaire s'est déroulée dans un contexte démocratique dans leur pays d'origine et au Portugal, et dans une économie de marché généralisée, ce qui les distingue clairement de la génération antérieure qui forme actuellement le gros des professionnels qualifiés.

Le poids de l'étude sur les professionnels qualifiés présents et futurs s'est porté sur trois questions fondamentales:

Premièrement, connaître leur vision sur l'avenir de STP, en essayant de comprendre les acteurs et les facteurs les plus marquants pour le changement et le DH.

Deuxièmement, essayer de comprendre leur relation avec les autres Santoméens et avec STP et leur possibilité de participation dans l'avenir.

Troisièmement, comprendre mieux STP et les Santoméens, surtout leur culture, et la relation de cette dernière avec le changement.

Le début des recherches s'est basé sur de maigres études préalables traitant des immigrants au Portugal. On trouvera leur développement dans le point I.

Le point II démarre en abordant la question du profil des Santoméens qualifiés - les actuels comme ceux à venir- et, toujours en désagrégeant les hommes et les femmes, la réflexion porte ensuite sur les deux premières interrogations centrales évoquées, c'est à dire celle relative à la vision de l'avenir et aux relations actuelles et possibles entre émigrants santoméens et avec STP.

Le point III tente de mieux cerner la relation entre culture et changement pour les Santoméens, et ouvre la réflexion sur l'ensemble du Rapport de Développement Humain.

La reconnaissance des santoméens au Portugal

Dans le cas de STP, les réflexions sur l'exclusion, la distorsion, la nécessité et l'effectivité/efficacité relatives aux émigrants occupent notre point de départ dans un STP émergent qui n'a presque pas été étudié.

Sur l'exclusion et la distorsion, il faut souligner que, bien que le premier Rapport de Développement Humain (RDH) de 1988 ait esquissé à grands traits une bonne description de STP, la population émigrante n'y était pas incluse ni comme donnée générale, ni comme référence spécifique pour sa caractérisation et possible comparaison avec les résidents.

Par rapport à l'effectivité/efficacité pour améliorer le DH, l'hypothèse de départ veut que l'interaction continue en Europe et la qualification devraient faciliter des visions plus favorables au changement que l'isolement et la formation acadé-

mique limitée du commun des Santoméens. Si cette hypothèse était juste, certains éléments essentiels des obstacles pour le changement de cap vers le développement humain pourraient être abordés avec des garanties plus fortes de participation des professionnels qualifiés résidents à l'extérieur et des futurs professionnels qualifiés, actuellement étudiants.

Il faut mentionner que l'importance des professionnels qualifiés à l'étranger a été mise en cause à plusieurs reprises.

Tout d'abord par eux-mêmes, au cours de la récente rencontre de professionnels qualifiés à S. Tomé, organisée pour faire ressortir le rôle possible et la contribution des professionnels qualifiés émigrés.

Au cours de cette réunion à STP, le Groupe de Travail de Santé exprime la réflexion suivante:

Quant au retour des cadres, le groupe tire la conclusion qu'il n'y a pas de politique susceptible de tirer profit des ressources humaines qualifiées qui travaillent à l'extérieur.

Et il introduit comme suggestion: Profiter le mieux possible des ressources humaines dans la diaspora, en négociant leur intégration dans des missions techniques à l'extérieur

Le Groupe d'Education se réfère aux professionnels qualifiés, aussi bien dans les recommandations spécifiques au secteur que dans les propositions génériques:

Des démarches doivent être entreprises auprès des pays d'accueil des cadres santoméens avec lesquels STP entretient des relations de coopération dans le domaine de l'éducation, concrètement le Portugal, de façon à mettre en oeuvre dans le pays des projets de formation continue, c'est à dire de formation de formateurs, avec la collaboration de cadres résidents à l'extérieur. (...)

1. Création d'une banque de données sur les ressources humaines santoméennes éparpillées de par le monde, avec spécification de leurs intérêts, pour que le pays puisse, en cas de besoin, recourir à leurs services, particulièrement en ce

qui concerne les opinions techniques de soutien à la prise de décision dans le cadre des relations avec les partenaires de développement.

2.(...) *b) Quand ont lieu des missions techniques à l'extérieur, que cette pratique s'étende aux cadres résidant (à l'extérieur), notamment par rapport à leur participation dans ces missions ou leur accompagnement*

Enfin, voici ce que recommande le Groupe d'Economie:

L'Etat santoméen doit envisager la question des cadres résidant au pays et à l'extérieur comme un facteur fondamental du processus de développement de/ S. Tomé e Príncipe

Deuxièmement, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a été également consciente de l'importance de la démarche consistant à compter avec les professionnels qualifiés à l'extérieur pour le développement de leurs pays d'origine.

Considérant que le fait de réussir à les faire participer in situ constitue un point-clé, elle a fait réincorporer, par le biais du Programme de Retour et Réintégration des Nationaux Africains Qualifiés 1995-1999 (RNAQ), dix sept de ces professionnels qualifiés. Leur grande majorité (94,1%) se trouve dans la fonction publique (B. Rocha, 2000:44).

Troisièmement, même si ici la référence est plus ambiguë, les professionnels de l'extérieur sont mentionnés dans le document Etude nationale de perspectives à Long Terme (NLSTP), mais ponctuellement seulement, dans l'une de ses aspirations: Intégration des émigrants dans l'effort de développement national (NLSTP, 1997:19).

Toutefois la volonté d'inclure les professionnels qualifiés de l'extérieur ou l'ensemble des émigrants santoméens est confrontée à un grave problème de manque d'information.

Il n'existe pas de base de données, montée avec un minimum de rigueur, qui nous permette de connaître le nombre et le profil, au moins démographique, de cette

population. Cette affirmation ne s'applique pas seulement aux pays africains, mais elle est également valable pour la vieille métropole. Le Portugal dispose d'un registre des Santoméens résidant légalement- 4795 -, mais il n'offre aucune information sur les illégaux qui, selon les informations orales recueillies, pourraient multiplier par deux ou même par trois le nombre des légaux.

Le registre de l'Ambassade de STP au Portugal compte 14 251 inscrits, mais n'ont pas été rayés des listes ceux qui ont acquis la nationalité portugaise (il n'y a pas de traité de double nationalité entre les deux pays; celui qui obtient la nationalité portugaise perd automatiquement la santoméenne), ni ceux qui ont séjourné pendant une époque et ne sont plus là. D'ailleurs, on ne peut pas s'attendre ce que les illégaux soient inscrits dans le Registre de l'Ambassade.

La liste des résidents légaux ne permet de connaître que l'année de leur enregistrement (à partir de 1980), leur lieu de résidence, leur profession et occupation (jusqu'en 1998).

En 1980, 715 Santoméens résidaient légalement au Portugal. Depuis lors jusqu'à 1991, l'augmentation est presque constante et se situe autour de 100-150 personnes par an. La chute du régime à parti unique coïncide avec une hausse très prononcée, de sorte qu'entre 1991 et 1995, ils passent de 2183 à 4082. Puis le rythme initial reprend jusqu'en 1998 et il semble remonter à nouveau au cours de ces deux dernières années: 407 légalisés en 1999 (le total officiel passe alors à 4795) et 410 autres demandes de légalisation depuis août 2000.

Les Santoméens occupent ainsi, depuis 1999, la quatrième position en nombre d'émigrants venus des pays africains de langue officielle portugaise (PALOP), avec le Cap Vert en tête (43 797), suivi de l'Angola (17 695) et de la Guinée-Bissau (14 140). Le Mozambique est le dernier (4 503).

Le gros des résidents légaux santoméens est enregistré à Lisboa et Setubal. Le reste

services personnels et domestiques et similaires " (22,9 %). Il faut relever que seulement 0,3 % travaille à son compte et 6,7 % sont des entrepreneurs.

L'occupation du reste des résidents légaux est, selon le SE, comme suit: domestiques 35 %, étudiants 61,7%, retraités 0,9 % et autres 2,2 %. On distingue clairement un contraste entre le nombre de retraités et celui des étudiants.

On peut se rendre compte que l'information officielle est très maigre, et pas seulement pour les chercheurs, mais pour les politiciens aussi. En outre, on ne trouve pas d'étude qualitative sur les Santoméens au Portugal.

Les professionnels qualifiés santoméens actuels et futurs

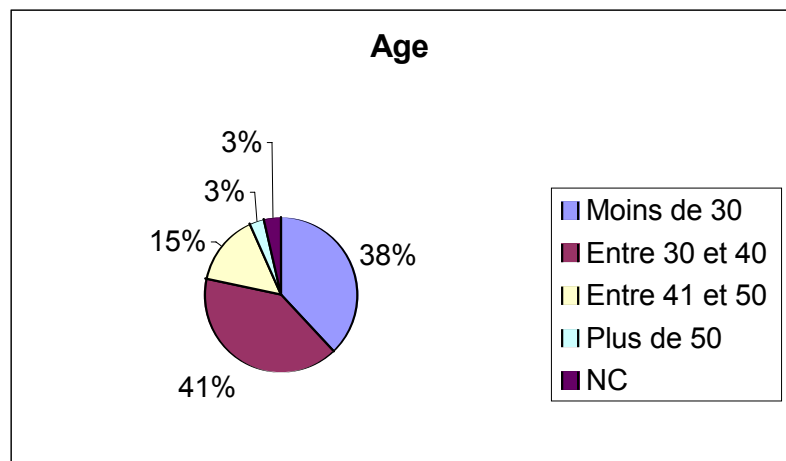
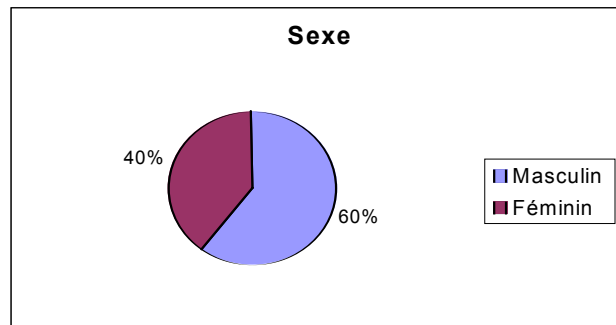
Les travaux de recherche ont démarré avec une enquête réalisée pendant le premier trimestre 2001 sur 60 Santoméens, dont 32 étaient des professionnels qualifiés (sur un total de 199 déclarés) - 19 hommes et 13 femmes - et 28 étudiants universitaires (sur 207 enregistrés) - 17 hommes et 11 femmes-.

Dans le but de mettre en valeur les différences possibles selon le sexe, toute l'information a été désagrégée sur ce critère. Quatre sous-groupes ont ainsi été établis, ils servent de référence dans le temps, puisque les uns représentent le présent et d'autres le futur. Nous avons donc des professionnels qualifiés hommes (PH), des professionnelles qualifiées femmes (PF), des étudiants universitaires hommes (EUH) et des étudiantes universitaires femmes (EUF).

Profil de base des Santoméens

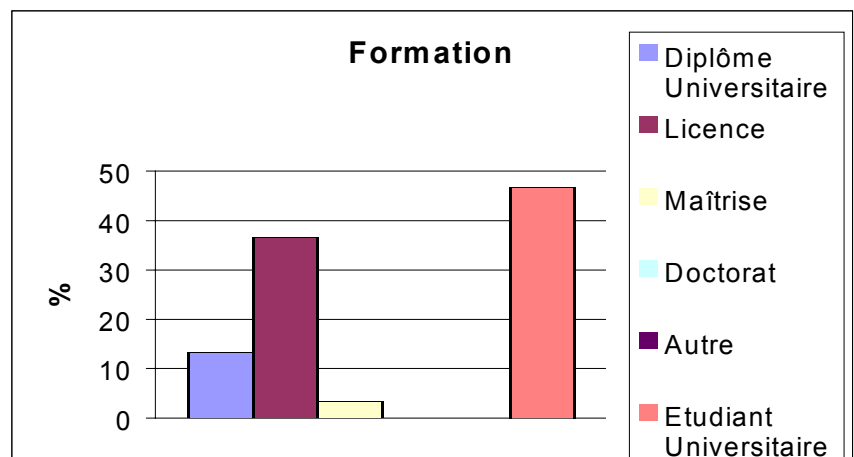
Le profil de ces Santoméens, dans leur totalité, sera déterminé selon six variables : sexe, âge, formation, temps de résidence au Portugal, état civil et nationalité du conjoint. Nous exposerons cela graphiquement .

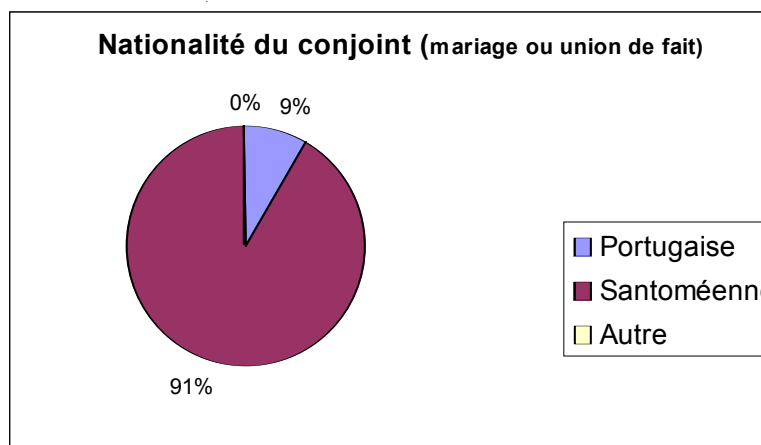
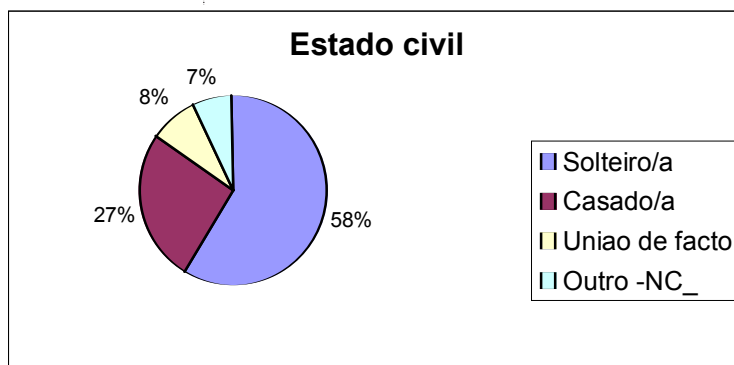
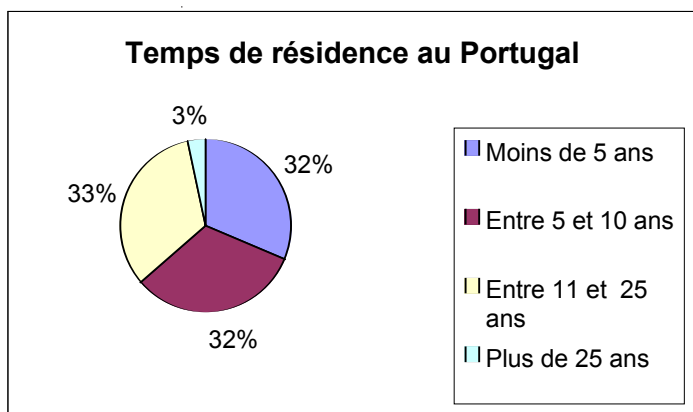
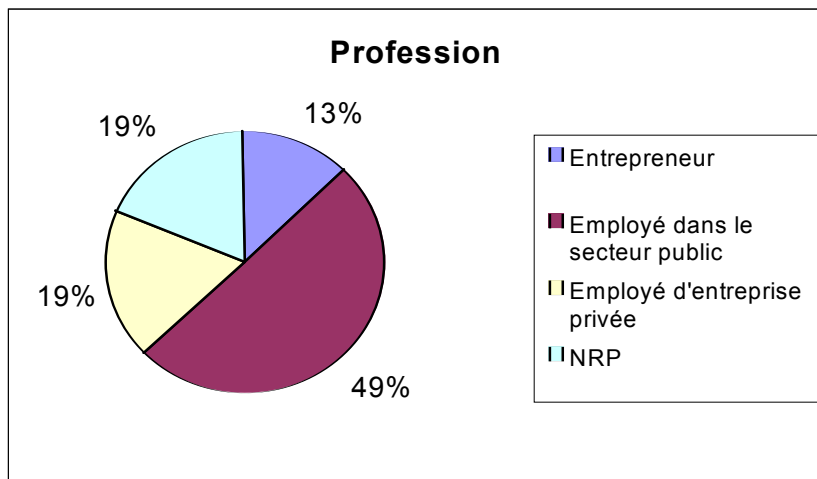
L'échantillon a englobé un nombre de femmes plus élevé que celui représenté dans l'univers d'étude, en se basant sur



est très dispersé dans tout le pays.

Les professionnels qualifiés constituent 10,3 % du personnel santoméen classifié par profession par le Service des Etrangers et des Frontières (SEF), ce qui en nombre absolu équivaut à 199 personnes . Le plus grand nombre de Santoméens en âge de travailler (58,2%) est classifié dans la catégorie des " domaines des industries extractives et de transformation et conducteurs de machines fixes et de transport ", et ensuite de " personnel des services de protection et sécurité,





l'intérêt spécifique que ce collectif présente pour la recherche.

On peut observer dans ce schéma qu'il n'y a qu'un très faible pourcentage de gens dont l'âge dépasse 50 ans, ce qui s'explique par la quantité très réduite de Santoméens qui possédaient une formation universitaire avant l'Indépendance.

La désagrégation de l'information permet d'obtenir d'autres données significatives :

- La population masculine qualifiée est considérablement plus âgée que la population féminine. Plus de 60% des PH ont plus de 40 ans alors qu'aucune.
- Dans le cas des étudiants, on peut confirmer que l'âge des femmes est inférieur à celui des hommes. Elles ont toutes moins de 30 ans, alors que pour les EUH, 64,7% se trouvent dans la même tranche d'âge.

Ces différences nous amènent à tirer déjà deux conclusions: tout d'abord, que la femme santoméenne s'est incorporée plus tard à l'Université, et en aucun cas avant l'Indépendance; et deuxièmement que l'homme santoméen passe plus de temps pour finir ses études que la femme, en effet ce n'est pas parce qu'ils ont commencé plus tard leurs études qu'on trouve des EUH de plus de 30 ans. Cette différence dans la durée des études peut indiquer que le besoin de gagner sa vie au Portugal soit assumé par les hommes, mais on ne trouve aucun document qui apporte des éclaircissements sur cette question.

Sans compter les étudiants, on peut relever que 68,7% des professionnels qualifiés est licencié, et seulement 6,2% ont une maîtrise. Les PH sont dans leur ensemble plus qualifiés que les PF. En effet, sur tous ceux qui ont conclu leurs études on trouve plus de femmes dont le cursus n'est que de 3 ans: 38,4% contre 15,7% chez les PH, tandis qu'aucune n'a le diplôme de maîtrise.

L'intérêt par rapport à la profession s'est centré sur le fait de connaître combien de ces professionnels font partie du corps des entrepreneurs et si les employés sont professionnellement insérés dans le secteur public ou le secteur privé.

Le soucis de collecter une information de

base sur l'existence d'entrepreneurs est lié à la faiblesse de ce secteur à STP et à l'hypothèse d'une relation dans l'avenir avec STP en termes économiques. Le développement du secteur privé exige l'engagement d'entrepreneurs et il doit également être aidé par des travailleurs ayant donné leurs preuves dans une entreprise privée. Cela, si usuel dans les pays capitalistes, ne l'a pas été dans les pays qui étaient auparavant dans l'orbite socialiste -cas de STP-, ce qui s'avère être un handicap pour s'ajuster à l'économie de marché et concourir dans les meilleures conditions possibles.

Le pourcentage d'entrepreneurs par rapport à l'ensemble des professionnels qualifiés est notable et il faut relever que ce sont tous des hommes. Mais, la moitié des femmes ne se manifeste pas à ce propos, ce qui peut-être signifie qu'elles ne travaillent pas dans des professions en rapport avec leur formation académique. Il est aussi intéressant de noter que la moitié de ces Santoméens travaillent dans le secteur public, peut-être par manque d'expérience dans le secteur privé, comme évoqué plus haut.

Seul un nombre réduit de Santoméens est au Portugal depuis avant l'Indépendance. Et depuis lors, une augmentation notable s'est produite. On observe que l'établissement de la résidence au Portugal a été affecté par le changement de régime de parti unique à la démocratie. Presque un tiers des Santoméens établit la résidence entre 1990 et 95. Un autre tiers est arrivé au cours des cinq dernières années, mais dans ce cas, ce sont les étudiants qui font la différence et on ne peut pas affirmer qu'ils resteront au Portugal après avoir terminé leurs études. 63,8% des EUF se trouvent dans cet intervalle.

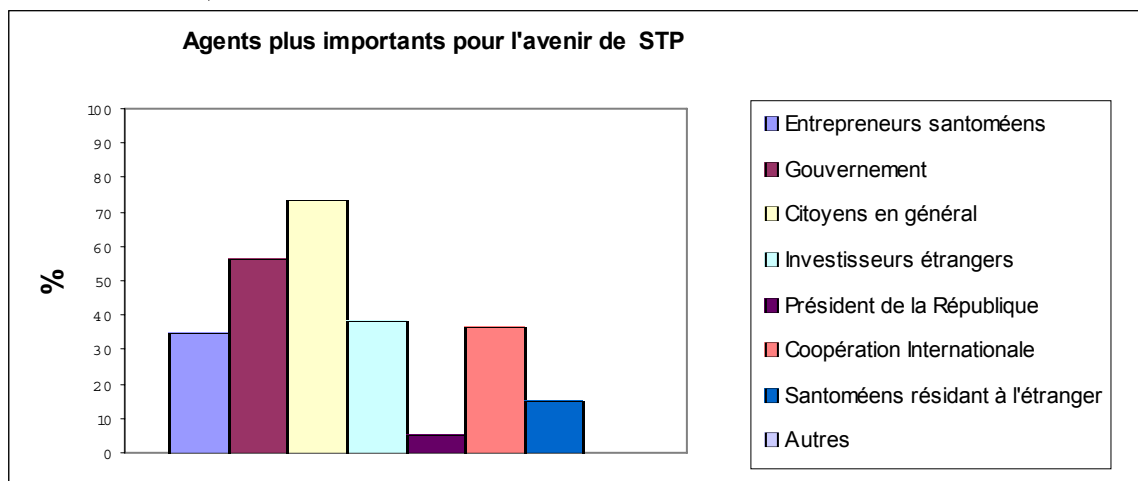
Il est difficile de discerner si les résidents au Portugal présentent des différences notables avec ceux qui vivent à STP pour ce qui est du mariage, car les chiffres à STP ne sont pas assez désagréés. Nous savons qu'à STP le mariage est l'exception, si nous considérons l'ensemble de la population, mais nous savons aussi qu'il est beaucoup plus commun chez les forros et surtout chez les gens aisés.

Les professionnels qualifiés hommes se marient beaucoup plus que les femmes (52,7 et 30,7% respectivement). Pourtant aucune PF n'indique d'union de fait, à la différence des PH, dont un quart signale cette option. Il est probable que, dans ce cas, l'enquête ne recueille pas la réalité chez les PF, peut-être parce qu'au Portugal, l'union libre n'est pas aussi admise qu'à STP.

Les EUH et EUF partagent un pourcentage élevé de célibataires, au-dessus de 80% tous les deux. Dans ce cas ce sont les EUH qui ne signalent pas d'union de fait, alors qu'un petit pourcentage de EUF, le même que celui des mariées, le spécifient (9%). Très peu de EUH sont mariés, seulement 5,8%, ce qui contraste fortement avec les 52,7% des PH. Cette différence ne peut pas être attribuée à l'âge exclusivement, puisque les deux sous-groupes ont un pourcentage élevé de leurs membres dans la même tranche d'âge (de 31 à 40 ans), sans correspondance en pratique matrimoniale, ni considération de stratégie de nationalisation ou obtention de permis de résidence pour gens mariés avec des Portugais, au vu du tableau suivant. La raison en est peut-être le degré de fragilité des EUH consécutif au fait de ne pas avoir encore terminé leurs études et ne pas être installés, socialement et professionnellement.

Cette représentation peut avoir une importance clef dans toute l'étude sur les Santoméens et le changement, encore plus marqué si on considère que, dans le cas de toutes les femmes -professionnelles, qualifiées et étudiantes- et dans le cas des étudiants hommes, 100% des personnes consultées ont un conjoint, de mariage ou d'union de fait, d'origine santoméenne. Chez les PH, le pourcentage est de 86%, donc très élevé aussi. Chez ceux qui enfreignent cette règle, les conjointes sont de nationalité portugaise et la moitié d'entre elles ont aussi une autre nationalité. Ce qui laisse penser qu'elles sont originaires d'un PALOP qui a un traité de double nationalité avec le Portugal.

Nous nous trouvons devant un cas d'endogamie extrême, avec une population immigrante relativement réduite. Ce fait et les relations sociales de ce groupe seront



analysés en profondeur eu égard à leur probable importance dans la logique culturelle santoméenne.

La vision sur l'avenir de STP: agents et facteurs pour le changement.

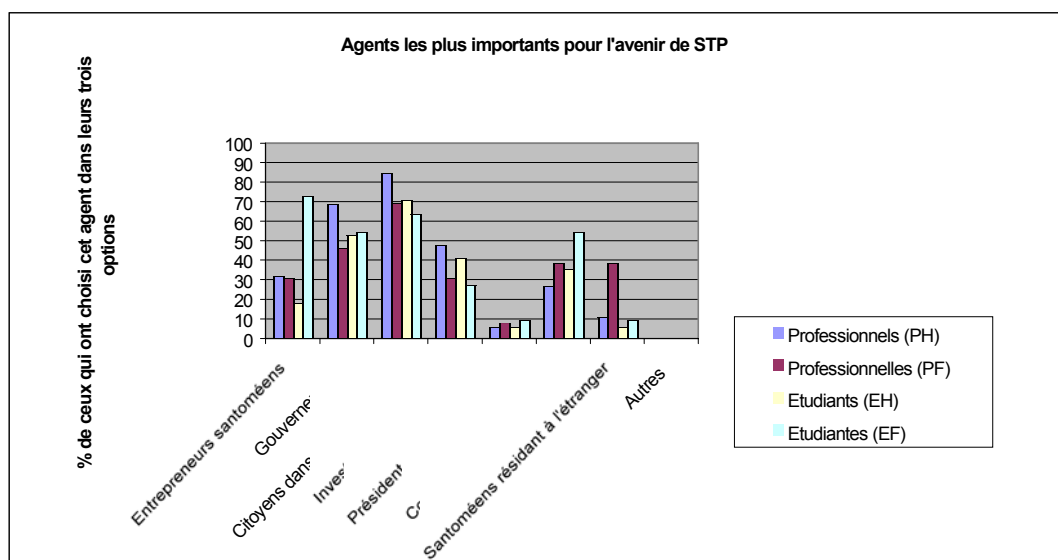
La façon de penser sur l'avenir peut ouvrir des pistes fondamentales pour le diagnostic de la situation présente, la connaissance des désirs de la population et l'analyse des possibilités de changement, en prenant la subjectivité en considération. Par conséquent, la formulation d'une hypothèse de futur implique une double réflexion: celle de l'avenir et du présent, toutes les deux importantes pour comprendre le changement.

Dans le cas concret de l'enquête il nous importe de savoir sur quels agents ces

Santoméens déposent leurs espoirs, comment ils perçoivent la virtualité du changement, quels facteurs économiques et politiques ils considèrent plus significatifs pour l'avenir et quels autres facteurs sociaux et culturels ils valorisent le plus pour une amélioration de la qualité de vie.

Ce qui revêt aussi une importance particulière est de savoir s'il existe des différences sur tout cela entre les professionnels qualifiés et les étudiants, ou bien entre les hommes et les femmes, ce qui pourrait nous aider non seulement à mieux comprendre les visions distinctes de ces collectifs, mais encore à établir une hypothèse de changement selon le rôle joué par chacun de ces sous-groupes.

D'où une représentation des totaux et des



quatre sous-groupes, avec des explications séparées, quand cela s'avère significatif, de façon à permettre une lecture différenciée.

Le tableau suivant permet d'apprécier la valeur attribuée à divers agents par rapport à l'avenir de STP

L'identification des citoyens en général se détache clairement comme l'agent le plus important, suivi du Gouvernement. Le Président de la République se distingue aussi, mais pour son poids très bas.

Au niveau intermédiaire se trouvent les entrepreneurs santoméens, les investisseurs étrangers et la coopération internationale.

Cette hiérarchisation permet de comprendre quelques points très importants pour le changement:

- Selon les personnes consultées, l'avenir dépend, avant tout, des Santoméens et pas tellement des agents externes, en dépit du contexte de globalisation dans lequel on vit et du fait d'entretenir une très forte relation de dépendance vis à vis de la coopération internationale (avec plus de 90% du PIB qui vient de la coopération et une dette exorbitante)
- Le rôle principal est dévolu aux citoyens et au Gouvernement et non pas aux agents économiques, malgré la perception généralisée de détérioration économique.
- La mention quasi nulle du Président de la République semble retrancher de la validité aux hypothèses recueillies à STP basées sur le renforcement des pouvoirs présidentiels. Et même pour le présent, le fait qu'il ne figure pas comme un agent de poids pour l'avenir devrait retenir fortement l'attention.

Cette lecture générale doit être nuancée par la désagrégation de l'information par sexe et par sous-groupe.

En comparant les hommes et les femmes, on observe que:

- Les hommes donnent un poids supérieur aux citoyens et au Gouvernement.
- Seulement un quart des hommes choisit les entrepreneurs alors qu'ils sont sélectionnés par la moitié des femmes (voir ci-dessous)

tionnés par la moitié des femmes (voir ci-dessous)

- Quant aux agents venus de l'extérieur, les hommes penchent pour les investisseurs étrangers alors que les femmes optent pour la coopération internationale. La différence est aussi très marquée par rapport aux Santoméens de l'étranger, presque ignorés par les hommes et identifiés par un quart des femmes.

En faisant la comparaison entre les professionnels qualifiés et les étudiants, on n'observe pas autant de différences.

On peut mentionner que les professionnels qualifiés se donnent plus de poids à eux-mêmes que ce que leur donnent les étudiants et que la coopération internationale est plus souvent retenue par les étudiants que par les professionnels qualifiés.

La lecture obtenue en croisant ces deux critères est bien plus significative, car entre les quatre sous-groupes, deux déviations claires se produisent et deux moindres:

- La valorisation des entrepreneurs santoméens, agents mentionnés par 72% des EUF et 17,6% des EUH, déforme les différences homme-femme globales, car PH et PF partagent le critère.
- Le poids donné par les PF aux Santoméens de l'extérieur en comparaison avec le reste des sous-groupes.
- Le rôle fort dévolu par les EUF à la coopération internationale et celui concédé au Gouvernement par les PH.

Les différentes lectures des agents suscitent les premières réflexions sur ce qui est commun et la diversité interne de ces Santoméens au Portugal.

Le fait de situer les citoyens comme l'agent principal est le point de rencontre, et donc de départ pour penser sur l'avenir de STP. Cela semble indiquer un parcours différent de celui adopté jusqu'ici, caractérisé par une participation omniprésente des agents externes, comme indiqué auparavant.

La valeur du Gouvernement comme agent est aussi une référence commune. Cependant il l'est beaucoup plus pour les

PH que pour le reste, ce qui peut être lié à la forte participation politique de ce sous-groupe en comparaison avec celle des trois autres.

Liberato fait ressortir l'importance du Gouvernement et des citoyens:

L'avenir de ST peut être souriant... si les gouvernants le veulent bien. Tout dépend des gouvernements, du gouvernement qui est élu pour ST. Maintenant, il me semble qu'il y a des élections, je ne sais pas... à ST. Ça dépend. Parce que ST a la possibilité d'avoir une vie prospère, aisée. Et donner, fournir un bon environnement aux enfants du pays. Mais il est nécessaire qu'immédiatement le gouvernement veuille faire quelque chose pour ST. Vous comprenez? C'est une petite île avec cent et quelque mille habitants. Moi, j'ai été en Angola longtemps. Une toute petite commune à l'intérieur de Luanda a plus de cent et quelque mille habitants. Par exemple un quartier, le quartier de Golfe ou d'autres petits quartiers liés à Luanda ont beaucoup plus d'habitants que le pays tout entier, à S. Tomé. Et même, soit dit en passant, il pourrait être gouverné par deux ou trois demi-douzaines de gens. Qu'est-ce que c'est cent vingt mille personnes? Ou même 130 ou 150, comme on dit, qu'il n'a pas, moi je ne crois pas que ST ait 150 mille habitants. Mais même s'il les avait, qu'est-ce que c'est? Pour gouverner 150 mille personnes... Donc, vous voyez?.

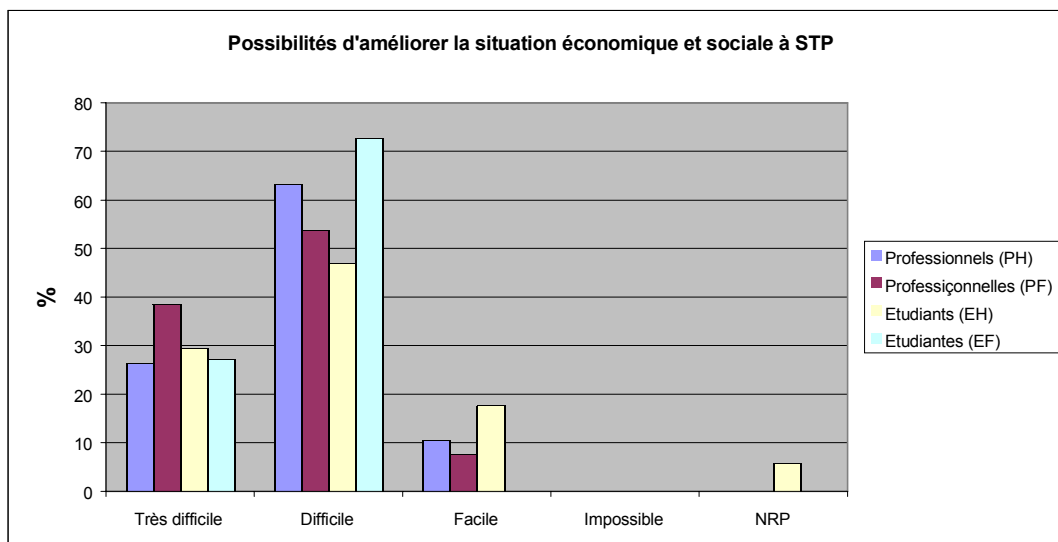
Tout dépend du gouvernement de ST. C'est

pour cela qu'on dit "Le peuple a le gouvernement qu'il mérite". Si le peuple veut bien collaborer, moi je pense que le gouvernement collaborera aussi. Et quand le gouvernement ne collaborera pas, le peuple... est souverain, et il peut très bien résoudre ces problèmes.

Les femmes, à quelques exceptions près, ont été exclues de la prise des décisions politiques dans les gouvernements successifs et il n'est pas étonnant qu'une partie d'entre elles, surtout les professionnelles, n'entrevoient pas de changements significatifs dans ce domaine.

A ce propos Candelaria dit :

Ils considèrent que la femme est... pas une carpettes, mais presque, tu comprends (léger sourire). Il y a des hommes à ST qui pensent ainsi. Même ceux qui ont fait des études à l'extérieur. Ils pensent que la place de la femme n'est pas dans la politique, par exemple. Pourquoi est-ce qu'il y a si peu de femmes dans la politique santoméenne, je ne sais pas si vous avez remarqué? Au Mozambique non, il y a des femmes dans la politique. Il y a cinq ou six femmes ministres ou secrétaires d'Etat ou conseillères. Mais ST non... Au moins par rapport aux femmes, ils pensent de façon très... infériorisée. Ils ne pensent pas que les femmes atteignent le sommet que eux peuvent atteindre. Ils voient la femme comme un objet, certains hommes. Et il y a des femmes qui soutiennent ces hommes. Ca c'est pire encore. Vous voyez? Moi je ne vis pas là bas, mais j'y



vais de temps en temps et moi, quand je me trouve dans ces milieux politiques, par exemple, c'est ce que je ressens.

Les étudiants actuels, dans leur majorité, ne sont pas impliqués dans les continues luttes politiques et ils ne donnent pas de signe d'être disposés à le faire.

L'importance que les EUF reconnaissent au corps des entrepreneurs privés santoméens peut refléter une double situation:

Tout d'abord, elles notent le rôle croissant des entrepreneurs dans l'avenir parce qu'elles visualisent la perte relative de pouvoir du secteur public face au secteur privé.

Deuxièmement, elles se voient elles mêmes comme des entrepreneurs potentiels, ce qui correspond aux études choisies (Droit et Administration d'Entreprises) et aux perspectives d'intervention à STP. La différence avec les autres sous-groupes semble, en ce qui concerne la propre participation, relativement claire et elle se vérifie dans les relations avec STP et les espoirs de retour. Les EUH sont moins enclins aux activités à STP et ils manifestent de sérieux doutes à propos de leur retour à la fin de leurs études (voir II. 3.).

Les PF ne s'incluent pas non plus parmi les entrepreneurs potentiels ni entre ceux qui croient au rôle des entrepreneurs de sexe féminin. En fait pas une seule des femmes consultées n'est entrepreneur,

comme déjà signalé.

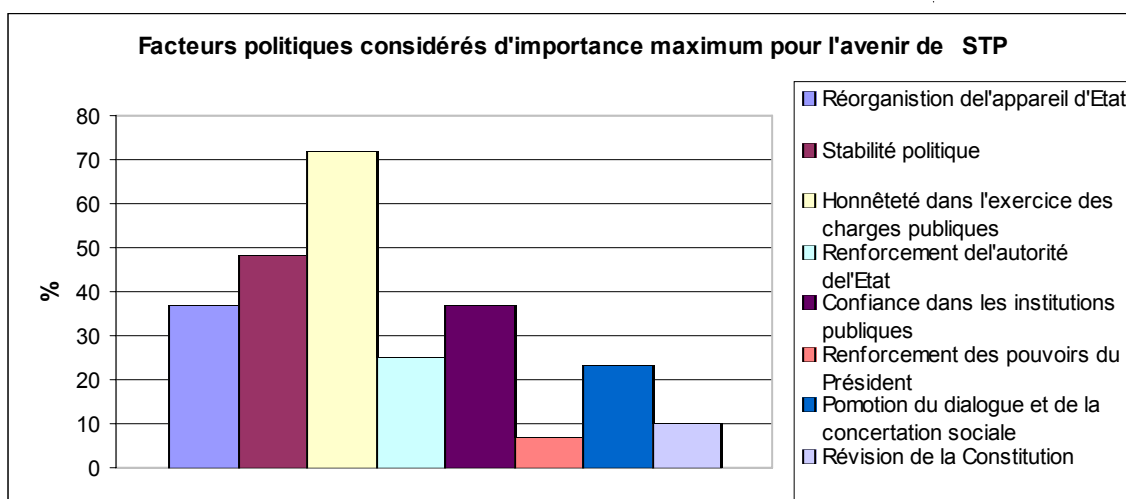
Les PH n'ont pas une grande confiance dans les entrepreneurs santoméens, et ils sont en outre très critiques par rapport à l'attitude de leurs concitoyens, en particulier ceux des groupes de pouvoir, envers les initiatives orientées à la création d'entreprises.

Par exemple, Juvénal raconte:

Quiconque veut aller à S. Tomé, qu'il soit cadre ou détenteur de capitaux, s'il ne collabore pas avec cette élite, il n'a aucune possibilité pour rien

Je vais vous donner un exemple: moi, en 1900 et... 93, j'ai connu un ami portugais qui voulait investir à S. Tomé e Principe, pour que nous fassions une promotion d'écrevisses. Parce que, d'après les études que j'avais faites, en termes climatiques c'est optimum et en termes de nature optimum, et ce type de produit pourrait très bien se développer à S. Tomé e Principe. Il entra en contact avec moi... moi, je me responsabilisai de la partie de S. Tomé, faire les démarches et tout ça. Et on y est allé. En une semaine, on a réussi à aller voir la zone et ouvrir le capital de l'entreprise et toutes ces choses. Mais, pourtant, comme aucun de ces groupes d'élites ne faisait partie de ce projet, le projet est tombé, il s'est terminé... bon, il n'y avait rien à faire.

Comment ces Santoméens perçoivent-ils la possibilité d'améliorer la situation éco-



nomique et sociale?

Un consensus apparaît autour de l'existence de la possibilité d'amélioration, bien que quelques observations doivent être prises en compte en désagrégeant l'information. Voyons tout d'abord le graphique.

- La vision des femmes est moins marquée par l'espoir que celle des hommes. Un tiers des femmes pense que l'amélioration est très difficile, de même qu'un peu plus du quart des hommes. La facilité du changement est perçue par plus du triple d'hommes que de femmes (13,8 % versus 4,1 %).
- En opposant les professionnels qualifiés et les étudiants sans considération de sexe, on ne trouve pas de différences notables, ce qui est étonnant vu la génération prédominante dans un cas et dans l'autre.
- Il faut faire ressortir que sur les quatre sous-groupes, dans celui des EUF, pas une seule personne ne considère l'amélioration facile. Pourquoi cette unanimité?

La façon de considérer la situation économique et sociale d'avenir à STP est très marquée, d'une part, par la position relative des hommes et des femmes dans le passé et, d'autre part, par leur virtuelle participation à l'avenir, associée à son tour au contact avec la réalité santoméenne.

La femme santoméenne adopte une perspective personnelle dans le temps qui ne permet pas d'être aussi optimiste que certains hommes. Elles ont apprécié certaines améliorations ponctuelles dans leur considération sociale, mais sans que cela se traduise en un soutien de la part des hommes envers les changements orientés à créer une meilleure position pour elles. En même temps, elles sont conscientes de leur préparation, les unes comme professionnelles, les autres comme étudiantes universitaires qu'elles ne seront plus bientôt, et se savent plus formées que leurs propres parents. L'avenir se présente difficile ou très difficile pour la grande majorité, mais elles perçoivent des possibilités de changement si elles luttent pour qu'il se produise.

Les EUF sont le cas le plus extrême car

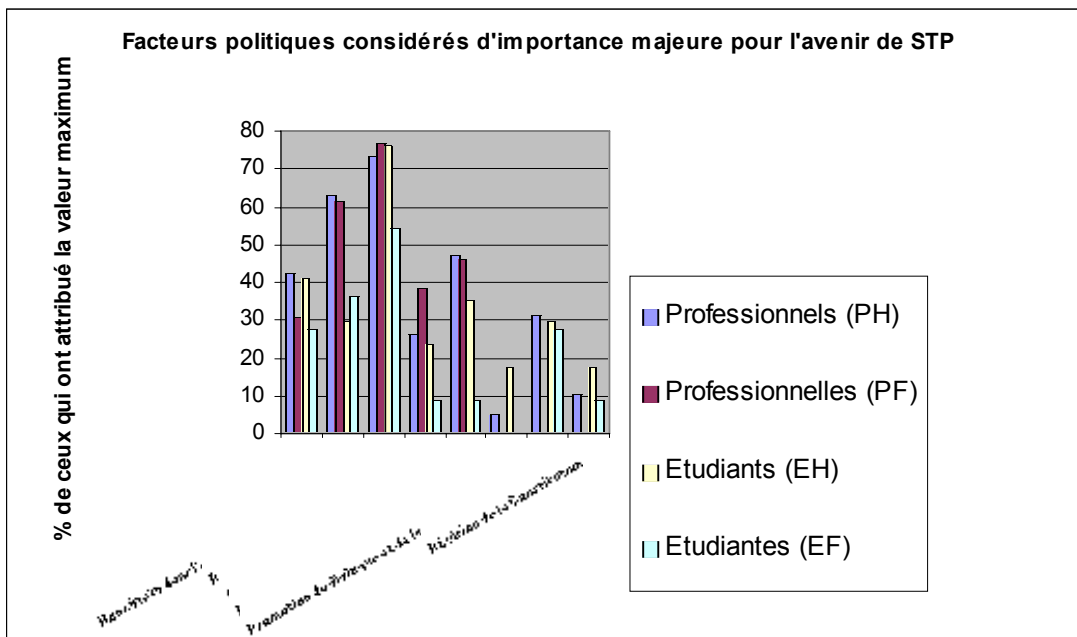
elles savent qu'elles vont être affrontées à une société avec des normes de comportement très différenciées par sexe et elles, au moins une partie significative d'entre elles, pensent participer activement à l'avenir de STP.

Sur ce problème, il est intéressant de recueillir les dires de Victoria:

Et comme femme, je pense aussi que je dois affronter beaucoup de choses. Parce qu'encore la femme est vue comme... un individu passif dans la société. C'est en train de s'améliorer. Ça s'est beaucoup amélioré. Je pense que depuis l'Indépendance ça s'est amélioré passablement. La femme n'est plus uniquement vue comme... bon, de la façon que la femme est vue dans les pays africains. Les hommes sont en train de s'habituer à ce que les femmes aient une contribution à donner, mais ça va très lentement encore. Et je sais bien que cela va être un facteur qui va nous mettre, à moi et aux autres femmes, dans des situations très difficiles. Et concilier la profession, concilier la maison... parce qu'on n'admet pas encore de femmes totalement consacrées à la vie professionnelle, comme ça se fait en Europe. On ne l'admet pas. Et à S. Tomé, au moins avec un mari santoméen, cela n'est pas possible. En ce moment-ci, moi je pense que ce n'est pas possible. Le mari n'arrive pas à voir la femme en dehors de la maison pendant beaucoup de temps. La femme doit son assistance à la maison et en même temps dans sa profession. Pour eux, c'est préférable d'avantage à la maison. Donc, je vais essayer de concilier. Etre présente à la maison, parce que je veux vivre à la maison dans une ambiance stable, et en même temps tenter de donner le maximum à ma profession, et moi je sais que cela va exiger beaucoup de ma personne, mais même ainsi, j'accepte le défi, je vais essayer.

Quels sont les facteurs d'importance majeure pour l'avenir de STP? Existe-t-il des divergences notables entre l'ensemble de ces Santoméens? Les hommes et les femmes les rangent-ils différemment? Et les professionnels qualifiés et les étudiants?

On exposera ci-dessous, par facteurs grou-



pés (politiques, économiques et autres divers), les graphiques résultants des valeurs maximums données par l'ensemble des Santoméens. Sont ensuite introduits les graphiques qui reflètent les valeurs maximum des quatre sous-groupes, pour faciliter la lecture désagrégée selon les critères établis. Mais, pour disposer d'une vision beaucoup plus complète et fonder l'interprétation de tout le matériel, il est recommandé de consulter les annexes et revoir les tableaux. Pour une observation des graphiques uniquement, il faut prendre en compte le fait que lorsqu'on oppose les hommes et les femmes les pourcentages considèrent les professionnels et étudiants d'un même sexe. De même lorsqu'on situe les professionnels face aux étudiants, les pourcentages sont obtenus par la somme des hommes et femmes consultés dans ces catégories respectives.

Dans une première approche on peut se poser diverses questions:

- L'honnêteté dans l'exercice des charges publiques constitue le souci majeur, bien au-delà de toute réforme institutionnelle. Si on ajoutait les Santoméens qui donnent une valeur 5 à ceux qui ont donné la valeur 4, on frôle 90% des consultés.
- Presque la moitié des consultés identifient la stabilité politique comme un facteur clef et près des deux tiers, si on

additionnait importance maximum à importance élevée, signalent la confiance dans les institutions publiques.

- Le rejet des modèles autoritaires ressort clairement et particulièrement le fait de donner plus de pouvoirs au Président de la République, ce qui semble confirmer la note formulée à ce propos sur la valorisation des agents (voir ci-dessus).
- Moins d'un quart de ces Santoméens concède l'importance maximum à la promotion du dialogue et à la concertation sociale pour l'avenir de STP.

Comment se fait-il qu'un rejet de l'autoritarisme ne trouve pas une correspondance dans la valorisation du dialogue et de la concertation?

Les discours des acteurs sociaux sur l'honnêteté dans l'exercice des charges publiques, à laquelle une valeur maximale est donnée, s'expriment à partir de perspectives différentes mais en même temps convergentes. Honnêteté et confiance dans les institutions font partie d'un même discours, dans lequel ce sont les personnes qui occupent la place centrale et les relations entre elles qui posent le profil du problème. Ses manifestations les plus claires se produisent dans le milieu de la justice, mais on peut aussi les observer en dehors des tribunaux, jusque dans le commun des décisions quotidiennes, comme l'illustre Nelma:

Quand je parle d'injustice je parle de choses aussi simples que ceci: justice par rapport aux procès qui sont dans le tribunal et justice au quotidien. Dans le quotidien. Moi j'ai, oui j'ai, j'ai des situations parfaitement aberrantes d'injustice dans le quotidien pour lesquelles tout le monde dit: "Ben c'est... ici c'est comme ça". Mais ça ne doit pas être comme ça. C'est un pays injuste. C'est injuste. Toute la journée ils commentent des injustices et ils pensent que: "Ah, c'est partout comme ça" Non. Ce n'est pas comme ça partout, non. Non, non, ce n'est pas comme ça. J'ai beau penser que la justice portugaise fonctionne très mal, la justice portugaise fonctionne. Il existe une marge de fonctionnement. Que je n'aie pas à recourir à quelqu'un pour que mon cas soit entendu, que mon cas aille au tribunal. Ca c'est un autre aspect de la question. Si nous voulons la moralisation de la justice. Et cette moralisation passe par une chose aussi simple que ceci: c'est que les gens savent... ils savent, ils ont des données et ils ne savent pas quoi faire avec ce savoir. Les gens savent ce qui se passe, ils ne savent pas quoi faire avec ce savoir. Précisément parce qu'il existe une toile de fond si... si esclavagiste de relations, à STP, qu'elle empêche que quiconque sanctionne, que quiconque exerce sa charge avec indépendance. Et ce n'est pas possible. Parce que la personne est cousine de je ne sais pas qui, qu'elle doit des faveurs à je ne sais pas qui. Ca fait une trame tellement, tellement, tellement difficile, tellement difficile. (...)

Il n'y a aucune transparence. Et la non existence de transparence dans les processus de nomination à STP est une des choses les plus atroces pour la construction de l'idée de nation... de l'idée de patriotisme. Les gens ne sont pas patriotes à STP. Ils ne peuvent pas être patriotes à STP (sourire doux), parce que STP est un pays qui traite mal ses enfants. Il traite ses enfants mal. Il traite mal ses enfants précisément à cause de ces réseaux. Les gens ne sont pas patriotes. Il n'existe pas de transparence dans les procès, dans les procès dont, d'une façon ou d'une autre, on pense qu'ils sont avantageux pour les personnes qui travaillent là. Ce qui existe est un immense réseau d'intérêts pour

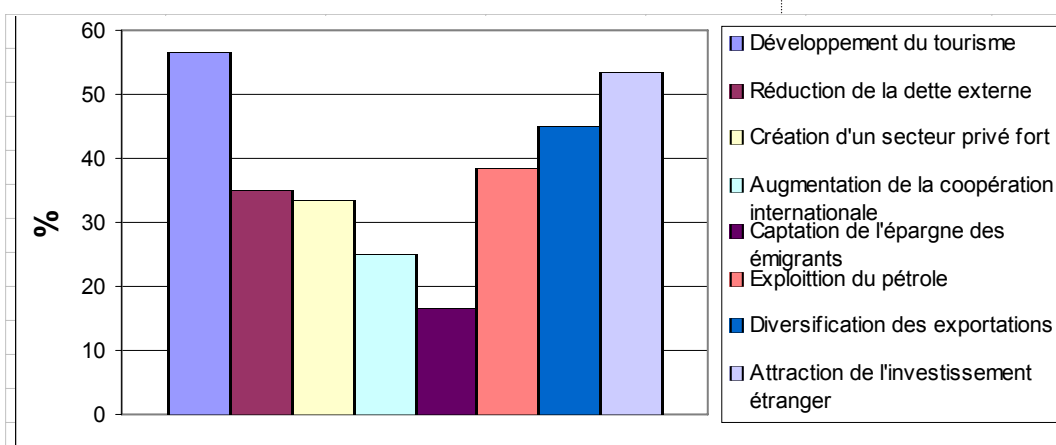
mettre des personnes dans des postes déterminés... des personnes qui sont de mon église. Mais quand je dis église, c'est une métaphore: qui sont de mon groupe. Et cela est lamentable quand on parle du pays.

En parcourant l'information séparée par hommes et femmes, on peut confirmer les observations générales, mais des nuances apparaissent qu'il faut signaler:

- Plus d'hommes que de femmes accordent une plus grande importance à l'honnêteté dans l'exercice des charges publiques, et cela se répète avec la confiance dans les institutions publiques. Mais dans les deux cas, il existe une distorsion pour les EUF qui trouvera une explication dans la désagrégation par sous-groupes.
- Seulement 12,5% des femmes (face à 30,5 % des hommes) croit qu'il est d'importance majeure de promouvoir le dialogue et la concertation sociale.
- Seulement quelques hommes perçoivent comme prioritaire le renforcement des pouvoirs du Président, option absolument pas partagée par les femmes.
- A la lumière des valeurs données à la réorganisation de l'appareil d'Etat et à la révision de la Constitution, on peut dire que les hommes sont plus partisans des réformes politiques que les femmes.

Le fait que le dialogue et la concertation sociale soient moins valorisées, dans l'enquête, chez les femmes que chez les hommes, et sans avoir été repris par une seule professionnelles, ne signifie pas que les femmes méprisent l'importance de ce facteur. Au contraire, le traitement en profondeur du problème laisse voir clairement que le dialogue doit être créé, comme l'exprime Ana:

A STP, la mentalité qui prétend que l'homme politique doit des explications au peuple n'existe pas! L'homme politique doit des explications au peuple. Il est là parce que le peuple existe. Si le peuple n'existait pas, lui, il ne serait pas là. Le politicien santoméen pense que lui ne doit d'explication à personne. Lui, il donne seulement des explications... et quand il donne, il donne avec une arrogance terrible. Il appelle les personnes de tous les noms. Qu'est-ce que c'est ça? Quelle sorte de



pays démocratique est-ce si moi je ne peux pas critiquer un homme politique sans me faire insulter en retour ? C'est impressionnant que ce pays! C'est de l'arrogance parce que lui il pense qu'il n'a pas à... Et cela, ce problème n'est pas de maintenant. Ce problème vient de l'époque du parti unique ou Pinto da Costa ne donnait d'explications à personne. Et comme on fait faire une démocratie sans démocrate, voilà le résultat. Certes, je suis en train de parler de généralités, mais je pense qu'il est très important que nous discussions d'abord de principes. Et ce sont les principes qui ne sont pas discutés à STP. (...)

En résumant tout ceci, moi je pense que STP est une société où manque le dialogue. Et je vais vous donner un exemple aussi simple que ceci: quand j'entends ces grèves continuelles d'enseignants, ça me rend triste. Tout d'abord... ce n'est pas que je sois d'avis que les enseignants ne doivent pas faire grève. C'est que leurs revendications... ne sont pas exécutables. Le Gouvernement a beau vouloir, le Gouvernement ne peut pas satisfaire ces revendications. Qui parle des enseignants, parle de la fonction publique. Ils font des revendications parfaitement qui ne peuvent... seulement si un Bill Gates se décidait à injecter son excédent d'argent à STP. Aucun Gouvernement n'arriverait à satisfaire ces revendications. Et qu'est-ce qui arrive? Il est vrai que dans ce cas des

grèves, il se peut que je ne sois pas très au courant parce que je suis cela à travers la radio et la Télévision? Et qu'est-ce que je vois? Ce que je vois, c'est qu'il n'existe pas de dialogue entre les parties en conflit?. Et les parties en conflit sont: les travailleurs en grève et le Gouvernement. Il n'y a pas de dialogue. Ce qui se passe, il me semble, est que chacun vient dire à la communication sociale ce qu'il pense. Ils ne dialoguent pas. Ils ne dialoguent pas. Chacun vient dire à la communication sociale ce qu'il pense, n'est-ce pas. Parce que le dialogue est un truc très tendu à STP, les gens ne savent pas débattre d'idées. Les gens n'arrivent pas à débattre d'idées pendant une heure. Les gens s'insultent, les personnes se traitent de tout, pour la personnalisation et moi je pense que c'est cette mentalité de dialogue qu'il faut créer à STP.

Si le dialogue est aussi nécessaire, mais pourtant pas signalé comme option prioritaire, peut-être le doit-on au scepticisme qu'il suscite, surtout dans la vie politique. Pour les femmes professionnelles, le dialogue à STP peut être tellement inexistant dans la logique des relations, personnelles et au niveau du collectif, que lui donner la valeur maximale est preuve de manque de sens de la réalité, et cela dans le domaine de la politique qu'elles n'occupent par ailleurs que très marginalement. Cette incrédulité peut s'étendre aux réformes politiques formelles, d'où la valeur limitée

qu'elles leur assignent.

Des différences encore plus grandes se voient quand on oppose les professionnels qualifiés et les étudiants, surtout en considérant les valeurs haute et maximum des tableaux.

- Presque deux fois plus de professionnels qualifiés que d'étudiants donnent la valeur maximum à la stabilité politique et à la confiance aux institutions.
- Les professionnels qualifiés concèdent beaucoup plus de poids au renforcement de l'autorité de l'Etat que les étudiants.
- La promotion du dialogue et de la concertation sociale est plus importante pour les étudiants que pour les professionnels, mais surtout à cause de la vision des PF déjà commentée.

L'expérience joue un rôle clef pour comprendre la différence importance accordée à la stabilité politique et aux institutions. STP s'est caractérisée par une volubilité dans la vie politique très marquée, ce qui semble découler de la personnalisation des liens politiques. Les Gouvernements se défont et se refont avec une rapidité déconcertante, surtout si on fait la comparaison avec les Gouvernements européens ou nord-américains. Il semble donc logique que les professionnels installés dans un pays beaucoup plus stable et qui ont observé ou subi les continuel changements à STP valorisent plus les effets positifs de la stabilité, bien que certains de ces Santoméens n'arrivent pas à saisir clairement comment le système démocratique s'emboîte à STP.

Voici comment João, un de ces professionnels, explique le problème:

Mais aussi avec ces changements politiques aussi... Après c'est une des choses importantes à São Tomé: stabilité, stabilité politique. Parce que ce que j'ai vu, après le changement, qu'il y a eu beaucoup de partis, c'est à dire, on n'arrive pas dans un pays. D'abord, c'est une chose que nous avons importée, les modèles démocratiques, qu'universellement on prétend que c'est de l'Europe, que très souvent ils ne sont pas bien adaptés à nous, car nous, on a... Ce qui est bon dans ce truc, c'est qu'il y a les droits de l'homme qui est une chose fondamentale pour le

genre humain. Alors, quand il y a eu ce changement, qu'il y a eu un parti qui a gagné les élections, ça ne rimait à rien quand il manquait six mois pour qu'un parti termine sa législature, le Président de la République, purement et simplement, à son bon plaisir, sans voir l'intérêt du pays, il fait tomber le Gouvernement. C'est à dire qu'il a fait tomber successivement des gouvernements qui ou quoi ce qui mène le pays en termes économiques, en termes de confiance internationale, c'est tombé dans un discrédit que réellement,, que la plupart des fois la faute retombe sur nous tous, surtout les personnes qui sont des représentants. C'est à dire, six mois pour qu'un Gouvernement termine sa législature il fait tomber le Gouvernement. Puis après, une autre fois des élections, puis une autre fois des conflits. Voilà pourquoi São Tomé e Príncipe est comme cela. Mais qu'il y ait des possibilités pour ceci ou cela, moi je pense qu'il y en a. Il faut réellement que les hommes changent de mentalité et que les personnes qui sont là veillent vraiment travailler pour le bien de São Tomé e Príncipe.

Encore une fois les sous-groupes présentent des singularités remarquables:

- En termes généraux, les EUF donnent des valeurs plus basses que le reste des sous-groupes, ce qui peut-être contribue à expliquer le pourquoi de la si haute appréciation des entrepreneurs comme agent d'avenir de STP (voir ci-dessus); peut-être mettent-elles d'avantage leur confiance en eux que dans les acteurs politiques. .
- En suivant cette ligne, on remarque le poids relatif bas que les EUF concèdent à l'honnêteté dans l'exercice des charges publiques et très bas pour la confiance aux institutions publiques et l'autorité de l'Etat.
- Une fraction de 17,6%, absolument pas méprisable, des EUF perçoit comme d'importance maximum le renforcement des pouvoirs du Président, ce qui est cohérent avec le fait que ce soit ce groupe le plus partisan de la réforme constitutionnelle.
- Aucune PF n'est portée à beaucoup valoriser le dialogue et la concertation sociale, ce qui a déjà fait l'objet d'une

tentative d'explication.

- Les PF sont celles qui voient dans l'honnêteté dans l'exercice des charges publiques le plus d'importance pour l'avenir de STP, ce qui contraste singulièrement avec les EUF.

Quant aux facteurs économiques, en prenant l'ensemble de ces Santoméens, voici la représentation graphique dans laquelle la valeur maximale est concédée au regard de leur importance pour l'avenir de STP: Le développement du tourisme et l'attraction des investissements étrangers sont identifiés comme les facteurs les plus importants, suivis par la diversification des exportations.

- Le captage des envois des émigrants qui pourraient être utilisés pour des investissements -y compris dans le secteur du tourisme- occupe la dernière place.
- Singulièrement, du point de vue économique, seulement un tiers considère comme d'importance maximum réduire la dette externe, étant donné son volume et le poids de la fragile économie santoméenne.
- L'exploitation du pétrole occupe aussi une place très reculée, si on s'aligne sur la perspective de richesse qu'il pourrait engendrer.
- Dans la ligne des réflexions faites à propos des jugements sur les agents et l'avenir de STP, le peu de poids relatif attribué aux entrepreneurs du secteur privé est confirmé.

Le développement du tourisme est un facteur mentionné de façon récurrente par beaucoup de ces Santoméens et les principales conditions pour qu'il soit possible sont identifiées par une grande majorité: transports, infrastructures, éradication du paludisme, hygiène et assainissement public, etc. Cependant, la connaissance de ces circonstances ne se traduit pas en solution des problèmes et le discours sur les implications qu'aurait le développement de ce secteur finit par être éclipsé par la réalité qui, jusqu'à présent, ne le permet pas.

Liberato explique

Pour l'instant, il est à l'état de trace, alors qu'il devrait être une des principales richesses de ST, ce pourrait très bien être

le tourisme. Il y a des conditions exceptionnelles comme Monsieur a certainement pu observer. Pendant votre séjour à ST, vous avez certainement vu ça. Et le tourisme n'est pas exploité. Pourquoi?

Les uns disent que c'est par manque d'hôtel, mais même ainsi, il y a là déjà quelques petits hôtels, pas beaucoup, mais s'ils étaient bien aménagés et avec du personnel à la hauteur, pour les premières impressions, le problème des touristes est résolu.

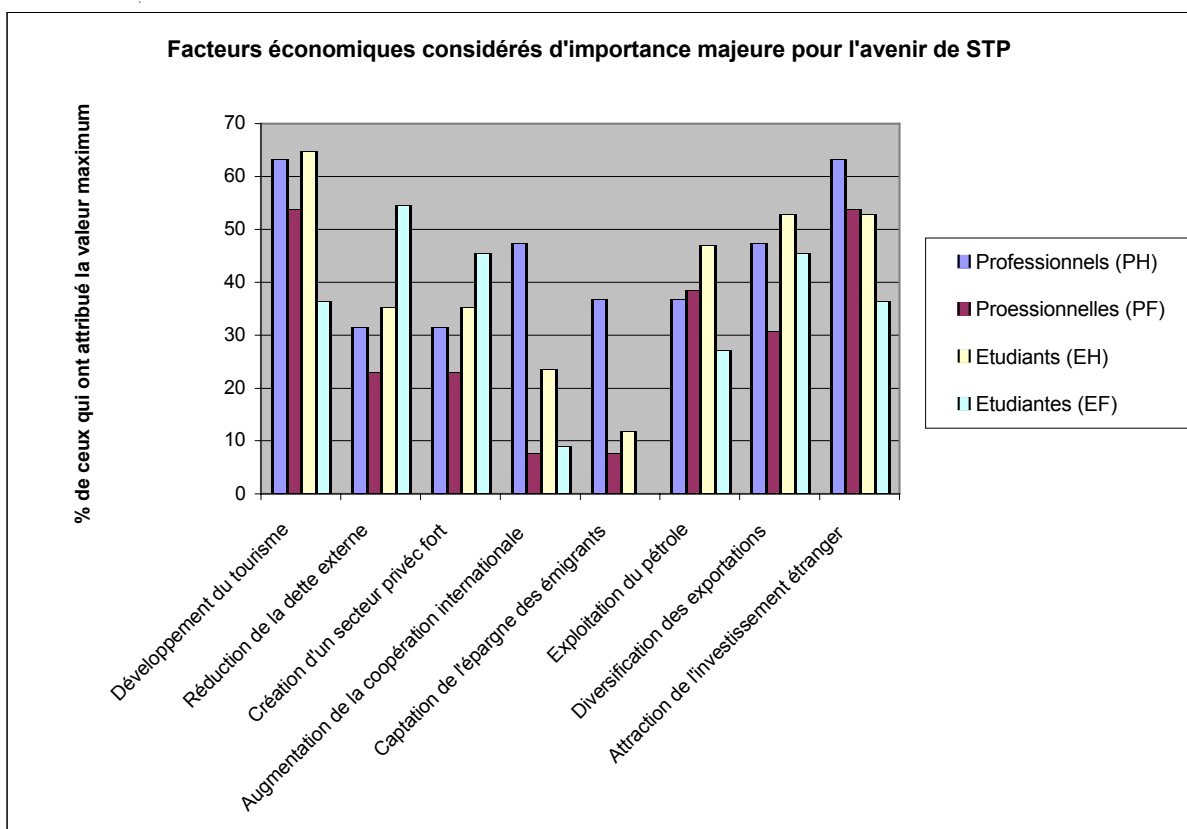
L'une des entraves est la malaria, le paludisme. Et aussi, pourquoi est-ce qu'il n'est pas éradiqué. Cela pourrait être éradiqué à ST mais c'est clair, un travail de combat et éradication du paludisme fut démarré mais on ne l'a pas conclu.

Et puis aussi c'est l'absence de propriété. On n'en finit pas avec les marais qui existent encore à ST, en pleine ville, ces relents: c'est un foyer propice à la prolifération des moustiques. Il n'y a pas de propriété, il n'y a rien. Les ordures aussi contribuent à l'augmentation des moustiques.

La valeur accordée à l'attraction de l'investissement étranger et à la diversification des exportations réveille des doutes si on la rapproche du peu de valeur accordée à la création d'un secteur privé fort, à la captation de l'épargne des émigrants et à l'exploitation du pétrole.

Le premier doute que suscite cette échelle est relatif au changement de mentalité économique depuis le régime de parti unique. Est-ce qu'on penserait que le développement du tourisme, signalé comme premier facteur économique, revient à l'Etat? Qui, pense-t-on, ira engendrer des richesses si on arrive à augmenter l'investissement étranger? Comment espère-t-on diversifier les exportations sans développement des entreprises privées?

On pourrait formuler l'hypothèse selon laquelle ce n'est pas tant à cause d'un problème de différences entre une économie centralisée et une économie de marché que parce que ces Santoméens confient le développement du pays dans les mains des



étrangers, y compris celui de leur secteur privé. Malgré tout, cette interprétation est peu cohérente avec l'identification des agents les plus remarquables pour l'avenir de STP, où il a été mentionné explicitement que ce sont les Santoméens qui doivent être les principaux acteurs de leur propre avenir.

Les réponses sont un peu plus complexes et font appel à de nouvelles questions d'où surgira une interprétation plus globale.

Il faut essayer de clarifier pourquoi, dans un pays avec un tel manque de capital propre, on ne valorise pas la potentialité de l'épargne des émigrants et, en revanche, celui du capital en provenance de l'investissement étranger oui; pourquoi l'exploitation du pétrole qui pourrait attirer beaucoup de capital externe et être à l'origine d'un capital propre très élevé occupe un poids aussi bas en comparaison avec les facteurs antérieurs.

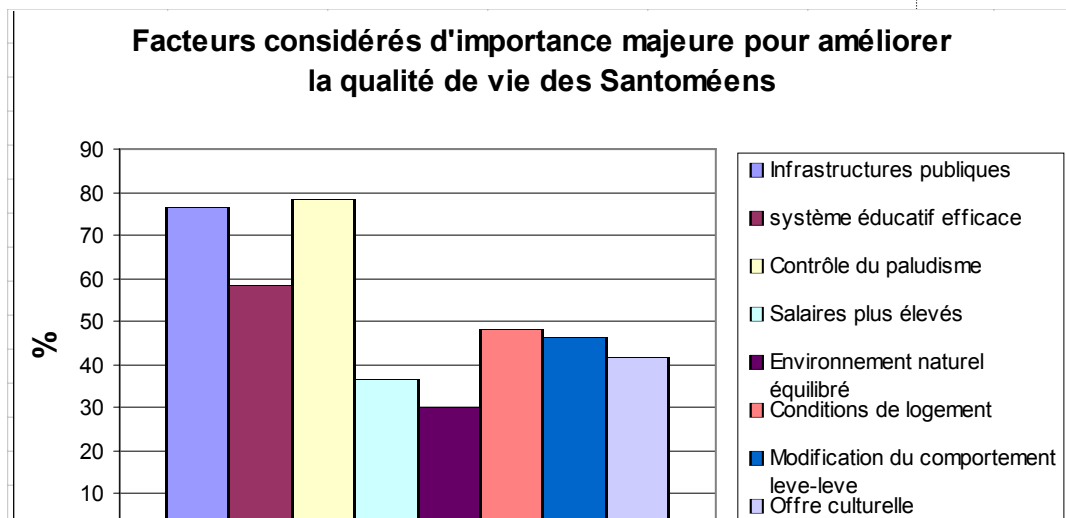
Voyons ce que disent les Santoméens à ce propos, en commençant par les réflexions de Sofia sur le pétrole:
Moi je pense qu'on n'investit pas dans les

alternatives. On va évidemment me dire "mais ils sont en train d'investir dans le pétrole". Pour moi, quant à moi, personnellement, c'est un autre malheur qui va entrer à STP. Mes amis que j'aime beaucoup, ce n'est pas cela qui est en cause, sont tous très heureux à cause du pétrole. Or, le pays... Nous avons en Afrique des exemples de pays producteurs de pétrole où leurs peuples vivent en dessous du seuil de la pauvreté. Le pétrole en soi, la richesse naturelle en soi, ne résout les problèmes de personne ! Et je ne vais pas parler de la Suisse qui n'a aucune richesse naturelle. Non je ne vais pas vers la Suisse, ce serait pêcher par envie et aspirer au top. Voyons à Cap Vert. A Cap Vert, les gens ne vivent pas si mal qu'à S. Tomé. A S. Tomé, les personnes vivent très mal. Ça fait mal à l'esprit des gens. Et ils n'ont pas de richesse. Bon, revenons au pétrole, moi je ne pense pas que le pétrole va résoudre notre problème. Le pétrole va résoudre le suivant: Le pétrole va rendre un nombre réduit de gens plus riches à STP, parce qu'à STP il y a déjà des gens riches. Riches. Des gens riches. Ces gens vont devenir plus riches et le reste du peuple va continuer comme il est, il va

continuer pauvre. Evidemment, cela n'est pas si linéaire que ceci, c'est à dire, ce n'est pas si...C'est clair que si les Santoméens voulaient, si les Santoméens voulaient ce ne serait pas comme ça. L'argent va se reverser pour, ou il peut se reverser pour des choses, pour des biens, plus collectivisants comme des routes, des écoles, des hôpitaux. C'est évident. Des travaux d'assainissement. C'est clair. Mais à partir de ce que j'ai vu au cours de

peut aider à expliquer le scepticisme dans les attentes devant la future exploitation du pétrole. Il faut, en outre, relever comment on pense à la répercussion de l'activité économique dans le développement humain, en ne se limitant pas à une simple critique à l'enrichissement illicite et à la richesse en soi.

A propos des virements effectués par les émigrés, et de leur importance en tant que



ces 25 ans, ceci ne me semble pas être un avenir. C'est à dire, à cause de ce que j'ai vu au cours de ces derniers 25 ans, je suis obligée de dire " j'ai vu l'avenir et il ne m'a pas plu". Parce que c'est vrai que ça peut être différent. Il y a des pays, surtout des pays arabes où le pétrole a été bien utilisé, certainement beaucoup par l'oligarchie, qu'elle soit présidentielle ou dynastique. Beaucoup par l'oligarchie, mais qui reverse l'argent dans des choses concrètes : travaux d'assainissement, routes, écoles, santé. Moi je sais pourquoi STP est un des pays les plus endettés du monde. Où est passé l'argent de cette dette? Investi, cet argent est investi dans quoi ? Parce que j'ai fait gaffe s'il se voyait. Bon, il a été investi mettons dans des hôpitaux. Mais ce n'est pas ça qu'on voit..

facteur économique les Santoméens n'ignorent pas ce potentiel et ils se réfèrent au cas capverdien comme une réussite. Idalecio raconte:

J'ai coutume de dire comment est-il possible que les Capverdiens, par exemple, indépendamment d'avoir beaucoup ou peu, pensent toujours à Cap Vert, veulent retourner au Cap Vert. Ils gagnent bien, ils envoient cinq à Cap Vert. A ST non. L'homme santoméen continue, il continue encore aujourd'hui, s'il a dix, il veut les dix pour lui, moi j'ai dix, je veux cinq de plus, cinq viennent à moi. Il ne pense même pas à se dire: "J'ai cinq, mais je vais aider mon pays avec cinq de plus, je peux", penser un peu plus à son peuple, à son pays au lieu de penser à lui-même. Et cela se voit beaucoup chez les dirigeants. (...)

Cette interprétation de l'appropriation des bénéfices du pétrole par une minorité, sans répercussion sous forme d'améliorations pour l'ensemble de la population

Et puis c'est une chose qui, je crois, arrive au Cap Vert. Le Cap Vert n'a pas d'eau, c'est un pays extrêmement pauvre où les gens ont gagné un amour à la famille

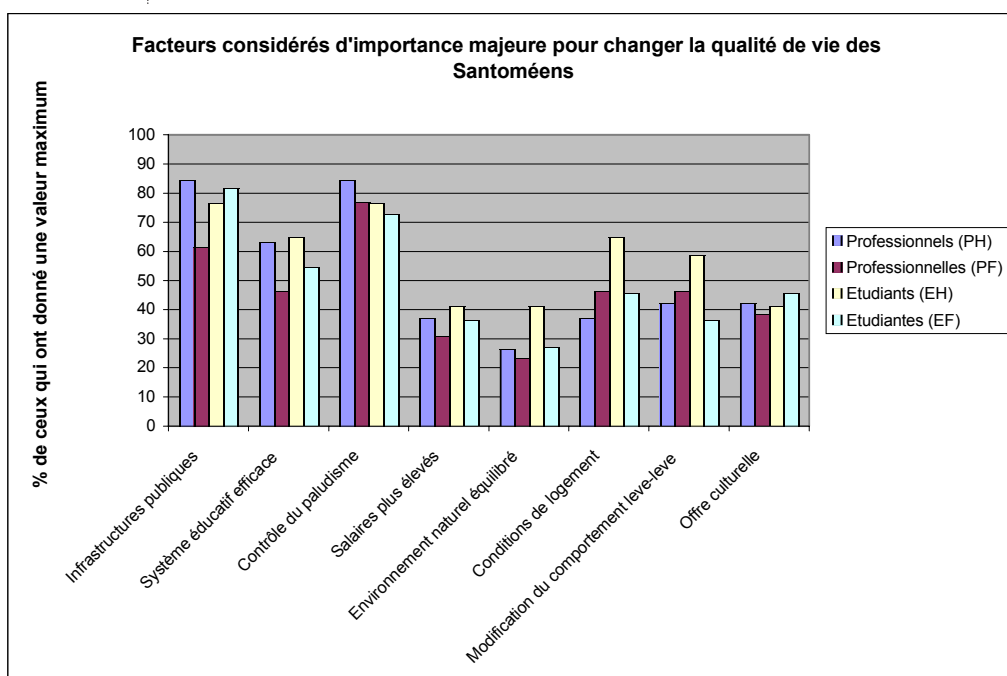
parce qu'ils sont partis du pays en quête de mieux et ils savaient qu'ils laissaient d'autres personnes à Cap Vert. Et alors ils sont successivement préoccupés par les personnes qu'ils ont laissées là bas. C'est à dire qu'ils comprennent que ce qu'ils ont réussi à ramasser ici, maintenant, ça peut aider énormément au développement de Cap Vert et c'est cela qui est arrivé, le pays est en train de se développer.

J'ai des collègues capverdiens, je parle avec beaucoup d'entre eux, et j'en connais bien quelques-uns, et c'est une manière totalement différente. Je les vois aller à la banque, faire des versements pour ST, pour

née de voir la politique, et d'après moi, à mon avis, très particulière. Mais écoutez, jusqu'à présent, on n'a pas encore réussi à faire mieux.

Penser à son intérêt personnel au-dessus de l'intérêt collectif, aux relations personnelles plutôt qu'aux intérêts généraux et à une affirmation sur le bénéfice que les dirigeants peuvent tirer de la dépendance élevée vis à vis de la coopération internationale sont les problèmes perçus par certains de ces Santoméens.

C'est sur la même ligne que semble se



Cap Vert, envoyer leurs conteneurs à Cap Vert, faire leurs maisons à Cap Vert, trouver un terrain à Cap Vert, ou être toujours sur le terrain. A ST, c'est presque impensable, un terrain à ST et avoir ce terrain. Ils les donnent simplement aux gens dont ils pensent qu'il faut le leur donner. C'est à dire à leurs amis purement et simplement. Et ils ne font pas les politiques parce que c'est comme ça.: cet homme est un inconnu, mais c'est un cadre santoméen qui revient, il va faire une maison, c'est une plus-value pour le pays, n'est-ce pas? Et ce n'est plus un problème pour le Gouvernement. Mais ils ne voient pas ça. Ou autrement, plus nous dépendons de la coopération à ST, mieux c'est pour eux. C'est une façon erro-

situer la valorisation si limitée attribuée à la réduction de la dette, en sachant pourtant que, comme facteur économique objectif, c'est un problème de première ampleur pour l'avenir de STP. Et non seulement on la situe à des niveaux de priorité très bas, mais encore il semble qu'on ne soit pas très inquiet par le fait qu'elle continue à augmenter, puisqu'on insiste toujours sur l'investissement étranger (une grande partie duquel se produit et se produira au travers de crédits) et non sur le secteur des entreprises privées.

Toutes ces réflexions devraient permettre de considérer que comprendre la valorisation des facteurs économiques à STP

exige un effort pour insérer le discours économique dans la logique d'autres discours, puisque qu'il ne semble pas possible de répondre, en termes économiques, à un certain nombre d'interrogations importantes.

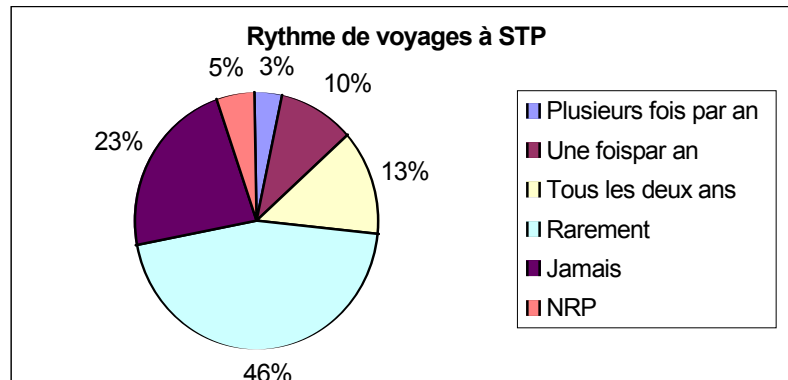
Voyons ce que peut apporter la désagrégation dans la clarification de ces interrogations.

La division entre hommes et femmes donne à voir quelques points intéressants:

- Les hommes signalent une importance maximum à beaucoup plus de facteurs économiques que les femmes.
- La différence est particulièrement grande en ce qui concerne l'augmentation de la coopération internationale (36,1 % des hommes et 8,3 % des femmes) et dans la captation de l'épargne des émigrants (25 % des hommes et 4,1 % des femmes).
- Uniquement pour la réduction de la dette externe, on trouve un plus fort pourcentage de femmes que d'hommes, mais pas de beaucoup (37,5 versus 33,5).

Les différences entre professionnels qualifiés et étudiants sont elles aussi appréciables:

- Les professionnels qualifiés donnent moins d'importance à la réduction de la dépendance externe (28,1 versus 42,8 % des étudiants) et beaucoup plus à l'augmentation de la coopération internationale (31,2 et 17,8 %), à l'épargne des émigrants (25 e 7,1 %) et à l'investis-

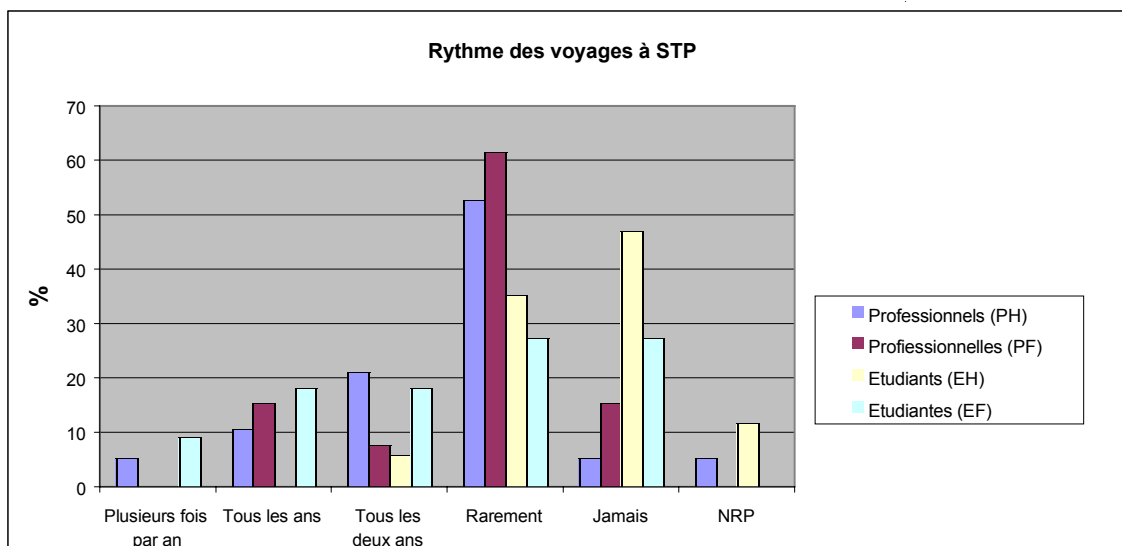


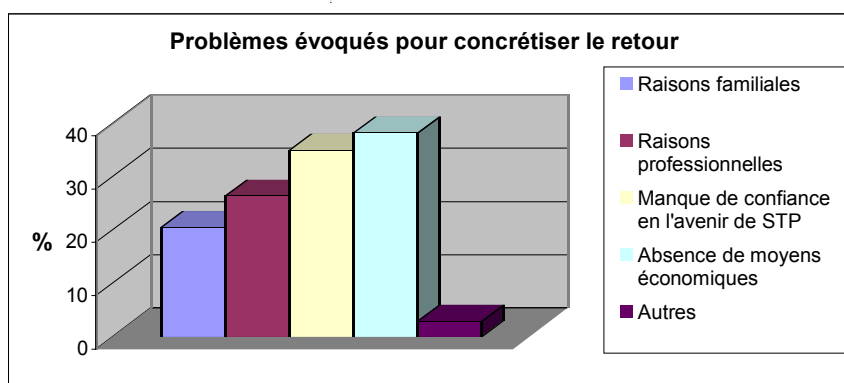
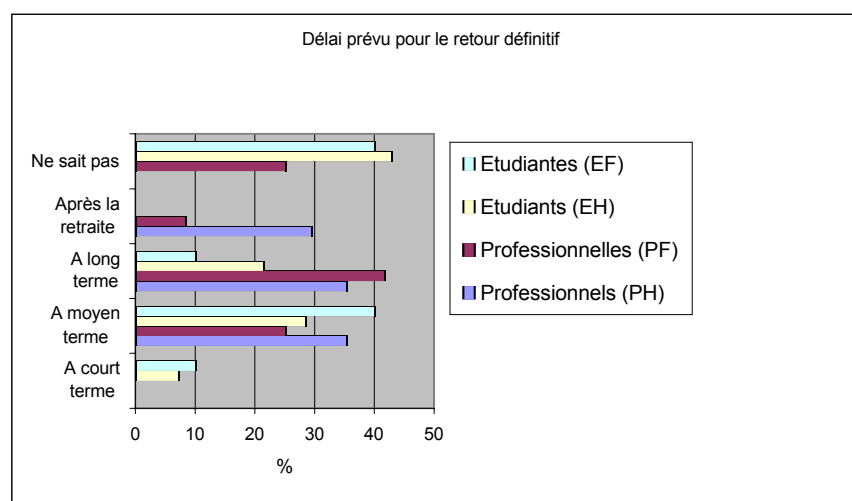
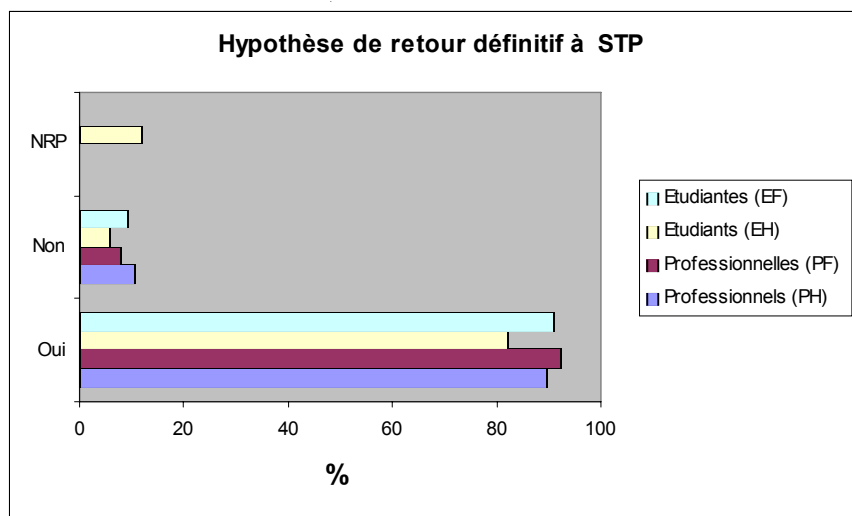
tissement de capital étranger (59,3 e 46,4 %).

- Les étudiants font des Santoméens le grand protagoniste, aux dépens de ce qui vient de l'extérieur et en potentialisant ce qui doit se développer à l'intérieur (par le biais des entreprises privées et de la diversification des exportations).

La lecture différenciée par sous-groupes permet de relever la singularité en cette matière des EUF:

- Elles situent à la première place la réduction de la dette externe, se différenciant ainsi clairement des autres.
- Elles valorisent t
- très peu l'augmentation de la coopération internationale et encore moins l'attraction de l'investissement étranger et l'exploitation du pétrole.
- C'est le sous-groupe qui valorise le plus la création d'un secteur privé fort, avec ses entrepreneurs.





Les désagréments successives ouvrent un espace pour le changement en opposant les EUF et les PH.

Les PH semblent être ceux qui reproduisent le plus un modèle clairement soutenu par ce qui vient de l'extérieur, au prix d'un

endettement croissant, un développement endogène bas et une accentuation probable des différences sociales par l'appropriation des bénéfices issus du pétrole ou d'autres investissements étrangers.

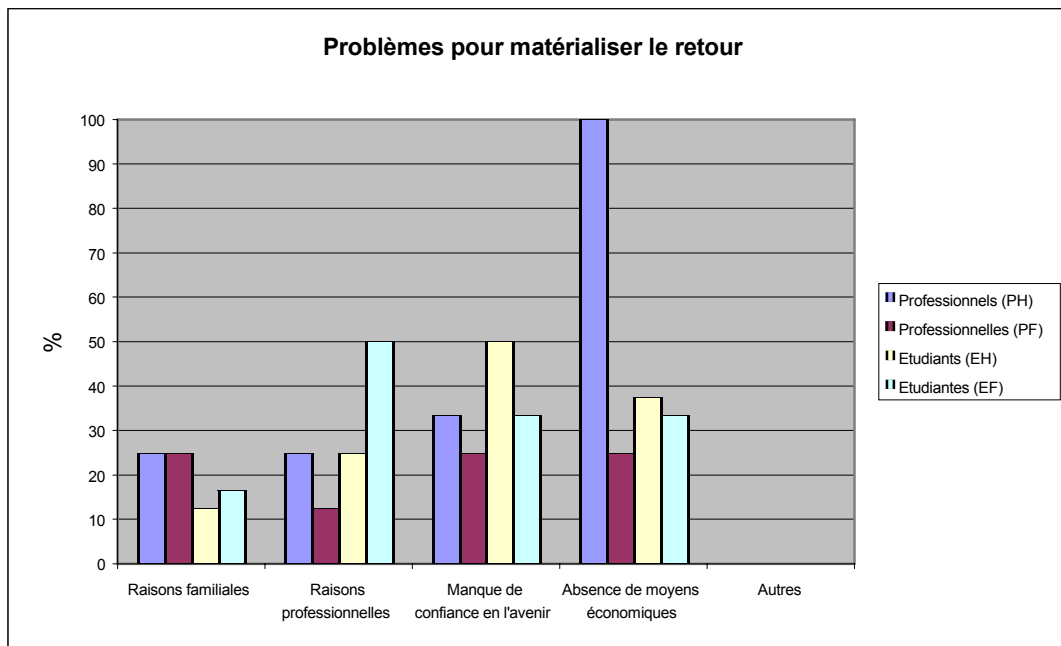
Les EUF paraissent représenter un modèle beaucoup plus orienté pour le développement des capacités propres, qui doit se faire à partir d'un assainissement économique mais aussi social. Elles parient sur des alternatives au secteur public et au rôle que joue l'Etat en ce moment, en insistant sur le corps des entrepreneurs, mais aussi sur le rôle qu'elles mêmes devront jouer dans l'avenir de STP.

Outre les facteurs politiques et économiques exposés, les Santoméens ont été questionnés sur d'autres facteurs liés au changement de qualité de la vie et le développement humain.

Voici ci-dessous la représentation graphique des valeurs maximums pour l'ensemble de ces Santoméens.

Sans aucun doute, ces facteurs suscitent une coïncidence notable puisqu'ils sont beaucoup plus valorisés que les facteurs économiques ou politiques exposés plus haut. Six d'entre eux reçoivent une valorisation d'importance maximum, au-dessus de 40% (il n'y en avait que deux dans les facteurs politiques et trois dans les économiques qui atteignaient cette tranche) et uniquement l'honnêteté dans l'exercice des charges publiques se rapproche des pourcentages les plus élevés de ces facteurs.

- Le contrôle du paludisme et les infrastructures se détachent clairement sur le reste et, si on ajoute la note maximum à la valorisation haute, nous nous situons à des niveaux de l'ordre de 90%. Dans le cas de l'éducation, on se rapproche de ce degré, mais avec un pourcentage d'importance maximum bien inférieur.
- 70 % des personnes consultées valorise comme très importante l'altération du comportement leve-leve (46,7% avec la notation maximum et 23,3% avec la valeur suivante)
- Si on pense que la rente per capita est la composante la plus basse de l'Indice de Développement Humain à STP, on peut être surpris par la place occupée par les



salaires comme facteur d'amélioration de la qualité de la vie. L'environnement naturel est le seul qui soit situé en dessous et il est dépassé par l'offre culturelle.

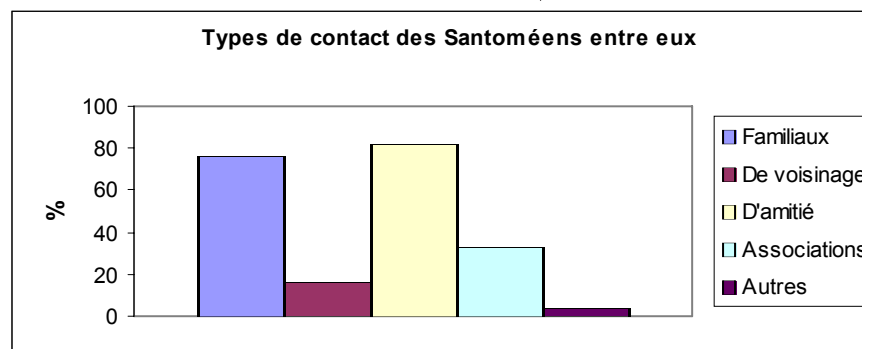
qu'on identifie les problèmes pour matérialiser le retour à STP. Dans ce cas, tous les PH placent les carences en moyens économiques à la valeur maximum.

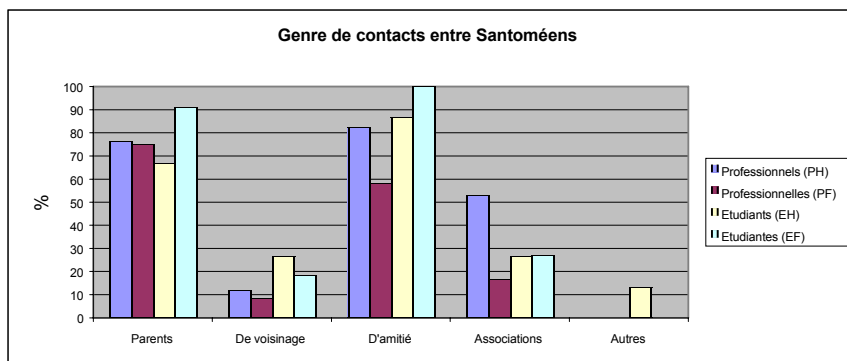
Toutefois, la valorisation du facteur salaires dans cette partie de l'enquête ne présume pas que, lors de l'approfondissement de ce thème, les Santoméens méprisent son importance. Les différences salariales entre STP et le Portugal sont très grandes et le coût de la vie à STP, si on veut garder un standard de vie régi selon les paramètres en vigueur au Portugal, est aussi très élevé. Pour qu'un professionnel puisse satisfaire ces conditions minimums, il faut que les salaires montent considérablement à STP.

Par rapport au dénommé leve-leve son importance est reconnue, sans le moindre doute, par ces Santoméens et si on tenait compte des résidents qui n'ont jamais été à ST, il est fort probable que les valeurs résultantes seraient encore plus hautes. Le leve-leve est associé avec une mentalité santoméenne et il requiert une réflexion plus nuancée dans l'analyse globale. Nous anticipons avec des références de Maria et João:

Aussi un tout petit peu de notre leve-leve, et un tout petit peu... c'est à dire, je ne sais pas si vous avez déjà été à ST? Parce que très souvent, nous, nous mentionnons leve-leve: la vie va lentement, on laisse passer, on laisse couler et les personnes ne contribuent pas pour grand-chose,

Mais, peut-être, ces Santoméens préféreraient-ils montrer l'importance des facteurs qui, d'un point de vue social, sont jugés indispensables et sur lesquels on s'attend à une sensibilité unanime. Il ne semblerait pas très correct que, explicitement, les professionnels jouissant de meilleures conditions situent les salaires à des niveaux d'importance supérieurs à la santé ou à l'éducation. Et, en outre, la majorité de ces Santoméens ne vont pas retourner vivre à STP à court terme, et ils ne risquent donc pas de pâtir des salaires actuels de STP. Il serait très différent d'analyser le facteur salaire à partir de la perspective de ce qu'ils touchent en réalité, comme lors-





parce qu'elles attendent toujours que d'autres le fassent. Elles attendent toujours que d'autres fassent et ceux-là ne contribuent pas non plus pour grand-chose.

Il faut insuffler chez les gens un esprit de civisme plus fort, un esprit d'amour à sa terre elle-même et cela passe par beaucoup de culture, beaucoup d'éducation. Les gens doivent savoir que le pays leur appartient. Qu'il est à eux. Et eux, les gens, peuvent faire un peu, ils peuvent être en train de faire un peu pour leur pays. Et ça passe beaucoup par cela.

Et ST vit un ... pour moi c'est grave, vit dans un état qui est grave. Parce que les gens sont accommodés au statut quo, avec ce qui existe. Les gens ne font pas d'effort pour changer la mentalité santoméenne. Le Santoméen vit dans cette mentalité leve-leve, je ne sais pas si tu connais l'expression leve-leve, mole mole ? On mène sa vie... Et ça ne marche pas, Ca ne donne pas. J'ai eu vu ST mieux qu'il n'est aujourd'hui.

Contrairement à ce qui a été observé sur les facteurs politiques et économiques ainsi qu'à propos des agents et des attentes de changement, dans la valorisation de ces facteurs-ci liés à la qualité de la vie, la désagrégation ne fait pas apparaître de variations notables, ni entre les hommes et les femmes, ni entre les professionnels qualifiés et les étudiants, ni entre les quatre sous-groupes.

Il faut seulement mentionner que les hommes présentent des valeurs maximums un peu plus hautes que les femmes et que les EUH semblent globalement plus exigeants que les autres sous-groupes, vu qu'ils accordent l'importance maximum à

l'environnement naturel, aux conditions de logement, au changement du comportement leve-leve et aux salaires plus élevés.

Le graphique suivant reflète la désagrégation:

Relations entre les Santoméens

La distance permet d'adopter une perspective différente pour aborder les phénomènes, les personnes et les institutions, particulièrement quand il s'agit de ceux qui affectent directement l'individu pour la bonne raison qu'ils font partie de sa biographie.

Comprendre les relations des Santoméens émigrants entre eux et celles de ces derniers avec STP peut aider à une meilleure compréhension entre tous. A partir de cette connaissance peuvent s'ouvrir des formes de dialogue et de collaboration liées au changement et au développement humain à STP.

L'enquête s'est appesantie sur trois aspects: connaître l'attitude des émigrants face à l'hypothèse de retour à leur pays d'origine, vérifier les contacts entre Santoméens au Portugal et rechercher leur possible implication dans des activités concrètes.

Voici les résultats des enquêtes, en utilisant encore une fois les représentations graphiques comme une première image pour amorcer la réflexion et en gardant les mêmes formes de désagrégation.

Vérifier la fréquence des voyages à STP est un premier pas pour comprendre les relations avec le pays d'origine et avec les concitoyens.

Le graphique permet de voir que seul un nombre réduit de ces Santoméens voyage avec régularité à STP et que trois sur quatre ne le font jamais ou presque jamais.

Mais quelques différences internes apparaissent en désagrégant l'information.

- Un cinquième des femmes va fréquemment à STP (une ou plusieurs fois par an), alors que seuls 8,2% des hommes le font.

- Les étudiants qui ne vont jamais à STP sont beaucoup plus nombreux que les professionnels qualifiés, probablement à cause du coût élevé du voyage .
- Les PH font le voyage plus souvent que les PF et les PF qui ne le font jamais ou rarement sont aussi les plus nombreuses.
- Les EUF font le voyage beaucoup plus que les EUH et les EUF qui ne font le voyage jamais ou rarement sont aussi les moins nombreuses.

Est-ce que les Santoméens se posent la question du retour définitif? Apparemment oui, du moins selon la façon directe de répondre, et sans qu'il y ait de différence appréciable par sexe ou par âge.

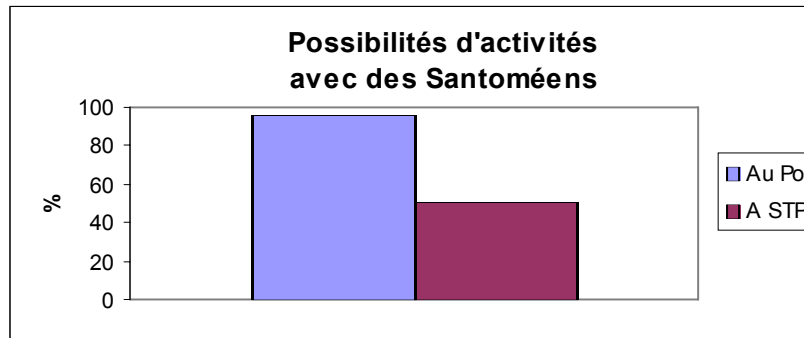
La minorité qui déclare ne pas se poser cette question sur le retour définitif avance comme argument central l'absence de qualité de vie à STP.

L'essai de préciser le temps qui s'écoulera avant le retour définitif fait apparaître une plus grande différenciation interne, mais les Santoméens qui donnent une date prochaine sont peu nombreux (3,8 %), ce qui fait douter sérieusement de la réponse à la question centrale initiale. Peut-être la réponse obligée socialement entre eux est-elle de déclarer la volonté de retourner, sans qu'elle ait à voir avec la réalité.

La désagrégation n'aide pas à éclaircir les réponses relatives aux tendances de concrétisation du retour, mais elle donne une piste sur les sous-groupes, ainsi que sur le délai court et l'incertitude:

- Uniquement les étudiants se proposent de retourner à bref délai, ce qui semble indiquer que leur séjour au Portugal est la conséquence de leurs études. Les EUF entrevoient des délais plus courts que les EUH.
- Le degré d'incertitude parmi les étudiants est très élevé, et c'est le contraire qui se passe avec les PH

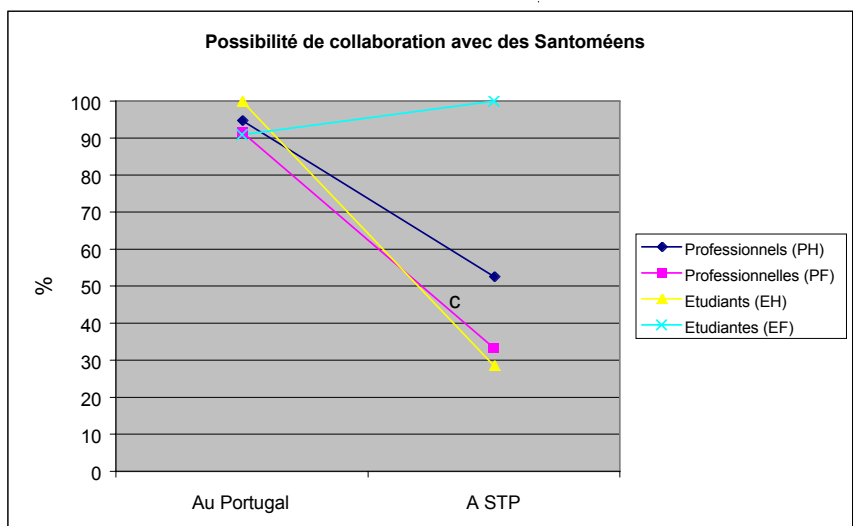
Il existe une plus grande incertitude parmi les étudiants qu'au sein des professionnels et cela est conforme à ce qu'on peut attendre, étant donné le degré différent d'intégration sociale et les différentes marges de manœuvre. Si l'âge, le travail et les enfants ne permettent pas beaucoup d'al-

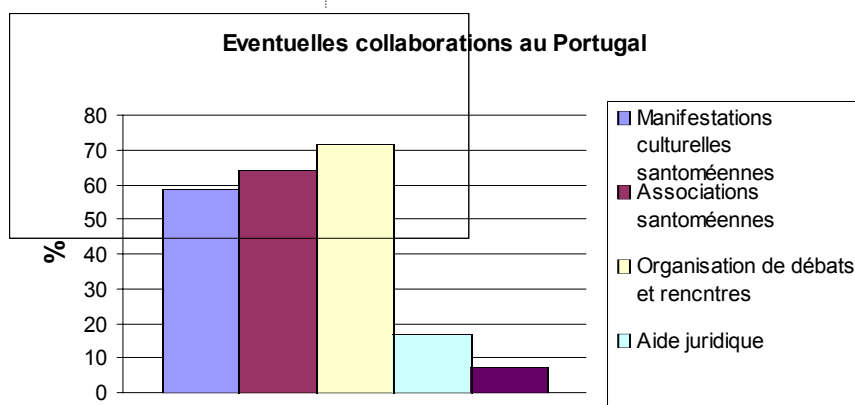


ternative dans une société aussi compétitive que l'européenne, on comprend qu'on soit encore moins disposé à faire des expériences à STP. Mais continuons à nous pencher sur les questions de base pour mieux lever les doutes.

Quels sont les problèmes qui empêchent de matérialiser le retour?

L'absence de moyens économiques et le manque de confiance en l'avenir de STP figurent comme les problèmes les plus cités, tandis que les motifs professionnels et familiaux sont mentionnés par moins de personnes, bien qu'ils soient fréquemment liés les uns aux autres. Manuel dit: *Mais il y a beaucoup de travail à faire. Il est clair qu'il y a un second aspect qui est l'aspect socio-financier, c'est sûrement un des aspects les plus difficiles, qui rend difficile le retour. Moi j'ai beaucoup d'intérêts à travailler avec ST, travailler pour ST, mais pour le moment, je n'ai pas trou-*





vé les conditions pour retourner. Et je ne parle pas seulement de ce qui est basique, avoir un logement; le logement n'est pas un problème. Le problème majeur est de trouver une structure qui convienne pour commencer une carrière professionnelle au niveau que j'ai ici au Portugal. D'ailleurs le niveau de vie à ST est très cher et je peux compter avec des frais mensuels autour de 150 mille escudos. Donc c'est sur cette base que je vais penser pour ST. L'aspect fondamental est l'aspect financier.

Au-delà des problèmes explicites signalés, il se produit chez certains Santoméens un changement de coutumes de consommation et leur niveau d'exigences devient très élevé. Ils espèrent recevoir du Gouvernement des conditions qu'on n'offre même pas dans les pays où ils résident actuellement. Certaines de ces exigences mènent, par exemple, à réclamer un loge-

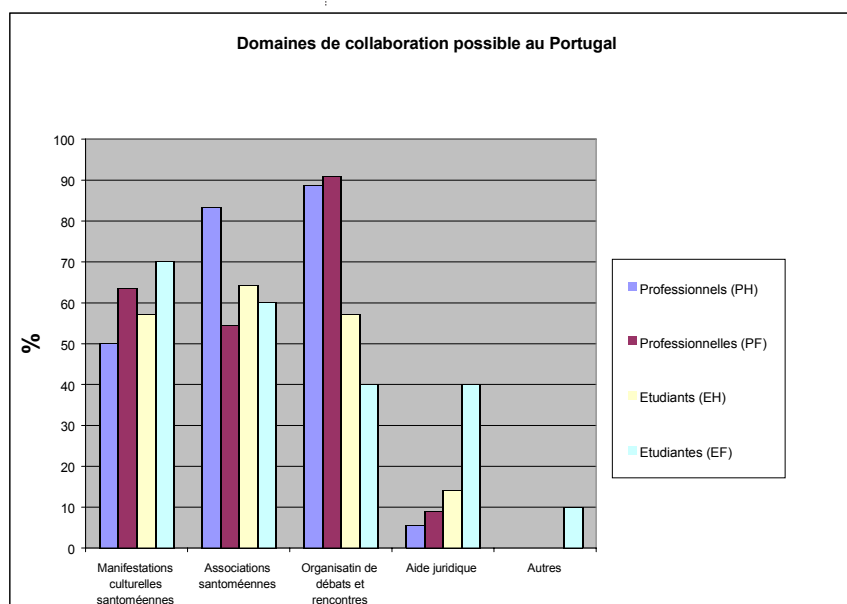
ment pour quelques années et à mettre au banc d'égalité l'utilité et la supposée nécessité du téléphone au Portugal et à STP, en l'amenant même au rang de " bien primaire ".

Écoutons par exemple les demandes de Jacinta à ce propos :

Moi je voudrais beaucoup retourner dans mon pays, c'est à dire... Moi je suis en train de vivre au Portugal et ça ne me plait pas. Tous les jours je pense à faire mes malles, tout ranger et m'en aller. Mais à chaque fois que je m'en vais en vacances et que je vois comment c'est... je n'ai pas envie de rester. Pourquoi cela? Parce que là bas je n'ai pas de maison. Si le Gouvernement santoméen faisait comme le Gouvernement capverdien, quand les jeunes finissent leurs études, il leur trouve des maisons. Et ce ne sont pas ces maisons préfabriquées. Ils restent là quelque temps, deux, trois ans et après, chacun construit sa maison et va vivre chez lui. Beaucoup de cadres d'ici s'en iraient. (...)

Donc, s'il y avait des conditions de logement, de meilleures conditions salariales, de meilleurs appuis, les jeunes reviendraient presque tous, les cadres.

Et quand on va à l'extérieur pour faire ses études, on acquière d'autres habitudes. La qualité de vie est importante pour moi. Je crois que jamais plus je ne pourrai penser "être dans une maison sans salle de bains". Être dans une maison sans lumière, seulement si j'avais un problème de santé assez grave pour ne pas pouvoir travailler. Dans ce cas, quelle solution. Mais tant que j'ai des jambes et des bras pour travailler, je crois que je vais... je dois m'efforcer pour avoir de meilleures conditions de vie. La qualité de vie pour moi, c'est fondamental. Et avoir un téléphone, par exemple. Moi, quand je vais à S. Tomé, les gens ne rentrent pas en contact avec moi, parce que je n'ai pas le téléphone à la maison. Le mobile ne fonctionne pas à ST, par exemple. Ce n'est pas une chose très chère, mais la plupart des gens n'ont pas le téléphone à ST. Au moins, chez moi, nous ne l'avons pas. Ceci est un bien primaire. Les gens ont besoin de communiquer, mettez des guillemets,



n'est-ce pas. Pour moi, entre guillemets, c'est un bien primaire.

Mais en désagréant, on peut noter certaines déviations qu'il convient de relever, surtout à cause de la distorsion que provoque le problème économique chez les PH.

- On ne discerne pas de différences notables dans l'ensemble entre les hommes et les femmes.
- Les étudiants accordent moins de confiance à l'avenir de STP que les professionnels qualifiés.
- Tous les PH considèrent le problème économique, alors qu'aucun des autres sous-groupes n'arrive à 40%.
- Les EUF sont très distinctement celles qui indiquent les motifs professionnels comme le problème pour le retour et les EUH le manque de confiance en l'avenir de STP

On a déjà soulevé la question de l'incertitude chez les étudiants et elle s'ajuste bien à ce manque de confiance plus prononcé en l'avenir de STP.

Il est très significatif et cohérent que les EUF signalent les raisons professionnelles comme le problème qui rend difficile le retour au pays. En effet, si la réincorporation et l'insertion professionnelle sont difficiles pour le commun de Santoméens, elles le sont beaucoup plus pour les femmes qui arrivent avec une formation universitaire.

Candelária peut expliquer les problèmes prévisibles, d'autant mieux qu'elle a eu une récente expérience sans s'être installée à STP:

Par exemple, j'ai parlé aujourd'hui avec une amie(...) qui me disait: "Dis donc, sais-tu ce qu'un homme m'a dit? Que la place de la femme est au lit. Ce n'est pas à elle à occuper un espace dans un bureau ", 'tu te rends compte ? Et cette personne est au Portugal. Ca veut dire que ça n'a pas changé. Parce que la mentalité du peuple santoméen, de certaines personnes est une mentalité très, très, très... ça laisse beaucoup à désirer. Il faut les connaître. C'est un peuple très hospitalier, très sympathique, mais il a quelques idées préconçues dans la tête qu'il faut arriver à

retourner.

Comment sont les relations des Santoméens au Portugal?

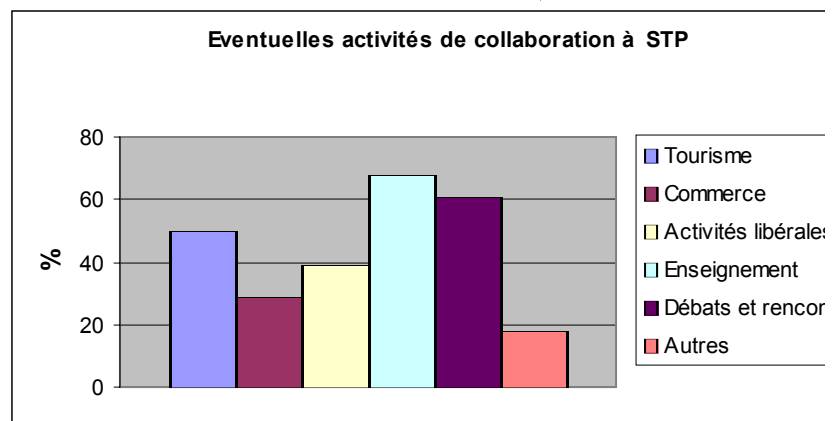
Il faut relever en premier lieu que le nombre de ceux qui entretiennent des contacts réguliers est très élevé, supérieur à 90%. Si on compare les hommes et les femmes, on note une petite différence, puisque le pourcentage des hommes est de 88,8% et celui des femmes de 95,8%. Les deux chiffres sont cohérents avec le haut degré d'endogamie observé dans le profil des Santoméens et avec les différences minimales entre les hommes et les femmes déjà signalées (voir ci-dessus).

Les types de contact représentés reflètent clairement que:

- L'amitié et la famille donnent le ton général de la relation .
- Les contacts de voisinage sont très bas, ce qui permet d'affirmer que les regroupements physiques par quartiers ne se produisent pas, contrairement à ce qui se passe avec les Santoméens immigrants moins qualifiés.

En désagréant l'information, on peut observer quelques particularités:

- Les étudiants présentent des indices un peu plus élevés que les professionnels qualifiés par rapport à l'amitié et au voisinage.
- Les hommes se fréquentent plus au travers des associations que les femmes
- Les différences les plus notables dans les contacts d'amitié se produisent entre les EUF (100%) et les PF (moins de 60%) .
- La différence de pourcentage de contacts via la famille est notable entre les EUF



(supérieur à 90%) et les autres, surtout les EUH (deux tiers).

Mais indépendamment de ces nuances, ce qui ressort est le degré d'endogamie déjà mentionné et la très forte interaction entre Santoméens. Les raisons de fond ont une étroite relation avec la culture santoméenne. Voici comment Celia commence à exprimer ce problème central :

(...) la majorité des Santoméens, je pense qu'elle fraye, qu'elle a affaire à des Santoméens... Parce que le Santoméen a beaucoup de difficulté à frayer avec d'autres cultures... certaine, pas beaucoup, quelque difficulté.

Je pense que même si elle ne le paraît pas, la culture santoméenne est très forte. Elle occupe une grande partie de la façon d'être des Santoméens. L'être santoméen est une chose très forte. Et les Santoméens ne lâchent pas leur façon d'être, leur façon de vivre et la façon de ne pas lâcher tout cela c'est de se marier aussi entre Santoméens. (...)

Si l'existence de contact est une condition de base pour les projets collectifs avec les Santoméens, il est aussi nécessaire de commencer à placer les possibilités de collaboration spécifiques, d'abord à partir de la prédisposition générale et ensuite à partir de la préférence de lieu et d'activité.

Plus de 90 % de ces Santoméens prétendent envisager l'hypothèse de collaborer à des activités qui concernent leurs concitoyens, sans variation appréciable par sexe ou par âge.

Là où apparaissent les différences est au moment de fixer le lieu de l'interaction, ce qui peut se voir dans les graphiques suivants:

Si la concordance est générale pour envisager de collaborer au Portugal, seulement la moitié est prête à le faire à STP. Dans ce cas, la désagrégation est importante:

- La rupture claire est représentée par les EUF qui sont, à 100%, disposées à collaborer à des initiatives qui se déroulent à STP, position qui les distingue de tous les autres, et en particulier des EUH.
- Les EUH représentent une position

extrême en se déclarant à 100% prêts à collaborer au Portugal et à moins de 30% à STP.

- Bien qu'éclipsée par les différences antérieures, la distance de près de 20% entre les PF et les PM sur l'option à STP est aussi notable.

Les hypothèses de collaboration sont reprises à la suite, mais il est important de clarifier que les Santoméens se sont inclinés de façon générale pour les options présentées explicitement (différentes pour le Portugal et pour STP) et qu'ils n'ont accordé que peu d'attention aux autres possibilités pourtant laissées ouvertes par la formulation, mais qui ne peuvent pas être exclues.

Les activités auxquelles collaborer tournent presque exclusivement autour de ce qui se fait actuellement par l'intermédiaire des associations. Ce sont elles en effet qui habituellement appuient les manifestations culturelles santoméennes et elles qui organisent les débats et rencontres.

On ne peut être que surpris par le peu d'intérêt suscité par l'appui juridique, sachant que c'est un service de base et nécessaire pour les émigrants africains dans l'Union Européenne et, non moins surprenant, la quasi absence de mention à une quelconque activité économique ou politique.

Voyons les nuances auxquelles conduit la désagrégation:

- Les femmes sont plus disposées que les hommes à collaborer dans l'appui juridique aux Santoméens (25 et 6,8 % respectivement).
- Les professionnels qualifiés se montrent beaucoup plus disposés à l'organisation de débats et rencontres que les étudiants.
- Seules les EUF identifient le domaine économique comme de possible collaboration, bien qu'à 10% seulement.

A propos des domaines de collaboration à STP, voici les résultats obtenus:

L'enseignement et l'organisation de débats et rencontres se trouvent situés en tête des activités, ce qui semble confirmer les possibilités dans les domaines socioculturels déjà mentionnés pour la collaboration au Portugal .

A STP, cependant, des options beaucoup plus liées à l'économie, à l'exercice professionnel et à l'assistance sociale que celles choisies au Portugal ont été ouvertes. Les trois activités marquent une différence substantielle avec celles choisies au Portugal.

Peut-être le Santoméen ne prend-il pas en compte les avantages comparatifs de collaborer entre eux au Portugal, mais oui à STP, où les relations peuvent être fondamentales pour atteindre la réussite professionnelle ou de son entreprise.

A propos de l'assistance sociale, il semble que se reproduise la situation habituelle de tendance à venir en aide aux populations "sous-développées" plutôt qu'aux résidents dans les pays "développés". Il se peut que cela soit le résultat de la répercussion négative, en termes d'intégration, que les immigrants mieux placés perçoivent au cas où ils entretiendraient des relations très étroites avec les secteurs d'immigrants moins bien situés socialement et symboliquement. En revanche, à STP, ils peuvent être perçus de façon différenciée et positive, puisque le fait de prêter assistance reproduit une image de sensibilité et bonne volonté pour son pays d'origine, qui ne remet pas en question, en outre, le statut atteint au Portugal.

La désagrégation fait ressortir des différences très prononcées entre les groupes choisis dans cette étude et elle ne contribue pas, en principe, à éclairer les diverses inconnues, comme nous verrons plus loin. Observons tout d'abord le graphique:

Les hommes et les femmes présentent les différences suivantes:

- Le commerce et les activités libérales sont beaucoup plus choisis par les hommes que par les femmes.
- Uniquement les femmes optent pour d'autres choix que ceux présentés explicitement et elles montrent un intérêt pour des activités d'assistance sociale ou ludiques ignorées des hommes.

Les professionnels qualifiés et les étudiants se distinguent surtout par:

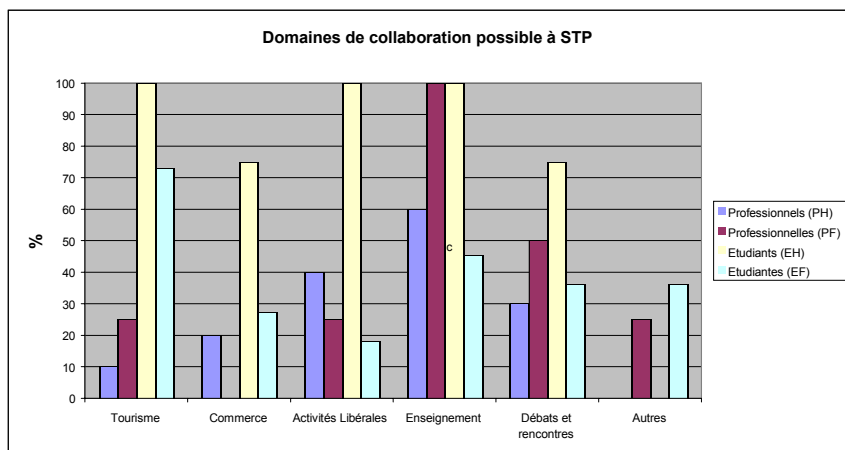
- Les valorisations portées au domaine touristique -beaucoup plus indiqué par

les étudiants que par les professionnels (85 versus 14,2%) - et le commerce (42,8% des étudiants et 14,2% des professionnels qualifiés).

- La plus grande disposition des étudiants pour les activités libérales et l'organisation des débats et rencontres, bien qu'avec des distorsions par sous-groupe que nous verrons ci-dessous.

Les résultats par sous-groupes donnent à voir:

- Les très forts pourcentages des EUH prêts à collaborer à STP, arrivant aux 100% en tourisme, activités libérales et enseignement et avec des valeurs très supérieures aux autres en commerce et organisation de débats et rencontres. Cela signifie qu'ils sont beaucoup moins nombreux à être disposés à collaborer à STP (moins de 30% comme déjà indiqué), mais beaucoup plus ouverts que ceux des autres sous-groupes.
- Seulement une toute petite fraction des professionnels qualifiés hommes est disposée à collaborer à des activités touristiques, malgré le fort pourcentage (supérieur à 63%) s'accordant à donner au développement touristique la note maximum.
- Les EUF, en revanche, donnaient beaucoup moins d'importance à ce facteur, mais elles sont beaucoup plus disposées à collaborer (voir facteurs économiques pour l'avenir de STP).
- 100 % des PF disposées à appuyer des initiatives se déroulant à STP voient la possibilité de collaborer dans l'enseignement.
- Les EUF sont les seules qui déclarent franchement des options d'assistance



sociale, concrètement dans le domaine de la santé et de l'enfance.

- Les PF envisagent des alternatives ludiques: promenades et excursions.

La logique culturelle et le changement de cap vers le développement humain

Dévoiler quels agents et facteurs les Santoméens considèrent comme appelés à avoir un rôle central dans l'avenir de STP et connaître les relations existantes et probables entre eux permet d'identifier les scénarios où sont en train de se jouer les processus générateurs des changements possibles.

Chacun de ces processus, qu'ils soient politique, économiques ou sociaux, peut être analysé comme un discours en soi et par rapport à chacun des sous-groupes sélectionnés, mais pour comprendre sa signification profonde il faut arriver à connaître la culture dont ils font tous partie. Nous partons de l'hypothèse selon laquelle les Santoméens, résidants dans leur pays ou au Portugal, hommes ou femmes, professionnels ou étudiants, partagent cette culture et que c'est à partir, et au travers d'elle, que se produit l'échange de mots et de faits qui les définit. Cet échange inclut les divergences et conflits qui, en plus de manifester la diversité interne existant dans toute population, peuvent produire en soi ou avec d'autres facteurs exogènes les changements dans la culture elle-même.

Dans la perspective de la diaspora au Portugal, STP semble être soumis à une culture remise en question, pour le moins, dans les logiques suivantes:

- Une logique des relations de solidarité qui, au travers de l'échange inégal de faveurs, reproduit les relations sociales de pouvoir.
- Une logique d'accumulation et redistribution qui, au travers de l'appropriation de ce qui est public, de l'Etat, reproduit les relations politiques de pouvoir.
- Une logique de relations avec l'investisseur étranger qui, basé sur la négation d'un secteur d'entreprises privées propre, reproduit les relations économiques de pouvoir.
- Une logique d'affirmation de la singularité

"forro" qui, partant de la négation du travail agricole et par extension des Africains d'origine mozambicaine, angolaise ou capverdienne, reproduit les relations inter-ethniques de pouvoir.

- Une logique de l'affirmation de la masculinité qui, s'appuyant sur la polygynie et le rôle reproducteur de la femme, reproduit les relations sexuelles de pouvoir.

Toutes ces logiques peuvent aussi être interprétées comme des représentations symboliques des relations identitaires que les Santoméens du Portugal entretiennent avec ceux de STP, à travers la culture.

Autrement dit, le Santoméen solidaire s'interroge non seulement sur la reproduction de relations sociales inégales, mais surtout sur la représentation symbolique d'un Santoméen collectif soumis -celui de STP- par un modèle de relation obligée qui nie la possibilité d'un Santoméen individuel -celui du Portugal-- soustrait à cette dynamique.

Enrique explique comme suit la tentative de se différencier et l'opposition qu'elle suscite, en s'appuyant sur le cas des émigrants:

Mais ici, les cadres qui sont ici, peuvent donner une grande contribution, mais il faut qu'à São Tomé soit créé un espace à cet effet. Ils... disons, nous voulons, mais comment? Le grand problème est celui là. Et c'est à dire, et c'est pour cela avec la création de... avec une société civile organisée, qui est une des choses dont nous pensons qu'elle est possible, soit des associations ou groupes de personnes organisées qui est pour faire valoir aussi leur voix, parce que nous aussi faisons partie de ce pays. Parce que lorsqu'une personne s'en va de São Tomé e Príncipe pour le Portugal, que ce soit un cadre ou non, ce que voit beaucoup de gens c'est que cette personne est un déserteur, qu'elle est partie, qu'elle ne veut rien savoir de nous. Quand un étudiant vient aussi et qu'il termine sa formation et qu'il ne retourne pas au pays, il est aussi vu comme un déserteur, vous comprenez? Et cette mentalité prévaut dans la tête de beaucoup de dirigeants, de dirigeants avec de la responsabilité à São Tomé. Et nous devons les toucher, parce que je n'ai encore jamais vu aucun signal

du gouvernement santoméen disant: " "Oui monsieur, vous êtes ici, vous êtes des cadres, nous voulons dialoguer ouvertement avec vous et dans un encadrement institutionnel et qu'est ce que vous pouvez réellement donner de votre contribution dans ce pays là ". Au contraire, si vous allez à São Tomé passer des vacances, beaucoup de gens sont inquiets "Quand est-ce que vous repartez? Quand est-ce que vous retournez?". Moi, très souvent, je m'interroge "je suis chez moi, à São Tomé e Príncipe, pourquoi est-ce que vous êtes si pressés de me demander quand je m'en vais? Vous ne voulez pas de moi ici?". Parce qu'il y a toujours une espèce d'envie, vous comprenez? Et très souvent quand les gens viennent d'arriver, les autres disent "Un tel est arrivé et tout ça, mais ils se demandent si ce ne serait pas pour?". C'est à dire, moi je considère une question de ce genre comme presque hypocrite, parce que si c'est pour rester, rester, rester vraiment, eux ça ne leur plait pas, parce qu'on dirait- que la personne viendrait là faire de l'ombre, n'est-ce pas? Et c'est pour cela, je pense que la société civile organisée, par l'intermédiaire d'associations ou groupes ou n'importe quoi que ferait le Gouvernement de São Tomé, surtout à la demande que nous, nous ne sommes contre rien. Au contraire, nous nous voulons un espace, évidemment, qui dit: "Votre participation peut être ici, peut être ici, peut être ici, n'est-ce pas?", certains encouragements et quelques manifestations d'hostilité, c'est à dire, presque que "Dîtes donc, vous êtes là, vous êtes là".

Le Santoméen patriarche re-distributeur est mis en question, non seulement pour la négation de l'Etat de Droit et du sens des institutions y rattachées, mais aussi parce qu'il représente symboliquement la reproduction d'un Santoméen soumis aux relations clientélistes, et niant l'option d'une différenciation basée sur d'autres critères étrangers à la logique patron-client, comme ceux d'égalité.

Plusieurs Santoméens saisissent ces aspects liés à des facteurs associés, comme la mentalité.

Rui:

Maintenant, après ces quinze années où nous avons été sous un pouvoir unique,

qui est le MLSTP, tout le changement pour qu'il y ait plus de partis et qu'est ce qui arrive? Ce qu'on voit les personnes qui sont (...) de São Tomé e Príncipe, sont les mêmes personnes qui ont été quinze ans au pouvoir. Et, pour moi, je pense qu'il est un peu difficile de changer de mentalité du jour au lendemain. Et ceci réellement, en envisageant la possibilité pour les gens d'améliorer vraiment São Tomé e Príncipe, la première chose est le changement de mentalité des hommes santoméens. Ah, pourquoi a-t-on créé dans cette société des groupes qui ont accès à tout et ces groupes ordonnent et désordonnent !. Et (...) à São Tomé e Príncipe, qui va au pouvoir. Parce qu'à São tomé e Príncipe, c'est comme ça: pour vivre là plus ou moins mieux, il faut être dans la politique. Et pour ce même groupe, quand un sort, un autre rentre, c'est un cycle. Tant qu'on ne rompt pas ce cycle, la possibilité pour São Tomé e Príncipe de changer est assez difficile. Mais, comme je continue à dire, la possibilité que SãoTomé e Príncipe a de changer, mais tout dépend des hommes, ces hommes qui, moi je dis ressources humaines, et que ces hommes de formation... Parce que, bon, la plus grande richesse qu'un pays peut avoir sont les hommes formés, qu'il réussit à transformer. Mais, et en faisant réellement abstraction de ces groupes, parce que ce sont des groupes qui sont installés dans la société et qui ont la possibilité pour tout: c'est le pouvoir économique, c'est le pouvoir politique, avec cette libéralisation qu'il y eut.

João:

Non, ce sont toujours les mêmes personnes. Bon, qu'est-ce qu'il se passe? A ST, il y a des familles, non? Comme il y en a partout. Ceux qui ont occupé les charges de dirigeants en 75 ont ensuite tourné. Mais comment ont-ils tourné? Entre familles et amis. Si vous prêtez attention, vous voyez le (...) et ceux qui ont (...) comme nom de famille et aujourd'hui il y a le (...) qui est aussi (...); donc ce sont ou c'est le même ghetto qui s'auto protège. Le (...) est aussi du même groupe. Et ils se protègent entre eux, encore et toujours. Et ils n'ouvrent pas non, pour qu'il puisse y avoir d'autres alternatives dans le pays, ils bouclent. Je pense que ceci est grave.

On doit... la politique doit être ouverte.

Manuel:

Non, quand je dis cadres, ce sont ceux avec lesquels nous parlons. Ce ne sont pas tous les cadres. Parce que, comme je disais au début, les cadres, par exemple nos collègues qui sont à SãoTomé, qui pour une raison ou une autre occupent des charges politiques, à ST la vision est toujours celle de 75, cette vision fermée. C'est séparer pour régner le plus longtemps possible... C'est cette vision là qui est mauvaise. Ce que nous devons faire, et moi... là, là, là de suite, c'est de tenter au maximum que les cadres avec de bons principes ne se perdent pas, n'entrent pas, ne fassent pas partie de ce même groupe. Parce que c'est comme ça, mais ils entrent dans ce groupe et puis ils ne veulent plus en sortir. Alors la solution est de les retirer le plus possible de cette vision fermée de la politique à ST, les enlever de ce groupe et les laisser avec une vision ouverte. Donc, ces personnes comme je disais existent à ST. Ce sont des cadres qui sont à ST. Elles existent aussi à l'étranger et il faut nous donner des conditions minima, n'est-ce pas? Et les orienter pour que les choses puissent être faites. Parce qu'autrement non. Autrement c'est la vision totale, total comme en 75 (rires). C'est très compliqué

Le Santoméen dépendant du capitaliste étranger est discuté, non seulement parce qu'il rend l'initiative privée impossible, mais encore parce qu'il représente au plan symbolique la reproduction de l'association du pouvoir local avec l'étranger, niant la possibilité d'une tension endogène par le modèle économique.

João dit à ce propos:

Si quelqu'un essaie de faire quelque chose, travailler, travailler sérieusement, il aura de grandes difficultés à le faire, parce qu'eux... Tout passe par le Premier Ministre, par la Présidence, et cela crée de grandes difficultés. La personne a l'initiative de vouloir, par exemple, développer le domaine où... Si moi je suis Ministre de la Santé, j'ai un projet que je veux mener à terme. J'ai de grandes difficultés à le faire, parce que quand les projets atteignent une phase donnée, moi

j'aurais des difficultés à les continuer. Parce que ces gens là ne permettent pas que les choses continuent. C'est à dire, ce sont des choses comme celles là, c'est que... Et moi je pense que les Nations Unies ou les institutions internationales qui veulent aider ST, à mon avis, elles devraient parier sur les personnes. Par exemple, imaginons qu'il y ait un individu en France ou en Angleterre, un Santoméen qui ait un projet viable, qui serait, qui lui présenterait le projet et que eux verraient que le projet serait un projet qui tient debout et peut marcher et qu'ils parieraient sur cette personne. Et pourquoi? Parce que si tu arrives à ST avec un projet, si tu n'as pas d'argent, même si le projet est bien beau et le meilleur du monde, qu'il peut même apporter au pays des grands bénéfices en termes de développement du pays, eux ils ne... Tout d'abord, ils pensent à eux, ils disent: "Ce projet est bon... mais moi aussi je dois en faire partie, mon nom doit figurer dans ce projet". Les dirigeants disent "Dis donc, le projet est optimum et tout ça, mais si ce projet, si vous voulez que ce projet marche, moi je dois... moi je dois faire partie du projet. Obligatoirement, sinon le projet ne tiendra pas debout pour marcher.". Ceci est une des choses qui limite le développement de la situation de STP. Ah! Ce que moi je pense c'est que quelqu'un, s'il avait un bon projet, le présente ici à la Communauté Européenne ou là où il veut... Les gens font une évaluation du projet et voient que le projet est viable, à travers la Communauté Européenne même, avec quelqu'un de la CE, ou des Nations Unies ou d'où vous voulez qui accompagne directement cela, mais personnellement ou un groupe de personnes qui voudrait faire des choses comme cela. Ce serait un mécanisme pour le développement. Parce que moi j'ai l'exemple d'un collègue. Il a voulu mettre une entreprise au pays, là-bas, dans mon pays. Mais il n'a trouvé que des difficultés, de grandes difficultés pour placer ces entreprises dans ce projet dans le truc. Et il n'a pas réussi encore à ce jour à placer quelque chose et ça fait plus de cinq, six ou sept ans qu'il est en train d'essayer, de voir s'il réussit à porter le projet à truc. Mais il ne réussit pas parce que les dirigeants ne sont pas disposés, ils ne sont pas prêts à

ce que quelqu'un apparaisse.

Observez l'association de l'investisseur avec la coopération dans cette déclaration d'Ismael:

Et puis il y a un point crucial, c'est d'essayer de porter le message aux investisseurs à ST, investisseurs, aux bailleurs de fonds, aux coopérateurs à ST: que coopérer avec S. Tomé, ce n'est pas coopérer avec a, b, ou c, ce n'est pas coopérer avec le Ministre. Parce que ce qui arrive aujourd'hui est que la coopération est plutôt de... pour résoudre les problèmes de personnes qui sont à ST, d'une personne ou d'une autre. Non. Nous devons porter le message, nous devons établir tous les contacts possibles, depuis l'extérieur. Tout appui ou un quelconque appui qui ne soit pas au bénéfice concret du peuple de STP. Parce que c'est comme ça que reste la dette, non? La dette reste pour STP et le bénéfice reste pour une ou deux personnes et c'est cela qui est arrivé. Et nous-mêmes à ST avons rendu cela possible. Et ça ne peut pas marcher comme ça. Alors il faut voir aussi ceci: nous devons savoir négocier pour le bien de STP. Et nous ici nous pouvons contribuer; ici au Portugal, Europe, aux EU, en France et tout ça, n'est-ce pas? Nous devons nous mettre à exercer une influence suffisante auprès des institutions pour que la coopération soit faite sur la base du développement de STP et non pas du développement de une personne ou autre. Un projet doit être accompli et non pas altéré en fonction de a, b, c qui éventuellement se trouve à ST.

Le Santoméen forro, citoyen et bureaucrate, est mis en question, non seulement parce qu'il reproduit les vieilles relations interethniques qui empêchent le développement, mais parce qu'il représente symboliquement la négation d'une identité collective basée sur le "melting pot", qui dépasse le conflit esclavagiste.

Voici deux déclarations qui expriment bien ce point, la première est d'Antonia et la seconde de Rosa:

Moi, quand j'avais mes 7, 10 ans, je parlais avec beaucoup de monde et ils me disaient toujours que les Santoméens ne sont pas des esclaves. Et si vous faites gaffe, vous verrez qu'aujourd'hui à ST le Forro,

l'homme santoméen, forro, est toujours en guerre... en guerre entre guillemets, avec le travail agricole. Eux, ils ne veulent pas faire de travail agricole. Parce qu'ils pensent que le travail agricole est fait par les Capverdiens, les Angolais, là-bas à l'extérieur. Ce sont les gens qui sont venus et qui (...) pour ST, pour faire ce genre de travail, comme esclaves. Tandis que les Santoméens, vivaient dans les villes, les rues et lorsque arrivaient les fins de semaine, ils se mettaient leur costume et allaient à des fêtes, dansaient et par là à l'extérieur; n'est-ce pas? Et, réellement, comment rentabiliser cet homme, tu te rends compte? Donc, où est-ce que réellement ils peuvent valoir plus? Donc ou même comment les amener à faire du travail agricole sous une autre forme? Quel type de travail, comment organiser? Il faut bien connaître l'homme santoméen pour réussir à faire... Le grand problème de l'indépendance a été, par exemple, qu'en 75 nous, on est presque tous partis de là, Capverdiens, Angolais et de par là. Et qu'est-ce qui se passe alors? L'agriculture a automatiquement baissé. Parce que les hommes santoméens ne sont pas allés travailler. Ils ont continué dans les bureaux, l'administration, n'est-ce pas? Qui ne génère presque aucune richesse.

Rosa:

C'est très général en Afrique et à S. Tomé très caractéristique, parce que nous... Mais ceci s'explique par l'Histoire, parce que c'est ainsi: nous autrefois, à l'époque coloniale, nous étions des esclaves, disons des esclaves privilégiés. Pourquoi? Parce que sur nos terres c'était uniquement les Mozambicains, Angolais et Capverdiens qui travaillaient. Nous, nous ne travaillions pas. Nous étions pour ces travaux légers, s'occuper des colons et je ne sais pas quoi et "être là assis et c'est tout "t, et nous commandions des esclaves d'autres terres. Et alors cela a perduré des années et des années, des décades et des décades et des milliers et milliers, non, ce sont cinq cents ans. Et alors ça a débouché sur ceci. Aujourd'hui plus personne ne veut travailler. Nous avons une terre extrêmement fertile et en agriculture c'est très mauvais. La production de cacao qui est la matière première que nous avons, mais en quantité, disons. Et

notre cacao est très bon. Personne ne veut produire, personne ne veut travailler dans les roças, personne ne veut travailler l'agriculture. Le café qui est exceptionnel, notre café, personne ne veut le travailler non plus. Tout le monde veut travailler dans les bureaux ou alors, être dans la fonction publique, être dans les charges, disons, qu'on puisse en faire le moins possible.

Le Santoméen de sexe masculin, polygémique et procréateur, est évalué non seulement par la revendication d'une sexualité égalitaire mais par la représentation symbolique de la négation de l'indépendance et la participation des femmes dans tous les milieux.

Voyons deux références, la première est de Candelaria, simple et directe et la seconde d'Ana qui expose la façon dont l'homme santoméen exprime, à travers les paroles de la musique, comment il désire que soit la femme et comment la femme santoméenne voit l'homme:

Une fois j'ai participé en 98, il y a eu un forum de reconstruction nationale, j'ai été invitée... comme diaspora à aller à ST. Le gouvernement m'a tout payé pour y aller, il m'a payé les billets, m'a donné de l'argent pour vivre et m'a payé l'hôtel uniquement pour être avec ma famille. Et alors, quand on m'a laissé la parole pour que je parle, il y a un collègue qui m'a dit: "Ah, mais toi ici, tu n'as rien à faire, parce que ta place c'est à la maison, avoir des enfants et prendre soin du mari et je ne sais plus quoi". Et il est licencié.

Ana explique

Les musiques disent qu'ils ont eu confiance en elle et qu'elle, elle n'a pas su, pas su profiter de cette confiance, qu'ils l'ont abandonnée, après ils l'ont abandonnée, n'est-ce pas? Les musiques disent plus. Les musiques disent qu'ils n'ont pas eu de chance parce qu'ils se sont mariés, innocemment, ils se marièrent avec une femme qui ne savait pas faire la cuisine, ne savait pas laver, ne savait rien faire, ne savait rien et lui aussi il a dû l'abandonner. Les musiques parlent de beaucoup de choses. Je ne sais plus maintenant. Elles parlent de la femme, de ce que la femme pense de l'autre femme. Elles parlent beaucoup de

ça, de l'autre femme. Que la femme est en train de se lamenter parce que l'autre femme gagne de l'espace, qu'elle gagne du terrain par rapport à elle. Maintenant les musiques parlent beaucoup que les femmes, que ce n'est pas la peine que les femmes aient de la haine pour les maris, eux, ils doivent seulement bien traiter l'unique. Les musiques disent que la seule façon pour une femme de garder le mari ne consiste pas à se fâcher, c'est de bien le traiter. S'il arrive tard, elle met la cravate, va mettre la nourriture sur la table, s'il amène des amis, lève-toi, va faire la cuisine, s'il arrive fatigué, fais-lui une fête. Ce n'est pas en faisant la guerre que tu vas réussir quoi que ce soit. Dans le fond les hommes veulent que les femmes aient cette position, c'est la meilleure façon qu'il aient pour être mieux. Mais même comme cela, ça ne signifie pas qu'ils vont rester avec une seule femme. L'homme santoméen aime avoir plus d'une femme. Et ils essaient de rappeler que la femme moderne n'a pas... la femme moderne ne réussit pas à faire un foyer avec des enfants, il vaut mieux être une femme traditionnelle. C'est ça.

Et ils ne parlent pas non plus de la nouvelle génération de femmes qu'il commence à y avoir à ST. Ils ne font jamais référence à cela, jamais... Ils se mettent à parler des femmes qui viennent de l'extérieur, ils commencent à peine. Il y a une musique ou autre: qu'elles arrivent avec les cheveux raides, les ongles peints, que la femme qu'ils ont connue avant de partir à l'extérieur n'est plus celle qu'il retrouve au retour. Oui, ça commence à avoir ce genre de...

Les femmes critiquent... les femmes critiquent mais les hommes de ST leur plaisent. Les femmes critiquent... les femmes ne sont plus tellement disposées à avoir des hommes passifs. Les femmes ont aussi l'ambition d'un certain statut dans la société. Les femmes veulent un homme qui soit actif, qui soit présent dans la société, un homme qui ne soit pas accroché à la boisson. Ce genre d'hommes, les femmes ne les veulent plus. Les femmes n'aiment plus ce genre d'hommes. Les femmes veulent des hommes fins, fins (rires). Les femmes critiquent, elles com-

mençant un peu à critiquer mais dans le fond elles n'arrivent pas à combattre. Même les femmes les plus en vue dans la société santoméenne ne réussissent pas encore à faire ce qu'elles veulent des hommes. Jusqu'à présent, je n'en connais pas une seule qui arrive à ce que l'homme soit assez présent à la maison, qu'il n'ait pas une maîtresse, qu'il la traite bien. Bien au contraire, parfois je pense que ce sont les femmes, parfois, au statut le meilleur qui sont un peu mal traitées par les hommes. Les hommes sentent une certaine rivalité avec la femme qui a fini ses études universitaires, ils ont une certaine rivalité. Et c'est cela que les femmes critiquent. Parce que maintenant ceux qui plaisent aux femmes ce sont ceux qui ressemblent un peu plus aux hommes européens, un peu plus. Elles ne veulent plus de cet homme que leurs mères ont eu. Elles ne veulent plus ça. Elles veulent des hommes qui se responsabilisent pour la maison.

Toutes les tensions symboliques antérieures représentent le conflit existant des Santoméens qui sentent qu'ils font toujours partie de STP, mais qui perçoivent qu'on leur permet de participer seulement s'ils acceptent toutes les relations inégales de pouvoir et le modèle culturel associé.

Le changement en direction du développement humain de STP semble exiger un exercice de modification, au moins partiel, vers une logique culturelle plus ouverte à la diversité interne et orientée vers l'intégration.

L'émigration de Santoméens n'est pas à proprement parler une nouveauté. Dans de nombreuses familles de cette société, on trouve des parents qui se déplacent à l'extérieur pour faire leurs études ou pour chercher à améliorer leurs conditions de vie. Finalement, une partie significative des enfants de STP se trouvent à l'extérieur, sans que cette réalité soit cependant clairement perçue. Tous ceux qui, pour diverses raisons, se sont vus forcés à émigrer sont complètement abandonnés à leur sort. Il n'y a jamais eu, jusqu'à l'heure actuelle, un recensement quelque peu détaillé qui permette de savoir dans quels pays sont concentrées les plus grandes communautés santoméennes de l'exté-

rieur, ni de caractériser qui émigre et pourquoi.

Constatations:

L'étude ci-dessus repose sur un échantillon représentatif de la communauté santoméenne au Portugal composé par deux groupes : celui des professionnels qualifiés et celui des étudiants, qui seront ensuite désagrégés par sexe. La définition de l'échantillon obéit au souci d'identifier les agents et les facteurs qui pourraient contribuer à permettre la réalisation des changements sociaux préconisés dans le cadre du développement humain du pays. En l'absence d'études ou de données statistiques qui auraient indiqué précisément combien et quels émigrants existent, le nécessaire a été fait pour définir le profil des personnes consultées et on a pu constater que :

- Les professionnels qualifiés hommes sont plus âgés que leurs collègues femmes et que 60% d'entre eux ont plus de 40 ans alors qu'aucune des femmes ne dépasse cet âge ;
- Dans le cas des étudiants, il se confirme que l'âge des femmes est moins élevé que celui des hommes. Elles ont toutes moins de 30 ans, alors que les EUH de la même tranche d'âge représentent 64,7% de leur ensemble.

Cela a certainement à voir avec le fait qu'il est beaucoup plus aisé pour une femme d'émigrer tant qu'elle n'a pas constitué sa propre famille. En l'absence d'études plus exhaustives, ces résultats doivent être compris comme reflétant une tendance parfaitement cadrée dans les habitudes culturelles santoméennes qui accordent beaucoup moins de liberté et d'initiative aux femmes après qu'elles aient assumé des engagements familiaux. On voit encore dans cette enquête que plus de 80% des EUF sont célibataires, quoique 9% d'entre elles signalent qu'elles ont une union de fait. Il faut enfin signaler que les EUF constituent le seul sous-groupe disponible à 100% pour collaborer à la réalisation d'activités à STP et à 90% au Portugal.

D'autres résultats permettent de caractériser encore mieux ce sous-groupe :

- 72,7% des EUF considèrent les entrepre-

neurs du pays comme les agents les plus influents pour l'avenir de STP et pour elles, d'autre part, la réduction de la dette se détache en tête des facteurs économiques d'importance majeure pour l'avenir, estimation où elles ne sont accompagnées par aucun autre sous-groupe.

- Par rapport aux facteurs sociaux d'importance majeure pour changer la qualité de vie des Santoméens, ce sous-groupe désigne, comme les autres d'ailleurs, les infrastructures publiques, le contrôle du paludisme et un système d'éducation efficace. Dans la logique des réponses antérieures, les EUF ont répondu positivement au retour définitif et elles constituent le sous-groupe qui présente les plus courts délais pour concrétiser leur retour, démontrant ainsi que la raison de leur séjour au Portugal est la poursuite de leurs études. Toutefois, elles émettent beaucoup de doutes sur l'avenir de STP et déclarent que le problème principal pour leur retour est d'ordre professionnel. On constate en outre que les EUF viennent en visite à STP plus fréquemment que leurs collègues masculins et que leurs contacts au Portugal sont basés surtout sur l'amitié et les relations familiales tandis que leur participation dans des associations est faible ;

En continuant l'analyse des réponses des étudiants, nous constatons que 100% des EUH sont prêts à participer à des activités avec les Santoméens du Portugal. Mais si l'activité se déroule à STP, cette disponibilité tombe au-dessous de 30%. 80% des membres de ce groupe sont aussi célibataires et seuls 5,8% sont mariés. Leurs conjointes éventuelles sont dans 100% des cas d'origine santoméenne.

- Lorsqu'ils sont appelés à analyser les agents les plus marquants pour l'avenir de STP, les EUH donnent plus de poids aux citoyens et au Gouvernement. Sur les facteurs politiques auxquels ils donnent une valeur majeure, le sous-groupe place en premier lieu l'honnêteté dans l'exercice des charges publiques et en second lieu la réorganisation de l'appareil d'Etat. Pour ce qui est des facteurs économiques de majeure importance, le sous-groupe désigne en premier lieu le développement du tourisme et aussitôt

après la diversification des exportations et l'attrait de l'investissement étranger.

- A la question posée pour déterminer les facteurs d'importance majeure pour l'amélioration des conditions de vie des Santoméens, les EUH, de même que leurs collègues femmes, détachent l'amélioration des infrastructures publiques, le contrôle du paludisme et un système éducatif efficace.
- A propos des contacts avec le pays, on note que les EUH se rendent rarement à STP. Ils ont répondu positivement à un possible retour définitif, mais ils ont beaucoup de doutes sur l'avenir du pays et ils envisagent le retour à plus ou moins long terme. Le problème fondamental qu'ils évoquent pour leur retour est le manque de confiance en l'avenir du pays, suivi du manque de moyens économiques. Quant à leurs contacts avec les Santoméens, ils se basent surtout sur l'amitié et les relations familiales et leur participation aux relations de voisinage ainsi qu'aux associations est très faible.

Il faudra, avant d'analyser les réponses des professionnels qualifiés, affiner un peu les caractéristiques du groupe, en rappelant que 68,7% de ces personnes ont une licence alors que seuls 6,2% ont une maîtrise. Dans l'ensemble, les PH sont plus qualifiés que les PF. Et sur ceux qui ont terminé leurs études universitaires, plus de femmes que d'hommes ont des diplômes correspondant à un cursus de 3 ans (38,4% et 15,7% respectivement); aucune d'entre elles n'a de maîtrise. En outre, dans ce groupe de professionnels qualifiés, les hommes se marient beaucoup plus. Mais les conjoints sont de nationalité santoméenne à 100% pour les femmes et à 86% pour les hommes.

- Interrogés sur les agents les plus marquants pour l'avenir de STP, les PH identifient, en premier lieu, les citoyens en général, et aussitôt après le Gouvernement et les investisseurs étrangers. La vision qu'ils ont, tant les PH que les PF, de l'avenir est peu empreinte d'espoir sur les possibilités d'améliorer la situation économique et sociale qu'ils qualifient de difficile ou très difficile. Quant aux facteurs politiques considérés comme de première

importance pour l'avenir de STP, les PH autant que les PF placent en premier lieu l'honnêteté dans l'exercice des charges publiques, puis ensuite la stabilité politique et la confiance dans les institutions publiques. La réorganisation de l'appareil d'Etat vient aussitôt après.

En passant aux facteurs économiques d'importance majeure pour l'avenir, les PH ont identifié deux facteurs à égalité, le développement du tourisme et l'attrait de l'investissement étranger, suivis de deux autres facteurs, à peu près identiques par leur poids relatif, la diversification des exportations et l'augmentation de la coopération internationale. C'est seulement après tout cela qu'arrive la captation de l'épargne des émigrants. La position des PF est différente. Ils est vrai qu'elles mettent à la première place, avec un poids semblable, le développement du tourisme et l'attrait de l'investissement étranger, mais les facteurs suivants sont l'exploitation du pétrole et la diversification des exportations. Suit, avec un poids relatif équivalent, la création d'un secteur privé fort et la réduction de la dette externe.

A propos des facteurs sociaux qui détermineraient une meilleure qualité de vie des Santoméens, nous constatons que:

- Les positions des professionnels hommes et femmes concordent sur l'identification du contrôle du paludisme, des infrastructures publiques et du système d'éducation efficace, mais il faut noter que le poids de l'expression des femmes est inférieur dans chacun de ces résultats.
- Les deux facteurs suivants sont différents en fonction du sexe. Alors que les femmes donnent le même poids aux conditions de logement et au comportement "leve-leve", les hommes ont choisi les offres culturelles en plus du comportement " leve-leve ".

Quand le sujet est le retour définitif, il y a encore quelque différence de positionnement selon les sexes:

- Les PH désignent avec un poids relatif équivalent l'option de retour à moyen terme et celui à long terme et vient ensuite, avec moins de poids donc, la possibilité de retour après la retraite. Les PF

optent clairement pour le retour à long terme et laissent au second plan la possibilité de retour à moyen terme, avec le même poids relatif que les immenses incertitudes associées au retour. Dans les problèmes liés au retour, tous les PH nomment l'absence de moyens économiques suivie du manque de confiance en l'avenir de STP. Les PF indiquent deux autres causes au poids comparable au manque de confiance en l'avenir de STP, l'absence de moyens économiques et les raisons familiales.

- En analysant le genre de contacts entre Santoméens, on note aussi des différences. Les PH optent pour plus de 80% pour les contacts amicaux, reléguant au deuxième et troisième plan respectivement les relations familiales et la participation à des associations. Quant aux femmes, elles mettent, à plus de 70%, les relations familiales au premier rang puis les relations d'amitié et enfin en troisième place, et, avec un poids relatif négligeable, la participation à des associations.

L'analyse de la possibilité de collaboration au Portugal et à STP fait surgir quelques petites différences, quoique la tendance soit la même, c'est à dire plus de 90% sont pour les activités au Portugal, mais par rapport aux activités à STP, ce sont 50% de femmes qui sont pour et 30% d'hommes. Enfin, trois thèmes retiennent l'attention des professionnels qualifiés, quoique avec des poids relatifs différents : l'enseignement, les débats et les rencontres et activités libérales.

Conclusions:

Notre appréciation des agents et facteurs que les Santoméens de la diaspora considèrent importants pour les changements sociaux orientés sur le DH, nous mène à faire une analyse comparative au sein du même groupe et entre les groupes (Etudiants et Professionnels) en fonction du sexe.

En commençant par les étudiants, nous sommes amenés à dire:

- Il y a plus d'acharnement et de sens professionnel et une fin des études plus rapide pour les EUF que pour leurs collègues masculins ;

- Les EUF ont des contacts plus réguliers avec le pays et elles sont plus sensibles à la réalité qu'on y vit, elles sont aussi plus prédisposées à contribuer au processus de changements;
- Les EUH ont une vision politique plus profonde de la réalité que leurs collègues femmes et ils ont identifié les citoyens en général et le Gouvernement comme agents dont la contribution pourra déterminer les changements sociaux dont le pays a besoin;
- Leur plus grande lucidité politique les amène à établir, de façon largement majoritaire (plus de 70%), comme facteur politique prioritaire pour les changements sociaux l'honnêteté dans l'exercice des charges publiques, suivie de la nécessité de mettre en marche la réorganisation de l'appareil d'Etat et la restauration de la confiance des citoyens dans les institutions publiques. Les EUF donnent moins de poids à l'honnêteté dans l'exercice des charges publiques, bien qu'elle soit toujours la première option et elles désignent la stabilité politique, suivie de la réorganisation de l'appareil d'Etat.

On peut dire que les hommes sont plus enclins à la réalisation de réformes structurelles que leurs collègues femmes;

- Quand on passe aux questions économiques, on note que les choix indiqués auparavant sont cohérents avec les options dans ce domaine. En effet, les EUH donnent comme facteurs économiques d'importance majeure pour l'avenir le développement du tourisme, la diversification des exportations et l'attraction de l'investissement étranger, ce qui implique des réformes structurelles de façon à créer un environnement propice à de telles initiatives. Les femmes optent pour la réduction de la dette externe, la création d'un secteur privé national fort et la diversification des exportations, ce qui s'articule avec l'effort tendant à l'assainissement de l'économie, la création de stabilité interne, et le renforcement de l'initiative et de l'intervention des nationaux ;
- Dans le chapitre de la discussion des conditions de retour définitif, chacun des groupes s'exprime de façon positive, mais les EUH expriment un grand

manque de confiance en l'avenir de STP. Les EUF indiquent, elles, les raisons professionnelles comme obstacles majeurs à ce retour, alors que leurs collègues hommes désignent comme seconde raison le manque de moyens économiques pour assurer le retour ;

- Il n'est donc pas surprenant que les EUF soient à 90% disponibles pour participer à des activités qui se dérouleraient au Portugal, mais que 100% le soient pour des activités à réaliser à STP, alors que pour les EUH, c'est l'inverse, disponibles à 100% pour les activités au Portugal et à peine à 30% pour celles à STP. Ces options tracent la différence de fond dans les options de chacun des sous-groupes, dans un des cas (EUF), il y a un pari de contribuer au processus de changement et tout ce que cela implique, et dans l'autre (EUH) il y a une attitude plus timorée d'attendre pour voir.

Il est à noter que seuls les étudiants se proposent de revenir à court terme et les délais qu'ils entrevoient sous cet aspect sont plus courts que ceux de leurs collègues.

Sachant que les contacts entre Santoméens, pour n'importe quel sous groupe, se tissent sur la base d'amitié et de relations familiales, la possibilité de profiter de cette disponibilité des étudiants reste ouverte pour participer, autant au Portugal qu'à STP, à des domaines spécifiés comme : les manifestations culturelles et les associations santoméennes, ou à STP, dans des activités de tourisme ou d'enseignement, les débats et les rencontres étant des options autant pour STP que pour le Portugal.

Si nous prétendons maintenant faire une analyse semblable par rapport aux professionnels qualifiés, nous devons avant tout mieux caractériser le groupe, en se référant au fait que 68,7% sont licenciés et 6,2% ont une maîtrise ; plus concrètement et par sexe, les traits sont les suivants :

- Les PH sont dans l'ensemble plus qualifiés que les PF et ils se marient aussi plus que leurs collègues femmes (52,7% et 30,7% respectivement). Dans n'importe lequel des cas, les conjoints sont plutôt de nationalité santoméenne (100% pour les PF et 86% pour les PH) . La vision

que les uns et les autres ont du pays est de peu d'espoir quant à la possibilité d'améliorer la situation économique et sociale qu'ils classent en difficile ou très difficile. Interrogés sur les agents les plus marquants pour l'avenir de STP, les PH pensent qu'il revient en premier lieu aux citoyens en général, ensuite au Gouvernement et aux investisseurs étrangers de contribuer aux changements sociaux dont le pays a besoin.

Cela montre jusqu'à quel point ces personnes ont intériorisé le fait que les changements sociaux doivent se faire en enrichissant toujours plus le processus démocratique, d'une part, et d'autre part, en préservant la libre initiative.

- Quant aux facteurs politiques considérés d'importance majeure pour l'avenir de STP, les PH autant que les PF placent en tête l'honnêteté dans l'exercice des charges publiques, désignant aussitôt après la stabilité politique et la confiance dans les institutions publiques. La réorganisation de l'appareil d'Etat vient ensuite avec plus de poids attribué par les PH.
- Encore une fois, les possibilités de changement qui assurent le DH peuvent survenir seulement dans des conditions politiques très clairement définies par les personnes consultées, comme l'honnêteté dans l'exercice des charges publiques, la stabilité politique, la confiance dans les institutions publiques et le courage nécessaire pour mener à bout la réorganisation de l'appareil d'Etat.
- Les PH voient les questions économiques différemment de leurs collègues femmes. Ils identifient le développement du tourisme et l'attraction de l'investissement étranger comme des facteurs d'importance majeure pour l'avenir de STP, suivis par la diversification des exportations et l'augmentation de la coopération internationale.

Ils démontrent ainsi que la récupération économique doit compter essentiellement avec un appui et des activités tournées

vers l'extérieur. Les PF ont une vision un peu différente, même si elles identifient ces mêmes actions comme prioritaires, elles finissent par mettre en exergue la création d'un secteur privé national fort et la réduction de la dette externe, ce qui dévoile un grand souci d'assainir l'économie et un pari sur les forces internes comme façon de vaincre les difficultés.

- Dans le domaine social, les deux sous-groupes donnent l'importance maximum au contrôle du paludisme, aux infrastructures publiques et à un système d'éducation efficace, comme façon d'assurer des améliorations dans les conditions de vie des Santoméens. En continuant dans l'identification d'autres facteurs sociaux qui puissent contribuer au bien-être des Santoméens, autant les PH que les PF renvoient à la nécessité de changement du comportement " leve-leve ". Les PF donnent plus d'importance aux conditions de logement, tandis que les PH attribuent plus de poids à l'offre culturelle.
- S'il s'agit du retour définitif, les PF autant que les PH parient sur le retour dans une perspective de moyen et long terme, aggravée, dans le cas des PF, par les énormes incertitudes associées au retour;
- Quant aux problèmes associés au retour, les PH désignent l'absence de moyens économiques, suivie du manque de confiance en l'avenir de STP, concordant, sous cet aspect, avec le principal problème identifié par les femmes, suivi chez elles, des motifs familiaux. ;
- Si on analyse la possibilité de participation au Portugal ou à STP, on note une tendance à la diminution de la disponibilité dans le cas où l'activité se déroule à STP. D'une disponibilité supérieure à 90% pour collaborer au Portugal, on passe à un peu plus de 50% (PF) et 30% (PH) pour STP. Enfin, trois sujets, au poids relatif différent, retiennent l'attention des professionnels qualifiés, en tant qu'activités possibles à STP : l'enseignement, les débats et rencontres et les activités libérales.

CHAPITRE VII

En guise de réflexion: propositions pour le changement vers le développement humain.

S.Tomé e Príncipe (STP) est un pays jeune, émergent, devenu indépendant depuis seulement un quart de siècle dans des conditions de précarité politique et économique. La relative accalmie qui a duré des centaines d'années est maintenant irrémédiablement altérée par des facteurs essentiellement exogènes. Ce n'est plus seulement le passé portugais qui affecte son évolution, mais aussi le processus de globalisation en cours qui s'insère dans son histoire indépendamment de sa volonté. S'il s'avère difficile pour n'importe quel pays de s'abstraire de ce processus, combien ce ne l'est-il pas pour un pays si fragile et dépendant de l'extérieur, surtout sous l'angle de son économie.

Il est bien évident que STP devra s'affronter aux enjeux issus des incessantes successions de changements qui mettent en jeu sa participation dans la sphère internationale et la dynamique de sa propre société. Le défi central est d'assumer que le destin d'une grande partie des événements est de la responsabilité des acteurs impliqués. En définitive, il revient aux Santoméens de décider vers où faire tendre leurs efforts. La communauté internationale en général et le PNUD en particulier pourront proposer des choix, appuyer des initiatives, suggérer les meilleures voies, mitiger la fragilité d'un petit Etat débutant, offrir la visibilité des avantages comparatifs. Mais la parole doit toujours être donnée aux bénéficiaires potentiels et personne ne peut substituer leur volonté ni leurs aspirations. C'est de cette conviction que surgit le développement humain et ces principes devraient donc présider à toutes les interventions relatives aux changements.

Le succès de la réalisation des aspirations est en rapport étroit avec les conditions de départ et les moyens mis à disposition pour les atteindre.

En ce qui concerne les conditions, il faut souligner que STP est un pays qui jouit d'un degré élevé de sécurité, de paix et, par conséquent, un endroit où il est possible de réfléchir à voix haute sur les problèmes et les possibilités de choix.

Ses niveaux de DH, comparés avec les autres pays du monde, le situent à un niveau moyen, avec des indices d'éducation et d'espérance de vie considérablement élevés, surtout si on les rapproche de ceux d'autres pays subsahariens. Toutefois, sa position économique, à commencer par le PIB, est bien plus mauvaise et sa vulnérabilité est très marquée, ce qui le rend presque totalement dépendant de la coopération internationale. Il serait plus mal situé pour ce qui est des principaux indicateurs si la comparaison se faisait avec les pays insulaires de population similaire.

Ces déficiences proviennent d'une fragilité institutionnelle flagrante et des iniquités considérables par genre et par régions qui font flancher les niveaux globaux de DH. En outre, tandis que l'extrême pauvreté est atténuée avec l'aide de la coopération internationale, la pauvreté dans son ensemble augmente et elle est aggravée par la crise économique.

Tout ce qui est signalé ici semble être considérablement affecté par une culture reposant sur un modèle historique au long cours lié au système des roças, qui ne faci-

lite absolument pas les changements favorables pour le commun des Santoméens, et en particulier pour les secteurs les plus défavorisés. Mais ce modèle est de plus en plus remis en question par les désirs d'une partie, au moins, des Santoméens et par les tendances internationales qui touchent le pays, de sorte que s'ouvrent de sérieuses options pour une révision de fond suivie d'une reconfiguration.

Partant de la considération de la situation actuelle ainsi que des aspirations et changements en cours, mais avec la perspective d'un développement humain équilibré et durable, voici, en gros, nos références initiales sur lesquelles ont été construites les propositions présentées ci-dessous:

1. Les écarts de développement humain liés à la femme et à la région peuvent être réduits si on agit prioritairement sur les capacités des femmes et les créations d'opportunités pour elles. Pour cela, il est essentiel d'activer des réseaux et associations de femmes (ou destinées à les appuyer), faciliter l'accès des femmes aux services financiers et à la création d'entreprises et élever leur instruction jusqu'aux niveaux atteints par les hommes.
2. Les ressources humaines sont essentielles pour le développement de n'importe quel pays. STP n'est pas une exception et le pays a besoin de réaliser un investissement considérable pour améliorer sa qualification et l'adapter aux nécessités du pays. Générer un fonds de compétitivité pour développer les ressources humaines et créer un programme d'éducation technologique et humaniste sont des objectifs minimums pour démarrer dans cette voie et offrir des alternatives séduisantes pour les jeunes, les femmes et les entrepreneurs.
3. L'avenir de STP ne devrait pas se limiter à ce que réalisent ses résidents actuels. Beaucoup de Santoméens se trouvent loin de leur pays mais ils souhaiteraient -et ils pourraient- contribuer à son développement si étaient mises en place des conditions minimums de confiance. Pour que cela soit possible, il faut créer des espaces de dialogue, par la voie de la politique officielle aussi bien que par celle de la société civile.

Une bonne stratégie de participation à des projets de développement humain conjoints, indépendamment de la résidence, serait aussi bénéfique pour les objectifs ad hoc que pour renforcer le sens collectif et reconstruire ainsi une identité intégrative en même temps que respectueuse de la diversité interne.

4. La coopération internationale joue un rôle clef dans le présent et l'avenir de STP. Il se peut qu'elle n'ait pas prêté une attention suffisante à l'approfondissement de la culture santoméenne pour lui permettre de s'imprégner de la philosophie du développement humain. Certains comportements culturels s'ajustent mieux au DH et, bien que ce soit les Santoméens qui doivent en décider en dernière instance, on peut générer les conditions de réflexion qui facilitent le développement de sensibilités déterminées. Il faut ouvrir des espaces de communication physique et symbolique, des environnements de discussion, de pensée, de critique.
5. L'aspect institutionnel est nécessaire et son renforcement est urgent si on veut disposer des conditions minimums pour affronter les changements en cours et ceux qui pointent à l'horizon. Entrer en compétition internationalement, dans n'importe quel domaine -soit économique, soit politique, soit intellectuel- sans des institutions qui appuient les acteurs santoméens revient à les mettre dans une position de départ clairement désavantageuse. Développer le pays sur des critères d'équité mais sans un système ordonné et porté par les institutions n'est que chimère. S'ajuster sur ce à quoi rêvent les populations est la meilleure façon d'orienter le changement dans la direction correcte. Mais pour satisfaire les désirs, il faut créer, donner du potentiel et développer toutes les capacités individuelles et collectives et cela requiert du développement humain qui, à son tour, rétro alimentera les capacités. Le sens de l'opportunité est également important. Une attente trop prolongée dans un monde de changements aussi rapides et accélérés peut entraîner la perte de contrôle des ressources propres. Peut-être le moment est-il venu, pour éviter que cela n'arrive, d'agir avec détermination et en réunissant tous les efforts possibles.

Synopsis

S.Tomé e Príncipe (STP) est un pays jeune, émergent, devenu indépendant depuis à peine un quart de siècle dans des conditions de précarité politique et économique. La relative routine de centaines d'années est maintenant irrémédiablement perturbée et il devient nécessaire d'affronter les défis provoqués par l'incessante succession de changements entraînée par la participation du pays dans la sphère internationale et par la dynamique de sa propre société.

L'enjeu central consiste à assumer que le cours de la majeure partie des événements est de la responsabilité des Santoméens et qu'il leur revient de décider vers où diriger leurs efforts. Mais les autres acteurs impliqués sont aussi concernés dans la mesure où ils peuvent faciliter à STP la réalisation de ses aspirations.

Le présent Rapport de Développement Humain prétend couvrir la réflexion sur le problème des changements dans un pays comme STP, en partant non seulement de sa conjoncture politique, économique et sociale, mais aussi de son identité culturelle et des options de reconfiguration ouvertes pour s'ajuster à la mondialisation. L'hypothèse de départ considère que l'identité culturelle peut faire office de médiation pour le développement humain et que cette entremise a une valeur fondamentale.

Partant de ces prémisses, le Rapport essaie de:

1. Fournir une vision de la situation de développement humain dans le pays, du point de vue aussi bien synchronique que diachronique. Cela mène à une nécessité d'actualisation des données et à une analyse du processus aboutissant au profil ainsi représenté.
2. Connaître et mieux comprendre la culture santoméenne et les identités possibles ajustées à la fois à cette société et au développement humain;
3. Contribuer à la réflexion sur Changement, Culture et Développement Humain, en sorte que son utilité théorique puisse s'appliquer à de postérieures recherches dans d'autres pays ;
4. Avancer des propositions susceptibles de rassembler les volontés, de l'intérieur autant que de l'extérieur du pays et surtout des émigrants santoméens.

Methodologie

Pour réaliser l'étude sur les Santoméens au Portugal, il a été jugé préférable d'arriver à un accord de collaboration avec la principale association santoméenne dans ce pays, Association de la Communauté de S. Tomé e Príncipe (ACOSP), et d'œuvrer avec son appui. On a retenu cette option pour trois raisons: faciliter le contact et gagner la confiance des Santoméens au Portugal, pouvoir réaliser le travail de terrain en un temps raisonnablement court - puisqu'on disposait de leurs ressources humaines- et entamer le plus brièvement possible un dialogue sur de futures actions conjointes avec des Santoméens de STP et du Portugal.

La population cible de ce travail a été établie à partir de STP; en fonction de sa potentialité à contribuer au changement vers le développement humain, ce qui était le thème principal du Rapport du Développement Humain 2001-2001. Cette population a été définie en fonction de ses qualifications académiques -au minimum une carrière universitaire moyenne ou sur la voie de son obtention- et sa résidence au Portugal, pays qui abrite le gros de la main d'œuvre qualifiée vivant à l'extérieur et qui alimente un système de bourses permettant à quelques Santoméens de poursuivre leurs études universitaires.

On a appelé professionnels ceux qui ont terminé leurs études et étudiants universitaires ou futurs professionnels ceux qui sont en cours d'études en vue d'obtenir un titre universitaire.

Pour garder la perspective de genre, on a essayé de faire en sorte que toutes les

recherches et les données obtenues soient désagrégées par sexe. Professionnels et étudiants, hommes et femmes forment ainsi des sous-groupes dont la référence est obligatoire tout au long de l'essai et qui sont l'objet de comparaisons entre eux pour apprécier les corrélations positives ou négatives par rapport aux thèmes de réflexion.

Il faut noter que, indépendamment du groupe-cible ou de quelque autre sous-groupe, le titre de ce travail mentionne le concept de "migrants", et non pas "émigrants" ou immigrants".

Il importe en effet de souligner que, méthodologiquement, la vision d'une population est singulièrement affectée par la perspective à partir de laquelle elle est observée. Il est complètement différent de la considérer à partir du lieu d'où elle est partie plutôt que de l'aborder depuis l'endroit qui la reçoit, c'est à dire conceptualisée comme immigrante. Le migrant est le résultat de ces deux perspectives et il revient aux acteurs sociaux de réfléchir et d'agir en fonction de l'un ou de l'autre de ces regards.

La première étape du travail s'est centrée sur la compilation de l'information disponible sur les Santoméens en général résidents au Portugal, et, en supposant que cette information existe, sur leurs étudiants universitaires et leurs professionnels en particulier.

Face à la quasi inexistence de bibliographie publiée, la base de cette première approche au groupe cible était constituée

par les documents fournis par le Ministère des Affaires Etrangères et Coopération et par l'Ambassade de STP au Portugal, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le Haut Commissaire pour l'Immigration et les Minorités Ethniques, le Ministère de l'Administration Interne -Service des Etrangers et Frontières- et l'ASCOP. Dès les premiers moments, la faiblesse des rares statistiques disponibles sautait aux yeux: impossible de s'assurer du nombre des étudiants actuels à l'université portugaise ou du nombre de professionnels santoméens vivant au Portugal.

Après avoir pris connaissance de l'information disponible, on passa à la phase de réalisation du travail de terrain, basé essentiellement sur trois techniques: l'enquête, l'entretien en profondeur et l'observation participante.

L'enquête fut préparée et soumise à l'épreuve sur des Santoméens qui s'étaient rendus dans leur pays natal en Décembre 2002. Par la suite, elle a été réalisée au Portugal, à Lisboa, Coimbra et Porto essentiellement, au cours des mois de janvier et février 2001. On pouvait compter sur l'appui de ASCOP bien implanté dans chacune de ces villes, surtout dans l'université. 60 enquêtes furent réalisées, ce qui représente 14,7% des 406 Santoméens du groupe cible. Quant aux femmes qui constituaient un objectif prioritaire, et parce qu'on tenait à connaître le mieux possible leur diversité interne, elles ont été plus nombreuses (40%) que ce que les règles statistiques auraient fixé. Pour ce qui est des pourcentages de professionnels et d'étudiants consultés, il est de 54 et 46,6 respectivement, ce qui représente une légère déviation statistique sans effet sur les résultats

L'enquête, semi-ouverte, contient trois sections:

La première partie cherche à réunir quelques données de base sur le profil de ces Santoméens, toujours en relation avec les hypothèses de l'étude générale. C'est ainsi que les intervalles d'âge et la durée de la résidence au Portugal sont établis en partant de la considération des périodes plus significatives de l'histoire récente

santoméenne, pour permettre la comparaison des effets de chaque conjoncture historique sur les migrations avec le Portugal. La profession des personnes consultées tient compte des oppositions, secteur public versus secteur privé et entrepreneur versus employé, parce qu'il est intéressant de connaître leur potentialité par rapport au changement dans une conjoncture santoméenne qui semble nécessiter d'un secteur privé fort. Les liens de parenté induits de l'état civil et de la nationalité du conjoint peuvent permettre une première appréciation sur l'influence de l'entourage, portugais comparé au santoméen, et ils orientent donc la réflexion sur les relations intra et inter-ethniques.

La seconde partie est conçue de telle sorte qu'on puisse commencer à appréhender leur vision sur l'avenir de STP. Sous le titre générique de " Aspirations pour STP ", est incluse une première approche de leurs attentes sur divers agents, à partir d'une sélection de trois d'entre eux sur sept pré-déterminés et un ouvert. La sélection de ces 7 agents fut effectuée pour permettre au moins deux lectures.

L'une relative au domaine des catégories sélectionnées, sachant que deux catégories sont économiques (entrepreneurs et investisseurs), deux sont politico-institutionnelles (Gouvernement et Président de la République), et deux sociales (citoyens et Santoméens résidents à l'étranger) et une dernière dont la prétention est plus vaste puisqu'elle couvre des espaces des trois précédentes, la coopération internationale. L'autre lecture est relative aux catégories associées à ce qui se trouve à S. Tomé par opposition à ce qui vient de l'extérieur: entrepreneurs santoméens versus investisseurs étrangers, citoyens en général versus Santoméens résidents à l'étranger et Gouvernement-Président de la République versus coopération internationale. On peut ainsi évaluer de suite, de façon simple et directe leur perception sur les possibilités d'améliorer la situation socio-économique.

Les trois points suivants tentent de découvrir quels sont les facteurs identifiés par les Santoméens pour parvenir au STP désiré et quelle importance relative ils leur

accordent par rapport aux autres facteurs évalués. En se basant sur le travail de terrain préalable effectué à STP et sur le document NLTPS, qui recueillait les aspirations de l'ensemble des Santoméens, on a sélectionné vingt quatre facteurs qui ont été répartis en trois tableaux. Chacun de ces tableaux essaie de couvrir les facteurs les plus associés à un pont de vue et, bien que les limites entre l'un et l'autre puissent être diffuses, ils sont en étroite relation les uns avec les autres et un même facteur peut se retrouver dans l'un ou l'autre (comme la coopération internationale), cependant, l'ensemble de chaque tableau permet d'apprécier clairement si on se réfère à un point de vue économique, politique ou social, bien qu'il n'y ait pas dans l'enquête d'épigraphe qui l'indique. On prétend ainsi visualiser l'emphase déposée à partir de chacune de ces lectures et la comparer avec les attentes sur les agents.

La troisième partie de l'enquête a été conçue pour mieux connaître leurs relations avec STP et les Santoméens et entrevoir les premières options de coopération possible.

On part d'une question objective -la fréquence des voyages à STP- pour entrer ensuite sur des questions subjectives -hypothèse d'un retour ou les raisons pour lesquelles il ne se fait pas et délai prévu-. Aussitôt après, on cherche à apprécier s'il existe des relations et de quelles caractéristiques avec les autres Santoméens du Portugal, en partant des divers types de contacts communs (familles, amitié, voisinage, etc.). On essaie enfin de connaître la prédisposition pour collaborer à des activités avec des Santoméens au Portugal et à STP et dans quels domaines. Le choix des propositions tente de s'ajuster sur des intérêts déjà connus, en espérant que les personnes consultés en ajoutent d'autres, ce qui ne s'est produit que très ponctuellement.

Les premières conclusions de l'enquête ont permis de mieux orienter les 25 entrevues en profondeur, semi-structurées et ouvertes. On a décidé du nombre en cours de recherche et en fonction des nécessités d'information pour appréhender le mieux possible la diversité interne de ces Santoméens par rapport aux thèmes envisagés et en gardant toujours la perspective de genre. L'anonymat a été promis aux Santoméens avec lesquels ce travail a été fait, raison pour laquelle les noms ont été changés dans les citations extraites des entrevues.

Les interviews ont été transcrites littéralement et analysées comme des textes avec des techniques sémiotiques, en particulier la sémiotique greimasienne et le dénommé "Groupe de Entrevernes".

Dans les transcriptions pour cet essai, des corrections ont été introduites, mais ponctuellement seulement et de façon à faciliter la lecture, la priorité étant de garder le langage ou le style du discours pour permettre au lecteur de faire sa propre analyse des textes originaux et d'avoir une perception aussi directe que possible.

Tout en réalisant ces interviews formelles, on a vécu avec les Santoméens pour pouvoir observer et approfondir les principales questions en suspens de cette recherche, surtout celles relatives aux relations intra-ethniques et inter-ethniques, ainsi que les changements précis dans les normes de comportement, comparées avec celles observées à STP.

Les analyses des enquêtes et des entrevues furent débattues, tout d'abord, avec des professionnels des sciences sociales et, ensuite, elles furent remises à une sélection de Santoméens au Portugal pour recueillir leurs commentaires, réfléchir dessus et introduire les modifications en découlant, avant de débattre sur cet essai avec l'équipe des Nations Unies à STP.

Les enquêtes

Annexe 1: Enquête auprès de 60 Santoméens

Annexe 2: Enquête auprès des femmes professionnelles

Annexe 3: Enquête auprès des hommes professionnels

Annexe 4: Enquête auprès des femmes étudiantes universitaires

Annexe 5: Enquête auprès des hommes étudiants universitaires

Annexe 6: Enquête auprès des hommes santoméens

Annexe 7: Enquête auprès des femmes santoméennes

Annexe 8: Enquête auprès des professionnels santoméens

Annexe 9: Enquête auprès des étudiants santoméens

Nous traduisons ici l'enquête à laquelle les personnes de l'échantillon sélectionné devaient répondre.

Nous renvoyons le lecteur à l'original en portugais pour trouver les chiffres correspondant à chacune des annexes.

Les enquêtes

Enquête réalisée en janvier-février 2001 au Portugal. Résultats en pourcentage.

Developpement Humain De São Tomé E Príncipe: **Participation Des Cadres Et Etudiants Residents Au Portugal**

I – Donnees de l’entrevue

1. *Sexe (Cocher La Bonne Réponse Avec Un X)*
 - A. Masculin
 - B. Feminin
2. *Age*
 - A. Moins De 30 Ans
 - B. Entre 31 Et 40 Ans
 - C. Entre 41 Et 50 Ans
 - D. Plus De 50 Ans
3. *Titre Academique*
 - A. Baccalaureat
 - B. Licence
 - C. Maitrise
 - D. Doctorat
 - E. Autre (Spécifier) ...
4. *Profession Principale*
 - A. Entrepreneur (Spécifier)
 - B. Employe Dans Le Secteur Public (Spécifier)
 - C. Employe Dans Le Secteur Prive (Spécifier)
5. *Il Y A Combien De Temps Que Vous Residez Au Portugal?*
 - A. Moins De 5 Ans
 - B. Entre 5 Et 10 Ans
 - C. Entre 11 Et 25 Ans
 - D. Plus De 25 Ans
6. *Etat Civil*
 - A. Celibataire
 - B. Marie
 - C. En Union De Fait
 - D. Autre (Spécifier)
 - E. Ne Répond Pas
7. *Si Vous Repondez B, C Ou D A La Question Precedente, Veuillez Specifier La Nationalite De Votre Conjoint(E)*
 - A. Portugaise
 - B. Santomenne
 - C. Autre

II. Aspirations Pour Stp

8. *Lesquels De Ces Agents Aurons , Selon Vous, Un Role Plus Important Dans L’avenir De Stp? (Signaler 3 Options)*
 - A. Entrepreneurs Santomeens
 - B. Gouvernement
 - C. Citoyens En General
 - D. Investisseurs Etrangers
 - E. President Dela Republique
 - F. Cooperation Internationale
 - G. Santomeens Residents A L’etranger
 - H. Autres (Spécifier)

9. *Considérez-Vous Que Le Fait D'améliorer L'actuelle Situation Economique Et Sociale De São Tomé E Príncipe Est Une Tache... (Ne Signaler Qu'une Réponse)*

- A. Très Difficile
- B. Difficile
- C. Facile
- D. Impossible

10. *Sur Une Echelle De 1 A 5 (Ou 1 Correspond Au Minimum Et 5 Au Maximum), Classifiez Selon Leur Importance Pour L'avenir De Stp Les Facteurs Suivants:*

		1	2	3	4	5	Nrp
A	Reorganisation De L'appareil D'état						
B	Stabilité Politique						
C	Honnêteté Dans L'exercice Des Charges Publiques						
D	Renforcement De L'autorité De L'état						
E	Confiance Dans Les Institutions Publiques						
F	Renforcement Des Pouvoirs Du Président						
G	Promotion Du Dialogue Et Concertation Sociale						
H	Revision De La Constitution						

11. *Sur Une Echelle De 1 A 5 (Ou 1 Correspond Au Minimum Et 5 Au Maximum), Classifiez Selon Leur Importance Pour L'avenir De Stp Les Facteurs Suivants :*

		1	2	3	4	5	Nrp
A	Développement Du Tourisme						
B	Réduction De La Dette Externe						
C	Création D'un Secteur Privé Fort						
D	Augmentation De La Coopération Internationale						
E	Épargne Des Émigrants						
F	Exploitation Du Pétrole						
G	Diversification Des Exportations						
H	Attraction De L'investissement Étranger						

12. *Sur Une Echelle De 1 A 5 (Ou 1 Correspond Au Minimum Et 5 Au Maximum), Classifiez Les Facteurs Suivants Selon Leur Importance Pour Un Changement De La Qualité De Vie De La Population Santoméenne:*

		1	2	3	4	5	Nrp
A	Infrastructures Publiques (Eau, Lumière, Hôpitaux, Etc.)						
B	Système Éducatif Efficace						
C	Contrôle Du Paludisme						
D	Salaires Plus Élevés						
E	Environnement Naturel Équilibré						
F	Conditions De Logement						
G	Altération Du Comportement « Leve-Leve »						
H	Offre Culturelle (Bibliothèques, Cinémas, Salles D'exposition, Etc.)						

III. Relations Avec Stp

13. *Avec Quelle Régularité Allez-Vous A Stp?*

- A. Plusieurs Fois Par An
 - B. Annuellement
 - C. Tous Les Deux Ans
 - D. Rarement
 - E. Jamais
- Nrp

14. *Envisagez-Vous L'hypothèse De Revenir Un Jour Définitivement A Stp?*

- A. Oui
 - B. Non
- Nrp

15. *Si Vous Avez Répondu Par B A La Question Précédente, Indiquez Pour Quelle Raison (Signalez 1 Ou 2 Réponses):*
Raisons Professionnelles

Raisons Familiales
Absence De Qualite De Vie A Stp
Deception
Pas D'interet
Autre (Spécifiez)

16. *Sivous Avez Repondu A A La Question 14, Indiquez Quand Vous Pensez Retourner :*
- A. Sous Peu
 - B. A Moyen Terme
 - C. A Long Terme
 - D. Apres La Retraite
 - E. Ne Sait Pas
17. *Au Cas Ou Vous Avez Repondu A, B, Ou C A La Question 16, Indiquez Si Vous Affrontez Un De Ces Problemes Pour Concretiser Ce Retour :*
- A. Raisons Familiales
 - B. Raisons Professionnelles
 - C. Manque De Confiance En L'avenir De Stp
 - D. Absence De Moyens Economiques
 - E. Autre (Spécifier)
18. *Est-Ce Que Vous Avez L'habitude D'avoir Des Contacts Reguliers Avec Les Autres Santomeens Qui Resident Au Portugal*
- A. Oui
 - B. Non
 - Nrp
19. *Si Vous Avez Repondu A, Specifiez Quels Types De Contact :*
- A. Familiaux
 - B. De Voisinage
 - C. D'amitie
 - D. Associations
 - E. Autre (Spécifiez) ...
20. *Considerez-Vous L'hypothese De Collaborer A Des Activites Qui Impliquent Les Santomeens*
- A. Oui
 - B. Non
 - C. Ne Sait Pas
 - Nrp
- (Si La Réponse Est A Passer A La Question 21; Si Elle Est B Passer A La Question 24)
21. *Si Vous Avez Repondu A A La Question Anterieure, Specifiez (On Peut Signaler Une Ou Deux Hypothèses)*
- A. Communauté Santomeenne Au Portugal
 - B. Initiatives Qui Se Passent A Stp
22. *Si Vous Avez Repondu A A La Question 21, Specifiez (On Peut Signaler Une Ou Plusieurs Hypothèses)*
- A. Manifestations Culturelles Santomeennes
 - B. Associations Santomeennes
 - C. Organisations De Debats Et Rencontres
 - D. Appui Juridique
 - E. Autre (Spécifiez)
23. *Si Vous Avez Repondu B A La Question 21, Indiquez Le Domaine:*
- A. Tourisme
 - B. Commerce
 - C. Activites Liberales
 - D. Enseignement
 - E. Organisation De Debats Et Rencontres
 - F. Autre (Spécifiez)
24. *Si Vous Avez Repondu B A La Question 20, Expliquez Pourquoi:*